

Le Monde

55^e ANNÉE - N° 16859 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

VENDREDI 9 AVRIL 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

MONDE DES LIVRES
MONDE DES POCHES

Au sommaire :
Herling, Chevillard,
Wittgenstein,
la question gay, etc.

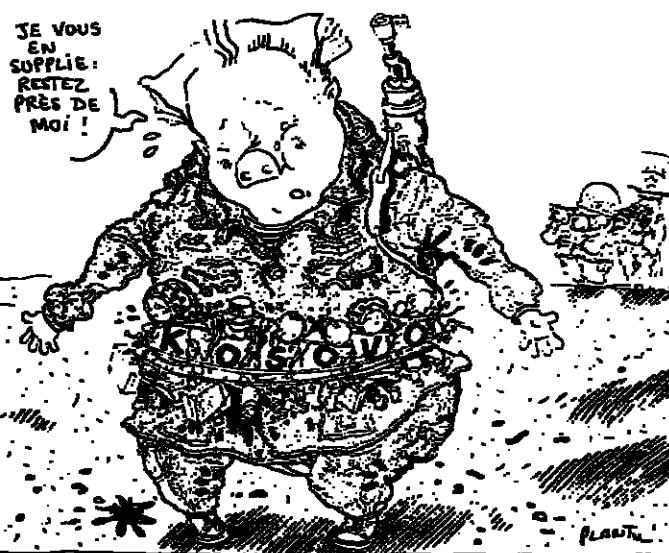


Au Kosovo, avec les combattants de l'UCK

- Notre envoyé spécial a rencontré la guérilla de l'Armée de libération, dans l'ouest du Kosovo
- « Le monde n'aurait jamais dû laisser l'armée serbe se renforcer autant », dit un officier indépendantiste
- Belgrade ferme brutalement ses frontières avec l'Albanie et la Macédoine

NOTRE envoyé spécial au Monténégro, Rémy Ourdan, a franchi la frontière pour se rendre à l'ouest du Kosovo, dans la région de Rugova, contrôlée par les combattants de l'UCK qui continuent de lutter contre l'armée serbe. Un commandant de l'organisation lui a déclaré : « Nous avions prévu la communauté internationale qui ne nous a pas entendus. Le monde n'aurait jamais dû laisser l'armée serbe se renforcer autant au Kosovo. » Repliés dans les montagnes, ces combattants admettent que l'Armée de libération du Kosovo est en situation difficile depuis le lancement de la nouvelle offensive serbe. Ils attendent que les forces serbes soient suffisamment affaiblies par les opérations de l'OTAN auxquelles ils contribuent en désignant aux alliés des cibles serbes.

Les autorités de la République fédérale de Yougoslavie ont fermé, mercredi 7 avril, les frontières avec l'Albanie et la Macédoine. L'Organisation pour la sécurité et



la coopération en Europe estime que 80 000 Kosovars ont ainsi été refoulés aux frontières de ces deux pays. L'OTAN soupçonne Belgrade de vouloir se servir d'eux comme otages en des lieux qui pourraient être visés par les alliés. L'armée macédonienne a vidé brutalement, dans la nuit de mardi à mercredi, le camp de Blace où s'étaient réfugiés 60 000 Kosovars. Notre envoyé spécial, Henri de Bresson, raconte comment les soldats ont forcé la moitié d'entre eux à se rendre dans un centre de transit de l'OTAN. Les autres ont été chassés vers des destinations que l'on suppose être l'Albanie, la Grèce et la Turquie. L'OTAN a bombardé une nouvelle fois, mercredi soir, le centre de Belgrade. Les États-Unis ont nommé menacé neuf officiers serbes de les juger pour crimes de guerre.

- Le reportage de Rémy Ourdan avec l'UCK
- Belgrade isole le Kosovo
- L'Europe et l'aide aux réfugiés
- Deux semaines de guerre : premiers bilans

- Les nouvelles armes de l'OTAN
- Pierre Vidal-Naquet répond à Pascal Bruckner
- La guerre vue par les médias russes
- Les pilotes français et le « NATO secret »



L'Elysée et Matignon dans la guerre

DEPUIS le début des frappes aériennes de l'OTAN, le 24 mars, Jacques Chirac et Lionel Jospin ont montré une parfaite identité de vues, tant sur les choix militaires que sur la question des réfugiés ou encore sur la manière de traiter M. Milosevic. « Tous deux ont une vision identique et très réaliste de l'Europe, où domine surtout le souci de créer un contre-poids à la puissance américaine », explique le ministre de la défense, Alain Richard. La situation de guerre entraîne un contact permanent et une collaboration renforcée entre les deux têtes de l'exécutif. Enquête croisée à l'Elysée et à Matignon.

Lire page 16

Baton Haxhiu, ce journaliste qui a appris sa mort par la radio

LONDRES
de notre correspondant

« Je tenais de bonne source que mon nom figurait sur la liste de ceux que les Serbes voulaient liquider » : sous les plafonds chamarrés du Foreign Office dont les murs racontent l'histoire de l'Angleterre, Baton Haxhiu, rédacteur en chef de *Koha Ditore*, le principal quotidien albanophone du Kosovo, ne hausse jamais le ton quand on l'interroge sur le calvaire qu'il vient de vivre. Les yeux fatigués clignent derrière les grosses lunettes du militant nationaliste kosovar interpellé par la police serbe à Pristina au lendemain des premiers raids de l'OTAN. Cet Albanais de trente-deux ans est un ami proche de Bajram Kelmendi, le célèbre avocat des droits de l'homme tué par des paramilitaires serbes le 24 mars avec ses deux fils.

Dans un fourgon cellulaire, trois membres des forces de sécurité serbes tabassaient Baton Haxhiu avec leur arme. Mais alors qu'il s'attendait à être abattu, ses geôliers le libèrent vingt minutes après, sans explication. Ils l'ont,

au passage, délesté de son portefeuille. Pendant douze jours, le journaliste se cache, changeant quotidiennement de planque pour tenter d'échapper à cette campagne visant à anéantir les cercles intellectuels modérés du chef-lieu. « J'ai entendu parler de ma mort le 29 mars à la radio. Je pensais que, d'une certaine manière, l'information donnée par un porte-parole de l'OTAN était exacte. Je sentais vraiment que j'avais été exécuté par les Serbes. Je ne pouvais prévenir personne pour démentir. Je m'inquiétais vivement de la manière dont ma femme et mes enfants devaient vivre pareille nouvelle », explique ce journaliste chaleureux, très apprécié par ses confrères étrangers lors de leurs passages à Pristina.

L'état se resserre autour de celui qui, donné pour mort, quitte Pristina le 1^{er} avril pour tenter de gagner la Macédoine. Le fugitif, qui s'est rasé la barbe, se cache pendant quatre jours dans la montagne avant de se mêler au flot des expulsés poussés hors de la province. A l'approche de la frontière, il saute dans une voiture conduite par une inconnue accompa-

gnée de son enfant. Lors d'un arrêt, Baton Haxhiu est reconnu par une amie, elle aussi bloquée dans son véhicule par les milliers de réfugiés qui affluent à la frontière. D'un regard, il implore celle-ci de l'ignorer, ce qu'elle fait : la zone grouille en effet d'agents de sécurité serbes. Le patron de *Koha Ditore* parvient à passer en Macédoine et, de là, prend le chemin de Londres pour témoigner, le 7 avril, en compagnie de deux autres journalistes et de l'interprète albanaise utilisée par le Foreign Office lors des pourparlers de Rambouillet.

Comme l'a indiqué le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, Baton Haxhiu doit prendre la direction du nouveau service d'information à destination du Kosovo organisé par des journalistes qui, comme lui, ont fui la province. Financé par la Grande-Bretagne, ce réseau, qui pourrait être installé à Skopje, devrait publier *Koha Ditore* deux à trois fois par semaine afin d'informer les déportés sur le déroulement de la guerre et d'œuvrer à la réunion des familles.

Marc Roche

Droit d'asile pour les Kosovars

APRÈS quelques jours d'hésitations, le gouvernement de Lionel Jospin a finalement décidé d'accueillir plusieurs milliers de réfugiés kosovars sur le sol français. Nul ne sait encore s'ils bénéficieront du statut extrêmement protecteur de la convention de Genève de 1951 ou de l'asile territorial, un statut plus restreint officialisé par la loi Chevènement. Ce débat s'inscrit dans un contexte difficile en matière de droit d'asile, accordé de façon de plus en plus restrictive : en 1998, moins de 4 000 statuts de réfugiés ont été accordés, soit une légère baisse par rapport à 1997. Au total, plus de 80 % des demandes sont rejetées.

Lire page 12

Les contradictions des communistes



ROBERT HUE

CONVAINCU que la guerre serait courte et que les Français étaient majoritairement hostiles à l'intervention de l'OTAN, le PCF et son secrétaire national, Robert Hue, se retrouvent aujourd'hui tiraillés entre réflexes identitaires et velléités d'ouverture. Le Kosovo suscite aussi des tensions et des divisions au sein de la gauche radicale, certains pensant que le schéma « anti-impérialiste » de la guerre du Golfe est transposable en ex-Yougoslavie, d'autres non.

Lire page 10

International	2	Tableau de bord	28
France	10	Aujourd'hui	31
Société	11	Météorologie, jeux	34
Régions	15	Culture	35
Horizons	16	Guide culturel	37
Carnet	24	Kiosque	38
Entreprises	25	Abonnements	38
Communication	27	Radio-Télévision	39

Règlements de comptes à Moscou

Le baron des affaires, Boris Berezovski, riposte au mandat d'arrêt lancé contre lui. Il a organisé une conférence de presse à Paris. « Tout ce qui a fait Primakov échoue », a-t-il déclaré au Monde.

Le rapprochement Renault-Nissan

Il a fallu neuf mois de négociations discrètes entre les deux constructeurs pour parvenir à un accord. Il reste à accomplir le plus difficile : restaurer la rentabilité de Nissan.



Jardin rétro

La passion des végétaux anciens s'étend aux simples jardiniers. Les catalogues spécialisés se multiplient alors que se tiendra ce week-end la fête des plantes vivaces.

La trompeuse banalité de l'eau

Cet élément familier surprend les scientifiques par son comportement lorsqu'il est soumis à des températures et des pressions variables. En collaboration avec *El País* et *Nature*, l'eau comme on ne la connaissait pas.

La mort d'Emile Copermann

Romancier, critique, il fut, selon le mot de François Maspéro, « la conscience éditoriale de la maison » créée par ce dernier. Emile Copermann est mort dans la nuit du dimanche 4 au lundi 5 avril.

Les enfants et les œuvres d'art

L'artiste suisse Gottfried Honegger a ouvert à Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes) un atelier réservé aux enfants et aux adolescents. Les méthodes pédagogiques y sont inédites.

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRÖ ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 250 PTE ; Roumanie, 8 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suisse, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 1 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-409-750 F



مكتبة من الأصل

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999

BALKANS Les Alliés sont très perplexes après la décision de Belgrade de fermer ses frontières et de faire refouler les réfugiés affluant vers l'Albanie et la Macédoine. Nouvelle « ruse »

du président Milosevic, ou premier « signe » de recul ? ● L'ARMÉE DE LIBÉRATION du Kosovo n'est pas démantelée dans certaines régions de la province, où une partie de la popula-

tion a fui les villes et villages, écrit notre envoyé spécial, qui a pu entrer avec un groupe de l'UCK dans l'ouest du Kosovo. ● L'ÉPURATION ETHNIQUE avait été programmée dans un

plan dit « fer à cheval », ont confirmé mercredi les autorités allemandes. Américains et Britanniques avaient eu connaissance d'informations en ce sens. ● LA MACÉDOINE, qui a expulsé

70 000 personnes de la zone frontalière de Blace, est vivement critiquée pour son traitement des réfugiés. ● L'OTAN a de nouveau bombardé Belgrade mercredi.

Voyage à l'ouest du Kosovo avec l'Armée de libération

Notre envoyé spécial a rencontré les combattants de l'UCK dans les montagnes. « Le monde n'aurait jamais dû laisser l'armée serbe se renforcer autant au Kosovo », déclare un officier indépendantiste

RUGOVA (Kosovo)
de notre envoyé spécial
Les combattants kosovars reviennent d'une bataille de trois heures contre l'armée serbe. Il est

REPORTAGE

L'UCK désigne des cibles serbes pour les raids aériens de l'OTAN

minuit. Un soldat ramène une bûche dans le poêle. Un autre va chercher une cruche d'eau au bord de la rivière Rugovska. Tous portent des uniformes impeccables et le sigle de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), un aigle noir à deux têtes sur fond rouge. Les hommes portent leur fusil kalachnikov.

« L'OTAN a détruit les routes empruntées par les Serbes. Alors, ils essaient de se frayer un chemin vers ici depuis trois, quatre jours. Ils sont arrivés à moins de cinq kilomètres du village où est notre QG. » Le capitaine Florin Kulaj commande les 820 hommes de la brigade 136 de l'UCK dans la région de Rugova. Il est jeune - trente-cinq ans -, et apparemment respecté. Chauffeur de camion à Constance, en Allemagne, avant la guerre au Kosovo, il a fait ses armes dans la vallée de la Drenica en 1998. Il confirme que l'UCK vient d'y subir sa « principale défaite » depuis le lancement de la nouvelle offensive serbe et des raids aériens de l'OTAN.

Il est minuit et les guerriers albanais écoutent les avions occidentaux survoler le pays. Ils mènent actuellement un combat qui ne tourne pas à leur avantage. Pourtant, raconte un soldat, « nous n'avons pas peur. Nous croyons en la victoire. Cette guerre ne fait pas autant de morts que le conflit bosnien. Nous pouvons toujours, soldats et civils, nous replier dans des montagnes où les Serbes n'osent pas venir ». Les treize villages du canton de Rugova sont perchés dans ces montagnes. Ici, les habitants n'ont pas fui. Des familles de Pec, la ville de l'ouest du Kosovo vidée par l'armée de Belgrade la semaine dernière, sont même venues se réfugier à Rugova. « Mille personnes sont arrivées, dont 250 combattants qui ont rejoint nos rangs, dit le capitaine Kulaj. A Pec, il ne reste que 1 % à 2 % des Albanais qui y vivaient avant l'entrée des Serbes ».

Pour l'UCK, l'épuration ethnique était inévitable. « Avec ou sans les raids aériens, l'objectif principal des Serbes était de vider le Kosovo, pense Florin Kulaj. Nous avions prévenu la communauté internationale, qui ne nous a pas entendus. Le monde n'aurait jamais dû laisser l'armée serbe se renforcer autant au Kosovo. » L'officier estime que seules des livraisons d'armes à l'Armée de libération du Kosovo auraient pu éviter l'épuration ethnique. « On ne combat pas un tank avec une kalachnikov », murmure-t-il en souriant. Les combattants de l'UCK à Rugova sont très favorables aux opérations de l'OTAN en Yougoslavie. « Ces bombardements ne nous-



aident pas momentanément, à cause des offensives serbes, analyse le capitaine. Mais, pour l'avenir, ils nous seront bénéfiques. L'armée serbe sera affaiblie. Elle aura des difficultés à bouger car des ponts seront détruits. Elle aura moins de tanks... »

Le capitaine Kulaj est tellement enchanté des raids aériens qu'il reconnaît sans hésiter la collusion entre l'OTAN et son organisation. « L'UCK donne des informations sur les cibles à l'OTAN ! J'ai transmis mardi des informations sur un pont et une route empruntés par les Serbes. Le pont a été bombardé et détruit mercredi matin. » L'officier et ses hommes espèrent dorénavant surtout recevoir des armes lourdes, afin de mener eux-mêmes la guerre contre l'armée de Slobodan Milosevic. Le capitaine ajoute que, contrairement à ce que réclament les déportés kosovars, « l'OTAN n'a pas besoin d'envoyer des troupes au sol au Kosovo. Il suffit de détruire leurs tanks et leur artillerie.

Ensuite, nous pouvons combattre », dit-il. L'armée yougoslave avait, selon Florin Kulaj, « 180 à 190 tanks au Kosovo » avant le déclenchement de l'opération « Force déterminée ». « L'OTAN en a détruit 10 à 15 et l'UCK en a neutralisé 5 », affirme-t-il.

CANALUX DE RAVITAILLEMENT

Il est minuit, les combattants sont exténués. Florin Kulaj, dans son bureau, vient de recevoir un message crépitant dans son talkie-walkie sur des combats qui se déroulent à cinq kilomètres. Puis le quartier général régional de l'UCK à Rugova s'endort peu à peu. L'UCK ne semble pas être ici, contrairement à certaines informations militaires occidentales, coupée du monde. Les soldats affirment être reliés à d'autres bases, partout au Kosovo. S'il a reconnu la déroute dans la vallée de la Drenica, le capitaine Kulaj a, en revanche, prétendu que « l'UCK contrôle 45 % à 50 % du Kosovo, au lieu de 60 % il y a une semaine ». Cette perte de terrain n'est pas considérée comme une tragédie, vu l'ampleur de l'offensive serbe et le déséquilibre militaire. « C'est vrai que l'UCK est encerclée. Mais nous ne sommes pas inquiets. Nous sommes reliés entre nous, et nous avons des portes de sortie vers des pays étrangers. Outre ses bases et ses camps d'entraînement dans le nord de l'Albanie, l'UCK a des liens avec les réfugiés en Macédoine et au Monténégro.

Venus de l'un de ces pays étrangers, mercredi 7 avril, les journalistes français qui sont entrés au Kosovo

ont pu constater l'efficacité de ces canaux de ravitaillement de l'UCK. Nourriture, médicaments, et peut-être des armes, transitent par les sentiers de ces montagnes hostiles d'où l'armée serbe est absente. Des paysans recrutés par l'UCK organisent des convois de chevaux et de mules qui franchissent les cols en dépit des intempéries. Il y a encore jusqu'à trois mètres de neige par endroits. Les hommes marchent, les mules avancent prudemment. Il faut voyager une à deux journées sur ces sentiers arides. Les passeurs clandestins s'arrêtent chaque heure pour boire de l'eau-de-vie au goulou. La *raljia* est forte, leur détermination aussi. Il arrive qu'un cheval plonge dans le ravin lorsque le chemin devient trop étroit, mais le voyage se déroule le plus souvent sans incident. La crainte des passeurs est que, avec l'arrivée du printemps et la fonte des neiges, les soldats serbes ne s'aventurent vers ces frontières afin de couper les routes de l'UCK.

SENTIER ESCARPÉ

L'entrée au Kosovo illustre cette sérénité de l'UCK dans certaines régions. Au poste-frontière, il n'y a ni soldats ni policiers serbes. « Vous entrez en territoire contrôlé par l'Armée de libération du Kosovo », annonce, fièrement, un garde-barrière. La misère rôde. Les hommes sont mal armés. Les camions n'ont parfois plus une goutte d'essence. Mais les combattants kosovars d'origine albanaise sont, sans aucun doute, en terre conquise. Tandis que des réfu-

giés arpentent ces sentiers, surgit une image inattendue : un gamin de dix ans dévale le champ devant sa maison sur des skis. Il s'arrête et regarde passer les guerriers qui, l'un derrière l'autre, gagnent Rugova.

Les chevaux sont abandonnés dans un relais avant la tombée de la nuit. Puis les hommes poursuivent leur route. Les plus endurants effectuent parfois deux voyages par jour pour l'UCK lorsque la frontière n'est pas trop éloignée d'un poste d'état-major. Un problème majeur désormais posé à l'UCK est, selon le capitaine Kulaj, que l'épuration ethnique fait perdre l'un des avantages primordiaux d'une guérilla : le soutien de la population. Des villes et des villages sont aujourd'hui déserts - des secteurs où les combattants ne peuvent plus compter que sur eux-mêmes, sans la chaleur d'un poêle, sans une main qui offre le pain, sans la promesse d'un abri pour la nuit.

Au détour d'un sentier escarpé, un messager kosovar court dans la neige. Il court sans doute de sa mission, de sa cause, sans regarder derrière lui. L'UCK n'est visiblement pas morte. « Si nous sommes victorieux, les Kosovars expulsés reviendront », songe le capitaine Kulaj. « Nous devons avoir la victoire ! », conclut-il. La rivière gonflée par le printemps mais sans coule bruyamment devant le quartier général. Un avion de l'OTAN survole Rugova. La guerre continue. Un passeur pousse un cri d'Indien, un soldat sourit.

Rémy Ourdan

hoverspeed

fast car ferries

calais = douvres
boulogne = folkestone
dieppe = newhaven

aller-retour 3 jours

voiture et 5 passagers à partir de

680 FF*

tarif applicable jusqu'au 30 avril 1999

appelez dès maintenant au

0800 90 17 77

en rappelant la référence DT/DS4
ou contactez votre agence de voyages

hovercraft seacat superseacat

* Tarif applicable aux lignes Calais-Douvres, Boulogne-Douvres et Boulogne-Folkestone. L'offre est valable du 01/04/99 au 30/04/99. Les réservations doivent être faites 21 jours à l'avance. Réervations dans la limite des places disponibles. Tous les tarifs peuvent être sujets de modifications et ne sont pas garantis. Toutes les réservations sont soumises aux conditions de transport de la compagnie. L'hovercraft, lorsqu'il est utilisé, ne doit pas être utilisé comme moyen de transport. Le service Newhaven-Dieppe cesse le 27/4/99.

La brutale fermeture des frontières par la Serbie inquiète les Alliés

LA CAMPAGNE militaire de l'OTAN contre les forces serbes de neurait toujours aussi soutenue, jeudi 8 avril, alors que l'opération « Force alliée » entraine dans sa troisième semaine. L'Alliance juge suspecte la décision de Belgrade de mettre brutalement fin à l'exode des Kosovars en fermant les deux principaux points de passage avec l'Albanie et la Macédoine.

Les autorités yougoslaves ont fermé, mercredi 7 avril, les points de passage de Morina et de Blace, respectivement aux frontières avec l'Albanie et la Macédoine. Selon des informations recueillies par des observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en Albanie, des militaires yougoslaves auraient dit aux réfugiés kosovars qui attendaient au poste-frontière de Morina qu'ils pouvaient rentrer chez eux. Des témoins ont affirmé que les militaires ont posé des mines. L'OSCE estime que près de 80 000 personnes ont ainsi pu être empêchées de quitter le Kosovo. Le vice-premier ministre yougoslave, Vuk Draskovic, avait suggéré mardi la fermeture des frontières avec l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro. « Il faut expliquer [aux Kosovars] qu'ils doivent rester au Kosovo, parce qu'ils y ont vécu pendant des siècles avec les Serbes et qu'ils doivent continuer d'y vivre », avait-il déclaré.

Cette fermeture laisse les Alliés perplexes. Sergio Balanzino, vice-secrétaire général de l'OTAN, a estimé qu'elle pouvait être « une ruse de la part de [Slobodan] Milose-

vic, qui essaie de tromper encore une fois l'opinion internationale », mais qu'elle pourrait aussi être « un signe de réciprocité », le président yougoslave « se rendant compte que la déportation des Kosovars est un très mauvais signal envoyé à la communauté internationale ». Pour la Mission Blanche, la décision de Belgrade n'est « pas nécessairement de bon augure ».

De Belgrade, Bogdan Trifunovic, conseiller à la présidence yougoslave et ancien ambassadeur de Yougoslavie en France, a déclaré à France 3 que « soixante-dix mille Albanais » du Kosovo ont pu « rentrer dans leurs villages et leurs villes », sans préciser toutefois s'il s'agissait précisément de ceux qui ont été obligés de rebrousser chemin à la frontière. Milisav Paic, porte-parole du ministère yougoslave des affaires étrangères, a affirmé sur la chaîne de télévision britannique Channel Four que son pays « veut qu'ils [les Albanais du Kosovo] rentrent en sécurité chez eux ». « Nous avons dit à de nombreuses reprises que nous n'avions pas de contentieux avec la minorité albanaise du Kosovo », a dit M. Paic.

La Macédoine a procédé en l'espace de quelques heures, dans la nuit de mardi à mercredi, à l'évacuation forcée de quelque 60 000 réfugiés du camp de Blace, dans le no man's land qui la sépare de la frontière yougoslave. Ils auraient été conduits en Albanie, en Grèce et en Turquie. Kris Janowski, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à

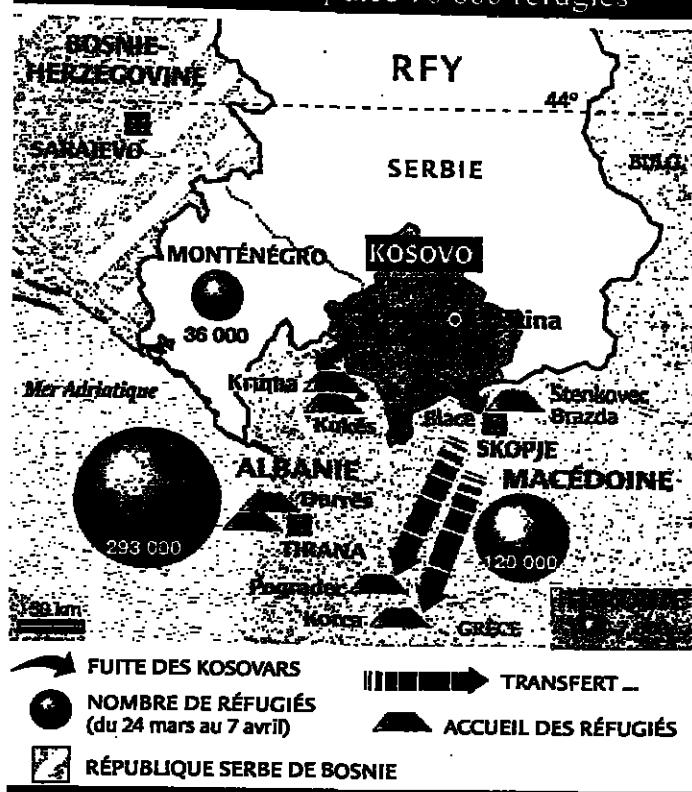
Rome, a indiqué que 25 000 d'entre eux ont été amenés dans des centres de transit de l'OTAN en Macédoine même, mais que le HCR ne savait pas où d'autres réfugiés avaient été conduits. Le HCR a critiqué la brutalité de ces transferts, qui n'ont pas tenu compte de la volonté des réfugiés, et qui ont entraîné la séparation de membres de mêmes familles. Les États-Unis ont averti la Macédoine qu'elle devait respecter les lois internationales dans le traitement des réfugiés.

L'OTAN a bombardé une nouvelle fois mercredi soir le centre de Belgrade, tout en réaffirmant à Slobodan Milosevic ses exigences pour un arrêt des raids en Yougoslavie. Un bâtiment appartenant à l'armée yougoslave a été touché. Selon l'agence Theodor-Roosevelt, ont participé aux bombardements. Toujours d'après CNN, à Pristina, chef-lieu du Kosovo, des dépôts d'essence et la poste ont été touchés. Les télévisions américaines ont rapporté qu'un avion de reconnaissance américain sans pilote s'est écrasé en Yougoslavie. Le département d'État a nominativement averti neuf officiers de l'armée et de la police soupçonnés de s'être rendus coupables de crimes de guerre et contre l'humanité au Kosovo.

Le premier ministre russe, Evgueni Primakov, a déclaré que la Russie serait prête, en principe, à participer à une force internationale pour surveiller un éventuel cessez-le-feu au Kosovo et le retour des réfugiés. M. Primakov a fait cette déclaration à une délégation allemande conduite par le ministre-président de Bavière, Edmund Stoiber, et le porte-parole pour la politique étrangère du groupe parlementaire CDU-CSU au Bundestag, Karl Lamers. Au cours des derniers jours, l'OTAN a réclaté la présence d'une force internationale au Kosovo, sans préciser qu'elle devait nécessairement la diriger. On remarque aussi à Moscou que, dans les conditions posées à M. Milosevic, l'OTAN n'exige pas le retrait « des » troupes mais « de » troupes serbes du Kosovo, par exemple au niveau prévu par les accords Milosevic-Holbrooke d'octobre 1998.

هكذا من الأصل

La Macédoine expulse 70 000 réfugiés



Les Macédoniens ont fait évacuer en une nuit le camp de Blace

La confusion règne à Skopje, où le HCR a été mis devant le fait accompli

SKOPJE

Deux tentes blanches frappées de la croix rouge, sales et à demi effondrées, témoignent encore qu'il n'y a eu d'apporter un peu de réconfort. Tout autour, à perte de vue en contrebas du poste frontière, jusqu'au bord du gros torrent de montagne, le Leper, un effroyable enchevêtrement de ce qui a été des abris de fortune en plastique, d'objets et de vêtements éparpillés à la boue. C'est tout ce qui reste du camp de Blace, où, pendant près de dix jours, plusieurs dizaines de milliers de gens chassés de chez eux par les Serbes après le début des premières frappes de l'OTAN ont vécu entassés, en proie aux brimades de la police macédonienne, en attendant que soit statué sur leur sort. Il règne un drôle de silence. Devant les guérites de la frontière, quelques policiers en armes barrent la route à la poignée de journalistes

qui veulent encore, au cas où il viendrait à se passer quelque chose. En surplomb du camp et de la voie ferrée, on devine la route de Pristina, qui emprunte un défilé partant vers le nord. Impossible de rien voir, on ne peut que supputer sur ce qu'il est advenu de cette longue file de véhicules dont les arrivants racontaient qu'elle s'étendait loin au-delà du poste, pleine de gens attendant de pouvoir avancer.

TRANSBORDÈREMENTS

Beaucoup avaient préféré abandonner leur voiture, continuer à pied, pour échapper aux Serbes. Mais mardi la rumeur avait commencé à se répandre dans les milieux de réfugiés installés à Skopje que les autorités yougoslaves avaient ordonné aux restants de repartir vers Pristina. Selon des témoins, certains ont pu y être joints par téléphone. D'évidence, plus personne ne passait mercredi la fron-

tière. Depuis la veille, le flot de réfugiés venant du nord s'est arrêté, sans qu'on s'en aperçoive tout de suite dans la cohue des transbordements organisés par les Macédoniens. Combien y avait-il encore de gens à Blace ? On a cité des chiffres de 50 000 à 60 000. Un des experts du HCR, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, parle d'un peu moins. Il n'aura fallu aux Macédoniens que 24 heures pour vider le camp, en envoyant des dizaines d'autobus charger les réfugiés.

« Il était cinq heures de l'après-midi, lundi, raconte Ismail Ismaili, un professeur de français de Pristina. On nous a dit de nous préparer. Je me suis mis dans la queue avec ma femme et mes deux enfants et nous avons attendu jusqu'à une heure du matin. On nous a ensuite fait monter à bord d'un bus. Nous ne savions pas où nous allions. Cela a duré plusieurs heures. Les enfants étaient cou-

chés dans le couloir. Et à 4 h 15 du matin, on nous a fait descendre dans notre nouveau camp. » Pour l'heure, Ismail Ismaili n'a pas eu à aller très loin. Ce nouveau camp, c'est celui de Stenkovac, l'un des trois centres d'accueil montés à la hâte par les forces de l'OTAN depuis la fin de la semaine dernière au lieu-dit de Brazda, à mi-chemin entre Blace et Skopje. Plus de 30 000 personnes y ont trouvé refuge. D'autres ont été emmenées par les Macédoniens vers d'autres destinations, sans que l'on sache toujours où. Plusieurs dizaines d'autobus bourrés à craquer avaient été aperçus mardi soir sur la route menant vers le sud, et l'on supposait mercredi qu'une bonne partie avaient été dirigés vers le sud de l'Albanie. Quelques-uns de ces bus seraient aussi arrivés en Grèce, qui a accepté un petit contingent de réfugiés. Mais la confusion restait mercredi la plus totale à Skopje, où les organisateurs sur place du HCR se plaignaient amèrement d'être placés devant un fait accompli par les Macédoniens, mais aussi par l'OTAN.

A Brazda, la vie s'organise. La force de l'OTAN stationnée en Macédoine a monté des installations d'accueil. Le contingent français a ainsi hérité de la charge du camp de Stenkovac. Prévu au départ pour 3 000 à 4 000 personnes, les Français y avaient monté près de 450 tentes et procédé à des travaux rudimentaires, notamment pour des installations hygiéniques. Il y est arrivé de 7 000 à 8 000 personnes, pratiquement en une nuit. Dans les deux autres camps, montés par les Britanniques avec l'aide des Italiens, sont arrivés près de 25 000 personnes.

C'est du camp principal de Brazda que le HCR, avec l'aide de l'OSCE, organise les départs pour les pays d'accueil. Alors que les Macédoniens avaient commencé par expédier vers la Turquie les premiers réfugiés qui leur tombaient sous la main, les représentants de l'OSCE s'efforcent de demander leur avis à quelques déplacés : dans quel pays ont-ils éventuellement des connaissances ? Ces départs se déroulent cependant encore au comptegouttes.

Seuls quelques avions ont pu décoller mercredi, emmenant 550 réfugiés vers l'Allemagne, 110 pour la Norvège, 23 pour l'Islande, selon l'OSCE. Quelque 800 étaient prévus jeudi pour l'Allemagne, 110 pour la Norvège, 318 pour la Turquie. Beaucoup de personnes hésitent sur ce qu'elles doivent faire. « Personne ne sait rien. Tout le monde se demande ce qui va se passer. La plupart préfèrent attendre en espérant pouvoir rentrer au Kosovo », résume Ismail Ismaili.

Henri de Bresson

Restés au Kosovo, des milliers de déplacés ont disparu

OÙ SONT PASSÉS les quelque 44 000 réfugiés Albanais du Kosovo qui attendaient depuis des jours dans le no man's land boueux de Blace, à la frontière macédonienne, que les autorités de ce pays procèdent à leur enregistrement ? Les humanitaires et les journalistes qui se sont rendus sur place, mercredi 7 avril au matin, ont été stupéfiés de constater que ce camp, improvisé le long d'une rivière en aval du post-frontière macédonien, et qui a contenu jusqu'à 65 000 personnes, a été entièrement vidé de ses occupants dans la nuit de mardi 6 à mercredi 7 avril.

Le porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) sur place, Paula Ghedini, a fait état, mercredi, de son inquiétude sur le sort de « 30 000 personnes manquantes », dans la mesure où près de 10 000 personnes ont été transférées vers les camps de réfugiés rapidement érigés ces derniers jours par l'OTAN en Macédoine. « Il y a des manquants et les estimations diffèrent », expliquait à Skopje John Wittaker, représen-

tant de l'ONG OXFAM, interrogé par la BBC. Selon Pierre Ramel, chargé du secteur urgences à Médecins du Monde, 30 000 personnes auraient été transférées au camp de tentes de Stenkovac-Brazda, prévu pour ce nombre de personnes. « Le reste a été transféré à Pogradec et Kordec en Albanie, ou bien a pris le chemin de Tetovo en Macédoine, d'autres encore sont partis en bus vers la Bulgarie et la Grèce, mais nous n'avons pas de chiffres précis ».

C'EST UNE REDÉPORTATION

« Malgré nos demandes, nous n'avons eu aucune liste des gens emmenés », regrette Paula Ghedini du HCR. De nombreuses familles ont été séparées, dit-elle. De fait, les images du cloaque de Blace - où traînaient valises pleines de vêtements, poussettes d'enfants, brouettes remplies d'effets personnels -, retransmises par les télévisions du monde entier, ne laissent aucun doute sur la façon dont l'opération a été menée : dans la précipitation, avec brutalité.

Selon un militaire français, cité par l'AFP, qui a réceptionné les arrivants au camp de Stenkovac, les bus contenaient le double de leur capacité ; un autre militaire français évoque comment les gens ont été « benêts » (mis dans des bennes). « On peut en effet imaginer le pire, Blace était une honte, un scandale mais le départ massif, en une nuit, de ces gens entassés dans des bus bondés est terrible. Des animaux auraient été mieux traités », déplore Bénédicte Chesnelong, une avocate qui a effectué des missions au Kosovo pour la FIDH. « C'est une redéportation », a estimé un membre du comité Kosovo.

Très critiquées pour leur attitude envers les réfugiés - brutalité de la police, personnel de la Macedonian Airlines muni de gants de caoutchouc et de masques de gaz pour procéder à l'embarquement des réfugiés évacués, obstruction administrative -, les autorités macédoniennes se justifient par la nécessité de préserver la fragile équilibre ethnique du pays. « Nous avons bien

fait, et puis c'est normal que les réfugiés regagnent l'Albanie. Après tout c'est leur pays », a expliqué mercredi le président macédonien Kiro Gligorov.

Mais une autre inquiétude se fait jour : depuis la fermeture par les autorités yougoslaves des frontières du Kosovo, mardi soir à 3 heures du matin, selon Owen O'Sullivan, un observateur de l'OSCE cité par la BBC, les 20 000 à 30 000 déplacés en attente, selon les humanitaires, depuis 5 à 6 jours côté Kosovo, ont également disparus. « Puisque nous devons mourir vous allez mourir avec nous », aurait dit un membre des forces spéciales serbes à l'oussouf, le neveu de M^{me} Bestivci, une Kosovare réfugiée en France depuis dix ans, mais qui tous les jours arrive à converser avec sa famille originaire de Jakova (Jakovica en serbe), le gros bourg frontalier, situé à 10 kilomètres de la frontière albanaise, fermée elle aussi depuis mercredi dans la nuit.

Marie Jeco

Washington accuse neuf officiers serbes d'avoir couvert des crimes de guerre

LES DIRIGEANTS américains, qui comme d'habitude, depuis quelques jours, menacent les responsables serbes des foudres de la justice internationale, ont fait un pas de plus, mercredi 7 avril, en publiant les noms de neuf officiers de l'armée et de la police, dont les troupes auraient commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

« Nous donnons les noms des commandants pour les avertir que le monde les regarde, que le Tribunal pénal international est là, et que nous allons l'assister », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, James Rubin. « Les Etats-Unis, a-t-il poursuivi, veulent envoyer un message clair : tout commandant de l'armée ou de la police qui planifie, fomenté, ordonne ou même aide ou encourage un crime de guerre, un crime contre

l'humanité ou un génocide est individuellement responsable ».

Les officiers visés par le département d'Etat sont : le colonel Miroslav Mandic, le major général Vladimir Lazarevic, le colonel Mladen Cirakovic, le colonel Dragan Zivanovic, le colonel Krsman Jelic, le colonel Bozidar Delic, le colonel Radolko Stefanovic, le colonel Miroslav Djokovic et le major Zejkovic.

Le département d'Etat a également publié mercredi un rapport rédigé par l'ambassadeur David Scheffer, fondé sur les témoignages de plus de 200 Kosovars réfugiés en Macédoine. Parmi les nombreuses atrocités recensées figurent plusieurs exemples de vols, de meurtres, de viols, d'enlèvements et de disparitions. Quant au président yougoslave Slobodan Milosevic, il porte une « responsabilité politique », a estimé M. Rubin. Le procureur du TPI, M^{me} Louise Arbour, est seule habilitée à lancer des poursuites. C'est ce qu'a d'ailleurs rappelé mercredi le secrétaire général de l'ONU, Javier Solana, indiquant que lui-même, à titre personnel, souhaiterait voir le président yougoslave traduit devant la justice internationale.

RECUPERER LES TÉMOIGNAGES

Pour instruire les dossiers, le Tribunal, qui ne peut enquêter directement sur place au Kosovo (M^{me} Arbour avait par exemple réclamé en vain aux autorités serbes de laisser les enquêteurs accéder au site du massacre de Racak, en janvier), a besoin de recueillir et de recouper les témoignages, mais aussi de la coopération des Etats qui peuvent disposer d'éléments

de preuves sur les crimes commis (écoutes, photos et autres matériels rassemblés par les services de renseignements ou témoignages).

Mercredi, le procureur adjoint du TPI, Graham Blewitt, a lancé un appel à l'aide des Occidentaux et des organisations humanitaires pour rassembler les témoignages auprès des réfugiés : « Nous avons des gens dans la région et ils vont être renforcés par d'autres enquêteurs vers la fin de cette semaine. Mais le travail de recoupement est évidemment monumental avec ces milliers de réfugiés », a-t-il déclaré à la presse.

Selon M. Blewitt, le TPI a appelé notamment les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'OTAN à transmettre à La Haye l'ensemble des preuves qu'ils affirment détecter sur des crimes de guerre commis par les forces serbes au

Kosovo depuis le déclenchement des frappes de l'OTAN le 24 mars. « Je ne dirais pas que nous n'avons rien reçu, mais nous n'avons certainement pas reçu ce que nous attendions », a ajouté M. Blewitt.

Interrogé sur les appels occidentaux en faveur d'une inculpation de Slobodan Milosevic par le TPI, M. Blewitt a répété qu'une telle démarche devrait être « motivée par des preuves », auquel cas le Tribunal « n'hésiterait pas ». Les « invitations à inculper n'aident pas un procureur », avait déclaré la semaine dernière Louise Arbour. (AFP Reuters.)

Bonn confirme l'existence du plan « Fer à cheval » de nettoyage ethnique

LES MINISTRES allemands de la défense et des affaires étrangères, Rudolf Scharping et Joschka Fischer, ont confirmé, mercredi 7 avril, l'existence du plan « Fer à cheval », le nom de code donné par les Serbes à l'opération d'épuration ethnique au Kosovo (Le Monde du 8 avril). « L'opération « Fer à cheval » a commencé en novembre 1998 au Kosovo. Ce plan est en ce moment examiné chez nous. Il montre que, dans une certaine partie du Kosovo, l'armée et la police yougoslaves ont planifié puis commencé, de novembre 1998 jusqu'au début des négociations de Rambouillet, à déplacer des gens », a déclaré Rudolf Scharping. Pour sa part, Joschka Fischer a eu connaissance de cette « opération « Fer à cheval », dont le but est la déportation de toute la population albanaise du Kosovo », selon son porte-parole, qui a ajouté : « M. Fischer a dit que l'opération était concrètement en cours depuis le 26 février ».

ÉRADICATION DE L'UCK

Le texte qui est arrivé à Bonn, la semaine dernière, confirme des informations qui étaient parvenues auparavant aux services de renseignement britanniques et américains, bien qu'à Washington on n'ait pas encore officiellement

connaissance du plan « Fer à cheval ». Selon ces informations, l'armée yougoslave et les forces paramilitaires se préparent à mener des opérations de nettoyage ethnique, bien avant le début des bombardements de l'OTAN. En fait, il semble évident que Slobodan Milosevic, qui avait réussi à obtenir un répit grâce aux accords passés avec Richard Holbrooke en octobre 1998, n'ait jamais eu l'intention de les respecter. Quelques semaines plus tard, après avoir écarté une menace de frappes aériennes de l'OTAN, il avait recommencé à renforcer son dispositif répressif autour du Kosovo et dans la province elle-même, sous prétexte de « manœuvres militaires » ou de lutte contre les « terroristes ».

Selon l'armée serbe, les déportations en masse de Kosovars faisaient partie du plan d'éradication de l'UCK, l'armée de libération du Kosovo. Ce plan a été mis en œuvre à partir de la fin 1998 et au début de cette année jusqu'au massacre de Racak, le 15 janvier, dans lequel quarante personnes ont péri. Pendant cette période, des milliers de Kosovars ont été chassés de leurs villages et se sont réfugiés dans les bois ou ont tenté de gagner l'Albanie.

La répression a diminué d'intensi-

té, sans cesser totalement, pendant les négociations de Rambouillet. Mais, peu de temps après la suspension des discussions, la direction serbe paraît avoir pris la décision de relancer la campagne de nettoyage ethnique, soit parce qu'elle avait déjà conclu à un refus catégorique des accords de Rambouillet, soit parce qu'elle souhaitait en finir avec l'UCK avant la reprise des négociations à Paris, le 15 mars. Ainsi s'expliquerait la date du 26 février portée sur le document en possession du ministre allemand des affaires étrangères.

RÉGIONS « UTILES »

Si ces informations ont été portées à la connaissance des dirigeants occidentaux, notamment américains, comment expliquer que ces derniers aient paru pris de court par l'exode des Albanais du Kosovo ? Selon le Washington Post de lundi, les chefs militaires américains avaient averti la Maison Blanche que des frappes aériennes sur la Serbie et le Kosovo ne suffiraient pas à dissuader Slobodan Milosevic de mener à bien son plan de nettoyage ethnique, mais les responsables civils seraient passés outre leurs avertissements.

Personne ne voyait vraiment clair dans les intentions du gouverne-

ment yougoslave. Le 22 mars, alors que Richard Holbrooke faisait une dernière démarche auprès de Slobodan Milosevic pour éviter une intervention armée, un fonctionnaire américain à l'OTAN disait : « Je ne suis pas sûr qu'il ait une offensive sérieuse au Kosovo, en tout cas une offensive générale ». Il analysait la tactique de l'armée comme une tentative d'éliminer l'UCK, au moins des régions « utiles » du Kosovo, et d'éviter que la capitale de la province, Pristina, ne soit coupée de Belgrade.

Mais, surtout, les dirigeants occidentaux avaient peine à croire que Slobodan Milosevic mettrait à exécution ses plans les plus fous, qu'il pousserait la « déraison » jusqu'à chasser les habitants albanais des villes et des villages et à détruire systématiquement leurs maisons. Le précédent de la Bosnie aurait cependant dû sonner comme un sinistre avertissement.

Enfin, dit-on à Bruxelles, en se préparant trop ostensiblement à accueillir des réfugiés dans les pays limitrophes du Kosovo, l'OTAN aurait envoyé un « mauvais signal » à Slobodan Milosevic et l'aurait incité, implicitement, à chasser les Kosovars. Il n'aurait nul besoin de cet encouragement.

Daniel Vernet

Annick Cojean

CAP AU GRAND NORD



Au-delà du 60^e parallèle, à l'extrémité du territoire canadien, un grand voyage chez les seigneurs de l'Arctique : les esquimaux du Grand Nord.

Editions du Seuil

كتاب من الأصل

A Pristina, plus de militaires et de policiers que de civils

Les autorités serbes recensent leurs morts

PRISTINA
Le reportage de l'AFP que nous publions a été réalisé sous le contrôle de l'armée yougoslave. Nous ignorons les marges de liberté dont disposait l'auteur. Deux journalistes espagnols, interpellés vendredi à la frontière, retenus à Pristina et expulsés mercredi, ont déclaré avoir subi une forte pression psychologique et précisé avoir notamment été « obligés » de déclarer à la télé serbe que « Pristina vivait normalement ou que les bombardements touchaient des zones civiles », ont-ils dit.

Bombardé massivement par l'aviation de l'OTAN, la ville de Pristina, chef-lieu du Kosovo, recensait, mercredi 7 avril, ses morts et les destructions subies dans le centre-ville, où l'immeuble de la poste et une vingtaine de maisons ont été détruits. Les corps de douze civils, dont trois enfants, avaient été dénombrés mercredi soir, selon un responsable serbe. « Le bilan risque d'être plus lourd encore, tous les débris n'ayant pas encore été déblayés », a déclaré Ivica Mihajlovic, secrétaire à l'information du Kosovo, à des journalistes, dont un de l'AFP, emmenés en groupe à Pristina par l'armée yougoslave.

La capitale du Kosovo offre un spectacle particulièrement désolant

Huit blessés étaient soignés dans l'hôpital municipal, selon un responsable de l'établissement. La poste, un immeuble d'une dizaine d'étages, en plein centre-ville, a été atteinte par plusieurs bombes. Vingt heures après les frappes, les restes du bâtiment continuaient de se consumer.

Quelques dizaines de mètres plus loin, le siège du gouverne-

ment provisoire serbe du Kosovo est très touché. Des pans de murs ont été arrachés et toutes les vitres ont volé en éclats. Derrière la poste, dans deux ruelles, une vingtaine de maisons de la vieille ville se sont effondrées. Des colonnes de fumée s'échappent des débris. Dans l'artère centrale, baptisée « Vidovdanska » par les Serbes, et « Mère Teresa » par les Albanais, plusieurs immeubles ont leurs vitres soufflées et leurs façades criblées d'éclats d'obus. Pristina a été touchée par « dix-sept obus et missiles de croisière Tomahawk » lors de deux raids, vers 0 h 45 locales et 3 h 15, selon M. Mihajlovic.

Dans la ville, policiers et militaires sont plus nombreux que les civils. Un Albanais, Zejdim Avdic, cinquante ans, portant deux valises, murmurait : « Je veux partir. Je veux aller à Skopje [Macédoine]. Je n'ai plus personne ici. » A une quinzaine de kilomètres au nord de Pristina, à Devet Jurgovica, des réservoirs de carburant flambaient toujours mercredi en fin de journée. En venant de Belgrade, l'entrée nord de Pristina offre un spectacle aussi désolant. Mais là, les vitres brisées et les impacts de balles sur les façades témoignent plutôt de combats ou d'actes de vandalisme.

Sur les 40 kms de parcours entre Podujevo (nord du Kosovo) et Pristina défilent des villages dont beaucoup de maisons ont leur façade ou le toit éventrés par des obus de chars. Beaucoup de maisons portent des traces d'incendie. Cette région a été, avant les frappes de l'OTAN, le théâtre de violents combats entre forces serbes et séparatistes albanais de l'Armée de libération du Kosovo (UCK).

Sur deux maisons intactes, flotte un drapeau serbe. Des personnes âgées s'affairent dans la cour. A une trentaine de kilomètres de la frontière administrative du Kosovo, la ville de Kursumlija (Serbie) a été sévèrement touchée. Un embranchement de la voie ferrée Pristina-Belgrade a subi des dégâts par l'explosion d'un obus. Un pont est également endommagé, mais reste praticable.

Calin Neacsu

Les Quinze peinent à définir une politique commune d'aide aux réfugiés

Les Français et les Italiens sont les plus présents sur le terrain

Les ministres de l'intérieur des Quinze, réunis mercredi 7 avril à Luxembourg, ont convenu qu'il fallait en priorité aider les réfugiés koso-

vars sur place, mais ils n'ont pas réussi à s'accorder sur l'opportunité d'annoncer le nombre de réfugiés que chacun d'entre-eux serait disposé à

accueillir. La Commission propose d'allouer 100 millions d'euros aux voisins du Kosovo pour les aider à faire face à la situation.

BRUXELLES
(Union européenne)

Quelle politique l'Union européenne (UE) doit-elle mener à l'égard des réfugiés ? Les ministres de l'intérieur des Quinze qui se sont réunis, mercredi 7 avril, à Luxembourg, sont d'accord pour donner la priorité à l'aide sur le terrain, mais ils sont divisés sur l'opportunité d'évoquer la disponibilité des États membres à accueillir chez eux ces réfugiés.

Le Haut commissariat aux réfugiés (HCR), qui privilégie l'aide sur place, avait cependant indiqué en début de semaine qu'il serait précieux d'avoir des indications en provenance des pays concernés. Otto Schilly, le ministre allemand de l'intérieur, a annoncé que l'Allemagne serait prête à recevoir 10 000 réfugiés. D'autres l'ont suivi, l'Autriche et la Suède se proposant d'en accueillir chacune 5 000. La France, l'Espagne, la Finlande, la Grèce, l'Italie et le Royaume-Uni, ont refusé de s'engager dans la logique des quotas, expliquant que ce serait donner un mauvais signal politique tant à Belgrade qu'aux Kosovars. « Ce ne serait pas responsable compte tenu de ce que nous nous objectifions politiques », a estimé Jack Straw, le ministre britannique. Jean-Jacques Queyranne, qui représen-



trait la France, a estimé qu'une dispersion lointaine compromettrait les chances d'un retour des réfugiés. Les « conclusions » de la présidence s'efforcent d'atténuer l'effet que peut provoquer cette cacophonie dans une opinion publique perplexe sur l'intervention de l'OTAN, et mettent l'accent sur l'effort à accomplir pour maintenir les réfugiés

à proximité de leur pays. Les ministres se sont mutuellement informés sur leurs actions. Les Français, les Italiens, sont les plus présents, installant des camps et dépêchant des équipes médicales. Sur le plan financier, les contributions annoncées par l'Italie, la Suède et l'Espagne sont les plus importantes, supérieures à celle de la France qui se

monte à 35 millions d'euros. La Commission européenne partage le point de vue franco-italo-anglais sur les réfugiés. « Après avoir été déportés par les Serbes, il ne faudrait pas qu'ils soient forcés de s'exiler », s'est exclamée Emma Bonino, la Commissaire chargée de l'aide humanitaire. Elle a déjà engagé 22 millions d'euros au titre du budget communautaire de l'année 1999 (succédant à 21 millions dépensés pour le Kosovo en 1998), et demande maintenant que la réserve budgétaire soit mobilisée à hauteur de 150 millions d'euros.

Les ministres des affaires étrangères des Quinze devaient délibérer jeudi à Luxembourg de cette proposition. Cette action humanitaire à proximité du Kosovo pose des problèmes économiques et politiques considérables aux trois pays se trouvant en première ligne, l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro. Pour les aider Bruxelles propose de leur accorder une aide de 100 millions d'euros. Hans van den Broek, Commissaire chargé des relations avec les pays d'Europe centrale et orientale, a estimé qu'un appui politique devrait aussi être apporté à la Macédoine, où l'afflux de réfugiés aggrave les risques de tensions ethniques.

Philippe Lemaître

Sa mère, il a retrouvé sa mère...

Pendant six jours, il a appelé les amis, les parents, les connaissances, au Kosovo, en Macédoine ou en Albanie. Il a guetté toutes les images télévisées, écouté les informations avec angoisse. Et puis est venu le coup de fil libérateur. Sa mère et ses six cousins se trouvaient dans un centre à Leq, une petite ville au nord de Pristina. Gent a téléphoné à Tirana, pour que les proches accueillent la vieille femme dans leur appartement. Il a réservé une place sur le premier avion. « Et je suis ici, près d'elle », dit-il.

« AUJOURD'HUI, JE SUIS HEUREUX »
La vieille femme ne partage pas le même enthousiasme. Un instant, elle le regarde, lui touche le visage en murmurant un mot. Déjà, elle se tourne vers la télévision albanaise et les images du Kosovo qui passent en boucle, et ses yeux se voilent. « Elle a vécu trop de choses. La famille séparée. Les femmes, les enfants et un bébé de trois mois qui hurle dans la voiture, pendant deux jours, parce qu'il n'a rien à manger, je voudrais l'amener avec moi en Grande-Bretagne, au moins pour un temps, mais elle ne veut pas

s'éloigner du Kosovo. Quand les soldats sont entrés à la maison et ont donné deux minutes pour partir, elle a dit qu'elle préférait mourir chez elle. Un soldat l'a menacée de son arme. Mon père s'est interrogé et l'a forcée à monter dans la voiture. »

Le père ? Gent sourit encore. Il y a deux jours, il a pu lui parler. La gare routière de Pristina, la longue marche jusqu'à la station ferroviaire, et le train pour la frontière macédoienne. « Il a eu le parcours de ceux que l'on voit à la télé », résume le jeune homme en touchant sa petite barbe. Aujourd'hui, il serait « en sécurité » en Macédoine, avec la sœur de Gent et ses enfants. Il n'en sait pas beaucoup plus. Ira-t-il le chercher ? Resterait-il prendre soin de sa mère en attendant d'avoir plus de nouvelles ? Gent retire ses fines lunettes et lève ses yeux vers le plafond : « Aujourd'hui, je n'en ai aucune idée, je suis heureux. Triste pour tous les autres, mais quand même heureux. Demain, je commencerai à réfléchir. »

Nathaniel Herzberg

Kofi Annan reconnaît les défaillances de l'ONU face à la crise dans les Balkans

GENÈVE ET NEW YORK
de nos correspondants
Mi-aveu d'impuissance de son organisation, mi-constat de l'urgence de mettre un terme aux « purifications ethniques » à l'aube d'un nouveau siècle, le secrétaire général des Nations unies a louvoyé entre les écueils devant la commission des droits de l'homme, mercredi 7 avril à Genève. Kofi Annan cherche à sauver la face de l'ONU, empêtrée dans une action si évidente qu'elle est difficile à ignorer. « Nous regrettons tous profondément, a-t-il déclaré, que la communauté internationale (...) n'ait pas réussi à empêcher la catastrophe. Ce qui me donne de l'espoir - et devrait donner à réfléchir à tous les futurs "purificateurs ethniques" et ordonnateurs de massacres appuyés par un Etat -, c'est la profonde indignation ressentie partout dans le monde. »

L'idée-force exprimée par M. Annan est qu'à défaut de prévenir l'incendie l'organisation internationale peut jouer les pompiers, avec les limites que lui imposent ses membres les plus puissants. Il défend sa gestion : « Tant que je serai secrétaire général, l'Organisation des Nations unies, en tant qu'institution, placera toujours l'être humain au cœur de son action. Dans aucun pays, le gouvernement n'a le droit de se dissimuler derrière la souveraineté nationale pour violer les droits de l'homme ou les libertés fondamentales des habitants de ce pays. »

A propos des Balkans, M. Annan a tenu à expliquer : « Bien que nous n'ayons pas d'observateurs indépendants sur le terrain, certains signes donnent à penser que l'on est peut-être en train d'assister à la même chose [que ce qui s'est produit en Bosnie, au Rwanda ou au Kosovo]. » « L'odieuse campagne de "purification ethnique" menée méthodiquement par les autorités serbes au Kosovo semble avoir un seul objectif : chasser ou tuer le plus grand nombre possible d'Albanais de souche du Kosovo. »

UN RÔLE... DANS LE FUTUR

Le secrétaire général a implicitement reconnu que l'ONU avait été écartée dès le début de la crise par Washington, mais il a dit espérer qu'elle ait encore un rôle à jouer. Il a admis n'avoir « aucune proposition spécifique » à soumettre aux parties, mais s'est dit certain que, tôt ou tard, il faudra en venir à des négociations, et s'est déclaré prêt à offrir ses bons offices. Pour le moment, cependant, la priorité demeure l'aide aux réfugiés. Pour avoir dit que la session de la Commission « se tient dans un climat fortement assombri par le crime de génocide », M. Annan aurait, selon des diplomates, reçu un coup de fil d'Hubert Vedrine, qui aurait observé que « l'évocation du génocide n'est pas très utile en ce moment ». Son secrétariat a d'ailleurs précisé qu'il n'avait pas parlé de génocide « perpétré au Kosovo », contrairement à ce qu'indiquait la

version française de son allocution. Pour sa part, le ministre yougoslave des affaires étrangères, Zivanovic, a déclaré, l'accusant, de ne pas intervenir pour mettre fin à l'« agression illégale » de l'OTAN contre son pays.

A New York, devant le Conseil de sécurité, Sergey Lavrov, ambassadeur russe à l'ONU, a également accusé l'ONU. « Je veux savoir, a-t-il dit, ce que fait l'ONU dans cette guerre. Qui, de l'ONU ou de l'OTAN, est chargé des opérations de secours aux réfugiés kosovars ? » C'est le Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU, a répondu le porte-parole, Fred Eckhard. M. Lavrov a exigé que l'ONU publie une déclaration confirmant le rôle « principal » des Nations unies. Mal à l'aise en raison de la coopération du HCR avec l'OTAN, l'ONU a donc publié, mercredi, la lettre du secrétaire général de l'OTAN, proposant son aide au HCR, et la réponse de ce dernier acceptant cette aide mais soulignant qu'il « demeure l'agence principale concernant l'aide humanitaire » qui est, « par nature, une opération humanitaire et non militaire ». Le porte-parole de l'ONU à New York a été obligé, de son côté, de nier des rumeurs selon lesquelles M. Annan aurait un rôle à jouer dans la crise des Balkans. Ni voyage à Belgrade ni, « pour l'instant », de médiation.

Jean-Claude Buhner et Afsane Bassir Pour

La secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, sous le feu des critiques

WASHINGTON

de nos correspondants

La Maison Blanche s'est fêlée de la promesse faite par Belgrade, mercredi 7 avril, de remettre les trois soldats américains capturés à la frontière macédoienne au président chypriote Spyros Kyprianou. Ce dernier s'est rendu mercredi à Belgrade d'où il espérait pouvoir ramener les trois militaires américains dans les vingt-quatre heures. Cette promesse n'a cependant pas entamé la détermination de l'administration américaine à poursuivre l'intervention aérienne en Yougoslavie jusqu'à ce que Slobodan Milosevic « ait accepté les conditions de l'OTAN », a rappelé le porte-parole du département d'Etat, James Rubin.

Lors d'une conférence de presse au Pentagone, le général Wald a laissé entendre que, contrairement aux déclarations officielles précédentes, les militaires travaillaient sur des plans d'envoi de troupes au Kosovo : « Sur le plan politique, il n'y a aucunement l'intention d'envoyer des troupes, point final (...) j'ai seulement dit qu'un militaire prudent préparerait des plans pour toutes les éventualités. »

D'autre part, le Washington Post a ouvert le feu mercredi 7 avril contre Madeleine Albright. La secrétaire d'Etat américaine est accusée d'avoir mal calculé l'efficacité des menaces proférées contre M. Milosevic et d'avoir sous-estimé sa réaction. En clair, elle se se-

rait persuadée, et en aurait persuadé le chef du Conseil national de sécurité, Sandy Berger, et le président Clinton, que Slobodan Milosevic n'attendait que les premières bombes pour pouvoir céder sans perdre la face. L'éventualité d'une riposte brutale et d'un refus de céder devant les bombardements n'aurait été considérée que comme une éventualité improbable. Le quotidien estime que la déportation massive des Kosovars a été la conséquence de cette erreur.

M^{me} Albright a répondu à ces critiques mercredi, à l'émission Larry King Live sur CNN : « J'assume pleinement mes responsabilités en pensant qu'il était essentiel pour nous de ne pas rester à ne rien faire (...) Je préfère être ici ce soir à répondre à ces critiques plutôt que de devoir répondre plus tard à des questions nous demandant pourquoi nous avions attendu et rien fait. » Alors qu'on lui demandait si elle avait jamais estimé que Slobodan Milosevic plierait après les premières frappes, M^{me} Albright a répondu : « Absolument pas. »

N'empêche, cela faisait plusieurs semaines que le style de la diplomatie Albright était contesté dans les cercles de Washington. Cette contestation est désormais passée dans le domaine public. « Elle n'avait que la bouche en tant que stratégie. Elle en a convaincu l'administration, mais cette dernière est aussi responsable pour l'avoir

écoutée. Nous nous trouvons en effet dans la crise extérieure la plus grave de cette présidence », estime par exemple Ivo Daalder, de la Brookings Institution. Simon Serfaty, du CSIS, pense que ces critiques risquent d'aller bien au-delà du Kosovo et qu'il n'est pas exclu que la secrétaire d'Etat américaine, M^{me} Albright, ultime fusible avant Bill Clinton, doive quitter son poste avant les prochaines élections.

Patrice de Beer

Par jugement contradictoire du 6.11.1996, signifié le 8.01.1997, art. 410 du C.C.P., le T.G.I. de ROUEN, statuant en matière correctionnelle a condamné M. TESTU Jacques, né le 18.06.1951 à Houpperville (76), gérant de commerce, demeurant 212, route du fonds du Val (76) Houpperville, prévenu d'avoir couronné 1994 à Houpperville et sur le territoire national, utilisé des marques, en l'espèce Nina Ricci, Yves Saint Laurent, Dior, Chanel, Guerlain, Cacharel, Paloma Picasso, Calvin Klein, Lacroix, Montana, Azzaro, Clot, Caron, Laroche, Davidoff, Parfums, en violation des droits conférés par leur enregistrement, à la peine de 50.000 F d'amende.

سكزا من الأول

finir une politique aux réfugiés

Les présents sur le terrain

DEPUIS LA MISE EN œuvre de la politique de l'Union européenne, les réfugiés sont devenus une préoccupation majeure des gouvernements européens.



REKIN

La politique de l'Union européenne, qui vise à contrôler un espace terrestre sans recourir à des troupes au sol, est une doctrine des années de terre et de l'air américaines : les avions d'appui au sol, les hélicoptères et l'artillerie servent de substitut à un déploiement terrestre. Cette thèse laisse sceptiques certains des alliés en Europe, qui considèrent qu'il faut bien occuper et tenir le terrain.

Formée et équipée sur le mode ex-soviétique, l'armée yougoslave a donné la priorité à son corps blindé et mécanisé, organisé autour de pas moins de 1 200 chars de combat qui ne sont pas tous de la dernière génération et qui sont le fer de lance d'un dispositif diversifié à base d'engins de transport d'infanterie et de pièces d'artillerie. Au Kosovo, ce potentiel représenté, selon les modèles de véhicules, entre 300 et 400 blindés, non compris les pièces d'artillerie, que servent entre 12 000 à 15 000 hommes de l'armée régulière yougoslave avec, à leurs côtés, 15 000 hommes de la MUP

e d'Etat américaine. it, sous le feu des critiques

La politique de l'Union européenne, qui vise à contrôler un espace terrestre sans recourir à des troupes au sol, est une doctrine des années de terre et de l'air américaines : les avions d'appui au sol, les hélicoptères et l'artillerie servent de substitut à un déploiement terrestre. Cette thèse laisse sceptiques certains des alliés en Europe, qui considèrent qu'il faut bien occuper et tenir le terrain.

La panoplie offensive de l'OTAN vise à se substituer à un déploiement terrestre

Dans la doctrine militaire des Etats-Unis, avions d'appui, hélicoptères et artillerie doivent contrôler l'espace hostile sans recourir à des troupes au sol. Une thèse qui soulève le scepticisme de certains experts qui craignent un manque d'efficacité face à la mobilité des forces spéciales yougoslaves

Face à une armée yougoslave formée et équipée sur ce qui fut le mode soviétique, organisée autour de 1 200 chars de combat, les Alliés tentent de faire prévaloir la doctrine américaine qui vise à contrôler un espace ter-

restre hostile sans y déployer de troupes au sol. Après avoir attaqué la défense aérienne et antiaérienne, l'OTAN cherche aujourd'hui à affaiblir l'outil répressif de Belgrade, constitué de l'infanterie, de l'artillerie et des forces

de sécurité. Ce dispositif fait déjà preuve d'une lenteur de réaction indiquant que son potentiel a été amoindri. Les forces alliées vont désormais puiser dans l'arsenal américain pour déployer, à partir du nord de l'Alba-

nie, des moyens nouveaux incluant hélicoptères d'attaque et blindés lourds à tir de longue portée de type LRMS, permettant de détruire des cibles depuis la frontière sans pénétrer en ex-Yougoslavie. Certains experts

doutent cependant de l'efficacité de ce dispositif pour contrecarrer l'action des forces les plus mobiles. Selon certains alliés, il survient toujours un moment où il faut occuper et tenir le terrain.

EN CONFIAIT à des Harrier britanniques, qui sont des appareils à décollage et à atterrissage verticaux, à des avions A-10 anti-chars américains et à des Super-Stendard, embarqués sur le porte-avions *Foch*, l'attaque d'une dizaine de blindés serbes concentrés dans le sud du Kosovo, l'OTAN entend apparemment démontrer que des raids aériens permettent de contrôler un espace terrestre hostile sans recourir à des troupes au sol. C'est une doctrine des années de terre et de l'air américaines : les avions d'appui au sol, les hélicoptères et l'artillerie servent de substitut à un déploiement terrestre. Cette thèse laisse sceptiques certains des alliés en Europe, qui considèrent qu'il faut bien occuper et tenir le terrain.

Formée et équipée sur le mode ex-soviétique, l'armée yougoslave a donné la priorité à son corps blindé et mécanisé, organisé autour de pas moins de 1 200 chars de combat qui ne sont pas tous de la dernière génération et qui sont le fer de lance d'un dispositif diversifié à base d'engins de transport d'infanterie et de pièces d'artillerie. Au Kosovo, ce potentiel représenté, selon les modèles de véhicules, entre 300 et 400 blindés, non compris les pièces d'artillerie, que servent entre 12 000 à 15 000 hommes de l'armée régulière yougoslave avec, à leurs côtés, 15 000 hommes de la MUP

(forces spéciales de sécurité) et des miliciens recrutés localement. C'est ce dispositif, chargé de la répression, que les états-majors de l'OTAN cherchent aujourd'hui à « casser » ou, tout au moins, à affaiblir après avoir pris pour cibles la défense aérienne et antiaérienne serbe, leur capacité de commandement et leurs transmissions, en Serbie même et au Kosovo.

Certains indices témoignent du fait que ce système militaire n'a plus la même vivacité de réaction qu'au début. La mise en alerte de la population se fait de plus en plus tardivement, après le passage des appareils. Des difficultés de ravitaillement en carburant ont paralysé momentanément des brigades au sol. Les avions Mig ne s'aventurent plus guère. Les missiles sol-air, dont les radars entrent parfois en fonction au dernier moment pour éviter d'être détectés trop tôt, bénéficient d'une « illumination » minimale qui leur procure des trajectoires quasiment balistiques et peu efficaces - c'est le cas du missile mobile SA-6 -, sauf en certains endroits du territoire où ils peuvent encore faire mouche.

Aujourd'hui, les alliés rassemblent une panoplie de moyens qui leur permettrait de se concentrer sur l'arsenal yougoslave de répression au Kosovo. A la condition que la météorologie s'y prête sur une période de temps suffisante. La mission est loin, en effet, d'être « une promenade militaire », des

lors qu'elle se situe au-dessus d'un espace hostile et qu'elle oblige les équipages à prendre des risques en volant à basse altitude, souvent même au-dessous de la couche nuageuse.

LE COUPLE A-10/APACHE

C'est ce qui explique que l'OTAN, outre l'appel à des avions d'attaque classiques, va devoir recourir à des moyens nouveaux et accrus pour « traiter » des objectifs que sont des forces adverses, concentrées ou en mouvement, dans une région accidentée où elles peuvent se camoufler et se diluer. Mais, même dans ce cas, il arrive que ces forces-là commettent l'erreur de se regrouper pour se ravitailler ou pour produire un effet militaire sur le terrain, au risque de devenir plus vulnérables.

Empruntant à l'équipement des forces américaines, l'OTAN va déployer, dans le nord de l'Albanie, 24 hélicoptères d'attaque Apache AH-64 Longbow et un bataillon de lance-roquettes multiples (LRMS), soit 13 blindés lourds de la version

la plus récente dite Atacms (army tactical missile system). Le dispositif sera prêt dans quinze jours.

L'intérêt de l'Apache est de pouvoir œuvrer de conserve avec l'avion A-10, déjà déployé en Italie, contre des concentrations blindées et des objectifs « durcis » (Le Monde du 8 avril) à condition que leurs cibles aient été soigneusement identifiées au préalable. Le couple A-10/APACHE est principalement armé de missiles antichars et de roquettes. Pour sa part, le LRMS a cette singularité de pouvoir tirer, de la frontière entre l'Albanie et le Kosovo, douze roquettes chargées, chacune, selon les cas, de 650 à 950 munitions explosives (de la taille d'une balle de tennis), antipersonnel ou antimatériel, qui s'éparpillent, à 150 kilomètres de là, sur un quadrilatère comparable à un terrain de football. Le LRMS laboure et retourne le terrain, détruisant ou endommageant blindés, sites de commandement et de contrôle, batteries sol-air, centres logistiques.

A quelques différences près, ces

munitions rappellent celles du Harrier britannique : des bombes RBL-755, qui se disloquent à l'impact, éclatant en 150 sous-munitions explosives du volume d'une canette de bière.

De l'aveu de nombreux experts, de tels armements pourraient néanmoins être de peu d'effet pour contrecarrer la MUP yougoslave au Kosovo. Ces forces paramilitaires sont très mobiles, plus légères en tout cas que l'armée régulière et, donc, probablement plus difficiles à traquer et à matraquer avec uniquement des moyens aériens. Or la MUP s'est illustrée par la brutalité de sa répression, elle reste en situation de se livrer à des exactions. C'est elle qui posera le problème majeur si devait être organisé, de vive force ou non, le retour des réfugiés au Kosovo. Ce qui inclinerait l'OTAN à préparer un déploiement de troupes au sol sous la protection d'un appui aérien qui se sera assuré la maîtrise du ciel.

Jacques Isnard

Premiers bilans des frappes après deux semaines de guerre

BRUXELLES. De notre correspondant. D'une opération en trois phases - destruction des défenses aériennes yougoslaves, neutralisation des unités combattantes serbes au Kosovo, destruction de l'ensemble du potentiel de l'armée de Slobodan Milosevic -, l'OTAN est passée à une offensive sur trois fronts parallèles pour amener les dirigeants serbes à la capitulation. Les forces de l'OTAN combattent les unités militaires et paramilitaires attaquant les poches de résistance de l'UCK et contribuant à déporter les populations albanaises de la province, poursuivent de manière systématique leurs attaques d'infrastructures militaires mais aussi civiles sur l'ensemble du territoire de la Fédération, et enfin se sont engagées dans l'intervention humanitaire. Officiellement, on se trouve toujours dans la phase 2 pour des raisons de formalisme diplomatique, un passage explicite à la phase 3 nécessitant une autorisation du Conseil atlantique. Dans les couloirs du siège de l'OTAN, à Bruxelles, on préfère parler d'une phase « deux et demi ».

Deux semaines après le déclenchement de l'opération, un premier bilan peut être ainsi établi :

● La destruction du potentiel agressif des unités de l'armée yougoslave engagées au Kosovo

Les frappes aériennes dans la province ont atteint des infrastructures telles que des casernes, des routes, des voies ferrées, des dépôts de carburants, mais les unités combattantes ne sont pas encore paralysées, y compris les éléments aéroportés qui peuvent toujours, de l'aveu du général Wilby, effectuer quelques rapides sorties pour appuyer des offensives terrestres contre les forces de l'UCK. La météo favorable à l'OTAN jusqu'au week-end pascal était rendue responsable du peu de résultats obtenus. Depuis l'amélioration du temps et la multiplication des attaques aériennes, y compris pendant la journée, des « succès encourageants » ont pu être enregistrés au cours des derniers jours. Le général Wilby a pu ainsi, mercredi 7 avril, montrer, photos aériennes à l'appui, la destruction de quatre blindés et d'une colonne d'une dizaine de véhicules militaires dans la région de Pec, dans l'ouest de la

province. En revanche, à plusieurs reprises, le général Wesley Clark a insisté sur l'incapacité des frappes aériennes à mettre fin aux agissements « au port de porte » des unités paramilitaires serbes. L'arrivée, au nord de l'Albanie, de vingt-quatre hélicoptères anti-chars Apache pourrait donner une efficacité accrue à la lutte contre les forces serbes, mais ils ne seront pas opérationnels avant une quinzaine de jours.

● La campagne de bombardement contre la Yougoslavie

Destinée à affaiblir les capacités de l'armée yougoslave à piloter les opérations au Kosovo, elle s'est transformée en une campagne de bombardements ciblés, effectués sur l'ensemble du territoire de la Yougoslavie, visant à maintenir la pression sur le régime de Slobodan Milosevic et à porter atteinte au moral d'une population que l'on veut dissocier de ses dirigeants. Son ampleur - le général Wilby faisait état de 469 sorties pour la seule journée du 6 avril - permet à l'état-major de parler d'une mise à mal quasi totale du système de défense intégrée antiaérienne de la Yougoslavie. On en veut pour preuve la faiblesse des attaques antiaériennes dirigées contre les avions de l'OTAN. Au passif : la perte d'un avion furtif F117 au début de la campagne, et les « dégâts collatéraux » (civils tués) provoqués à Nis, au sud du pays, par une erreur de guidage de missiles, et à Pristina par le bombardement d'un centre de communication au centre de la ville.

● Le front humanitaire

Cette partie de l'opération n'était pas prévue. L'afflux des réfugiés, aux frontières macédoienne et albanaise, présentait des risques de déstabilisation de ces deux pays. En Macédoine, les 12 000 hommes de l'OTAN stationnés au nord du pays, destinés au départ à protéger à distance les observateurs de l'OSCE au Kosovo, se sont transformés en « bons samaritains pour les réfugiés ». Les moyens de transports aériens militaires de pays membres de l'Alliance ont participé au transport de vivres, de médicaments et de tentes pour les réfugiés massés dans la région de Kukes.

Luc Rosenzweig

Club Med Croisières

Soyez l'un des 350 privilégiés à re-découvrir à bord de Club Med 2, la Méditerranée éternelle, dans la plus pure tradition maritime française. Et bénéficiez de 10 % de réduction*, en réservant avant le 30 avril votre croisière du 16 ou du 26 juin. Club Med Voyages. Havaï Voyages. Forum Voyages et agences agréées ou N° Azur : 0 801 802 803. Prix appel local.

*Sur la croisière de 14 jours en Méditerranée. Réservation avant le 30 avril. Club Med 2 partira en 1998. 1997 pour connaître les dates exactes.

Merveilleux cinq mâts
vue imprenable sur Capri,
Mykonos, Bonifacio,
Santorin, Tunis... Elegance
discrète, Confort raffiné,
Musique douce, -10 %*
Départs 16 et 26 juin.
A SAISIR.

Etre-re

مكتبة من الأصول

Le débat politique français met en avant l'ONU et le dialogue avec la Russie

Lionel Jospin devait s'exprimer jeudi soir au journal de France 2

Pour la première fois depuis le début de la crise au Kosovo, Lionel Jospin devait intervenir à la télévision, jeudi 8 avril, lors du journal de 20 h

de France 2. Devant les représentants des groupes parlementaires et les présidents des commissions de la défense et des affaires étrangères des deux Assemblées, le premier ministre

a insisté sur le rôle de l'ONU et sur la recherche d'une solution diplomatique.

POUR la première fois depuis le début de la crise au Kosovo, Lionel Jospin devait intervenir à la télévision, jeudi 8 avril, lors du journal de 20 h de France 2. Alors que Jacques Chirac s'est exprimé déjà deux fois au cours d'allocutions radiotélévisées, le 29 mars et le 6 avril, le premier ministre s'était cantonné, jusqu'à présent, à un travail d'explication et d'information auprès des parlementaires.

Le chef du gouvernement entend toutefois poursuivre son dialogue avec la représentation nationale. Il aura l'occasion d'intervenir de nouveau au Palais-Bourbon le 13 avril, la conférence des présidents de l'Assemblée nationale ayant décidé, mardi, une séance de questions au gouvernement, alors que les va-

cances parlementaires de printemps sont prévues du 12 au 25 avril. Le 15 avril, les sénateurs auront à leur tour l'occasion d'interroger le chef du gouvernement.

Alors que le conseil des ministres n'a donné lieu à aucun débat sur le Kosovo, M. Jospin a reçu à Matignon, mercredi soir, les représentants des groupes parlementaires, ainsi que les présidents des commissions de la défense et des affaires étrangères de l'Assemblée et du Sénat.

En présence de quatre de ses ministres - Hubert Védrine (affaires étrangères), Alain Richard (défense), Charles Josselin (coopération) et Daniel Vaillant (relations avec le Parlement) - ainsi que du général Jean-Pierre Kelch, chef d'état-major des ar-

mées, le premier ministre a informé ses interlocuteurs sur la situation militaire, tout en mettant l'accent sur la recherche d'une solution diplomatique.

M. Jospin, qui a souligné que « beaucoup de liens sont à rétablir », a indiqué qu'il avait téléphoné en fin de matinée au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, pour lui faire part de son souhait d'un retour de l'ONU dans le processus. Dans un communiqué publié mercredi après-midi, le président de la commission de la défense de l'Assemblée, Paul Quilès (PS) demandait à M. Annan de « prendre ses responsabilités ». « Il n'est pas tolérable que l'ONU ne se préoccupe que des effets d'une crise - le drame des réfugiés - en refusant de s'intéresser aux causes pro-

fondes du conflit », estime le député du Tarn.

Le souci d'associer la Russie a été affirmé par M. Jospin. « On va assister à une intensification de l'action politique et diplomatique », expliquait, au terme de cette réunion, le président du groupe socialiste de l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault, tout en rappelant qu'une issue politique « n'est possible que si M. Milosevic répond aux cinq questions posées par les alliés ».

Jacques Bruhnes, qui représentait le groupe communiste de l'Assemblée, s'est félicité d'un « cheminement » vers l'idée « que l'issue est proprement politique ». Président délégué du Mouvement des citoyens, Georges Sarré a déclaré qu'il n'y a « aucune solution diplomatique en vue ». « Seuls les bombardements sont organisés méthodiquement, systématiquement jour et nuit », a-t-il déploré.

Dans un entretien publié jeudi par *Libération*, Jean-Luc Mélenchon, porte-parole de la Gauche socialiste, estime qu'on ne peut « que constater l'échec de l'opération » de l'OTAN. Le sénateur de l'Essonne regrette que la France soit « contrainte de s'aligner sur des décisions prises par d'autres ». « Cette guerre n'est pas nôtre », estime Marie-France Garaud et Pierre Juillet dans un « point de vue » publié jeudi par *Le Figaro*. Les deux anciens conseillers de Georges Pompidou estiment « douloureux que la France ait perdu son libre arbitre, la plénitude de sa diplomatie et le commandement de ses soldats ».

■ L. D. - Jean-Baptiste de Montvalon

DÉPÊCHES

RÉFUGIÉS

■ Près de 460 000 personnes avaient quitté le Kosovo, jeudi 8 avril au matin, depuis le début de la répression serbe déclenchée en même temps que le début des frappes de l'OTAN, le 24 mars, mais le flot s'est tari après la fermeture des frontières, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

« RÉCOLTE DE PRINTEMPS »

■ Le président yougoslave, Slobodan Milosevic, a lui-même demandé au président russe Boris Eltsine d'aider la Yougoslavie à se procurer du carburant pour les « récoltes de printemps », a déclaré le député russe Nikolai Rjgov, cité, mercredi 7 avril, par l'agence Tass. Ce député, proche des communistes, était membre d'une délégation du Parlement russe qui s'est rendue en visite à Belgrade. - (Reuters)

MONTÉNÉGRO

■ Le président monténégrin, Milo Djukanovic, a affirmé, mercredi 7 avril, qu'il craignait « pas peur » d'une tentative de déstabilisation de son pays par Belgrade, dans une interview à la télévision italienne RAI. Il a condamné « la politique autocratique » du président yougoslave Slobodan Milosevic. « Mon pays ne craint pas de défendre sa démocratie et sa dignité », a-t-il déclaré, se disant favorable à « une intégration avec l'Europe ». - (AFP)

OPINION AMÉRICAINE

■ A en croire les sondages, les Américains, largement favorables aux frappes de l'OTAN contre la Yougoslavie, se disent en nombre croissant prêts à envoyer leurs boys sur le terrain pour arrêter l'exode des Kosovars. Leur détermination n'a fait que croître après deux semaines de raids alliés et la capture par les Serbes de trois soldats américains. Selon des sondages, au début du mois, seulement 33 % étaient pour l'envoi de troupes américaines sur le terrain. Une semaine plus tard ils étaient 41 %. Ils sont aujourd'hui entre 53 et 55 %, selon les sondages. - (AFP)

OPINION FRANÇAISE

■ Les Français approuvent davantage aujourd'hui qu'il y a dix jours les bombardements aériens de l'OTAN sur la Serbie ainsi que la participation de la France à ces bombardements, selon un sondage publié par *Le Parisien* réalisé les 6 et 7 avril. 50 % des personnes interrogées (contre 40 % le 27 mars) « approuvent » les bombardements, alors qu'ils ne sont plus que 35 % à les « désapprouver » (contre 46 % dans le sondage précédent). 68 % des personnes se déclarent favorables à une intervention militaire et terrestre de l'OTAN pour protéger les réfugiés albanais du Kosovo, contre 22 % qui y sont opposés. L'accueil par la France de réfugiés albanais du Kosovo est vu favorablement par 58 % des personnes interrogées. 36 % y sont opposés. - (AFP)

AVIONS FRANÇAIS

■ Durant les trente-six heures qui ont couvert la journée du mardi 6 avril et la nuit suivante, jusqu'au mercredi matin 7 avril, la France a engagé quasiment la moitié de son dispositif aérien de combat sur place : six Jaguar, six Super-Etendard, six Mirage 2000-C, quatre avions ravitailleurs C-135, deux avions de reconnaissance stratégique Mirage IV-2, deux avions de reconnaissance tactique Mirage F1CR et six Mirage 2000-D.

CUBA

■ Le gouvernement cubain « n'opposera aucun obstacle et est même prêt à coopérer dans la mesure de ses possibilités, où c'est nécessaire », pour apporter une aide humanitaire aux réfugiés du Kosovo qui doivent être transférés sur la base militaire américaine de Guantanamo (sud-est de Cuba) enclavée sur son sol, selon une déclaration officielle publiée jeudi 8 avril.

Deux nouveaux appels d'intellectuels pour le Kosovo

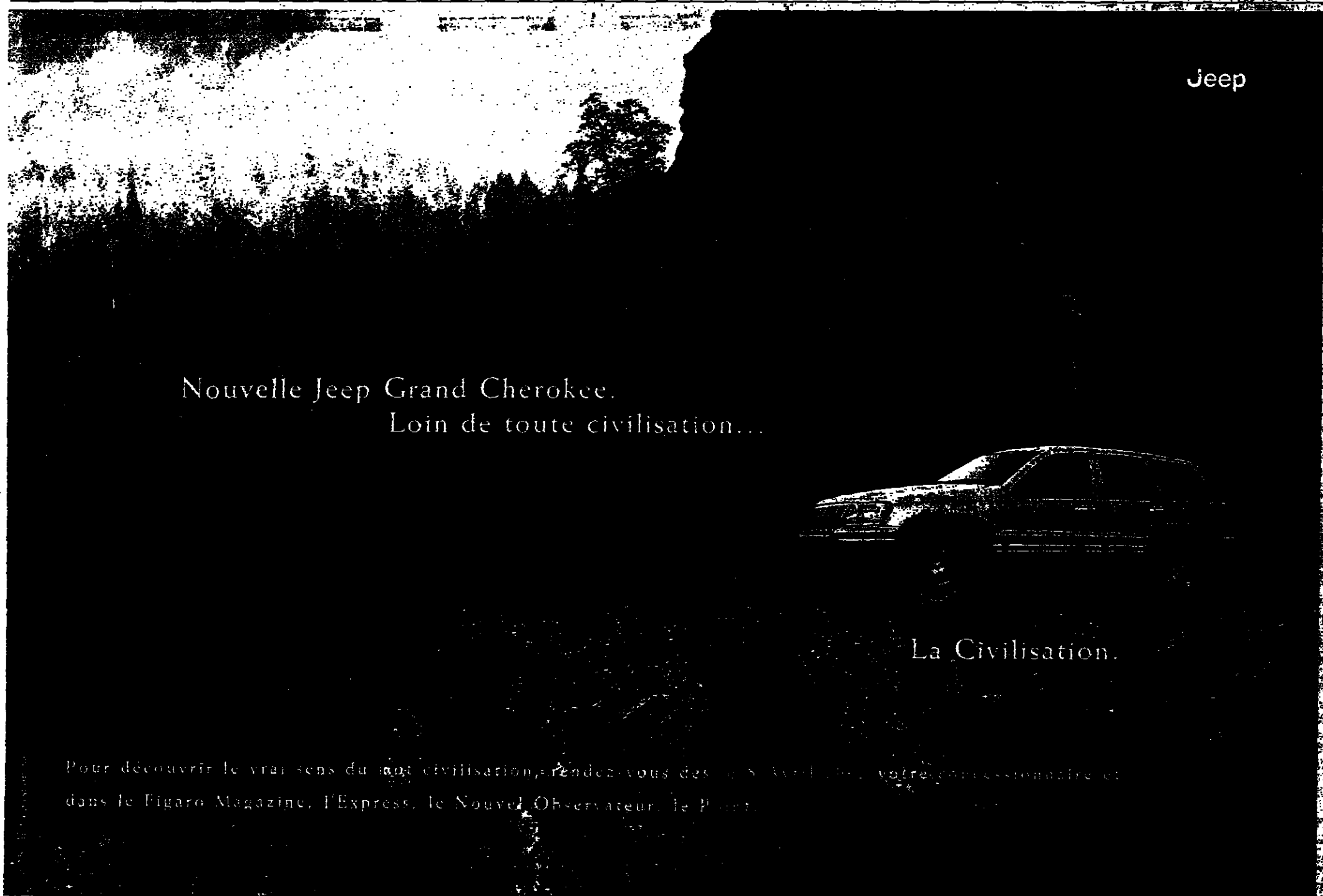
REUNIS dans le « Comité Kosovo », plusieurs intellectuels français viennent de lancer un appel en faveur d'une intensification des opérations militaires contre la Serbie. Dans un texte publié à Paris le 31 mars, le Comité demande « d'intervenir au sol de toute urgence de façon à faire cesser ce crime aux proportions inconnues en Europe occidentale depuis la seconde guerre mondiale (...) », mais également « d'intensifier l'aide humanitaire pour les réfugiés (...) et d'envisager d'ores et déjà la perspective de leur retour », ainsi que de « réaffirmer le principe de l'intégrité territoriale et donc le refus de toute partition qui consacrerait la purification ethnique ».

L'appel du « Comité Kosovo » souligne que « ce ne sont pas les frappes qui ont provoqué la répression contre la population albanaise mais, au contraire, la purification ethnique - commencée depuis longtemps au Kosovo et qui s'était intensifiée depuis quelques mois - qui les ont rendues inévitables ». Ce document, notamment cosigné par le juriste Antoine Garapon

(président du Comité Kosovo), l'écrivain Pascal Bruckner, Olivier Mongin (directeur de la revue *Esprit*) et le philosophe Alain Finkielkraut, a recueilli plus de cent signatures. Le « Comité Kosovo » est domicilié auprès de la revue *Esprit* (212, Rue Saint-Martin, 75003 Paris).

Par ailleurs, le « Parlement international des écrivains », présidé par l'écrivain nigérian Wole Soyinka (et dont les présidents d'honneur sont Salman Rushdie et Vaclav Havel), a publié, mercredi 7 avril, un appel aux maires des grandes villes et aux présidents de conseils généraux de France et d'Europe visant à « sauver les écrivains les artistes et les universitaires du Kosovo, mais aussi tous les réfugiés dont on sait très bien qu'ils ne retrouveront pas leur pays de sitôt (...) Comment la France, qui se présente si souvent comme une terre d'asile, pourrait-elle se tenir à l'écart de la solidarité internationale qui s'organise ? ».

■ L. D. - Jean-Baptiste de Montvalon



Jeep

Nouvelle Jeep Grand Cherokee.
Loin de toute civilisation...

La Civilisation.

Pour découvrir le vrai sens du mot civilisation, rendez-vous dès le 8 Avril 1999, votre conseiller et dans le Figaro Magazine, l'Express, le Nouvel Observateur, le Point.

Venez découvrir et essayer la nouvelle Jeep Grand Cherokee.

36 15 Jeep

1.200 km

www.newgrandcherokee.com

مكتبة من الأصول

APRÈS
15 A/R PAR
Londres-Pa
EUROSTAR

هكذا من الأهل

Boris Berezovski riposte au mandat d'arrêt lancé contre lui à Moscou

A Paris, il déclare au « Monde » : « Tout ce que fait Primakov échoue »

Dans une atmosphère de fin de règne, les règlements de comptes se multiplient à Moscou, avec le limogeage du procureur général et les man-

dats d'arrêt lancés, pour la première fois, contre des « oligarques ». L'un d'eux, Boris Berezovski, convoqué, mercredi 7 avril, la presse à Paris,

alors qu'à Moscou les députés rejettent le « pacte de stabilité politique » d'Evgueni Primakov (lire aussi notre éditorial page 22).

L'OPINION dominante en Russie, mercredi 7 avril, était que le mandat d'arrêt lancé, la veille à Moscou, contre le sulfureux baron des affaires Boris Berezovski marquait la fin de sa carrière politique, pourtant riche en rebondissements. Mais l'intéressé tenait le même jour à Paris une conférence de presse pour afficher un avis contraire, et dénoncer la montée en puissance du nouveau premier ministre, Evgueni Primakov. Celui-ci, a-t-il dit, « utilise maintenant tout son potentiel contre les réformes » et « s'appuie sur les membres les plus dangereux, les plus hypocrites, des services secrets, ceux qui ont retrouvé en lui un des leurs, afin de restaurer l'empire russe par la force ». Faute ultime, M. Primakov estime, selon M. Berezovski, qu'« on peut s'allier aux antisémites ». Celui qui fut une des éminences grises du Kremlin s'est aussi déclaré certain qu'il ne sera pas arrêté, ni en France ni à Moscou, où il a l'intention de se rendre « la semaine prochaine ». Alors qu'il laissait entendre le contraire peu auparavant à une télévision russe,

comme l'avait fait aussi son « ami » français, Fabien Beausset, qui, ayant convoqué la presse à l'hôtel Crillon, avait assuré que « Boris Abramovitch [resterait] en France un certain temps ». Mais parmi les Russes venus le saluer (dont des proches de « l'apont-chik », un chef de la mafia russe condamné aux États-Unis) la rumeur circulait que M. Berezovski serait arrêté en France « dans deux jours ». Les autorités judiciaires russes ont en effet indiqué qu'elles « n'excluaient pas » de faire appel à Interpol.

OFFRES DE SERVICES

Est-ce pour cela que M. Berezovski a surtout parlé du Kosovo, lors d'un entretien accordé le même jour au « Monde » ? Des proches de l'homme d'affaires ont reconnu qu'il rêve de retrouver un statut diplomatique – et l'immunité afférente – dans un pays de la Communauté des États indépendants (CEI) pour jouer les médiateurs dans la crise. Tel l'Ukraine, premier pays à envoyer une délégation à Belgrade après les frappes et où M. Berezovski vient de se rendre.

« Je suis sûr que le président Leonid Kouchtchouk a toutes les qualités pour ça », déclare-t-il. Je le connais, je connais son bon sens réel. Ce n'est pas comme Primakov, dont la mission à Belgrade fut de pure propagande, car il n'a rencontré qu'une seule des deux parties au conflit.

En parlant du premier ministre, qu'il accuse d'avoir causé sa disgrâce, M. Berezovski devient presque véhément. Pour lui, les talents diplomatiques d'Evgueni Primakov sont un mythe : « Tout ce qu'il a fait, sur l'OTAN, sur l'Irak, a échoué. Sur le Kosovo, c'est pareil : pourquoi n'a-t-il pas rencontré les leaders albanais ? Il se trouve que le « roi du business » russe est lui-même excellent diplomate : il négocie, non sans succès, avec les indépendantistes tchétchènes quand il était secrétaire adjoint du Conseil de sécurité russe.

Puis, nommé secrétaire exécutif de la CEI, il réussit le tour de force, pour un représentant de Moscou, de se faire apprécier des autres présidents.

Renvoyé de ce poste le mois der-

nier par Boris Eltsine, il a sillonné les capitales occidentales et réitéré au Kosovo : c'est le conflit serbo-albanais, dit-il, qui doit être résolu en priorité, par un intermédiaire prêt à prendre des risques, intellectuels et physiques (ce que M. Berezovski a déjà fait) ; Américains et Russes ne doivent intervenir qu'ensuite, comme garants. Alors que les premiers (« qui ne sont pas encore l'empire qu'ils pensent être ») se battent avec les seconds (« qui ne sont plus l'empire qu'ils pensent être encore »).

M. Berezovski critique le pouvoir russe qui, « dès le début, au lieu de traiter le Kosovo comme un conflit local semblable à des centaines d'autres, l'a internationalisé, avec ses appels à la fraternité slave ». « Appels irresponsables, car non recevables par les Tatars, Tchétchènes et autres Ossètes de la Fédération de Russie, ni par moi-même ». Conclusion implicite : l'Occident aurait vraiment mauvaise grâce à ne pas défendre un tel ami de la démocratie.

Sophie Stihab

Le Cambodge accepte des magistrats étrangers pour juger Ta Mok

PHNOM PENH. Le gouvernement cambodgien a accepté la participation de magistrats étrangers au procès du chef khmer rouge Ta Mok devant la justice locale. Ce compromis ouvre la voie à un « tribunal à caractère international » souhaité par l'ONU. « Le premier ministre cambodgien a admis qu'il serait utile que des juges et des procureurs internationaux participent à la procédure », a déclaré, mercredi 7 avril à Phnom Penh, le sénateur américain John Kerry à l'issue d'un entretien avec Hun Sen, tout en estimant qu'il s'agissait « d'un pas en avant très positif qui permettra un effort de coopération crédible dans lequel la communauté internationale peut avoir confiance ». Le prince Norodom Ranariddh, président de l'Assemblée nationale et allié de Hun Sen, a confirmé, mercredi, que ce dernier « ne s'opposera pas à la présence d'un juge international » durant le procès de Ta Mok. (AFP)

Nouveau massacre à Timor-Oriental

DILLI. M^r Carlos Ximenes Belo, Prix Nobel de la paix 1996, a affirmé, mercredi 7 avril, que plus de 25 Timorais avaient été « massacrés » la veille par les milices pro-indonésiennes dans l'égout de Liqueia, à moins de 50 kilomètres de Dili, la capitale de Timor-Oriental. Le prélat avait annoncé, mardi soir, aux médias portugais que 45 personnes avaient été tuées. De son côté, le chef de la commune de Liqueia avait indiqué que 5 personnes avaient été tuées et une vingtaine blessées, par balles ou à l'arme blanche. D'autre part, l'armée indonésienne a ouvert le feu, mercredi, à Borneo pour repousser des milliers de personnes tentant de libérer de force une centaine de leurs camarades arrêtés pour leur participation à de précédentes violences ethniques. (AFP)

Election présidentielle à Djibouti

DJIBOUTI. Après vingt-deux ans d'indépendance et de règne sans partage de Hassan Gouled Aptidon, quelque 170 000 électeurs djiboutiens choisiront un nouveau chef de l'Etat, vendredi 9 avril. Agé de quatre-vingt-trois ans, le président avait annoncé, en février, son retrait de la vie politique. Ismaël Omar Guelleh, qui brigue la succession, est, depuis l'indépendance, en 1977, le chef de cabinet du président Gouled. Considéré comme le neveu du chef de l'Etat, il est apparu au cours des dernières années comme l'homme fort de Djibouti. L'opposition djiboutienne s'est, quant à elle, ralliée à l'ancien chef indépendantiste, Moussa Ahmed Adiss, pour contrer les ambitions du dauphin de M. Gouled. En cas de victoire, l'opposition entend libérer les prisonniers politiques, instaurer un véritable multipartisme (seuls quatre partis sont actuellement autorisés) et lancer un ambitieux train de mesures sociales. (AFP)

L'Etat marocain s'engage

à indemniser les familles des disparus

RABAT. Par l'intermédiaire du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), le roi Hassan II a fait annoncer, mercredi 7 avril, qu'il acceptait l'indemnisation – avant trois mois – d'une grande partie des familles des 112 personnes officiellement portées disparues dans les années 1960 et 1970, et la libération de la vingtaine de personnes impliquées dans des crimes de sang commis pour des raisons politiques. Les familles des victimes, de leur côté, ont maintes fois déclaré que le pays des droits de l'homme ne serait définitivement tourné au Maroc que lorsque les corps des disparus seraient retrouvés et remis aux familles et que toute la lumière sur les circonstances de leur décès aura été faite. Deux grands dossiers n'ont pas été évoqués par le CCDH : celui d'Abraham Serfaty, exilé vers la France en 1991 après avoir passé dix-sept ans dans les prisons marocaines, et celui du dirigeant islamiste Abdessalam Yassine, en résidence surveillée depuis 1989. (AFP)

Le gouvernement chilien se dit

en mesure de faire juger M. Pinochet

SANTIAGO. Le gouvernement chilien a affirmé auprès du ministre de l'Intérieur britannique, Jack Straw, pouvoir être en mesure de déférer devant un tribunal le général Augusto Pinochet et de mener le cas échéant, une procédure plus complexe qu'à l'étranger, a indiqué le ministre des affaires étrangères chilien, José Miguel Insulza. Dans un mémorandum adressé au ministre de l'Intérieur britannique, le gouvernement chilien souligne que la justice chilienne s'est prononcée notamment dans le cas de l'assassinat en 1976 à Washington de l'ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement d'Unité populaire, Orlando Letelier, et qu'elle a été saisie récemment du meurtre en 1982 d'un dirigeant syndical, Tupac Jimenez. Douze anciens militaires viennent d'être incarcérés dans le cadre de cette affaire. (AFP)

Des primes pour retenir les pilotes de guerre italiens

ROME. Un projet de loi, qui prévoit de distribuer des primes aux pilotes de guerre italiens pour enrayer leur exode de l'armée de l'air, a été présenté, mercredi 7 avril, à la Chambre des députés. Depuis 1995, selon Valdo Spini, qui préside la commission de la défense de la Chambre, « 500 pilotes attirés par un traitement économique plus favorable et une valorisation professionnelle gratifiante » sont passés dans l'aviation commerciale. Au rythme actuel, l'état-major de l'armée de l'air italienne estime qu'il lui manquera un tiers des pilotes nécessaires à l'horizon 2003. (AFP)

Pas de reprise dans les pays émergents avant 2001, selon la Banque mondiale

« BIEN QUE LE RISQUE de récession planétaire se soit atténué ces derniers mois, la crise dans les marchés émergents devrait se révéler plus profonde et plus persistante que les premières estimations le laissent entrevoir. » A l'occasion de la publication de son rapport intitulé « Global Finance Development 99 », la Banque mondiale vient de réviser à la baisse ses prévisions de croissance pour les pays en développement : 1,5 % pour 1999, soit 1 point de moins que ses dernières estimations publiées en décembre. Il s'agit du taux le plus bas depuis 1982. Pour Joseph Stiglitz, premier vice président et économiste en chef de l'institution, « ce chiffre, qui est préoccupant, s'explique par le ralentissement des échanges, la chute des prix des produits de base et le tarissement des flux à long terme, qui ont frappé la plupart des pays en développement ». La Banque n'envisage pas le retour d'une croissance de l'ordre de 4,5 à 5 % avant 2001.

La condamnation de Bruxelles dans le conflit de la banane annonce d'autres batailles à l'OMC

GENÈVE

L'Union européenne n'a pas échappé à une nouvelle condamnation, dans le « conflit de la banane », qui l'oppose, depuis plusieurs années, aux États-Unis, défendant les intérêts de leurs multinationales, qui contrôlent déjà 70 % du marché mondial du produit. Pour la deuxième fois, une commission d'arbitrage, mise en place par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour trancher ce différend, a donné tort à la Communauté européenne, jugeant que son système d'importation de bananes était contraire aux règles du commerce international.

A peine connu mercredi 7 avril, ce verdict a été diversement interprété par les parties intéressées. A Washington, la satisfaction est évidente, même si les

juges n'ont accordé aux États-Unis qu'un peu plus du tiers du montant des sanctions qu'ils exigeaient des Européens (Le Monde du 8 avril). « Cette décision est une victoire importante pour le processus de règlement des litiges mis en place par l'OMC », a déclaré Charles Barshefsky, représentant américain pour le commerce. « Elle signale clairement, a-t-elle ajouté, que l'OMC ne peut être utilisée pour mener des procédures légales interminables. »

A Bruxelles, le vice-président de la commission européenne chargé de ce dossier, Sir Leon Britan, a fait savoir que ce jugement serait « soigneusement étudié » et que l'Union européenne se réserverait le droit de faire appel. « Nous allons évidemment respecter les règles applicables dans le cas d'une telle décision », a-t-il indiqué, tout en remarquant que les

sanctions, unilatéralement décrétées par Washington contre des produits européens, demeurent trop élevées. « Pour être en règle avec la loi, les États-Unis doivent maintenant, quoi qu'il arrive, lever immédiatement les sanctions et renoncer aux menaces de sanctions sur plus de la moitié du commerce qui y est soumis », a-t-il précisé. Les réactions sont particulièrement vives dans les pays africains, comme la Côte d'Ivoire et le Cameroun, ainsi que dans les îles et petits États des Caraïbes, qui bénéficient de facilités d'accès au marché européen pour

Bill Clinton pour l'entrée de la Chine à l'OMC

Le président Clinton a vigoureusement plaidé, mercredi 7 avril, peu avant l'arrivée à Washington du premier ministre chinois, Zhu Rongji, pour l'entrée de la Chine à l'OMC. « Si la Chine accepte les responsabilités qui découlent d'une accession à l'OMC, cela donnera aux États-Unis un large accès aux marchés chinois tout en accélérant les réformes internes dans ce pays. Si la Chine est disposée à respecter les règles du commerce international, ce serait une grave erreur pour les États-Unis de dire non » à son admission à l'OMC, a déclaré M. Clinton. Depuis le début de la semaine, les négociateurs américains et chinois tentent de sortir d'un blocage vieux de treize ans sur l'entrée de la Chine à l'OMC. M. Zhu a annoncé, mardi, la levée de l'interdiction des importations de blé et d'agrumes américains en Chine. Les droits de l'homme restent une pierre d'achoppement dans les relations bilatérales. M. Clinton a appelé la Chine à faire des progrès sur cette question. « Une dissidence qui s'exprime est bien moins dangereuse qu'une dissidence réprimée », a-t-il dit.

Jean-Claude Buhner

Le n° 2 est paru.
En vente chez votre marchand de journaux.

la Monde des DEBATS

Document : le témoignage de Paul Ricœur au procès du sang contaminé

Fin de guerre en Algérie ? Jacques Jura / Luis Martinez

Malaise dans la psychanalyse Marie Perle / Daniel Wollf

Architecture : la France ringarde ? Philippe Huez / Jean-Pierre La Boite

Le maître philosophe de Venise

Le nouvel ordre amoureux

Michel Foucault, Guy de Maupassant, Georges Simenon, Marcel Schwob, Louis-Ferdinand Céline, Jean-Pierre Laroche

DEBATS

Restez libre, cultivez votre sens critique.

OSP PUBLICATIONS

Maxime DELHOMME, Avocat de la SCP JEANNIN-DELHOMME-BLEGOU

Par arrêt confirmatif du 23 Mai 1997, la Cour d'Appel de PARIS 4^{ème} Chambre a condamné pour contrefaçon la Société EDINTER à 30.000 F en principal, à trois publications de 36.000 F H.T chacune et à 20.000 F au titre de l'article 700 du NCPC, pour avoir, dans le numéro du 14 Février 1992 de l'hebdomadaire IMPACT MEDECIN, publié sans son autorisation et sans mention de son nom, un dessin de Monsieur Jean-Claude MICHEL.

L'originalité du dessin de Monsieur MICHEL a été reconnue et la Cour a considéré comme fondé, le reproche fait à l'éditeur d'IMPACT MEDECIN, d'avoir présenté l'œuvre de Jean-Claude MICHEL, dans un sens qui n'était pas celui choisi pour l'œuvre originale et avec une mention "DR" dissimulant de rechercher le nom de l'auteur.

مكتبة من الأصل

Le Cambodge accepte des magistrats étrangers pour juger la Mok

Nouveau massacre à l'Est-Orient

Election présidentielle à Djibouti

Etat marocain s'engage à indemniser les familles des disparus

gouvernement libyen se dit prêt à faire pour le libyen

primes pour retrouver les pilotes de guerre libyens

la reprise dans les pays arabes

2001 selon la Banque mondiale

essais

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999 / VII

HORIZONS-ANALYSES

(Publicité)

LE MONDE / DIMANCHE 12 AVRIL 1999 / VIII
LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999 / 9

**Vendredi 9 avril,
A SAISIR CHEZ CARREFOUR**

**44 000 bouquets Mélodie
et pas un de plus.**



Il y en aura peut-être
jusqu'à ce soir,
on ne sait pas...

3 coloris :
blanc, jaune et orange.
17 tiges.

**Avec Carrefour
je positive!**

A DEMAIN...

هكذا من الأصل

GAUCHE La guerre du Kosovo est venue bousculer la stratégie du Parti communiste pour les élections européennes, fondée sur l'ouverture de sa liste à des personnalités exté-

rieures et sur un ralliement critique à la construction européenne. Robert Hue est contraint de faire droit aux sentiments anti-américains, anti-OTAN et pro-russes de sa base mili-

tante, en espérant que la guerre ne l'oblige pas à reconsidérer la participation de son parti au gouvernement. ● LE PREMIER MEETING de la campagne européenne du PCF, mer-

credi 7 avril, en Seine-Saint-Denis, a donné une nouvelle illustration des divergences entre communistes et non-communistes. ● AU-DELA DU PCF, c'est toute la gauche « radicale »

qui est lézardée par le débat sur le Kosovo, entre adversaires de l'OTAN, parfois ouvertement pro-Serbes, et défenseurs du droit des Kosovars à l'autodétermination.

La guerre contre la Serbie bloque la « mutation » du Parti communiste

Convaincu que l'offensive contre Slobodan Milosevic serait de courte durée et que les Français étaient majoritairement hostiles à l'intervention de l'OTAN, le PCF se trouve coincé entre réflexes identitaires et velléités d'« ouverture » pour les élections européennes

VENDREDI 26 MARS, à l'Assemblée nationale, l'heure est solennelle. Le premier ministre a mis à l'ordre du jour le premier débat sans vote – sur le Kosovo, deux jours après les premières frappes de l'OTAN. Robert Hue a été le premier communiste à réagir le 24 mars, annulant pour cela son audition à la conférence Berthier du barreau de Paris. « Ce n'est pas en ajoutant la guerre à la guerre qu'on crée les conditions de la paix », dit le secrétaire national du PCF, reprenant ainsi une formule de François Mitterrand et soulignant aussi, dans son communiqué, qu'il convient d'« éviter toute rupture du dialogue avec la Russie ».

Lionel Jospin s'en souvient. Lorsque dans son discours à la tribune, il évoque ce pays, le premier ministre pose lourdement son regard sur les rangs communistes, ce qui, agace M. Hue. Lorsque, quelques minutes plus tard, le président du groupe socialiste, Jean-Marc Ayrault, écorche l'une des plus célèbres phrases de Jaurès – « Le libéralisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », dit-il, pour « le capitalisme » – les députés communistes, soudés comme jamais contre

la guerre, ne se privent pas de soupirer et d'arborer une mine consternée.

Quatre jours plus tard, le 30 mars, au 16 bis de l'avenue Parmentier, dans les tout nouveaux locaux de « la liste », comme on dit désormais pour l'opposer à « Fabien ». Petits fours, caméras : M. Hue inaugure le siège de sa liste d'« ouverture » pour les européennes et la baptise : « Bouge l'Europe », comme dirait MC Solaar. Pour éviter toute expression malheureuse, Pierre Blotin a réuni les candidats peu avant la conférence de presse. M. Hue résume la philosophie : sa liste n'est pas « mondaine », elle ne résulte pas d'une « OPA sur le mouvement social ». A la manière de M. Jospin, pour la gauche « plurielle », il théorise les divergences apparues au sein de sa liste, la majorité des candidats non communistes étant favorables à l'intervention de l'OTAN.

« Il faudra s'y faire, prévient-il. On a dit que chacun aurait sa liberté d'expression sa sensibilité. Les positions différentes sur le déclenchement de la guerre prouvent que ce n'était pas des mots. » Mais, devant les affiches multicolores qui paient d'une « Europe de la concorde pour déclarer



partout la paix » et d'une « Europe du futur pour partager une planète plus belle », en plumes frappées sur Belgrade, l'image d'une « campagne gaie et joyeuse, à l'image de cette liste », qui veut donner le secrétaire national, tombe à plat.

Ainsi va le PCF depuis le début des frappes de l'OTAN. Thrallé entre un travail plutôt bien accueilli – sa liste d'« ouverture » aux européennes, qui veut préfigurer la « force communiste » de l'an 2000 – et le réflexe anti-américain et paci-

fiste des militants, que la direction, qui le partage, ne songe pas à taquiner. Soudés de préserver l'unité de ses troupes mises à mal par sa « mutation », M. Hue puise désormais ses références dans la mémoire collective des communistes – Prévert, Jaurès. Voilà l'Humanité, qui devait devenir, avec sa nouvelle formule, le quotidien de l'ensemble de la gauche radicale, contrainte d'être seulement, à cause du Kosovo, le « journal de la paix », selon la formule d'un membre du bureau national, alors même que la gauche « rouge » se divise (lire ci-dessous). Dans l'« ours », les noms de Paul Vaillant-Couturier et Marcel Cachin, historiens directeurs communistes, ont été effacés pour n'y laisser que ceux du fondateur socialiste, Jaurès, et du directeur actuel, Pierre Zarka.

Le soutien appuyé du PCF au premier ministre russe témoigne, enfin, de cet attachement identitaire. En demandant, mercredi 7 avril, une « deuxième mission Evgeni Primakov », M. Hue confirme l'importance que le PCF accorde toujours à la diplomatie russe, qui fut surtout soviétique. Déplorant qu'on ait « traité avec autant de désinvolture »

le premier ministre russe, François Wautz, député européen et ancien responsable du secteur international du parti, réclame, dans l'Humanité du 8 avril, le déploiement au Kosovo d'une force d'« interposition européenne » – qu'il oppose à une « force d'intervention » – qui permettrait le retour des réfugiés sous l'autorité de l'ONU et « pourrait inclure un contingent russe ».

Convaincu que les militants et les cadres communistes font bloc, le PCF, qui s'attendait à un conflit court et pensait que l'opinion publique serait derrière lui pour réclamer l'arrêt des bombardements, a soutenu M. Jospin sur le refus de l'évacuation des réfugiés, mais est, time encore, jeudi 8 avril, « qu'il ne faut pas refuser a priori d'examiner le cessez-le-feu proposé par Belgrade ». La paix avant tout : pour le bien des populations, du parti, de sa campagne des européennes. Si l'OTAN engageait ses troupes sur le sol de l'ex-Yougoslavie, la solidarité gouvernementale et la fameuse « utilité » des ministres communistes seraient en effet, cette fois, sérieusement mises en péril.

Ar. Ch.

Premier meeting « pluriel » pour la liste de M. Hue

LES DEUX MILLE militants réunis, mercredi 7 avril, sur l'île des Vannes (Seine-Saint-Denis) pour le premier grand rassemblement de la liste, « conduite par Robert Hue », ont humé un parfum de changement. Aucun drapeau rouge, plus de faucille ni de marteau, pas même une référence au Parti communiste français. « Faire sobre », mais surtout « faire neuf » ! Derrière l'estade éclairée sur laquelle avaient pris place, à gauche une vingtaine de colistiers de M. Hue, au centre quelques membres honorables de son comité de soutien, dont Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, à droite des habitants de Seine-Saint-Denis, se dégageaient seulement les inscriptions : « Liste Bouge l'Europe » et « Pour déclarer la paix et la fraternité ».

L'innovation n'est pas seulement dans la mise en scène. « On ne veut ni d'un meeting traditionnel, ni d'un show à l'américaine, où les paillettes remplacent le contenu », affirme Yasmine Boudjenah, colistière de M. Hue. Instaurer un « dialogue », un « contact », un « échange avec les gens » sont les mots porte-emblème que le secrétaire national du PCF entend nichier au cœur de sa campagne. La parole n'est donc pas monopolisée et déversée par un numéro un, mais savamment distillée entre « les gens du panel », les questions de la salle – toutefois regroupées par un « standard » filtrant – et les interventions thématiques des colistiers.

La guerre du Kosovo oblige M. Hue à s'exprimer sans attendre son intervention prévue à la fin du meeting. « Dans la liste, il y a des positions différentes, admet-il, mais personne ne fait l'éloge de la guerre et personne ne peut être soupçonné

d'une sorte d'américanisme brutal ou d'anti-américanisme primaire. » Réitérant « sa condamnation des frappes de l'OTAN », souhaitant « dégager la France et l'Europe de la tutelle américaine », sous les applaudissements de la salle, M. Hue voit des signes positifs dans les propos d'Hubert Védrine et prône la mise en place d'« une grande conférence dans les Balkans ».

M. Hue critique « les attitudes follement politiques de la droite, de Séguin et d'autres, qui ne défendent pas l'intérêt de la France quand ils demandent le départ des ministres communistes du gouvernement ». « Ce qu'ils veulent, c'est faire exploser la gauche plurielle », conclut-il. Favorable aux frappes de l'OTAN, Philippe Herzog, député européen sortant, est copieusement sifflé quand il déclare que « pour affaiblir Milosevic, on ne pouvait pas faire autrement que de frapper » la Serbie. L'ancien économiste du PCF est hué quand il rappelle que « les Américains sont quelquefois du côté de la démocratie, ils l'ont prouvé pendant la deuxième guerre mondiale » et que « la Russie d'Eltsine n'est pas forcément porteuse d'idées démocratiques ».

Le chapitre Kosovo enfin tourné, place aux thèmes de campagne. Présenté comme « acteur du mouvement social », Michel Deschamps, 1^{er} colistier, est sollicité à deux reprises. L'ex-chef de file de la FSU est applaudi lorsqu'il juge « très faible l'action de ce gouvernement de gauche ou de centre-gauche (...) contre les agressions dont font l'objet les services publics et les secteurs publics ». De même, Marie-George Buffet se taille un franc succès quand elle explique, en prenant l'exemple de la lutte contre le dopage, qu'« on peut faire bouger l'Eu-

rope à partir du moment où on s'en mêle ». Avocate de l'égalité des sexes et du féminisme, Geneviève Fraisse est applaudie, elle aussi, sur ses sujets de prédilection.

C'est sur la régularisation des sans-papiers que Fodé Sylla et Stanislas Nordey sont, eux, plébiscités. « La régularisation de la moitié des sans-papiers, ce n'est pas insuffisant, c'est un scandale », juge le second, le directeur du Théâtre de Saint-Denis, pour qui la question de tous les « sans-droits » devient brûlante. L'ancien patron de SOS-Racisme, colistier le plus demandé dans les fédérations communistes, affirme que l'Europe compte 18 millions de chômeurs et 50 millions de salariés précaires. Elle ne peut être, dit M. Sylla, « l'addition des misères de plusieurs pays ». Puis il plaide pour l'octroi du droit de vote aux étrangers.

Alain Beauvillier

TROIS QUESTIONS À...

JEAN-PIERRE BRARD

1 Ancien membre du PCF, aujourd'hui député apparenté au groupe communiste, vous approuvez l'intervention de l'OTAN au Kosovo. Comment jugez-vous la position adoptée par vos collègues communistes sur ce sujet ?

Je la trouve désolante. Elle me donnerait presque la nausée. Il y a un parallélisme effrayant entre Milosevic et Hitler, mais, en 1938, les communistes étaient du bon côté : contre les Munichois, contre ceux qui laissent faire le démantèlement de la Tchécoslovaquie et l'expulsion des Tchèques des Sudètes. Aujourd'hui, le PCF a oublié ses sources identitaires. Il confond les effets et les causes. Ce n'est pas l'intervention internationale qui a provoqué l'exode des Albanais, mais bien l'exode forcé qui a provoqué l'intervention. L'affaire du Kosovo montre une crise d'identité majeure du parti et prouve que la rénovation dont parle tant Robert Hue n'est pas enclenchée.

2 Vous parlez de crise d'identité mais le PCF réagit aussi au nom de sa tradition pacifiste et anti-américaine...

Il se dit pacifiste et condamne toute intervention étrangère, mais nous avions bien soutenu l'invasion de l'Afghanistan et les chars dans Budapest ! C'est

vrai qu'il est choquant que les Etats-Unis mènent la danse, mais, enfin, personne ne songe à critiquer les Américains pour avoir bombardé l'Allemagne nazie ! C'est vrai, aussi, qu'il vaudrait beaucoup mieux une défense européenne, mais le PCF n'est pas du tout prêt à cela. Fire : s'il l'envisageait vraiment, sa liste « patchwork » aux européennes exploserait immédiatement, tant les divergences sont grandes entre les candidats. Il a fallu tout de même une accumulation des horreurs en Bosnie pour que le PCF prenne ses distances et que Robert Hue parle enfin du « dictateur » Milosevic.

3 Les communistes veulent cependant rester dans la majorité et au gouvernement. Pensez-vous que cela soit possible malgré ces divergences ?

La pratique du grand écart est difficilement durable, mais ils feront tout pour rester. Evidemment, c'est de la politique à la petite semaine, mais vous verrez qu'ils pousseront le cynisme plus loin. Quand Milosevic sera contraint d'accepter une solution politique, le PCF dira qu'il a eu raison avant tout le monde, occultant complètement les conditions militaires qui auront contraint les Serbes à négocier. Le PCF est resté dans sa culture ancienne, celle qui consiste à pratiquer une dialectique formelle et à avoir raison quoi qu'il arrive.

Propos recueillis par Raphaëlle Bacqué

Kosovo : la gauche « bolchevique » face à la gauche « mouvementiste »

LA GUERRE du Golfe est, décidément, bien loin. Alors qu'en 1991 toute une partie de la gauche (des Verts à l'extrême gauche, en passant par le Parti communiste et la CGT) s'était soudée, en compagnie de pacifistes, mais aussi de chrétiens, pour dénoncer l'intervention américaine, le conflit du Kosovo divise la gauche radicale. Mille et une nuances apparaissent, mais c'est un clivage qui est en train de naître. Certains pensent que le schéma « anti-impérialiste » de 1991 est transposable en ex-Yougoslavie. D'autres, non.

La « famille » communiste s'est retrouvée seule pour manifester, dans la rue, en se contentant de dénoncer les bombardements de l'OTAN. Les autres, écologistes, libertaires ou issus du mouvement social – la gauche des « sans » – ne veut pas se limiter à condamner les frappes de l'OTAN sans poser la question de la purification ethnique, ni exiger le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Entre les deux, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) réclame l'autodétermination du Kosovo, mais reste prisonnière de son alliance électorale avec Lutte ouvrière (LO).

« Ne pas humilier les Serbes. » A un bout du spectre, il y a ceux qui dénoncent l'agression contre les Serbes, anciens alliés contre le fascisme. Dans leur bulletin mensuel *Echanges*, des militants communistes du Val-de-Marne, en rupture de parti et regroupés der-

rière l'ancien secrétaire fédéral Guy Poussy, s'indignent ainsi qu'on puisse « humilier les Serbes et bafouer leur patriotisme authentique ». Dans une lettre aux responsables du Mouvement des citoyens, Patrick Vittart, responsable du MDC en Lorraine, s'interroge : « Pourquoi la communauté internationale (traduisiez les Etats-Unis et leurs affidés) veut-elle accorder aux Albanais du Kosovo (berceau historique de la Serbie) ce qu'elle a refusé hier aux Serbes de Bosnie ? » Dans les manifestations anti-guerre, des militants de la CGT n'hésitent pas à porter l'autocollant « cible » des partisans de Slobodan Milosevic.

« OTAN go home ! » et boycottage du Coca-Cola. Le réflexe anti-américain reste vivace. « La barbarie n'est pas seulement du côté de Milosevic, mais tout autant et encore plus du côté des grandes puissances impérialistes qui engendrent des Milosevic », écrit Lutte ouvrière (daté 2 avril). L'Hebdo CGT (ex-Vie ouvrière) analyse l'intervention de l'OTAN comme visant, avant tout, à « réduire l'influence russe » dans la région des Balkans. « OTAN go home ! », titrait L'Humanité au premier jour des frappes. En « solidarité avec la Yougoslavie », des militants communistes demandent, dans un appel, le « boycottage des produits américains, de leurs administrations, entreprises, associations ». Le tract dresse une liste exhaustive des endroits où « les Américains ont semé la guerre » et

« imposé des gouvernements fantoches ». Entre la Corée (1950-53) et la Yougoslavie, on trouve... l'Afghanistan !

« Arrêt des bombardements, non au vert kaki ». Pour d'autres, comme la direction du Parti communiste, la guerre est tout simplement « une connerie ». C'était, jusqu'à présent, la position des Verts, et Bernard Langlois, dans son éditorial de *Politix* (daté 8 avril), maintient cette position, tout en reconnaissant qu'il n'y a pas de solution miracle. Du coup, les dirigeants des Verts, qui réclament une intervention terrestre, font figure de vilains petits canards. Dans son numéro du 1^{er} avril, L'Humanité, qui avait pourtant conclu un pacte de non-agression avec la tête de liste des écologistes, Daniel Cohn-Bendit, estimait que « la garde-robe de Danny vu-t-en guerre s'étioffe avec du vert kaki ». Dans *Les Inrockuptibles* (daté 7-13 avril), l'universitaire Serge Halimi ironise : les récents appels de M. Cohn-Bendit en faveur d'une intervention terrestre le « rassurent » quant à un « hypothétique dérapage gauchiste » de l'eurodéputé.

« Armer les Kosovars ». D'autres préfèrent argumenter sur la nécessaire autodétermination du Kosovo, revendication sur laquelle se retrouvent volontiers la gauche des « sans ». Pour y parvenir, ils ne croient pas à une simple solution diplomatique. « Il faut donner aux premiers intéressés les moyens de se

défendre et de résister à l'épuration ethnique engagée par le pouvoir serbe. Si des moyens leur étaient donnés, les forces kosovares auraient les moyens de gagner leur combat », écrit Christophe Aguiton (LCR et ACI), dans *Politix*, le mot « armes » n'apparaissant que dans le titre : « Armer les Kosovars ? » Dans *Rouge* (daté 1^{er} avril), hebdomadaire de la LCR, Christian Piquet répondait aux critiques de Romain Goupil (*Le Monde* du 23 mars) contre les « négationnistes du présent ». « Autodétermination », tel est le mot-miracle qui doit permettre à l'alliée de LO de se dégager du front « vieux communiste » auquel participe Ariette Lagulier. Comme l'écrit M. Piquet, « la guerre s'invite aux européennes » et la LCR n'est pas à l'aise.

« Coup de gueule » de Charlie Hebdo. Il y a des cris qui ont valeur de symbole. Dans *Charlie Hebdo* (daté 7 avril), l'une des lectures de référence de la gauche écologiste et libertaire, farouchement hostile à la guerre du Golfe, Philippe Val rale : « Mais, bon Dieu, qu'est-ce qu'ils ont, les Kosovars ? Ils ont une gueule qui ne revient pas à la gauche radicale ? » Et il s'indigne : « Alors, Krivine, Hue, Lagulier, vous trouvez qu'ils ont trop de papiers, trop de logs, qu'ils sont trop bien traités par la police ? » Une sérieuse lézarde court dans la gauche radicale.

Ariane Chemin et Caroline Monnot

VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92084 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.84.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES
au Palais de Justice de NICE, Place du Palais
le Jeudi 22 Avril 1999 à 9h
IMMEUBLE à NICE (Alpes-Maritimes)
Quartier de Lingostière, Chemin des Glacières
à usage d'entrepôts industriels, commerciaux & bureaux,
Superficie totale privative (1374,93 m²)
MISE A PRIX : 5.000.000 F
S'adr. SCP HANCY LANZARO MOSCHETTI, Avocats au Barreau de NICE, 2, rue Tonduti-de-l'Escarène (06000) NICE - Tél : 04.93.13.18.00
Visites les 13 et 20 Avril 1999 de 14h à 16h

هكذا من الأصل

Les députés de la majorité se divisent sur le projet de couverture maladie universelle

Le niveau de ressources des bénéficiaires fait débat

La commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a repris, mercredi 7 avril, l'examen du projet de loi sur la couverture maladie

universelle. La gauche s'est divisée à l'occasion d'un amendement, déposé par les Verts, qui relève le plafond de ressources des bénéficiaires.

L'extension du tiers-payant et le versement de cotisations préalables à l'ouverture des droits ont aussi été au centre des débats.

GAUCHE « plurielle » contre socialistes : les députés de la majorité se sont divisés sur la future couverture maladie universelle (CMU). Contre toute attente, un amendement des Verts, qui relève de 3 500 à 3 800 francs (579 euros) le plafond de revenus mensuels nécessaires pour bénéficier de la CMU, a été adopté, mercredi 7 avril, par la commission des affaires sociales. Les communistes, le groupe RCV et l'opposition ont voté pour. Même au PS, pourtant opposé à la mesure, il y a eu des défections. Odette Grzegorzka (PS, Alsace), par exemple, a préféré s'abstenir.

Furieux, le groupe socialiste devait organiser une nouvelle délibération, jeudi, pour tenter d'annuler cet amendement qui augmenterait de deux millions le nombre de bénéficiaires potentiels et coûterait entre 2 et 3,5 milliards de francs, en plus des 9 milliards déjà prévus. Pour financer ce surcoût, le groupe communiste propose de taxer les revenus financiers.

Pour les Verts, la barre de 3 500 francs, « inférieure de 40 francs au minimum vieillesse »,

crée « un effet de seuil regrettable ». « Il apparaît nécessaire » de relever le barème « jusqu'au seuil de pauvreté, calculé par l'Insee en 1988 (3 800 francs mensuels) et qu'une dégressivité soit prévue jusqu'au Smic », ont-ils justifié. Jean-Claude Boulard, rapporteur de la commission, lui, a proposé « une autre réponse au problème du seuil » : l'extension du tiers-payant. Mais « comme il est souhaitable de ne pas dissocier cette extension de la nécessaire maîtrise des dépenses de santé », elle sera réservée aux personnes qui auront adhéré au système du médecin-référent. En s'engageant à consulter le même praticien, ces dernières seront donc dispensées de faire l'avance des frais. M. Boulard devrait inclure dans cette mesure les frais de prothèses dentaires, à la faveur d'un nouvel amendement.

L'examen du projet de loi a nécessité une explication de texte pour définir les ayants droit de la CMU. La cible, ce n'est finalement pas les « personnes les plus défavorisées » inscrites dans l'article premier du projet – une notion jugée par les députés insuffisamment

précise –, mais celles « dont les revenus sont les plus faibles ».

Les députés ont aussi souhaité favoriser l'ouverture rapide des droits pour la couverture complémentaire. Le principe d'un « délai maximal de réponse des caisses d'assurance-maladie aux demandes qui leur sont transmises » a été adopté, mais il sera fixé par décret.

« EXTENSION DE LA SOLIDARITÉ »

Les cotisations ont été largement au centre des débats. Comme le projet de loi le prévoyait, une contribution devrait être demandée pour l'accès au régime général dès lors que les ressources dépassent un certain plafond. Mais M. Boulard a souhaité durcir cette disposition en l'accompagnant d'une sanction. La « suspension du versement des prestations en nature de l'assurance-maladie » est désormais prévue en cas de « mauvaise foi » avérée de l'assuré. Or, le texte de la ministre de la solidarité, Martine Aubry, avait clairement indiqué que subordonner le versement des prestations au paiement préalable des cotisations serait « contraire à l'es-

prit même de la CMU ». Pour ce qui concerne le régime complémentaire, M. Boulard plaide aussi pour le versement d'une cotisation « symbolique », peut-être un droit d'entrée de 150 francs ou bien une contribution périodique de 30 francs par famille. Dans l'esprit du rapporteur, cela permettrait aux personnes qui se situent juste au-dessus du plafond de ressources requis pour la CMU de « mieux comprendre l'extension de la solidarité ».

Jeudi, la commission devait poursuivre l'examen des 175 amendements déposés et s'attaquer aux articles délicats consacrés aux acteurs de la CMU : caisses d'assurance-maladie, mutuelles et sociétés d'assurance, ainsi qu'au financement du dispositif. L'opposition a déjà annoncé le dépôt de trois motions de procédure, en vue de la discussion du texte, mardi 27 avril, en première lecture : le RPR présentera l'exception d'irrecevabilité, DL la question préalable et l'UDF le renvoi en commission.

Clarisse Fabre
et Isabelle Mandraud

Deux syndicats agricoles de gauche réclament une aide accrue pour les petits exploitants

La Confédération paysanne et le Modef réunis en congrès

TROIS SEMAINES après le congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et la réélection à sa présidence de Luc Guyau, deux des trois autres syndicats agricoles – tous deux minoritaires et classés à gauche – étaient réunis, jeudi 8 avril, La Confédération paysanne tenait, en effet, son congrès à Vesoul (Haute-Saône) tandis que le Modef (Mouvement de défense des exploitants familiaux), au sein duquel le communisme agraire compte encore de nombreux militants, réunissait son assemblée générale à Sarrians (Vaucluse) pour fêter son 40^e anniversaire.

Ces deux réunions reposent opportunément la question de la représentativité officielle des différents syndicats agricoles et leur participation à la multitude d'organismes publics et professionnels qui gèrent des fonds budgétaires et parafisciaux, qu'ils soient nationaux et européens. Cette question de la représentativité est délicate, y compris au plan politique, puisqu'elle est au centre de l'article 1 bis du projet de loi d'orientation agricole dont la discussion en deuxième lecture a commencé, mercredi 7 avril, à l'Assemblée nationale (Le Monde du 8 avril). C'est d'ailleurs du fait de ce débat parlementaire que Jean Glavany, ministre de l'Agriculture et de la pêche, a dû renoncer à se rendre à Vesoul pour clôturer le congrès de la Confédération.

« LES NANTIS DE LA PAC »

La Confédération paysanne se veut « très offensive » vis-à-vis du gouvernement, dénonçant la « dictature des marchés » et réclament des « paysans nombreux pour une Europe solidaire ». Elle le démontre, notamment, sur le dossier de la crise porcine provoquée, selon elle, par un trop long laxisme des pouvoirs publics à l'égard des éleveurs industriels guidés par la seule logique productive qui a conduit à la faillite de nombreuses exploitations familiales, en Bretagne notamment.

Après l'accord de Berlin sur la politique agricole commune (PAC) qu'il a qualifié de « détestable », François Dufour, porte-parole de la Confédération, a exigé du gouvernement qu'il « réoriente le plus possible d'aides vers les petites et moyennes exploitations, en mettant en œuvre le principe de la modulation des subides en fonction de critères liés à l'emploi et à l'environnement ». M. Glavany devrait d'ailleurs s'y employer à travers les futurs contrats territoriaux d'exploitation, pièce maîtresse de la future loi d'orientation agricole, en dépit de vives résistances à la FNSEA.

La Confédération souhaite même aller plus loin et réclame le plafonnement des aides directes par personne active « afin d'endiguer la concentration des subides européens ». « À côté des nantis de la PAC de 1992 pour qui la capacité d'adaptation est intacte, il y a tous les autres, qui sont les abonnées absentes du revenu paysan et pour qui les jours sont comptés », conclut le rapport d'orientation.

Pour sa part, Gérard Chappert, président du Modef – organisation influente surtout dans les régions viticoles comme la zone de production de cognac ou la vallée de la Garonne et les Landes –, estime que « les exploitants familiaux ont besoin, plus que jamais, de se ras-

Le poids des principales organisations

Les élections aux chambres d'agriculture sont le test le plus fiable pour mesurer la représentativité des principaux syndicats agricoles. Lors de la dernière consultation en janvier 1995, les listes de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles et du Centre national des jeunes agriculteurs (FNSEA-CNJA) ont confirmé leur prééminence, avec 59,8 % des voix dans le collège des chefs d'exploitation et assimilés. La Confédération paysanne en a recueilli 20 %, la Coordination rurale 12,2 % et le Modef 4,7 %. La Confédération paysanne est majoritaire dans le Finistère, et très puissante en Loire-Atlantique, dans le Puy-de-Dôme, en Haute-Marne. Les fiefs de la Coordination se situent dans le Calvados, l'Eure-et-Loir, la Seine-et-Marne, les Ardennes. Enfin, le Modef réunit l'essentiel de ses troupes dans les Landes et la Charente-maritime.

sembler (...) pour combattre une politique libérale qui lamine les hommes et les femmes et les transforme en chair à canon dans une guerre économique que se livrent les puissants de ce monde ». Commentant la réforme de la PAC, le Modef dénonce la baisse des prix qui se traduira « par une intensification forcée des productions, une forte concentration des exploitations et une délocalisation des productions vers les régions les plus fertiles ». Le Modef apporte cependant son appui à la loi d'orientation en discussion.

François Grosrichard

Deux écoles s'affrontent au sein de la CFDT sur le thème des 35 heures

LA RATIFICATION – difficile – de l'accord sur les 35 heures chez Renault, le 2 avril, en est la preuve : il existe bien deux « écoles », deux sensibilités différentes sur la réduction du temps de travail à la CFDT. Et l'affaire n'a pas grand-chose à voir avec les clivages politiques traditionnels à l'intérieur de la confédération.

D'un côté, les « pragmatiques » estiment que le rapport de forces étant ce qu'il est, il vaut mieux engranger ce qui est possible d'obtenir par la signature d'accords. Une position incarnée par la fédération des services. De l'autre, certains prônent désormais ouvertement la non-signature d'accords qui ne respecteraient pas ce qu'ils considèrent comme les objectifs fondamentaux de la réduction du temps de travail. Ces divergences d'appréciation traversent aujourd'hui des fédérations entières comme celles de la métallurgie, voire des syndicats d'un même groupe.

Ainsi, à la veille de la conclusion de l'accord 35 heures chez Renault, sept sections syndicales CFDT sur les dix que compte le constructeur automobile ont fait un communiqué commun, jeudi 1^{er} avril, pour dire qu'elles « ne se reconnaissent pas » dans la décision de signer. Revendiquant plus de 60 % des voix CFDT chez Renault aux élections professionnelles, les sections du Mans, de Flins, Cergy, Choisy, Lardy-Rueil, Guyancourt et Sandouville exprimaient ainsi leur « désaccord » avec la position prise par celles de Cléon, Douai et Billancourt.

« Si on ne fait rien, on court à la catastrophe », souligne ainsi Marc Breteilh, secrétaire général

de la métallurgie parisienne, qui a décidé de « tirer la sonnette d'alarme ». Ce responsable qui, comme Daniel Richier, le délégué syndical central de Renault, estime que la CFDT n'aurait pas dû signer « en l'état » l'accord sur les 35 heures chez le constructeur automobile, dresse un bilan sévère : « Dans mon champ professionnel – la métallurgie –, la plupart des accords signés ne vont pas véritablement créer d'emplois et risquent de dégrader, un peu plus, les conditions de vie et de travail des gens ».

« Avec les cadres, on est en train d'inventer une nouvelle race de salariés à qui l'on dit : "Vous, on ne va plus vous compter votre temps" »

Selon lui, « les équipes syndicales n'ayant pas de cadre politique clair fixé par la confédération, elles finissent, chacune dans leur coin, par se déterminer sur les accords en fonction de logiques extérieures à la réduction du temps de travail. Ce qui manque, c'est un référent collectif global. Moi, je souhaite qu'on entende aujourd'hui une voix CFDT qui dise autre chose sur les 35 heures ».

Pour le secrétaire général de la métallurgie

parisienne, les accords Peugeot et Renault sont « un peu mieux que l'accord de branche UIMM ». Mais, indique-t-il, « ce qui est un peu mieux que le pire n'est pas forcément bien ». Selon M. Breteilh, la CFDT n'est pas « obligée de discuter uniquement sur la base des propositions des employeurs ». « Dans la métallurgie, estime-t-il, ils nous ont amené un carcan et nous, hop !, on rentre tout de suite dedans et on discute avec eux ».

Le responsable syndical suggère ainsi que son organisation soit très ferme sur la durée effective du travail. « On ne doit pas toucher à la règle qui sert à compter le temps de travail – en en excluant les pauses ou une partie de la formation – quand on le réduit. Sinon, on triche », indique-t-il. Pour lui, toute modulation horaire supplémentaire introduite dans les négociations d'accord doit être compensée par une réduction du temps de travail plus forte. « Quand il y a modulation, qu'on décrète alors : pas d'accord à plus de 32 heures. C'est la seule condition pour créer des emplois. » Enfin, il demande que « l'on donne un coup d'arrêt à l'écèlement du salariat qui se profile avec les cadres ». « On est en train d'inventer une nouvelle race de salariés à qui l'on dit : "Vous, on ne va plus vous compter votre temps" », explique M. Breteilh. Le patron de la métallurgie parisienne souhaite ainsi lancer le débat dans les instances de la CFDT. Reste à savoir comment ses propositions seront accueillies par la direction de la confédération.

Caroline Momot

L'OFCE prévoit 340 000 chômeurs en moins d'ici à la fin 2000

« L'OFCE surprend toujours. Il me surprend moi-même. L'OFCE est optimiste pour l'avenir. Comme il l'était pour 1998, à juste titre » : Jean-Paul Fitoussi, le patron de l'Observatoire français des conjonctures économiques, aime se démarquer. Mardi 7 avril, les dernières prévisions de l'OFCE pour l'économie française lui en ont donné l'occasion. Non seulement, l'institut pense que la croissance record de 1998 (+3,2 %) est sous-estimée d'un point, mais, en plus, il affiche les prévisions de progression du PIB les plus optimistes de la place : +2,6 % en 1999 et +3,2 % en 2000. Même Dominique Strauss-Kahn n'ose pas rêver de tels chiffres : Bercy table sur une croissance comprise entre 2,2 % et 2,5 %, cette année.

Au début des années 90, la France a pris un retard important en matière de renouvellement du parc de logements, des infrastructures, mais aussi d'investissements industriels. « Le contexte monétaire, à l'époque très punitif, est aujourd'hui beaucoup plus accommodant », considère Philippe Sigogne, directeur du département analyse et prévision de l'OFCE. La France peut enfin rattraper son retard. La crise asiatique, si elle lui a coûté un demi-point de croissance en 1998, affectant son commerce extérieur et ralentissant sa croissance industrielle, jusqu'à la stagnation de fin 1998 et

début 1999, ne devrait pas faire sentir ses effets trop longtemps. Pour l'OFCE, il ne s'agit que d'un « hoquet industriel ». Le commerce mondial devrait reprendre dès le deuxième trimestre 1999. « La reprise qui en découlera sera d'autant plus forte que les industriels ont été prudents quant à leurs investissements ou leurs stocks », estime l'observatoire, qui juge que l'arrêt de la chute des prix des matières premières devrait mettre fin au déstockage des derniers mois.

MARGES FAIBLES

Par ailleurs, ce « hoquet industriel » ne s'est pas propagé : il existe une dynamique autonome de l'économie française, tirée par la forte consommation des ménages, dont le revenu moyen sort indemne des turbulences internationales. En 1998, le faible niveau d'inflation (+0,3 %) et la forte progression de l'emploi (+400 000) leur ont donné du pouvoir d'achat et une confiance qui, de mois en mois, reste à des niveaux records. Cette année, selon l'OFCE, l'inflation devrait être légèrement plus soutenue (+0,7 %) : « La modulation salariale, accentuée par la mise en place des 35 heures, ne sera plus compensée par un ralentissement de l'inflation ».

Les ménages consommeront donc moins que l'an dernier, mais encore suffisamment pour assurer à la France une forte demande in-

terne (+2,6 % en 1999, +3,7 % en 1998). Dans ce contexte, l'emploi continuera à progresser fortement. En 1999, 210 000 emplois seraient créés dans le secteur marchand, auxquels s'ajouteraient 100 000 emplois-jeunes et 60 000 emplois liés à la réduction du temps de travail. En 2000, prévoit l'OFCE, 330 000 emplois seront encore créés, dont 120 000 au titre des 35 heures.

Au total, estime l'OFCE, « en 1999 et 2000, le nombre de demandeurs d'emploi pourrait reculer respectivement de 140 000 et 200 000 personnes. En trois ans, le chômage aurait donc baissé de 447 000 personnes. Mais 10 % de la population active resterait encore sans emploi », contre 11,5 % actuellement. Il faudrait 3,5 % de croissance annuelle jusqu'en 2005 pour retrouver le plein-emploi. Si ces perspectives sont relativement optimistes, l'OFCE n'en note pas moins que « l'économie française est très en dessous de son potentiel ».

Surtout, l'institut pointe certaines incertitudes qui pourraient mettre en cause son joli scénario : une forte reprise des importations asiatiques, soutenues par des monnaies dévaluées, un krach de la Bourse américaine, une dévaluation de la monnaie chinoise, ou encore une forte reprise du prix du pétrole. L'observatoire met en garde : « La politique du gouvernement est assez peu active et profite de la bonne situation conjoncturelle. Les marges pourraient être faibles en cas de retournement conjoncturel. »

Virginie Malingre

HAUTES ÉTUDES DE COMMERCE ET DE MANAGEMENT

Concours national SUP Réseau 99

UN CONCOURS D'INTÉGRATION À LA FILIÈRE SUP DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ADMISSION : BAC S, ES, L. Inscription jusqu'au 14 Avril.

• Paris (01 44 79 80 00) • Lyon (04 78 62 37 37)
• Bordeaux (05 36 91 33 02) • Nantes (02 40 49 07 02)
• Lille (03 20 33 06 90) • Strasbourg (03 86 36 02 88)
• Toulouse (05 61 62 35 37)

GRUPPE ISEG

26, rue des Francs-Bourgeois - 75003 Paris

هكذا من الأصل

de droit d'asile. Moins de 4 000 statuts de réfugiés ont été accordés en 1998, soit une légère baisse par rapport à 1997. Plus de 80 % des demandes sont rejetées.

Nicolas Weill

هكذا من الأصل

Respect.



Nous, membres du réseau d'indépendants Le Choix Funéraire, avons décidé en réunissant nos moyens, de prendre la parole pour défendre notre métier et notre respectabilité. Pour mettre fin à une image parfois ternie de notre mission, nous vous présentons notre vision, qui devrait, à nos yeux, être de règle dans l'ensemble de la profession.

Vous ne le savez peut-être pas, mais depuis 1998 vous êtes libre de choisir votre entreprise funéraire. Nous n'avons pas attendu cette date pour exister, mais jusqu'à présent, nous étions plus occupés à exercer correctement notre métier, qu'à faire parler de nous.

Créé en 1992, Le Choix Funéraire est aujourd'hui le premier réseau de marbriers et pompes funèbres indépendants de France et cela peut s'expliquer

simplement. Unis dans la confraternité et le professionnalisme tous les adhérents prennent à cœur leur mission et s'attachent à défendre leur éthique.

Nous remplissons une fonction sociale qui va bien au-delà de la mise en bière et de l'organisation de cérémonie. Nous avons le devoir d'accompagner les familles qui nous font confiance, en leur apportant toute notre disponibilité, efficacité, tact et délicatesse.

Nous nous devons également de proposer et de garantir ces services à des prix justes, cela partout en France. Respecter les volontés du défunt, assister la famille, pour nous cela est naturel.

Originaires du monde rural et issus de la tradition des tailleurs de pierres, le respect des valeurs du métier est pour nous, membres du Choix Funéraire, une question de respect humain.

LE CHOIX FUNÉRAIRE



Le 1^{er} réseau Français de Marbriers et Pompes Funèbres indépendants

www.le-choix-funeraire.fr
Tél. 02 96 27 17 71

هكذا من الأصل

réfugiés kosovars

France dans les semaines à venir.

non-Calais, ailer simple

statuts de réfugiés «étrangers»

Le droit de Guernesey complique les conflits de pêche entre la France et la Grande-Bretagne

Arraisonné « irrégulièrement », selon les Français, un pêcheur normand vient d'être condamné

Le tribunal de Guernesey a condamné, mercredi 7 avril, Vincent Néel, le patron d'un chalutier français, pour avoir pêché dans les eaux adja-

centes à l'île. Le jugement reconnaît toutefois que le navire a été irrégulièrement arraisonné par les garde-côte de Guernesey, dans les eaux sous ju-

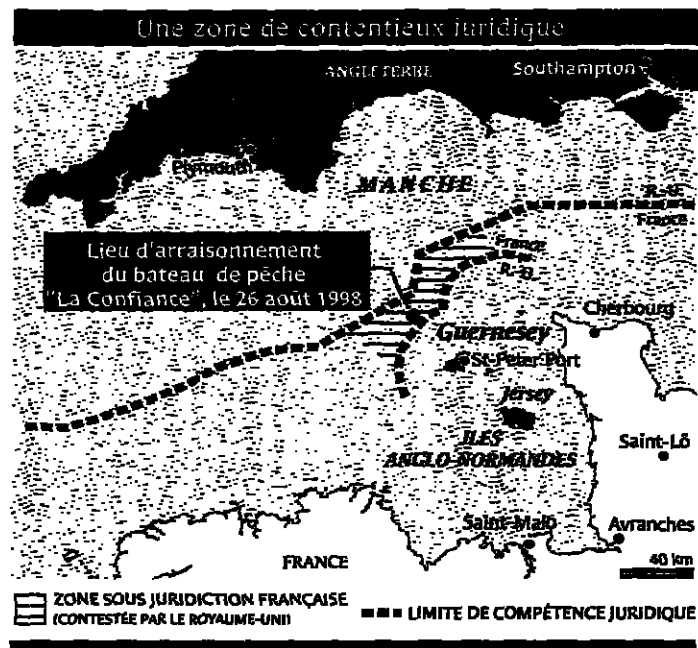
risdiction française. La justice locale, qui échappe au droit de la Communauté européenne, complique le règlement de ce type de conflits.

SAINT-PETER PORT

de notre envoyé spécial
La couronne britannique sera toujours reconnaissante aux îles Anglo-Normandes d'avoir, après que Jean sans Terre eut perdu la Normandie en 1204, choisi de lui rester fidèles. Ainsi, jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, lais-sait-elle les corsaires des îles s'approprier en toute légalité, selon une pratique baptisée « guerre de course », les navires des « ennemis du roi » qui s'avançaient dans leurs eaux.

Réminiscence de cette vieille reconnaissance ? Le 26 août 1998, un chasseur de mines britannique, sur ordre de son gouvernement, n'hésita pas à prêter son concours à des gardes-pêche guernesiais qui souhaitaient arraisonner *La Confiance*. Ce chalutier français était sorti des limites de leur compétence et entra dans une zone des eaux communautaires que la France considère comme étant de son ressort juridique, sur la foi d'une sentence arbitrale de 1976. Par la voix de Louis Le Pen-sec, alors ministre de l'Agriculture et de la Pêche, le gouvernement français avait vivement protesté contre cette atteinte au droit international constituant « un problème de souveraineté ».

Arrestation illégale ? Russel Finch, juge au tribunal (*Magistrate's Court*), de Guernesey, n'en disconvient pas. Dans un jugement bien normand, il a reconnu, mercredi 7 avril, à la fois l'« *iniquité* » des conditions de contrôle du bateau français par les gardes locaux et, malgré ce vice de procédure, la culpabilité du patron-pêcheur, Vincent Néel, finalement condamné pour avoir laissé filer son chalut à un demi-mille à l'intérieur de la zone des 12 milles adjacente à Guernesey. Verdict : 4 000 livres (40 000 francs) d'amende ou six mois de prison pour avoir retiré de 200 à 300 kilos de pétoncles d'une valeur marchande d'environ 700 francs. A Guernesey, fort d'un droit local empruntant beaucoup à la cou-



tume de Normandie, on ne badine pas avec la législation. Dernier épisode en date de conflits ancestraux, l'affaire de *La Confiance* illustre l'apreté des contentieux qui se sont multipliés depuis 1992. A cette date, avec l'accord de la France, la Grande-Bretagne décida de déléguer son pouvoir de police aux autorités de Guernesey pour les infractions commises dans les eaux adjacentes à l'île, pour éviter le convoiement des bateaux concernés jusque vers les côtes anglaises.

QUERELLE DE COMPÉTENCES

Les patrons-pêcheurs français incriminés étaient des lors jugés non pas selon la *Common Law* britannique mais selon les propres lois de Guernesey, exemptes des garanties du droit communautaire. Au ministère français de l'Agriculture et de la Pêche, on affirme que les négociateurs français de 1992 n'avaient pas eu conscience de ces conséquences juridiques. Habilités à intervenir, les gardes-pêche guernesiais intensifièrent

leurs contrôles. La justice locale infligea de lourdes amendes aux contrevenants (jusqu'à 500 000 francs), sans commensurer avec les rares jugements français de même nature. Point d'orgue aux litiges, l'affaire de *La Confiance* s'est donc également doublée, à l'audience du 6 et 7 avril, d'une étonnante querelle de compétence juridictionnelle, sous les yeux du consul général de France à Londres, présent sur les bancs du public au côté d'une quinzaine de patrons-pêcheurs français venus soutenir leur collègue. Cartes maritimes en main, le procureur Philip Robey (*Queen's Prosecutor*) a soutenu que la marine britannique avait été en droit de contrôler le bateau français. Ses témoins – gardes-pêche guernesiais, officiers britanniques – ont également contesté à la France un quelconque droit de regard sur cette zone située au nord de Guernesey. Pour asseoir son argumentation, M. Robey s'est référé à un corpus de lois internes qui curieusement, selon lui, « *prévoient le pas*

sur les jugements arbitraux internationaux ». Cité par la défense, le lieutenant de vaisseau et administrateur des affaires maritimes Aymeric de Marcellus a exposé la position française officielle, selon laquelle *La Confiance* avait été « irrégulièrement contrôlée dans les eaux sous juridiction française ». « *Êtes-vous conscient que le gouvernement du Royaume-Uni n'accepte pas cette position ?* », a observé le procureur. En poste au Centre régional opérationnel de sauvetage et de surveillance (CROSS-Jobourg), M. de Marcellus avait été hébété par *La Confiance* le jour de son arraisonnement et avait tenté, en vain, de dialoguer avec les officiers britanniques. Après sept heures de palabres stériles, le chalutier avait dû rejoindre Guernesey sous bonne escorte.

Produisant d'autres cartes, M. Jason Morgan, conseil guernesiais du patron de *La Confiance*, a alors demandé que les poursuites s'éteignent du fait de l'irrégularité de la saisie du navire français. S'avouant « *en accord* » avec l'argumentation développée par M. Morgan concernant les répartitions de compétences juridiques, le juge Finch a donc cependant tranché en faveur de la condamnation, au motif que les preuves recueillies en dehors de la période d'arraisonnement – témoignages des gardes-pêche, déposition du patron-pêcheur à Guernesey – l'avaient été dans des conditions, à ses yeux, « *équitables* ». L'avocate française de Vincent Néel, M^{me} Monique Fauchon, interdite de plaider en terre guernesaise, a précisé qu'un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme serait vraisemblablement engagé contre cette condamnation.

Avant la lecture de son jugement, pour prévenir toute agitation, le juge Finch avait pris soin de rappeler que les fauteurs de trouble, lors de précédentes audiences, avaient passé une semaine en prison.

Jean-Michel Dumay

Monique Vuallat et Daniel Le Bret élus à la tête de la FSU

La secrétaire générale du SNES et l'ancien responsable du Snuipp confirment l'appel à une manifestation nationale le 9 mai

FAUTE d'avoir pu désigner un successeur unique à Michel Deschamps, le secrétaire général qui a démissionné le 12 mars pour se présenter aux élections européennes (*Le Monde* du 13 mars), les syndicats de la Fédération syndicale unitaire (FSU) ont adopté la solution du compromis. Réunis jeudi 7 avril, ils se sont ralliés à la formule d'un tandem de deux secrétaires généraux : Monique Vuallat, 57 ans, actuelle secrétaire générale du SNES et Daniel Le Bret, 43 ans, ex-secrétaire général du Snuipp.

Cette alliance inédite « *à égalité et à parité, avec les mêmes responsabilités sans répartition des rôles* » entre les représentants des deux principales forces des enseignants du second et du premier degré est présentée comme une « *étape* » en vue « *d'améliorer le fonctionnement collectif* » de la principale fédération de la fonction publique. Cette décision est aussi une solution d'interim avant le prochain congrès de la FSU prévu en l'an 2000. Cette date devrait également coïncider avec le départ à la retraite de Monique Vuallat, qui devrait commencer à préparer sa succession à la tête du SNES lors du renouvellement du bureau national prévu en juin.

« *La FSU innove* », a indiqué M^{me} Vuallat à l'issue du conseil fédéral. A diverses reprises, elle avait déploré les effets de la personnalisation à outrance attachés à la fonction d'un secrétaire général unique. Avec deux porte-parole emblématiques, ce danger est-il écarté ? C'est au moins la formule retenue par la FSU pour contenir la « *crise de croissance due à son développement extrêmement rapide* », comme le reconnaît le communiqué publié après le conseil fédéral.

Au cours des derniers mois, des divergences notables sont apparues entre les deux syndicats majoritaires dans leur profession, le SNES et le Snuipp, tant sur l'évolution du métier que face au ministre de l'Éducation Claude Allègre. Avec deux leaders assistés d'une équipe permanente de membres, la FSU devrait modifier

son fonctionnement pour se rapprocher des syndicats nationaux. Elle devra surtout s'atteler à la recherche permanente de « *convergences* » avant toute expression officielle.

Le premier signe de cette cohésion a été apporté avec la confirmation d'une manifestation nationale, prévue le dimanche 9 mai, qui de-

Une alliance inédite « *à égalité et à parité, avec les mêmes responsabilités sans répartition des rôles* »

vrait être organisée dans trois régions. Sur ce point, la solution du compromis l'a emporté : alors que le SNES avait affiché sa préférence pour un rassemblement unique à Paris, le Snuipp estimait plus mobilisateur un éclatement en plusieurs pôles.

De même, l'appel à cette journée d'action, dont l'initiative émane du SNES, ne reprend pas les critiques formulées au cours de son congrès de Lille à l'encontre de la politique du gouvernement et du ministre de l'Éducation Claude Allègre. Souhaitant associer les autres syndicats, les lycéens et d'autres organisations dans la construction d'un « *mouvement social pour l'avenir de la jeunesse* », la FSU a décidé de rattacher large en revendiquant à la fois « *les moyens pour la formation et un service public amélioré et renouvelé* », le développement de l'emploi « *pour mettre un terme au chômage et à la précarité* », ainsi que l'avenir des retraites et la réduction du temps de travail, plus spécifiques aux fonctionnaires.

Michel Delberghe

Un bailliage hors du droit communautaire

POSSESSION de la couronne britannique, le bailliage de Guernesey – 60 000 habitants sur une superficie proche de celle de Paris intra-muros – échappe au droit communautaire. Paradis fiscal où se nichent maints établissements financiers, Guernesey, s'il reconnaît la souveraineté royale depuis 1204, ne dépend du gouvernement et du Parlement britanniques que pour les affaires étrangères et la défense. L'île édicte ses propres lois et n'entend pas celles du Royaume-Uni que si son Parlement le décide.

Nommé par la Reine, le bailli de Guernesey, par tradition ancien avocat, devenu procureur puis juge, cumule les fonctions de chef du législatif, de l'exécutif et du judiciaire. Le vice-bailli, ancien procureur, préside la Royal Court (cour d'appel). Concrètement, le mélange des pouvoirs est parfois tel que le procureur général de Guernesey, qui poursuit des bateaux français en infraction dans les eaux adjacentes de l'île, s'est

retrouvé par le passé... à la table des négociations de pêche entre la France et le Royaume-Uni. Cette absence de séparation des pouvoirs a suscité des recours auprès des juridictions européennes. L'action récente d'un jardinier guernesiais, à propos d'un litige sur une construction, est pendante devant la Cour européenne des droits de l'homme.

DEUX PLAINTES

Point central du contentieux de pêche guernesiais-normand, la délégation de pouvoir accordée en 1992 à l'île par la Grande-Bretagne pour juger des infractions commises dans les eaux qui lui sont adjacentes a abouti à ce que des ressortissants français ne peuvent être jugés selon les garanties du droit communautaire. Le tribunal de Guernesey a, par exemple, toujours empêché que M^{me} Monique Fauchon, conseil des marins français impliqués dans ces litiges, puisse plaider

leur cause, l'obligeant à se retrancher derrière les services d'un avocat local. La justice guernesaise ne lui a finalement concédé que le droit... de s'asseoir à ses côtés.

En 1997, M^{me} Fauchon et le barreau de Paris ont déposé deux plaintes auprès de la Commission européenne pour qu'elle prenne « *les mesures nécessaires en vue de faire cesser une mauvaise application par le Royaume-Uni des dispositions de la directive communautaire qui organise la libre prestation de services des avocats* ». La Commission n'a pas donné suite.

Cette inéquité en droit, renforcée par la lourdeur des amendes encourues sans équivalent côté français, a été la rançon et l'amertume des pêcheurs normands, qui observent que leurs collègues guernesiais bénéficient de la libre circulation communautaire de leurs produits.

J.-M. Dy.

L'ordre des avocats demande des poursuites disciplinaires contre la juge Eva Joly

LE CONSEIL DE L'ORDRE des avocats de Paris a solennellement demandé au garde des sceaux, mercredi 7 avril, de saisir le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) afin de faire « *apprécier la responsabilité et la faute* » du juge d'instruction Eva Joly, après les déclarations de celle-ci contre les avocats. Invitée d'un déjeuner-débat orga-

nisé par l'Association de la presse anglo-américaine de Paris, la magistrate avait notamment déclaré, le 1^{er} avril, qu'« *il n'y aurait pas de blanchiment sans avocats* » et que « *15 % du chiffre d'affaires de la criminalité [allait] aux avocats* » (*Le Monde* du 3 avril). Ces propos, tenus au moment où les représentants du barreau s'interrogeaient sur les actions à entreprendre pour contester une perquisition effectuée par les juges de l'affaire Elf chez un de leurs confrères, M^{re} Eric Turcon, avaient suscité de vives protestations.

ABSENCE D'IMPARTIALITÉ

Dans un communiqué diffusé mercredi, le conseil de l'ordre a estimé que les déclarations de M^{re} Joly « *révèlent son absence d'impartialité, par nature incompatible avec l'exercice de fonctions juridictionnelles* ». Outre d'éventuelles poursuites disciplinaires, qui pourraient être engagées si Elisabeth

Guigou décidait de saisir le CSM, les avocats n'excluent pas d'autres actions « *y compris judiciaires* ». Le conseil de l'ordre a déjà fait part de son intention d'assigner l'État en réparation du « *dommage causé par le fonctionnement défectueux du service de la justice* » lors de la perquisition conduite chez M^{re} Turcon, le 26 janvier. La Conférence des bâtonniers, qui regroupe les représentants de tous les barreaux français, pourrait s'associer à cette action. Invité de la chaîne câblée LCI, M^{re} Turcon a affirmé mercredi avoir été « *agressé* » par les juges. Son défenseur, M^{re} Jean-Pierre Gastaud, a déposé, mardi 6 avril au bureau des huissiers audienciers du tribunal de Paris, une citation directe visant les juges Joly et Vichnevsky. La délivrance de cette citation – qui vise les délits de « *violation de domicile* », « *atteinte au secret de la correspondance* » et « *entrave à l'exécution de la loi* » – est désormais suspendue à la fin-

tion, par le parquet, d'une date d'audience. Un procès pourrait alors opposer les juges à l'avocat.

Les deux magistrats de l'affaire Elf sont par ailleurs sollicités sur un autre front, les défenseurs de Roland Dumas ayant demandé leur « *récusation* » en contestant la mise à l'écart du dossier d'une lettre écrite en prison par Christine Deviers-Joncour à son avocat en 1998 (*Le Monde* du 28 mars). Saisie chez un psychanalyste, ami et voisin de l'ex-compagne de M. Dumas, ce courrier semblait innocenter l'ancien ministre et comportait plusieurs injures à l'égard des deux juges. M^{me} Deviers-Joncour a été interrogée, mercredi, sur le contenu de cette lettre, qu'elle a dit avoir écrite sous l'empire du « *désespoir* ». Le premier président de la cour d'appel de Paris, Guy Canivet, devait se prononcer, vendredi 9 avril, sur la requête de M. Dumas.

H. G.

Jean-Guy Cupillard condamné en appel à un an ferme pour corruption

JEAN-GUY CUPILLARD, MAIRE (RPR) DE L'ALPE-D'HUEZ, ancien vice-président du conseil général de l'Isère, a été condamné, mercredi 7 avril, par la cour d'appel de Grenoble, à deux ans de prison dont un avec sursis, 1,5 million de francs d'amende et cinq ans d'interdiction de droits civiques pour « *recel et complicité d'abus de biens sociaux et d'abus de confiance, corruption passive, participation à une entente frauduleuse et concussion* ». Pour la cour, les dons, patrinages et avantages en nature, d'une valeur totale de 5,3 millions de francs, versés par les chefs d'entreprises à M. Cupillard contre l'octroi de marchés départementaux, lui ont permis de réaliser « *ses ambitions personnelles* » et d'avoir « *un train de vie extrêmement dispendieux* » visant à satisfaire « *aux impératifs multiples et dévorants d'un cumul manifestement excessif d'activités publiques* ». Le jugement de première instance du 13 novembre 1997, qui l'avait condamné à trois ans de prison, dont deux ans ferme, a été annulé en raison de l'« *irrégularité de la composition du tribunal* ».

Deux nationalistes corses condamnés pour des violences contre des gendarmes

LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BASTIA, présidé par Pierre Guzzemans, a condamné, mercredi 7 avril, René Canuti, militant nationaliste corse âgé de cinquante-six ans, à dix-huit mois de détention et 1 500 francs d'amende pour agression d'un capitaine de gendarmerie à Ghisonaccia, au soir du second tour des élections territoriales, le 14 mars. Jean-Michel Colombani, un autre militant interpellé au lendemain de la fête, a été condamné à six mois de prison, dont quatre avec sursis, pour avoir tiré des coups de fusil sur le bâtiment de la même gendarmerie. Partie civile, le capitaine Roux n'a pas souhaité demander de dommages et intérêts, « *pour ménager une voie d'apaisement* ». L'officier a reçu, à l'audience, le soutien du général de gendarmerie Guy Paraire, commandant de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse.

DÉPÊCHES

■ **ÉTUDIANTS** : FUNEF-ID, principal syndicat chez les étudiants, « *se félicite* » des mesures du plan social étudiant annoncées mercredi 7 avril. Considérant qu'il s'agit « *d'une avancée très attendue* », il se réjouit, dans un communiqué, que « *le système d'aide sociale intègre une première reconnaissance de l'autonomie des étudiants* », qui figurent parmi ses principales revendications. Ce plan social prévoit une diversification des aides afin que 30 % des étudiants puissent en bénéficier d'ici à 2001. Le gouvernement a prévu d'y affecter 2,7 milliards de francs (411,6 millions d'euros), dont 800 millions (122 millions d'euros) cette année, et non un milliard comme indiqué par erreur dans notre précédente édition.

U.C.S. ANTIQUITES
Recherche : Meubles anciens
Argentierie - Bronzes
Objets - 1900 - GALLÉ
ACHAT TABLEAUX
IMPRESSIONNISTES
Renoir, Bonnard, etc...
ESTIMATIONS GRATUITES
Partage de successions
21 bis, Av. de Sévres 75007 PARIS
01.53.69.06.06
Déplacements Paris - Province

1350 من الأصل

RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999

En Normandie, la Côte fleurie craint l'ombre du port du Havre

De Deauville à Honfleur, l'extension des infrastructures portuaires havraises, de l'autre côté de la baie de Seine, suscite inquiétudes et espoirs. Le tourisme, la pêche, la protection de l'écosystème sont-ils compatibles avec un développement industriel créateur d'emplois ?

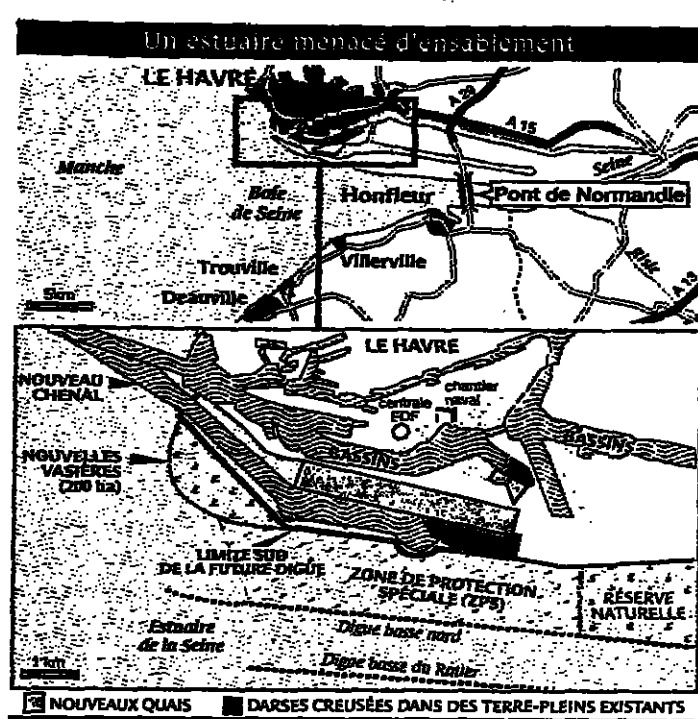
HONFLEUR

de notre envoyé spécial

Si, avant d'aller se coucher de bonne heure, Marcel Proust revenait jeter un œil à travers les baies des salons du Grand Hôtel de Caubourg, au-delà du manège enlaid de la Côte fleurie, il apercevrait aujourd'hui l'ombre grisaille des citernes du port pétrolier du Havre. Depuis Villerville, en passant par Trouville, Deauville et Honfleur, les résidents de la Côte fleurie ont dû s'habituer à voir leur horizon marin barré par les installations portuaires. Certains s'y sont résignés, d'autres pas, qui réclament en vain la plantation, devant les maudites citernes, d'une double rangée d'arbres sur 5 kilomètres de long, afin de constituer un rideau vert, une promenade publique et un lieu d'animation urbain en bord de mer.

La frange littorale du pays d'Auge, évasion balnéaire privilégiée des Franciliens, qui veut préserver sa vocation touristique, s'apprête à vivre avec une certaine appréhension une nouvelle modification de son paysage, du fait de l'extension programmée du Port autonome du Havre (PAH). Les jeux de la lumière sur les ciels changeants et le camaïeu bleu-vert-gris de l'estuaire de la Seine – qui ont séduit et inspiré tant de peintres, de Claude Monet à Eugène Boudin – ont peu de risques d'en être assombrés. Mais c'est toute la baie de Seine qui a quelque raison de redouter les repercussions de Port 2000 sur l'environnement.

Ce projet a fait l'objet du pre-



NOUVEAUX QUAIS D'ARRES CREUSÉS DANS DES TERRAINS EXISTANTS

mier « débat public » organisé en France (Le Monde du 24 juillet 1998). A son terme, PAH, maître d'ouvrage qui présentait sept options, a eu la satisfaction de voir « pris en considération » par le gouvernement, le 5 décembre 1998, l'un des projets d'extension, qui avait sa préférence, à peine amendé. Après l'étude d'impact, l'enquête d'utilité publique devrait se dérouler du 15 août au 15 octobre. Les nouvelles installations formeront davantage l'estuaire, sur

lequel elles empièteront d'environ 500 mètres.

L'enjeu économique et social est d'importance : il s'agit de redonner une dimension européenne, sur le marché « porteur » des conteneurs, au premier port de commerce français (hors pétrole). Personne ne nie l'intérêt national du projet, qui consiste à commencer à mettre en œuvre dès 2003 un « port rapide » pour les porte-conteneurs, articulé avec une ligne de ferroutage ; même si les ministères de l'équipement et des transports, d'une part, et celui de l'environnement, d'autre part, ont des lectures différentes des priorités d'aménagement.

Expertises à l'appui, le directeur du port autonome, André Grallot, affirme que la création de nouveaux quais « ne modifiera pas les courants dans l'estuaire ». « 300 millions de francs – sur une enveloppe de 3,1 milliards – seront consacrés aux mesures environnementales associées », a promis, pour sa part, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement et des transports, en affirmant que Port 2000 « créerait 3 500 emplois ». D'où l'attitude globalement positive des centrales syndi-

calles. Il n'en est pas de même des défenseurs de l'environnement, qui se battaient pour une extension « interne » du port, dont de nombreux bassins sont sous-utilisés. Selon eux, la sédimentation, phénomène naturel commun à tous les estuaires et quasi inévitable – « un milliard de mètres cubes de sable se sont déposés en deux siècles », souligne M. Grallot –, risque d'être accélérée par de nouveaux remblaiements. Car les effets cumulatifs des aménagements passés (depuis 1962, l'estuaire de la Seine, qui naguère zigzagait librement, est devenu « artificiel ») ont indéniablement aggravé le processus. Au Moyen Âge, les moines de Jumièges percevaient des droits sur les harengs pêchés en contrebas de l'abbaye. Sans remonter si « haut », voilà vingt ans, on pêchait le sprat à Tancarville.

UNE « ÉPOQUE-CHARNIÈRE »
« En 1980, on prévoyait que la durée de vie de l'estuaire dans sa forme actuelle ne dépasserait pas un demi-siècle », observe Pierre Poupinet, chargé de mission à la préfecture de Basse-Normandie. En quelques décennies d'aménagement, la limite de salure s'est déplacée de 20 kilomètres vers l'aval. Le bouchon vaseux qui fixe les polluants, et constitue une sorte d'usine d'épuration naturelle, aurait parallèlement dérivé. Il conviendrait donc d'être « d'autant plus vigilants que l'estuaire vit une époque-charnière », reconnaît ce spécialiste, qui estime qu'il faut « limiter ce que l'on peut limiter et compenser le reste ».

Robert Mercier, géographe, est président de SOS-Estuaire, qui fédère une quinzaine d'associations et fait cohabiter Verts du pays d'Auge, chasseurs du domaine maritime et coupeurs de roseaux de la baie de Seine (qui collectent toujours dans l'estuaire la matière des toits de chaume traditionnels). Il reste à la pointe de l'opposition à Port 2000, persuadé qu'aménagements portuaires, décharges et dragages compromettent l'écosystème estuarien.

L'association a mené son premier combat au moment de la construction du pont de Normandie, ouvert en 1994, pour préserver le milieu naturel (roselières, vasières et prairies humides) et la ri-

chesse faunistique et floristique de la « Camargue normande », qui abrite, par vagues, 85 espèces et quelque 20 000 oiseaux – de la spatule blanche au râle des genêts, en passant par le coulis ou le busard des roseaux. La réserve naturelle créée par Huguette Bouchardau en 1985 a été transformée en zone de protection spéciale (ZPS) à la demande de l'Europe. La Cour de justice européenne vient de juger insuffisants les 2 750 hectares classés.

Les syndicats de marins-pêcheurs, eux aussi, redoutent l'inci-

dentée de Port 2000, qui risque de se faire sentir dans toute la baie de Seine, de Barfleur au cap d'Antifer, même si le port autonome s'est engagé à reconstituer plusieurs centaines d'hectares de vasières artificielles.

Les élus de Basse-Normandie, en revanche, semblent moins rétifs. Anne d'Ornano, qui jugea longtemps ce projet « effrayant », estime aujourd'hui que Port 2000 « doit se faire ». En sa qualité de maire (DL) de Deauville, elle a d'abord le souci de « l'esthétique » et de la « lutte contre les pollutions », mais, avec sa casquette de présidente du conseil général du Calvados, elle pense au développement économique et à ses retombées possibles sur la rive gauche.

Le pont des retraités ?

Le pont de Normandie a-t-il rapproché les deux rives de la Seine, longtemps antagonistes ? Le montant de son péage – 66 francs l'aller-retour pour un véhicule léger, 8 400 francs l'abonnement annuel – entre la Haute et la Basse-Normandie, est hors de portée pour un salarié qui aurait décroché un emploi de « l'autre côté de l'eau », comme on dit toujours ici. S'il remplit les restaurants de Honfleur et les hypermarchés du Havre, le pont aurait pu pour principal effet, selon ses détracteurs, de permettre le transport par cars entiers des retraités havrais, venant dépenser leurs économies dans les machines à sous du casino de Trouville...

teindrait 500 000 habitants –, toute la plaine alluviale était, tacitement, mise à disposition d'une extension du port.

Aujourd'hui, d'une rive à l'autre, le dialogue reste parfois conflictuel, mais il existe, se rassurent les optimistes. Depuis cinq ou six ans, la qualité de l'eau de la Seine s'est améliorée. Pas au point cependant de rendre comestibles les magnifiques moules de l'estuaire, qui filtrent et stockent les métaux lourds.

Robert Belleret

■ MANCHE : le conseil général, présidé par Jean-François Le Grand (RPR), a lancé, mercredi 7 avril, une opération transparence, afin de dénoncer les « amalgames » et les « opérations de désinformation calculée » sur les risques du nucléaire, à propos de l'usine Cogema de la Hague et de la centrale de Flamanville. Cette opération s'appuie sur un ensemble de documents intitulé « La Manche : radioactivité sous surveillance », remis à l'ensemble de la population du département, ainsi qu'à la presse, aux parlementaires, aux principales ambassades, etc.

Honfleur : un « si charmant petit port » dans les turbulences

HONFLEUR

de notre envoyé spécial

« P'tite ben qu'oui, p'tite ben qu'non » : lorsqu'on lui parle de Port 2000, Michel Lamarre, maire de Honfleur depuis 1995, ose en souriant cette trop fameuse réponse de Normand. Finalement, ce serait un « oui, mais... ». Conscient que la « cause nationale » est entendue, le jeune élu pragmatique et de sensibilité écologiste résume sa position d'une image simple : « Nous voulons notre part du gâteau ».

Avec ses maisons médiévales filigées autour du vieux bassin, la cité d'Érik Satie est toujours craquante comme une pomme verte. Ce n'est pas par hasard si elle attire bon an mal an 3,5 millions de visiteurs et si ses hôtels tournent douze mois sur douze. Pourtant, au-delà de ses restaurants, de ses galeries d'art et de ses activités culturelles, le « si charmant petit port » de 8 500 habitants (deux fois plus que Deauville) n'est pas épargné par les turbulences : un endettement énorme (135 millions de francs) et un chômage qui peut atteindre 25 % dans certains quartiers populaires des hauteurs (en 1996, Akai avait mis 400 salariés au chômage après avoir empoché les aides publiques). Faute de moyens, la création d'un jardin public de 7 000 mètres carrés, kitsch mais convivial, le long de la digue, est la réalisation la plus spectaculaire de la municipalité.

RÉÉQUILIBRER LE CENTRE-VILLE

Aussi, parmi les compensations promises à l'extension du Havre, M. Lamarre espère-t-il bien obtenir la relance de la zone interportuaire Eure-Calvados (Zipec), un millier d'hectares au pied du pont de Normandie, dont le syndicat mixte serait « dans le coma » depuis vingt-cinq ans. Il rêve également de gros coups de ponce financiers pour équiper d'un troisième quai le dynamique port dédié aux bois exotiques, au troisième rang français, ou pour recréer le deuxième bassin, comblé après guerre, afin d'entreprendre un rééquilibrage du centre-ville.

Le maire rejoint Nicole Ameline, députée (DL) du Calvados, ancienne « tuppette » et sa concurrente malheureuse à la mairie,

pour considérer qu'il ne faut « pas mettre tous ses œufs dans le même panier » en s'efforçant d'attirer du « tertiaire supérieur » et des cadres désireux de se mettre au vert. Les deux élus doivent également se préoccuper des pêcheurs : Honfleur reste un port de pêche. En perte de vitesse, certes. Alors que Trouville regroupe encore une quarantaine de bateaux, Honfleur n'en abrite plus qu'une petite vingtaine : le poisson se fait plus rare dans la baie de Seine.

La « surpêche » et l'utilisation de filets à trop petites mailles ne sont pas seules en cause. « On ne cesse de bousculer la nature et on en subit chaque fois les conséquences », s'indigne Paul Panier, soixante-douze ans, président du Syndicat des marins-pêcheurs de la baie de Seine, qui redoute les effets dévastateurs du « nouveau pavé dans la mer » que constituera Port 2000, sur les lieux de reproduction et les nourriceries de soles, de carrelets ou de crevettes.

Cet ancien capitaine de la marine

marchande, personnage à la Simone, moustache grise et œil malicieux, n'en est pas à sa première tempête. Il se souvient de la crise aiguë des années 70, quand les pêcheurs avaient barré le port du Havre et celui de Deauville, « un jour de régates internationales », pour protester contre les 10 000 tonnes de phosphogypses (résidus d'engrais « plâtrant » les fonds marins) que des barges venaient déverser chaque jour à mi-distance de deux ports, sur les conseils de Michel d'Ornano, alors ministre de l'environnement.

On peut compter sur M. Panier

pour veiller à la meilleure utilisation

des 300 millions de francs que

l'État veut consacrer aux mesures

environnementales. S'il a été battu

par l'avancée des bulldozers, lorsqu'il s'est agi de réclamer des

arches pour laisser passer l'eau à

travers le remblai d'accès au pont

de Normandie – résultat, des vasières

ont été asséchées –, l'obstination

de l'ancien marin a permis l'ouverture

de brèches dans la digue submersible

du canal de Rouen, sauvant ainsi la petite

plage de Honfleur promise à l'envasement.

R. B.



KOSOVO, AVRIL 99.

ON NE PEUT PAS DIRE QU'ON NE PEUT RIEN FAIRE.

Aujourd'hui, la famine et les épidémies menacent les réfugiés kosovars. Il faut agir vite. Créer des infrastructures hydrauliques et sanitaires. Distribuer nourriture et produits d'hygiène aux victimes. Leur rendre espoir et dignité. Nos volontaires opèrent déjà en Albanie et en Macédoine et préparent d'autres interventions au Monténégro.

URGENCE KOSOVO : ENVOYEZ VOS DONS À ACTION CONTRE LA FAIM.
BP 73K - 75662 PARIS CEDEX 14. N° Vert 0 800 800 700

ACTION
CONTRE LA
FAIM

Associations Reconnues d'Utilité Publique

مكتبة الأمل

HORIZONS

ENQUÊTE

« Nous avons décidé de... », « nous pensons que... »

Jacques Chirac et Lionel Jospin affichent leur parfaite entente dans la conduite de l'action militaire et diplomatique de la France. L'heure n'est pas aux rivalités, mais à un respect scrupuleux des responsabilités pour faire face à la crise

P OUR la première fois, une caméra de télévision filme la scène. Face à face, autour d'une table ovale, Jacques Chirac et Lionel Jospin ont pris place. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, et Charles Josselin, ministre délégué à la coopération, encadrent le chef de l'Etat. Alain Richard, ministre de la défense, et Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, entourent le premier ministre. Ce mercredi 7 avril, à l'Élysée, un conseil restreint est réuni pour faire le point sur la situation dans les Balkans. Exceptionnelle, l'image a un but : montrer au pays que, en ces heures difficiles, les deux plus hautes autorités de l'Etat coopèrent pleinement pour gérer la crise.

Depuis le 24 mars, date des premières frappes aériennes de l'OTAN sur la Yougoslavie, ce soud permanent d'unité guide les interventions et les attitudes des deux acteurs de la cohabitation. « Avec le gouvernement, nous avons décidé de... », indique M. Chirac dans chacune de ses allocutions ; « En accord avec le président de la République, nous pensons que... », souligne M. Jospin. Ce message est relayé avec constance par les entours : lorsque le chef de l'Etat, de Berlin, où les deux « têtes » de l'exécutif participent à un sommet européen, annonce aux Français le début de l'offensive alliée, on fait savoir que le chef du gouvernement a été « bien sûr » le premier lecteur de ce texte ; et quand, toujours à Berlin, dans la nuit du 25 au 26 mars, M. Jospin met la dernière

verra pas d'image de ses deux journées de détente en famille à Megeve.

Le conflit est venu bousculer le rythme de l'Élysée. C'est là que se décide, aujourd'hui, les formes de l'engagement de la France dans la guerre ; de là que partent les ordres à destination des militaires ; là, aussi, que s'élabore la diplomatie de la crise. Devant les portes du 52, rue Faubourg-Saint-Honoré, les gardes républicains portent désormais gilets pare-balles et pistolets-mitrailleurs. Devant ses visiteurs, M. Chirac apparaît à son aise. L'expression est rapide, les gestes appuient la parole lorsqu'il explique, « avec un vrai souci de pédagogie », selon un témoin, les raisons du conflit ou la personnalité du président serbe. « Il veut démontrer qu'il a une vraie connaissance du terrain et des hommes », observe un autre de ses interlocuteurs.

Avec ses collaborateurs, par petits groupes de deux ou trois selon les sujets, M. Chirac multiplie les réunions. Le mode de fonctionnement du cabinet doit être « souple et rapide », selon la porte-parole de l'Élysée, Catherine Colonna. De l'agenda des jours ordinaires, le chef de l'Etat a toutefois tenu à conserver les rencontres régulières avec les élus ou les dirigeants politiques de son camp. Comme il en a l'habitude depuis plusieurs semaines, M. Chirac est ainsi venu s'entretenir un long moment avec le groupe de parlementaires de l'opposition qui se trouvait invité à déjeuner, fin mars, à l'Élysée.

A Matignon aussi, on s'adapte. « Nous consacrons, aujourd'hui, 50 % de notre temps à ce dossier », constate Olivier Schrameck, directeur du cabinet de M. Jospin. Le premier ministre se nourrit des notes de synthèse que, deux fois par jour, ses conseillers pour la défense et la diplomatie déposent sur son bureau, notes qui font le point des opérations militaires en cours en Yougoslavie. L'ancien diplomate qu'il est té-

moigne, aussi, d'un goût particulier pour la lecture des dépêches d'ambassade en provenance des pays balkaniques. « C'est la matière la plus brute, la plus vivante », observe le directeur de son cabinet. A Matignon, on suit également de très près l'évolution de l'opinion à travers les sondages. « Le premier ministre se tient au courant de tout. Il considère à la lettre que c'est le gouvernement qui détermine et conduit la politique de la nation », confie Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement. Avant l'image du conseil restreint de mercredi, les Français avaient pu voir, le 4 avril, celle du comité interministériel réuni autour de M. Jospin pour traiter de la question des réfugiés.

Le travail gouvernemental se ressent de cette mobilisation. Pour la semaine du 5 au 9 avril, l'agenda public du premier ministre était vierge de toute obligation, ce qui n'était jamais arrivé depuis son installation à Matignon, en juin 1997. La crise a effacé de l'emploi du temps de M. Jospin un déplacement, début avril, aux Antilles, et une visite en Corse, à la fin du mois. Le débat sur les retraites, qui aurait dû être lancé à l'occasion

de la remise du rapport du commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, prévue à la mi-avril, risque lui aussi de prendre du retard. Seule la préparation du budget exige le respect du calendrier. Mardi 6 avril, le petit déjeuner hebdomadaire qui réunit les responsables socialistes à Matignon lui a été entièrement consacré.

La situation de guerre a surtout une autre conséquence, directe, sur la cohabitation : elle entraîne un contact permanent entre les deux pôles de l'exécutif, à chacun de ses niveaux. Élysée, Matignon, Quai d'Orsay, ministère de la défense : dans ce carré stratégique, l'information arrive, repart, circule, s'échange, se partage. Outre leur tête-à-tête du mercredi matin et les conseils restreints, les entretiens téléphoniques entre le président de la République et le premier ministre sont fréquents et réguliers. Chacun informe précisément l'autre du contenu de ses conversations avec les dirigeants étrangers. Les entretiens quotidiens du ministre des affaires étrangères avec ses homologues européens et américains font l'objet d'un compte-rendu, verbal ou écrit, à l'Élysée et à Matignon. Les conseillers des deux maisons échangent eux aussi, systématiquement, leurs informations.

Chaque jour, à 8 heures, au ministère de la défense, l'amiral Jean-Luc Delaunay, chef d'état-major particulier du président de la République - nommé chef d'état-major de la marine, mercredi, par le conseil des ministres, mais qui ne prendra ces nouvelles fonctions que le 1^{er} mai - rejoint les

conseillers défense et diplomatie du premier ministre. Ensemble, ils prennent connaissance du rapport que leur présente le général Jean-Pierre Kelche, chef d'état-major des armées, sur le résultat des frappes de la nuit, dont ils vont aussitôt rendre compte à leurs maisons, respectives. En fin de journée, les mêmes se retrouvent, rue de Varenne, au siège du gouvernement, pour faire le point des opérations de la journée.

UTIL ordinaire de la bataille politique entre le chef de l'Etat et le premier ministre, la communication devient ici l'expression de leurs convergences. Au premier, la pédagogie devant l'opinion, à travers des allocutions radio-télévisées qui, après celles du 29 mars et du 6 avril, s'annoncent régulières. Au second, l'explication devant la représentation nationale, à l'occasion des séances de questions au gouvernement, à l'Assemblée nationale. Une séance de questions exceptionnelle est prévue, le 13 avril, au Palais-Bourbon, alors que le Parlement aura interrompu ses travaux jusqu'au 27 avril pour la période des vacances de printemps. De même, le 15 avril, M. Jospin répondra aux questions des sénateurs. C'est le premier ministre, aussi, qui tient informés les présidents des groupes et des commissions concernées des deux Assemblées, qu'il a reçus, mercredi, pour la deuxième fois.

Cette distribution des tâches, qui correspond au statut institutionnel de chacun, a fonctionné correctement jusqu'à présent. M. Jospin n'entend

toutefois pas se cantonner à l'exécution de l'Assemblée nationale : pour la première fois depuis le début de la crise, il devait intervenir à la télévision, jeudi 8 avril, dans le journal du soir de France 2. A Matignon, on n'a guère apprécié, en effet, que l'intervention de M. Jospin devant les députés, le 6 avril, ait été balayée de l'actualité par celle de M. Chirac, à la télévision et à la radio, le même soir, à 20 heures.

Les agacements de ce genre, touchant à la répartition des rôles entre le chef de l'Etat et le premier ministre, trouvent vite leurs limites. S'il revendique pleinement la « codécision » dans la conduite de la guerre avec M. Chirac, M. Jospin sait que l'opinion ne pardonnerait aucun dérapage. La contrainte pèse également sur M. Chirac. Lorsque devant lui, au cours du conseil des ministres du 31 mars, Jean-Pierre Chevènement, Dominique Voynet et Jean-Claude Gaxot expriment des réserves sur l'intervention française au Kosovo, le chef de l'Etat s'abstient de tout commentaire. Ce silence limite, du même coup, l'exploitation que l'opposition est tentée de faire de ces dissensions gouvernementales. La première conséquence de la guerre est, au sommet de l'Etat, une trêve qui n'est pas seulement motivée par un souci tactique ou par la prudence. Chacun a conscience, d'abord, de façon parfaitement perceptible, de la responsabilité qui lui incombe dans une situation de crise d'une dimension exceptionnelle, face à une opinion incertaine et dans un paysage politique où, à gauche plus gravement - parce que la gauche est au pouvoir -, mais aussi à droite, les fissures peuvent s'élargir.

« I do the job », a coutume de dire le président de la République à ses interlocuteurs, lorsque ceux-ci s'inquiètent des conséquences, sur la vie politique intérieure, du consensus à la tête de l'Etat. Pour M. Chirac, au contraire d'une opposition à l'attitude des occasions de marquer des points contre le gouvernement et la majorité, cette séquence inattendue permet de dessiner l'image du président rassembleur dont a besoin le futur candidat. Pour M. Jospin, l'enjeu est tout aussi grand : la conduite partagée de la guerre permet à l'opinion de le juger, aujourd'hui, sur un terrain présidentiel qu'il convoitera sans doute demain. « I do the job » : la phrase vaut pour l'un comme pour l'autre.

Jean-Michel Aphatie
et Pascale Robert-Diard
Dessin : Pancho



P A N C H O

« Tous deux ont une vision identique et très réaliste de l'Europe, vision où domine surtout le souci de créer un contrepoids à la puissance américaine »

Alain Richard,
ministre
de la défense

main au discours qu'il prononcera quelques heures plus tard à la tribune de l'Assemblée nationale, on indique qu'il en confie « évidemment » la version finale à M. Chirac, avant de prendre l'avion.

En trois semaines de conflit, les deux hommes ont témoigné d'une parfaite identité de vues, qu'il s'agisse des choix militaires, de l'attitude à adopter face à Slobodan Milosevic ou de la question des réfugiés. « Les décisions prises durant cette crise ne résultent pas d'un compromis entre eux, analyse Alain Richard, ministre de la défense. Elles traduisent, au contraire, une approche commune du problème. Tous deux ont une vision identique et très réaliste de l'Europe, vision où domine surtout le souci de créer un contrepoids à la puissance américaine. »

Face à cette crise, chacun des deux pôles de l'exécutif s'est organisé. L'agenda du chef de l'Etat a été allégé. Les conseillers de l'Élysée ont été priés de trier dans les dossiers. Les voyages en province ont été momentanément suspendus ; les interventions devant tel ou tel public de socioprofessionnels sont, elles aussi, reportées. Aujourd'hui, le président de cohabitation offensif doit s'effacer derrière le chef des armées. Du même coup, les occasions, pour M. Chirac, de critiquer l'action gouvernementale ou d'esquisser la définition d'une future campagne présidentielle disparaissent. Toute image le mettant en scène doit être « kosovocompatible ». Lorsque le président de la République s'absente de Paris, pendant le week-end pascal, on doit le voir rendant hommage aux victimes de la catastrophe du tunnel du Mont-Blanc, à Chamonix, le vendredi ; mais, contrairement à ce qui s'était passé à la même époque en 1998, on ne

Ce mois-
UNION EUROPEE
couple nippo-am
occidental (Philip
titre de propriété
(Youssef Courbois
Moratino) ■ AFR
Les renseignements
(Nicolas Truong)

APRIL 1999

LE

Soc
confor

P

Egalement au so

Géopolitique :
achevée en Irlande d
Molledo) ■ Caraïbes :
Quand les pauvres urdis
(L.L.M.) - Les pays du Sud
des journalistes précie
Thébaud Mondy ■ Civi

TARIFS

France

En commandement

Taux spécial

Taux normal

Taux réduit

Taux exceptionnel

Taux de faveur

Taux de solidarité

Taux de pitié

Taux de charité

Taux de compassion

Taux de sympathie

Taux de bienveillance

Taux de gentillesse

Taux de bonté

Taux de douceur

Taux de douceur

Taux de douceur

Taux de douceur

Taux de douceur

Taux de douceur

Taux de douceur

Taux de douceur

Taux de douceur

Taux de douceur

Taux de douceur

Taux de douceur

Taux de douceur

هذا من الأصل

Les rendez-vous manqués

par Martin Graff

Si les politiciens européens avaient visité la Serbie incognito, ne serait-ce que huit jours, en parlant avec les jeunes et les vieux de toutes les catégories sociales, ils n'auraient jamais décidé de bombarder le pays. Par exemple, 1997 aurait été une bonne année : après les accords de Dayton et avant la montée en puissance de l'UCK. Ils en auraient plus appris sur la psychologie des Serbes qu'après des semaines de bombardement.

A l'époque, tous, intellectuels ou ouvriers, anti- ou pro-Milosevic, leur auraient affirmé avec le sourire, mais avec détermination, que les Américains, les Allemands et les Français - dans l'ordre - étaient responsables de la guerre en ex-Yugoslavie parce qu'ils avaient décidé de démanteler leur patrie. Même s'ils déploreraient les massacres, ils les minimisaient aussitôt en les comparant aux exactions des Croates. Les réfugiés bosniaques ? Les centaines de milliers de réfugiés serbes qui périssent encore aujourd'hui sur les rives du Danube permettaient une comparaison avantageuse. Tous témoignaient d'un manque d'informations évident. La propagande avait creusé son lit de certitudes. La lecture de l'histoire se faisait à l'aune des déclarations d'indépendance successives des anciennes provinces. L'intolérance serbe était sublimée en termes de trahison. Tous croyaient à la théorie du complot. « Qui est responsable de la guerre ? » « The World », me répondit le plus sérieux des monde un jeune combattant.

En passant leurs vacances en Serbie, les politiciens européens auraient compris qu'une attaque aérienne de l'OTAN allait automatiquement, par simple réflexe, souder le pays, partisans et opposants de Milosevic. Comment pouvaient-ils penser une seule seconde que le pouvoir de Belgrade allait tomber avec les bombes, à moins d'effacer la Serbie de la carte. Les erreurs psychologiques entraînent souvent les erreurs stratégiques. Oui, nos stratèges auraient compris que les opposants au pouvoir central

n'avaient plus aucune chance en cas de guerre. Que les sbires d'Arkan, qui jouaient à l'époque profil bas, allaient retrouver du service. Que menacer Milosevic de bombarder son pays s'il ne signait pas les accords de Rambouillet était d'une singulière naïveté. La Realpolitik est une notion prussienne, pas slave.

En se promenant en Serbie, ils auraient aussi compris que même la Serbie actuelle n'est pas « ethniquement pure ». Roumains, Slovaques, Hongrois, Ruthènes, Croates, Grecs se trouvent encore éparpillés dans le pays. Ils auraient compris qu'une guerre allait biser les derniers mariages mixtes. Ils auraient surtout compris, en traversant les frontières de l'ex-Yugoslavie, qu'une guerre allait provoquer en termes de géopolitique des effets collatéraux irréversibles chez les voisins. Même le Monténégro risquait d'en faire les frais.

pas accéléré l'émancipation des Noirs en lançant des bombes. Ils ont oublié que même les partisans de Khomeiny avaient mis l'armée du shah techniquement K-O, en se promenant sans armes par millions dans les rues de Téhéran.

Les guerriers du Kosovo savent aussi qu'il suffit de tirer dans le dos de quelques policiers serbes au Kosovo pour déclencher des représailles hors de toute proportion. Ils ont compris comment provoquer Milosevic pour provoquer la venue des armées occidentales. Ils connaissent la mauvaise conscience des Occidentaux. Ce n'est qu'une question de jours. Les avions ont déjà fait le plein. Oui, les jeunes de l'UCK ont toutes les raisons de se moquer de l'écharpe de Rugova, qui ressemble plus à un professeur égaré dans la politique qu'à un vrai chef de guerre. Les télé occidentales n'ont cessé de filmer complai-

par le résultat. Les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus fous ceux qui étaient déjà, empêchent définitivement une solution pacifique.

Déjà, aujourd'hui, la situation du peuple kosovar est pire qu'à l'époque de la domination serbe. Les démocrates, mêmes déchirés entre eux, avaient conquis la mairie de Belgrade pacifiquement, pas avec les armes. Les Kosovars, malgré les embûches, auraient pu reconquérir leur dignité, sans les armes. La non-violence, contrairement à tous les prophètes donneurs de leçon de démocratie armée, est l'arme la plus violente qui soit, celle de la paix. Elle a ses méthodes et ses stratégies. Malheureusement les Kosovars ont contre eux non seulement Milosevic, mais les nouveaux démocrates, qui ont tout simplement oublié que la guerre n'est pas un jeu activé par une machine à sous.

La tragédie des réfugiés occulte déjà les erreurs de stratégie, permet de diaboliser définitivement les Serbes et empêche pour longtemps une coexistence entre Serbes et Kosovars. Les génies du Pentagone n'ont laissé aucune chance aux déracinés du Kosovo. La milice et l'armée serbes ont fait le reste. Comportement impardonnable, mais amplifié par nos propres stratégies guerrières. Comment jeter l'eau du bain sans le bébé ? Même ceux qui auront la « chance » d'être tolérés à l'Ouest resteront éternellement « étrangers » à notre culture.

Déjà les chefs d'Etat font des calculs d'épiciers pour éviter de faire venir trop de réfugiés dans leurs pays respectifs : « Je veux bien prendre dix si tu en prends également dix ». M. Koller, ministre de la police et de la justice suisse, est formel : « Nous avons déjà 50 000 Kosovars en Suisse. C'est le record en Europe de l'Ouest ». La générosité humanitaire new look. Il fallait y penser. C'est fait.

Martin Graff est réalisateur de documentaires.

Réponse à un acte d'accusation

par Pierre Vidal-Naquet

DANS la page Débats du Monde du 7 avril, Pascal Bruckner me fait l'honneur de me prendre pour cible, d'abord en compagnie de Pierre Bourdieu, puis à titre individuel, à propos de la position qu'avait d'autres nous avons prise sur les bombardements allés sur la Yougoslavie. Il le fait non sans pratiquer l'amalgame en suggérant que nous ferions de l'épuration ethnique au Kosovo une simple « brouille » par le seul plaisir de pratiquer la « pose anti-impérialiste », je ne m'exprimerai qu'à titre individuel.

Je connaissais assez bien la Yougoslavie de Tito et de l'immédiat post-titisme. Il n'était pas besoin d'être grand clerc pour savoir qu'à travers ce pays passait une des maîtres fractures de l'Europe : entre Rome et Byzance, entre le sous-développement et la société industrielle occidentale, entre les bureaucraties communistes et l'Occident démocratique, entre l'Islam et le christianisme. Ce n'est pas un hasard si, lors du célèbre partage de Moscou, en novembre 1944, conclu par Churchill et Staline, la Yougoslavie avait été prévue pour un 50/50. Tito, lui-même croate, avait à peu près maintenu l'équilibre entre les diverses composantes nationales de la fédération au nom de l'adage : « Une Yougoslavie forte suppose une Serbie faible ».

La Constitution de 1974 avait donné l'autonomie au Kosovo qui aurait assurément préféré un statut de République fédérée. La Yougoslavie était un espace pluraliste et les intellectuels slovènes, par exemple, soutenaient la revendication des Kosovars. La Yougoslavie n'était pas l'Albanie d'Enver Hodja. La guerre y avait été très rude, guerre civile et guerre étrangère mais, en partie grâce à Tito, les Croates n'étaient pas globalement condamnés pour le soutien que nombre d'entre eux, y compris l'archevêque de Zagreb, avaient accordé aux oustachis. La fédération avait certes des aspects absurdes,

comme l'existence d'une prétendue nationalité musulmane, mais enfin elle tenait à peu près debout. La rupture lentement préparée à la fin des années 80 intervint en juin 1991. Milosevic en fut assurément le principal responsable, mais il a été allègrement accompagné par l'Allemagne et le Vatican et il a agi non pas au nom du communisme mais en vertu de ce qu'Edgar Morin appelle le « total-nationalisme ». Il ne fut pas le seul à le pratiquer. La « purification ethnique » se répandit comme une vérole. On a beaucoup parlé, à juste titre, de ce que subirent les Croates à Vukovar et à Dubrovnik et les Musulmans en Bosnie, beaucoup moins de l'expulsion de 200 000 Serbes de la Krajina pendant l'été 1995, œuvre de la Croatie de Franjo Tudjman, non sans quelque complicité de Milosevic. C'est là un précédent qui a, pour le moins, facilité l'abjecte expulsion des Kosovars. Nul ne semble s'en être aperçu au sein de l'OTAN.

Si j'ai comparé Milosevic à Nétanyahou, c'est parce que la politique israélienne, depuis les origines jusqu'aux accords d'Oslo, violés par le premier ministre israélien, a reposé sur l'expulsion des Palestiniens.

Si j'ai comparé Milosevic à Nétanyahou, c'est parce que la politique israélienne depuis les origines jusqu'aux accords d'Oslo, violés par le premier ministre israélien, a reposé sur l'expulsion des Palestiniens, en 1948 d'abord puis en 1967, l'expulsion ou l'enfermement dans un ghetto comme la bande de Gaza cependant que les colonies s'installaient et s'installent toujours. Le général Sharon, par exemple, soutient ouvertement Milosevic par crainte d'une revendication d'autonomie des Arabes en Galilée. Faut-il rappeler qu'Israël est un allié fidèle des Etats-Unis et que les pressions américaines pour faire céder Nétanyahou sont demeurées essentiellement diplomatiques ? Quant aux Kurdes de la Turquie, autre allié des USA, personne ne s'intéresse à eux.

Si Milosevic s'est montré intraitable sur une présence militaire de l'OTAN au Kosovo, la rupture décidée par l'Alliance a entraîné le retrait immédiat des observateurs de l'OSCE alors qu'il aurait fallu en doubler ou tripler le nombre. Les bombardements ont donc facilité la politique criminelle de Milosevic. Détruire les forces serbes, les usines serbes, y compris une manufacture de tabac, n'a pas jusqu'à présent affaibli sérieusement le « total-nationalisme » serbe. Faire la guerre sans prendre de risques, c'est aggraver le fossé entre le monde des riches et celui des pauvres, ce n'est pas combattre, c'est pratiquer une sorte de torture aérienne : « Tu parles ou je frappe ».

C'est aussi souligner, au moment même où l'euro se met en place, l'insigne faiblesse politique de l'Europe. Dire cela, est-ce vraiment faire de l'anti-américanisme primaire ? Demain, le Kosovo sera peut-être autonome ou indépendant, mais il aura été au préalable vidé de ses habitants albanais. Mettre les Balkans en miettes alors qu'il faudrait les fédérer, est-ce vraiment le résultat souhaité d'une intervention dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle a manqué et de courage et de logique, en dehors de celle de l'absurde ?

Pierre Vidal-Naquet est historien, directeur d'études à l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales).

Daniel Bensaid

La tragédie des réfugiés occulte déjà les erreurs de stratégie, permet de diaboliser définitivement les Serbes et empêche pour longtemps une coexistence entre Serbes et Kosovars

Plus prosaïquement, quel stratège occidental sait que bloquer le Danube va mettre d'un coup au chômage des centaines de chauffeurs bulgares qui prennent en charge à Vidin les attelages des poids lourds transportés depuis Passau sur des barges géantes, pour les conduire au Moyen-Orient. Sans oublier le personnel des bateaux à vapeur pour touristes et les devises qui s'envolent en fumée.

Les guerriers de l'UCK, par contre, ont tout compris. Le pacifisme de M. Rugova, le Gandhi des Balkans, n'est plus de mise. Les Occidentaux ont oublié le vieux slogan : « Make love, not war ! » Ils ont oublié que Mandela n'aurait jamais réussi la révolution tranquille de l'Afrique du Sud si l'ANC avait continué à se battre contre les Blancs avec les armes. Ils ont oublié que Martin Luther King n'aurait

samment leurs gesticulations guerrières, avec un résultat évident : l'UCK a surestimé ses forces. Quant à nous, nous avons déjà oublié que les attaques armées de l'UCK ont définitivement ruiné les espoirs d'une coexistence pacifique entre Serbes et Kosovars. Les fanatiques serbes n'attendaient que cela. Enfin la terreur allait trouver une justification politique !

La théorie de la guerre propre relève de l'astrologie politique, comme le prouvent, jour après jour, les images. Les pilotes rentrent sains et saufs. A part quelques soldats capturés, le résultat est glorieux. Pas de morts du côté des attaqués, donc fêtes pâques en paix. En contrepartie, une région de l'Europe est transformée définitivement en carrousel ethnique et en poussière politique. Les super-stratéges se déclarent surpris

Leur logique et la nôtre

Suite de la première page

Le désastre humain est à son comble. Alors que les frappes aériennes étaient censées prévenir le pire, le résultat est accablant : déplacement massif des Albanais du Kosovo transformés en peuple paria, massacres sans témoins, union sacrée autour de Milosevic en Serbie, déstabilisation durable de toute la région.

Sombre bilan du réalisme ottoman. Javier Solana prétend pourtant avoir été informé à l'avance d'un plan d'expulsion des Kosovars. Comment expliquer alors, après dix jours de bombardements et d'exode, les carences et les retards de l'aide humanitaire ? Incompétence ou cynisme ?

Pour démentir l'imbroglie, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes reste le fil conducteur. Ce droit à déterminer, « quand ils le désirent, leur statut politique interne et externe sans ingérence extérieure » figure au chapitre VIII de l'Acte final de la conférence d'Helsinki. Il vaut pour le Kosovo comme pour les Kurdes, les Basques, les Ecossais (et les Palestiniens !).

L'autodétermination signifie le droit de choisir : autonomie, association, souveraineté partagée. Ce choix inclut l'indépendance, mais ne s'y réduit pas : à l'heure de la mondialisation marchande, la dislocation d'Etats plurinationaux et pluriethniques, la quête improbable d'une équation simple (un peuple homogène = un territoire = un Etat) porteur en germe la purification territoriale et ethnique. Sa sinistre logique est sans limites.

Même si l'autonomie substantielle du Kosovo apparaissait comme une solution souhaitable, la poursuite de la guerre la compromettrait chaque jour davantage et réduirait à vue d'œil l'espace d'une force démocratique et pacifique. Au point d'exacerbation atteint par l'affrontement communautaire, l'indépendance devient, par effet d'engrenage, le débouché probable de l'autodétermination, au risque

d'une partition de fait sur le dos des Kosovars : après la Bosnie « une et divisible » de Dayton, un Kosovo « un et divisé » ?

Tout conflit armé a pour fonction de modifier les rapports de forces en vue d'un compromis inévitable. Or, les frappes aériennes ne dessinent par elles-mêmes aucune issue. Il faudra donc revenir à la négociation. Quand, à quel prix, dans quel rapport de forces ? Un écrasement militaire total de la Serbie signifierait, certes, la disparition du criminel de guerre Milosevic, mais dans des conditions telles qu'il resterait alors un peuple serbe durablement humilié et meurtri, couvant dans le ressentiment un capital victimaire inépuisable. Pour que la société serbe respire à nouveau dans sa diversité au lieu de se rétracter en bloc, pour que la cohabitation pacifique des peuples de la région redevienne possible, vaut-il mieux arrêter immédiatement les bombardements ou les continuer (jusqu'où ?) et les prolonger très ou tard par une intervention terrestre ?

C'est la question de l'heure. La réponse est claire : il faut arrêter les bombardements et reprendre les pourparlers pour l'autodétermination du Kosovo. Notre appel collectif (Le Monde du 31 mars) suggère « l'organisation d'une conférence balkanique à laquelle participent les représentants des Etats et de toutes les communautés nationales de ces Etats ». Illusoire ? Bien moins que l'idée d'un protectorat à durée indéterminée, intronisant l'OTAN comme garante du maintien de l'ordre régional. Il n'y a d'autre issue, en effet, que de faire confiance aux peuples concernés pour définir un compromis global viable, assurer des garanties réciproques pour les minorités, fournir les moyens nécessaires au retour effectif des populations déplacées et aux réparations des destructions de guerre.

Cette perspective pose la question d'une force d'interposition, non pour dicter la loi des plus forts, mais pour garantir un compromis consenti. Sous quelle autorité ? Les troupes de l'OTAN sont disqualifiées pour une telle mission : on imagine mal les belligérants d'aujourd'hui métamorphosés demain en « soldats de la paix » reconnus par les deux camps. Toute autre solution, excluant les pays qui ont directement participé à l'intervention, peut être envisagée dans le cadre des institutions internationales : la crise balkanique est une crise européenne, elle concerne toute l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, et non les seuls membres de l'OTAN ou de l'Union européenne.

Cette question met en évidence le second objectif - inavouable - de l'opération « Force allée ». Pendant la guerre du Golfe, on a beaucoup invoqué la « communauté internationale » et le « droit international ». Aujourd'hui, l'OTAN agit sans mandat de l'ONU. La « communauté internationale » a pratiquement disparu de sa rhétorique : il est difficile d'en appeler à cette légitimité

fiées pour une telle mission : on imagine mal les belligérants d'aujourd'hui métamorphosés demain en « soldats de la paix » reconnus par les deux camps. Toute autre solution, excluant les pays qui ont directement participé à l'intervention, peut être envisagée dans le cadre des institutions internationales : la crise balkanique est une crise européenne, elle concerne toute l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, et non les seuls membres de l'OTAN ou de l'Union européenne.

Cette question met en évidence le second objectif - inavouable - de l'opération « Force allée ». Pendant la guerre du Golfe, on a beaucoup invoqué la « communauté internationale » et le « droit international ». Aujourd'hui, l'OTAN agit sans mandat de l'ONU. La « communauté internationale » a pratiquement disparu de sa rhétorique : il est difficile d'en appeler à cette légitimité

Au crime de bureau, il faudra désormais ajouter le crime de labo, de studio et de plateau. Milosevic et l'OTAN sont deux formes parfaitement contemporaines et jumelles de la barbarie moderne

lorsque la Russie, la Chine, l'Inde s'opposent à l'intervention.

La guerre a donc aussi pour but de redéfinir la hiérarchie et le rôle des institutions internationales. A quelques semaines du cinquantième de l'OTAN, Javier Solana est omniprésent, Kofi Annan pratiquement invisible.

La force pure dicte désormais son droit et son ordre. M. Solana assène avec une arrogance sucrée : « Vous pouvez tourner la question de la présence de l'OTAN de la manière que vous voulez, mais les pays ayant prévu d'envoyer des contingents ne sont pas prêts à le faire dans un autre cadre que le nôtre. » Ce fait accompli est lourd de menaces qui débordent la tragédie des Balkans.

Depuis la disparition du pacte de Varsovie, la mission originelle de l'OTAN est caduque. Elle doit justi-

fier autrement son maintien dans une situation mondiale bouleversée où la brutalité de la crise économique annonce des convulsions majeures. C'est l'architecture de la domination planétaire à l'entrée du nouveau siècle et la légitimation du bras armé de l'Amérique qui sont à l'ordre du jour. Dans le Golfe hier, dans les Balkans aujourd'hui, les Européens apparaissent comme les suppléants militaires de Washington. Ils n'en sont pas pour autant les vassaux. Europe et Amérique : deux empires, à la fois alliés et rivaux, se disputent le leadership mondial.

Pour les Etats-Unis, la guerre est l'occasion d'utiliser leur supériorité militaire pour réaffirmer leur hégémonie. Du côté européen, comme l'unité de l'Allemagne au siècle dernier est passée par Sadowa et Sedan, et celle de l'Italie par Solferino, l'unité politique de l'Euroland a

besoin à son tour de sa guerre fondatrice. Au lendemain des élections allemandes, certains saluaient l'avènement d'une Europe nouvelle, sociale et démocratique. Il n'a fallu que quelques semaines pour confirmer les choix d'une Europe libérale et voir la « troisième voie » devenir un sentier de la guerre. Symbolisé par la rencontre de Washington, en septembre 1998, entre Clinton, Blair et Prodi, le « nouveau centre » s'offre son baptême du feu. Il consacre la métamorphose de la social-démocratie classique, adepte de la canonnière coloniale, en social-libéralisme, adepte des frappes néo-impériales à la chirurgie approximative. Et il s'inscrit dans une fuite en avant sécuritaire au détriment des formes les plus élémentaires de la démocratie et

Pour réussir les entreprises

Mr R. Vidal-Naquet

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes reste le fil conducteur. Ce droit à déterminer, « quand ils le désirent, leur statut politique interne et externe sans ingérence extérieure » figure au chapitre VIII de l'Acte final de la conférence d'Helsinki. Il vaut pour le Kosovo comme pour les Kurdes, les Basques, les Ecossais (et les Palestiniens !).

L'autodétermination signifie le droit de choisir : autonomie, association, souveraineté partagée. Ce choix inclut l'indépendance, mais ne s'y réduit pas : à l'heure de la mondialisation marchande, la dislocation d'Etats plurinationaux et pluriethniques, la quête improbable d'une équation simple (un peuple homogène = un territoire = un Etat) porteur en germe la purification territoriale et ethnique. Sa sinistre logique est sans limites.

Même si l'autonomie substantielle du Kosovo apparaissait comme une solution souhaitable, la poursuite de la guerre la compromettrait chaque jour davantage et réduirait à vue d'œil l'espace d'une force démocratique et pacifique. Au point d'exacerbation atteint par l'affrontement communautaire, l'indépendance devient, par effet d'engrenage, le débouché probable de l'autodétermination, au risque

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes reste le fil conducteur. Ce droit à déterminer, « quand ils le désirent, leur statut politique interne et externe sans ingérence extérieure » figure au chapitre VIII de l'Acte final de la conférence d'Helsinki. Il vaut pour le Kosovo comme pour les Kurdes, les Basques, les Ecossais (et les Palestiniens !).

L'autodétermination signifie le droit de choisir : autonomie, association, souveraineté partagée. Ce choix inclut l'indépendance, mais ne s'y réduit pas : à l'heure de la mondialisation marchande, la dislocation d'Etats plurinationaux et pluriethniques, la quête improbable d'une équation simple (un peuple homogène = un territoire = un Etat) porteur en germe la purification territoriale et ethnique. Sa sinistre logique est sans limites.

Même si l'autonomie substantielle du Kosovo apparaissait comme une solution souhaitable, la poursuite de la guerre la compromettrait chaque jour davantage et réduirait à vue d'œil l'espace d'une force démocratique et pacifique. Au point d'exacerbation atteint par l'affrontement communautaire, l'indépendance devient, par effet d'engrenage, le débouché probable de l'autodétermination, au risque

هكذا من الأصل

*Vendredi 9 avril,
A SAISIR CHEZ CARREFOUR*

*44 000 bouquets Mélodie
et pas un de plus.*



*Il y en aura peut-être
jusqu'à ce soir,
on ne sait pas...*

3 coloris :
blanc, jaune et orange.
17 tiges.

*Avec Carrefour
je positive!*



A DEMAIN...

nombre d'habitants
en Finlande : 16,7*

9 TELECOM enfin le même tarif

Téléphonez dans 16 pays d'Europe au même tarif.

Pour plus d'informations : www.9telecom.fr

مَكُونَا مِنَ الْأَمَلِ

VOUS DEVRIEZ EN DÉMAR

tarif
: 16,7*

nombre d'abonnés
en Hollande : 458,8*



Fin de tarif pour l'Europe**

DEVRIEZ EN DEMANDER PLUS AUX TELECOMS.



هكذا من الأصل

de plus en plus conflictuel

Les négociations...
Le monde...
Les négociations...
Le monde...

d'une habile diplomatie

Les négociations...
Le monde...
Les négociations...
Le monde...

essais

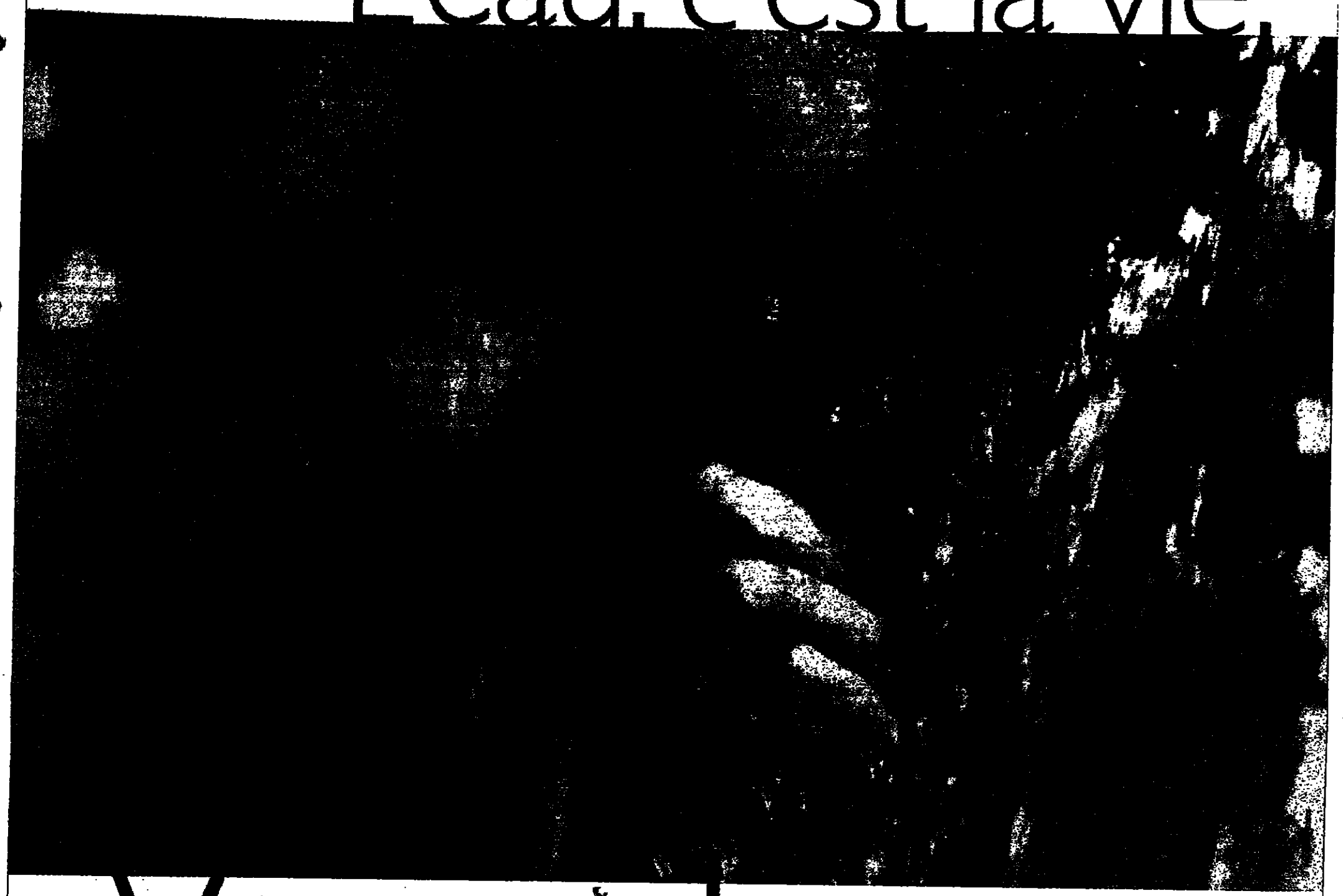
LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII

HORIZONS-ANALYSES

(Publicité)

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999 / 23

L'eau, c'est la vie.



Vivendi, n°1 mondial de l'eau



N°1 mondial de l'eau à travers Générale des Eaux, Vivendi renforce et élargit encore cette position grâce au projet de rapprochement avec USFilter, n°1 américain du marché de l'eau.

هكذا من الأصل

DISPARITIONS

Emile Copfermann

L'exigence de liberté d'un homme du livre

IL AURA FALLU attendre 1997 et la publication de *Dès les premiers jours de l'automne* (Gallimard, « Haute Enfance ») pour qu'Emile Copfermann livre le récit nostalgique de son enfance déchirée, qui l'a laissé « orphelin à perpétuité ». Rompant sur ce thème un silence auquel il s'était longtemps obligé : « Entre la compassion et l'oubli, il n'y a pas à choisir, seul importait de vivre, quitte à paraître oublier. Devoir son existence au hasard et non à l'héroïsme impose cette politesse. » Il n'y dérogera qu'à l'heure des derniers retours sur soi, atteint du cancer qui vient de l'emporter dans la nuit du dimanche 4 au lundi 5 avril, à l'âge de soixante-huit ans.

Ce fils d'immigrés juifs roumains, qui grandit à Paris dans le quartier des « Enfants-Rouges », vit sa vie basculer avec la guerre et l'Occupation. La faim, l'étoile jaune, et, le 24 septembre 1942, l'arrestation, par des policiers français, de ses parents, qui ne reviendront pas de déportation. Lui et ses deux frères, recueillis par un couple de paysans, échapperont à Auschwitz. Pas à son obsédante barbarie. Parti finalement sur les traces des siens, il note : « Birkenau est un cimetière d'ovins l'invention des cimetières. Les morts n'y sont pas enterrés. » Mais l'ado-

lescent ne prend pas le temps de s'apitoyer sur lui-même. Passé le temps des orphelinats, des foyers - il passe par le Renouveau, foyer d'accueil pour enfants juifs -, il se forme sur le terrain : ce seront les Auberges de jeunesse et les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Cema), dont il livre son expérience de moniteur social dans *La Génération des blousons noirs*, l'un des premiers livres qu'il publie aux toutes nouvelles éditions Maspero (1962). Proche politiquement des mouvements trotskistes, il n'adhérera cependant à aucun parti.

« GÉNÉROSITÉ EXCEPTIONNELLE » Emile Copfermann devient en 1963 le secrétaire de rédaction de la revue *Partisans* (Maspero), fondée en 1961, fonction qu'il exerce avec la rigueur et l'audace qui seront sa marque (en 1968, il publie le premier numéro jamais consacré au Mouvement de libération des femmes). Directeur littéraire dès 1964, il s'impose très vite comme une sorte de « conscience éditoriale et politique » de la maison, selon François Maspero lui-même. A l'origine des départements « pédagogie » et « psychiatrie », il publie notamment Alexander Sutherland Neill. Il ne quittera la maison d'édition qu'en 1978, pour travailler chez Ha-

chette, puis Ramsay. Passionné de théâtre - il a publié notamment un *Plançon* (L'Age d'Homme, 1969), deux essais décapants : *La Mise en crise théâtrale* (Maspero, 1972) et *Vers un théâtre différent* (Maspero, 1976) et un livre d'entretiens avec Vitez, *De Chaillet à Chaillet* (Hachette, 1981) -, il assure la critique dramatique des *Lettres françaises*, jusqu'à son éviction en 1972 à la demande de Roland Leroy.

Tenant la morale en suspicion, ce proche de Maxime Rodinson et de Pierre Vidal-Naquet fut, selon François Maspero qui le salue « sa générosité exceptionnelle », un « juif antisémite » animé par la passion toujours déçue du collectif. Dans les années 80, le militant intransigeant - ami de David Rousset, il préparait une biographie du penseur, auquel il avait déjà consacré un essai : *David Rousset, une vie dans le siècle* (Plon, 1991) - se découvre romancier. Son amie Nicole Zand se souvient d'« un humour froid, parfois cinglant, qui était une forme de politesse, de décence, de distanciation presque brechtienne pour cacher la passion et la souffrance inextinguible qui habitaient cet homme trop chahuté par la vie. Il en dressait lui-même un inventaire drôlesque : « Fourreur, marouquinier, aide-comptable, ouvrier fondeur, empaqueteur de margarine, ma-

rionniste, secrétaire de rédaction, journaliste, critique théâtral, éditeur... » Et omettait seulement ce qui depuis vingt ans lui tenait le plus à cœur : romancier. Des romans qui se présentaient d'abord comme des métaphores, des fictions parodiques utilisant toutes les techniques d'écriture possibles pour reconstituer le puzzle de souvenirs soigneusement enfouis. Ce seront *Les Patries buissonnières* (L'Age d'Homme, 1982) qui retraçaient par le biais d'une enquête la montée et le déclin du Bund, *Mémoires d'ombres* (Ramsay, 1985) ou *L'Arpentuse* (Ramsay, 1986).

Atteint d'un cancer - « membre de cette confrérie involontaire des cancéreux », disait-il -, Emile Copfermann avait écrit un texte très impressionnant de lucidité tranquille, le 8 décembre 1998, dans *Libération*, après avoir lu le compte rendu fait dans le même journal des états généraux des malades du cancer. « Je ne souffre pas du dysfonctionnement de l'hôpital », écrivait-il notamment - rendant au contraire hommage à ceux qui le soignent, médecins et infirmières, « présence proche de tous les instants » - « mais de notre incapacité à affronter la mort ». Et il plaçait pour qu'on apprenne « à parler le cancer, puis du cancer ».

Philippe-Jean Catinchi

Philippe Warnier

Un homme de foi et de combat

MILITANT et journaliste catholique, Philippe Warnier est mort le dimanche de Pâques 4 avril à Viry-Châtillon (Essonne) des suites d'un cancer.

Né le 17 mars 1935 à Paris, Philippe Warnier fait partie de ces militants chrétiens qui ne dissocient jamais leur engagement politique à gauche et leur action pour transformer de l'intérieur leur Eglise. Trouvant dans le concile Vatican II (1962-1965) l'inspiration d'engagements puisés au plus près de l'Evangile, il devient animateur national de *Vie nouvelle*, mouvement hérité du personnelisme communautaire d'Emmanuel Mounier, où il côtoie André Cruzat et Jacques Delors. Militant au PSU, Philippe Warnier rejoint le PS renoué, participe à tous les dialogues entre chrétiens et marxistes et aux combats pour l'union de la gauche. Il écrit *La Foi d'un chrétien révolutionnaire* en 1973, *Marx pour un chrétien* en 1977, et devient la bête noire des catholiques traditionalistes.

A *Témoignage chrétien*, dont il est un pilier, au groupe de La Vie catholique - où il est, jusqu'à la veille de sa mort, directeur de la revue *Prier* -, à *La Croix* et au *Monde*, à qui il confie de fréquentes chroniques, Philippe Warnier se montre un journaliste de tempérament et un observateur

exigeant des évolutions de la gauche et de l'Eglise. Si le socialisme au pouvoir le déçoit, si l'Eglise de Jean Paul II l'irrite parfois, il n'en reste pas moins un homme de fidélité, continuant à militer pour la non-violence, contre le chômage - au sein du Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs - ou contre la torture - devenant, en 1995, président de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture).

Loin de prendre ses distances dans une Eglise qu'avec d'autres intellectuels, comme René Rémond ou Jean Delumeau, au sein du groupe *Paroles*, il continue de « secourir », Philippe Warnier demande à quitter son statut de « laïc » et à être ordonné diacre permanent à Evry (Essonne). Mais ses engagements passés valent à son dossier de rester longtemps bloqué. Il est ordonné le 17 décembre 1995 par son évêque, Mgr Guy Herbulot, qui l'envoie en mission dans l'ensemble hospitalier de Sernat et Draveil. Là, au service de personnes âgées et de malades, Philippe Warnier donne toute la mesure d'une foi chrétienne qu'il aura toujours confondue avec la promotion de la solidarité et de la justice.

Henri Tincq

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Le 1^{er} avril 1999.
Valentine
est venue au monde et a fait son premier pied de nez.
Félicitations à sa maman,
Mathilde FEBRER,
et à son papa,
Gérard LE LOUËT.

Remerciements

SOPHIE LAVALD
et FRED FOREST
remercient les personnes qui leur ont témoigné des marques de sympathie à l'occasion du décès de leur père et les invitent à consulter l'album photos.
www.fredforest.worldnet.net

Décès

Le directeur du Muséum national d'histoire naturelle.
Les membres du Laboratoire d'entomologie.
L'ensemble des personnels,
ont le regret de faire part du décès de

Claude CAUSSANEL,
professeur du Muséum national d'histoire naturelle,
directeur honoraire
du Laboratoire d'entomologie,
survenu le 3 avril 1999.

Personnalité chaleureuse, administrateur d'une des plus importantes collections d'entomologie du monde, il était également spécialiste d'éthologie et de physiologie des insectes dermapères.

Le président,
Les membres du conseil d'administration de la Cancava,
Le directeur général,
Et l'ensemble des administrateurs et du personnel des assurances-vieillesse des artisans,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 2 mars 1999, de

Ludien CHAUVIER,
directeur général honoraire
de la Cancava.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le 9 avril, à 9 heures, en l'église Saint-Hippolyte, 27, avenue de Choisy, à Paris-13^e.
L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière de Saint-Jean-Ligou (Rueil-Malmaison), à l'issue d'une bénédiction prévue, à 16 h 30, en l'église de la paroisse.

Jacqueline Copfermann
fait part du décès de

Emile COPFERMANN.

L'inhumation aura lieu le 12 avril 1999, à 9 heures, au cimetière du Père-Lachaise (entrée rue des Rondeaux), Paris-20^e.

Condoléances sur registre.
(Lire ci-dessus.)

Paulette COQUARD

nous a quittés ce mercredi 7 avril 1999.
Nombreux sont ceux qui, avec nous, la gardent dans leur cœur.

Ses enfants et leurs conjoints :
Claudine et Daniel Karlin,
Catherine Moineau, Marine Moineau,
Anne Gaud et Dominique Bannier,
Elisabeth Gaud et Michel Sandemont,
Florence et Patrick Kirchner,
Nathalie Gaud.

Ses petits-enfants et leurs conjoints :
Elise et Thomas,
Mélanie et Rimi,
Cécile et Alex,
Christophe et Lionel,
Nicolas et Dori,
David et Laetitia,
Diego, Sandra et Jeanlo,
Flora et Patricia,
Anouck et Olivier,
Manoel et Alexandr,
Mathilde et Gouvenou,
Thais, Lola, Jonathan.

Ses arrière-petits-enfants : Félix,
Josephine, Julia, Colin, Sofia.

Paulette ayant fait don de son corps à la science, il n'y a pas de cérémonie.

38, rue du Petit-Vieil,
85330 Noirmoutier.

Les docteurs Sylvie Fraing, Françoise Plantier, Eduardo Marinho, Jean-Philippe Lab et Bernard Guigui.
Le personnel du laboratoire,
ont la tristesse de faire part du décès brutal de leur associée et amie.

le docteur Jacqueline
GUILLEMETTE,
dermatologue,
anatomocytologiste.

Les obsèques auront lieu le 10 avril 1999, à 10 heures, à Fellerling, Bas-Rhin.

Ses compétences en dermatopathologie, acquises à l'hôpital Tarnier et dans son exercice libéral, étaient, avec ses qualités humaines, unanimement appréciées.

60, rue de Wagram,
75012 Paris.
Tél. : 01-43-41-45-45.

Les amis et collègues
du Musée national
des arts d'Afrique et d'Océanie
ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Sylviane JACQUEMIN,
survenue le 25 mars 1999, et expriment
leurs sincères condoléances à sa famille et à ses proches.

Le 6 avril 1999.
Grégoire LAFORÊT

nous a quittés.
Maroussia, Romain et Augustin.
21200 Mearnsanges.

Le président,
Les présidents d'honneur,
Le conseil exécutif
du MEDEF,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Ambroise ROUX,
ancien premier vice-président du CNPF,
ancien président
de la commission économique,
Une cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 15 avril 1999, à 14 h 30, en
l'église Saint-Pierre de Chaillet.
(Le Monde du 7 avril.)

Nice, Paris, Vietnam.

Le docteur Marie-Joseph Têto-Thaumat
et François Têto,
son époux,
Monique Georgy-Thaumat
et Jean Georgy,
son épouse,
Le docteur Jean-Luc Thaumat,
Agnès Thaumat,
ses enfants,

Olivier, Frédéric, Mathieu, Pierre-
Luc, Véronique, Anne-Claire, Caroline et
Marie-Eve,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Antoinette
THAUNAT-LEBLANC,

le 5 avril 1999, dans sa soixante-dix-huitième année.

Le soir venu, Jésus leur dit :
Passez sur l'autre rive.
Saint Luc.

3, rue du Docteur-Barbry,
06000 Nice.

M. Roland Guillaume,
son épouse,
M. et M^{me} Marc Benamar,
M. et M^{me} Gérard Guillaume,
ses enfants,
Sylviane, Christine et Jean-Paul,
Samuel, Marie-Françoise et Cécile,
ses petits-enfants,
Pierre et Paul,
ses arrière-petits-fils,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Loïc WILLAUME,
né RUMIN,
chevalier dans l'ordre
des Palmes académiques,
survenu le 2 avril 1999, à l'âge de quarante-sept ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le
mardi 6 avril, en l'église Saint-Eutrope de
Chanteloup-en-Brie (Seine-et-Marne),
suivie de l'inhumation au cimetière de
Chanteloup-en-Brie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Participants au cycle de formation
ACC de 1993 à 1996, nous avons la douleur de faire part du décès de

Claire NUER.

Pendant ces trois années, elle a formé
au soutien psycho-social et à la gestion
des conflits près de cent professionnels de
l'entreprise, de l'éducation, de la santé et
du spectacle. Elle nous a appris à faire de
nos difficultés et de nos douleurs les plus
profondes des points de départ, de réflexion
et de transformation dans nos relations,
notre santé, nos activités. Sa force
de vie et son humour vont nous manquer.

Saint-Jean-de-Barrois (Aude).
M. et M^{me} Jean-Claude Cabanes,
Isabelle et Jean Cabanes,
Corinne et Pierre Cabanes,
font part du décès de leur mère et grand-mère,

M^{me} Jean PEYTAU,
née PAULE MAZA.
B. P. n° 4, 31600 Muret.

Le président,
Les présidents d'honneur,
Le conseil exécutif
du MEDEF,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Ambroise ROUX,
ancien premier vice-président du CNPF,
ancien président
de la commission économique,
Une cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 15 avril 1999, à 14 h 30, en
l'église Saint-Pierre de Chaillet.
(Le Monde du 7 avril.)

Nice, Paris, Vietnam.

Le docteur Marie-Joseph Têto-Thaumat
et François Têto,
son époux,
Monique Georgy-Thaumat
et Jean Georgy,
son épouse,
Le docteur Jean-Luc Thaumat,
Agnès Thaumat,
ses enfants,

Olivier, Frédéric, Mathieu, Pierre-
Luc, Véronique, Anne-Claire, Caroline et
Marie-Eve,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Antoinette
THAUNAT-LEBLANC,

le 5 avril 1999, dans sa soixante-dix-huitième année.

Le soir venu, Jésus leur dit :
Passez sur l'autre rive.
Saint Luc.

3, rue du Docteur-Barbry,
06000 Nice.

M. Roland Guillaume,
son épouse,
M. et M^{me} Marc Benamar,
M. et M^{me} Gérard Guillaume,
ses enfants,
Sylviane, Christine et Jean-Paul,
Samuel, Marie-Françoise et Cécile,
ses petits-enfants,
Pierre et Paul,
ses arrière-petits-fils,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Loïc WILLAUME,
né RUMIN,
chevalier dans l'ordre
des Palmes académiques,
survenu le 2 avril 1999, à l'âge de quarante-sept ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le
mardi 6 avril, en l'église Saint-Eutrope de
Chanteloup-en-Brie (Seine-et-Marne),
suivie de l'inhumation au cimetière de
Chanteloup-en-Brie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Participants au cycle de formation
ACC de 1993 à 1996, nous avons la douleur de faire part du décès de

Claire NUER.

Pendant ces trois années, elle a formé
au soutien psycho-social et à la gestion
des conflits près de cent professionnels de
l'entreprise, de l'éducation, de la santé et
du spectacle. Elle nous a appris à faire de
nos difficultés et de nos douleurs les plus
profondes des points de départ, de réflexion
et de transformation dans nos relations,
notre santé, nos activités. Sa force
de vie et son humour vont nous manquer.

Anniversaires de décès

Prêt le huitième anniversaire de la mort de
Jean-Michel DÉTROBAT.
rappelé à Dieu le 9 avril 1991,
une pensée toute particulière est dédiée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Le 9 avril 1979.
Hélène MAISONNET

Une pensée est demandée à tous ceux
qui l'ont connue et aimée.

A l'occasion de l'anniversaire du décès de

M. JOËL PRASQUIER,
tu es réuni le dimanche 11 avril 1999, à
12 heures, au cimetière de Bagneux.

M^{me} D. Prasquier,
M. et M^{me} R. Prasquier.

Colloques

Colloque du Consistoire israélite de
Paris et de l'ambassade d'Autriche :

« Figures juives de Vienne : Theodor
Herzl, Sigmund Freud, Stefan Zweig et
Arnold Schönberg », avec Son Excellence
M. l'ambassadeur Franz Cseke, le pré-
sident M. Cohen, M. Gendreau Wein-
berger, ministre plénipotentiaire, le pro-
fesseur Maurice-Ruben Hayoun,
secrétaire-rapporteur de l'ACIP, le sous-
préfet Alain Boyer, M^{me} le docteur Inge
Scholz-Sussner, le professeur Jacques Le
Ridze. Salle des mariages de la mairie du
16^e arrondissement (71, avenue Henri-
Martin, 75116 Paris). Le jeudi 15 avril
1999, à 19 h 45. En présence de M. le
maire, Pierre-Christian Talminger. Inscrup-
tion obligatoire au 01-40-82-26-33.

Communications diverses

LES MARDIS D'ESPACES MARX
Mardi 13 avril 1999, à 20 heures

L'école et sa crise,
avec Bernard Charlot, professeur en
sciences de l'éducation : Charles Couët,
professeur de philosophie, et Annick
Davisse, formatrice.
Maison de la Munalité,
34, rue Saint-Victor, Paris-5^e.

La Maison des écrivains
53, rue de Vernueil,
75007 Paris.

Cycle : manifestation exceptionnelle.
Mardi 13 avril, 19 heures.

La Maison des écrivains organise une ren-
contre avec trois poètes macédoniens :
Mateja Matevski, Radovan Pavloski,
Bogomil Djodje.

La soirée sera animée par :
Jacques Gancherou et Jean Langier.

Cycle : Revue en vue.
Jeudi 15 avril, 20 heures.

La Maison des écrivains vous invite à
découvrir la revue *Contre-Max*, à l'oc-
casion de la sortie de son dernier numéro
consacré aux « faits divers ».

Débat et lectures de textes avec :
Christiane Barthe, Huguette Bon-
chardet, Franck Errard, Florence
Marguier, Christian Rollier.
Et les comédiens : Angélique Calhau
et Jean-Yvon Lefebvre.

Renseignements au 01-45-54-66-57/83.
Participation aux frais : 20 F. Entrée libre
pour les membres de l'association MdB, les
étudiants et les demandeurs d'emploi.

Vous pouvez
nous transmettre
vos annonces la veille
pour le lendemain
jusqu'à 17 h
Permanence le samedi
jusqu'à 16 heures

le nouvel
Observateur

KOSOVO

**HISTOIRE
SECRETE
D'UNE GUERRE**

**HOMOS
AIMER
AU GRAND
JOUR**

سكزا من الأول

AUTOMOBILE
La communauté

cent personnes...
projet...
neuf mois...
de Louis...
un champ...
La crise...
fin de 1997...
ment dans...
autres...
vient une...
pour recher...
Au cours...
dans la...
se rend...
de produc...
les réseaux...
employés...
contraindre...
pièces...
mieux...
coucou...
sites...
pour développ...
des de...
Ces dans...
Renault...
d'abord...
puis au...
Japon...

Philippe Warnier
Un homme de foi et de combat

Philippe Warnier est un homme de foi et de combat. Il a été directeur de la région Île-de-France de la Fédération française de la presse de l'industrie (FFPI) pendant plusieurs années. Il a été élu président de la FFPI en 1997. Il a été élu président de la FFPI en 1997. Il a été élu président de la FFPI en 1997.

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999

AUTOMOBILE Les dirigeants de Nissan ont annoncé, mercredi 7 avril, un ambitieux programme de réduction des pertes, qui devront passer de près de 20 milliards d'euros

à 5,35 milliards en 2001. ● LA DÉCOUVERTE de pertes dans les comptes de ses caisses de retraite fait toutefois craindre aux analystes financiers d'autres mauvaises surprises. ● RENAULT, qui avait été informé de ce problème, a limité à 36,8 % sa prise de participation dans le numéro deux japonais de l'automobile. ● À L'ORIGINE, le français

avait plutôt songé à n'acquiescer que 20 % du capital afin de limiter le risque financier. Mais l'exemple de Mazda, dont l'actionnaire principal est l'américain Ford, l'a encouragé à

plus d'audace. ● NISSAN devrait bénéficier de la créativité de Renault pour rendre plus attractive une gamme de véhicules aujourd'hui trop sage et trop conformiste.

La communauté financière s'interroge sur les risques cachés de Nissan

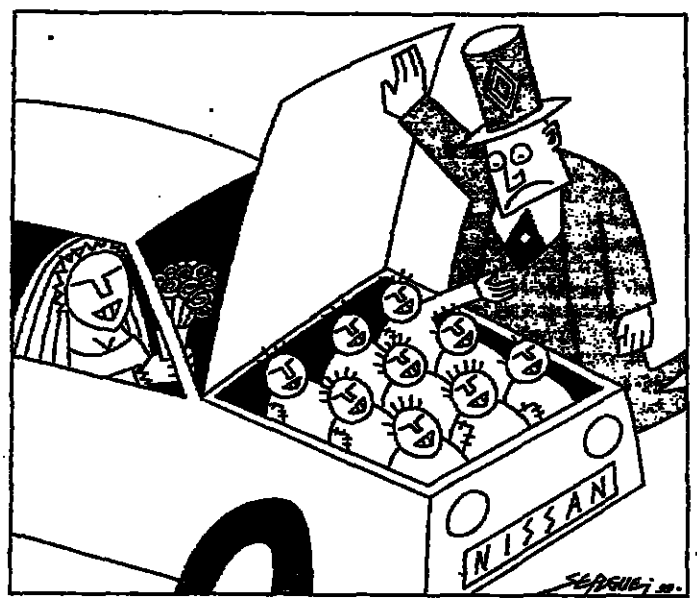
Le constructeur japonais, dont Renault a acquis 36,8 %, veut diviser sa dette par trois d'ici à 2001
L'annonce d'un important déficit de ses caisses de retraite fait craindre la découverte de nouveaux foyers de pertes

TOKYO
de notre correspondant
Au cours d'une conférence de presse, mercredi 7 avril, le vice-président de Nissan Motor, Kenji Kusumi, a annoncé que le deuxième constructeur automobile japonais entendait accélérer l'apurement de ses dettes, afin d'en ramener le montant à 700 milliards de yens (5,35 milliards d'euros) en 2001, contre 2 500 milliards de yens (19,12 milliards d'euros) à fin mars 1998. L'entrée de Renault au capital du groupe japonais, qui se traduira par l'injection de 640 milliards de yens (4,89 milliards d'euros), doit faciliter la réduction de l'endettement de l'entreprise, a précisé M. Kusumi. Renault a pris soin de limiter sa prise de participation à 36,8 % pour ne pas avoir à consolider l'endettement du groupe japonais, dont le montant a encore progressé au cours de l'exercice écoulé, pour atteindre 3 138 milliards de yens à fin mars 1999 (Le Monde daté 28-29 mars).

Les analystes financiers sont sceptiques sur les chances de Nis-

san de réduire de manière aussi importante son endettement. Le plan annoncé ne tient en effet pas compte de la réforme de la comptabilité des entreprises japonaises en vue de les harmoniser avec les standards internationaux. Ces nouvelles méthodes de comptabilité révéleront-elles des « trous noirs » encore insuffisamment explorés ?

OPACITÉ
C'est ainsi par exemple qu'il a été annoncé une perte de 580 milliards de yens (pratiquement l'investissement de Renault) dans la caisse de retraite de Nissan. Aux termes des nouvelles dispositions de comptabilité des entreprises, cette perte devra figurer dans le passif. Au cours des négociations avec le constructeur automobile japonais, Renault a été informé du montant, bien supérieur à celui attendu, du déficit de la caisse de retraite, et il a, semble-t-il, estimé que ces pertes pouvaient être compensées par ses avoirs immobiliers, qu'il évalue à 400 ou 500 milliards de yens (1 000 mil-



liards selon les estimations faites par Nissan). Le problème est maintenant de savoir si ce montant est définitif. Selon Jean-François Estienne, auteur de *Réforme et avenir*

des retraites : les enseignements de l'exemple japonais (Documentation française), « les fonds de pension japonais restent largement opaques, n'étant pas tenus de rendre pu-

bliques les informations les concernant. Dans le cas de Nissan, il existe une dizaine de fonds de pension et la première question que l'on peut se poser est de savoir si le chiffre annoncé couvre l'ensemble de ceux-ci. Seconde question : les fonds de pension ne sont pas les seuls engagements sociaux des entreprises : il y a aussi par exemple les péculs (indemnités de fin de carrière). Selon Nissan, la perte de 580 milliards de yens inclurait le provisionnement des péculs. Mais le périmètre des engagements sociaux de l'entreprise demeure flou. »

PAS DE DIVIDENDES ?
Nissan n'est assurément pas la seule entreprise japonaise à avoir des problèmes avec ses caisses de retraite : c'est également le cas du premier constructeur d'automobiles du pays, Toyota, l'une des entreprises nipponnes considérées comme la mieux gérée (300 milliards de yens), et de Honda (200 milliards). Mais Nissan enregistre le montant de perte le plus élevé du secteur automobile. « L'ampleur inattendue du pro-

blème a été révélée par des méthodes comptables plus pertinentes », poursuit M. Estienne. Au déficit de la caisse de retraite de Nissan s'ajoutent d'autres déconvenues financières. Selon le quotidien des milieux économiques *Nihon Keizai*, les résultats non consolidés du constructeur automobile à la fin de l'exercice clos le 31 mars dégageaient un déficit de 35 milliards de yens (267 millions d'euros), soit trois fois plus que le montant attendu. La situation serait d'autant plus alarmante, poursuit le quotidien, qu'en raison de la remontée des cours de Nissan en mars, les moins-values latentes avaient fortement diminué. Mais les ventes ont baissé de 15,9 % en mars, soit plus que le recul de 10,1 % du marché, et devraient continuer à décliner. Nissan, qui pourrait suspendre la distribution de ses dividendes au cours du premier semestre de l'exercice fiscal qui a commencé le 1^{er} avril, se refuse à commenter les informations du *Nihon Keizai*.

Philippe Pons

Des voitures fiables mais qui manquent d'originalité

MARQUE JAPONAISE la plus vendue en France, Nissan est en fait assez mal connue. Le nouveau partenaire de Renault ne dispose ni de la force de frappe de Toyota – qui devrait devenir le numéro un nippon en France dès 1999 grâce au lancement de la petite Yaris (Le Monde daté 21-22 mars) – ni de l'image de marque, à la fois sportive et technologique, de Honda. Un déficit de notoriété sans doute lié à un souci trop affirmé de se fondre dans le paysage automobile européen.

D'abord présent en Europe sous la marque Datsun, Nissan est le premier constructeur nippon à construire des voitures en Europe. La Sunny puis, au début des années 90, la Primera sont considérées comme des exemples d'adaptation à la culture du Vieux Continent. Aux traditionnels points forts des japonais (fiabilité, prix, équipement, technologie), elles ajoutent un design classique mais conforme à la sensibilité européenne. La croissance de Nissan tient aussi à des modèles promis à une diffusion moins large (le coupé 100 NX, le monospace Serena, les 4x4 Terrano et Patrol) mais capables d'attirer

l'attention. Alors que la marque cherche avant tout à apparaître comme une sorte de bon élève, discret mais efficace, son succès commercial le plus net est à mettre sur le compte d'un modèle résolument décalé : la petite Micra, présentée en 1992. Sémi-automatique, cette « *Twingo japonaise* » est ébrie – fait sans précédent pour un modèle *made in Japan* – « voiture de l'année » en 1993.

Malgré la bonne tenue de ce modèle (disponible depuis 1998 avec un petit moteur Diesel fourni par Peugeot), Nissan n'est plus en position offensive. Verdict des experts : manque de personnalité et renouvellement trop lent de la gamme. Réputées pour leur fiabilité et leur qualité de fabrication, les Nissan offrent des motorisations de bon niveau mais on ne les remarque plus. La Primera, qui sera renouvelée avec un nouveau modèle attendu cet automne au Salon de Francfort, a pris des rides. Sa présentation est devenue banale et sa suspension est beaucoup trop ferme. D'ailleurs très proche, avec leur calandre symbolisant des ailes déployées, les Primera, Almera et Maxima (un haut de gamme à diffusion confidentielle sur

le marché français) inspirent confiance. Mais, sur un marché aussi ouvert, s'en tenir à une réputation – justifiée – de fiabilité (« *made in quality* » est le slogan publicitaire de la firme) ne suffit plus. La gamme, privée du petit coupé 100 NX, s'est affaiblie et l'absence de notoriété de la marque réduit les effets d'entraînement que pourraient engendrer les modèles les plus en vue (notamment le très réputé 4x4 Patrol).

VÉHICULES D'INGÉNIEUR
Nissan, soucieux de consolider des positions chèrement acquises plutôt que de prendre des risques, paie aujourd'hui d'avoir trop joué la sécurité, notamment en milieu de gamme. Le ralentissement du rythme de renouvellement des modèles, imputable aux difficultés du groupe, a accentué cette impression de « voitures passe-partout ». Pour l'avenir, la firme promet des modèles plus originaux. Présenté lors du dernier Mondial de l'automobile en octobre 1998, le concept-car Kyra créé par « *de jeunes designers* » du centre de style Nissan de Munich cherche à refléter cette nouvelle démarche, plus auda-

cieuse. A court terme, le futur petit monospace Tino amorce un léger changement de style.

« *Voitures d'ingénieur* » avec tout ce que cela peut avoir d'avantages (performances, technicité) et d'inconvénients (manque d'originalité, difficultés à saisir les phénomènes de mode), les Nissan ne jouent pas sur le même registre que les Renault. Reconnu comme un constructeur très versé dans l'innovation, capable de « sentir » l'évolution des goûts automobiles et de créer de véritables concepts, la marque au losange peut apparaître comme un partenaire complémentaire, capable d'insuffler une certaine créativité dans la gamme Nissan. Malgré la similitude de leur slogan publicitaire – en France, Renault décline ses « *voitures à vivre* » alors que, au Japon, Nissan proclame « *Life together* » (« *Vivre ensemble* ») –, les évidentes différences de culture entre ces deux constructeurs généralistes peuvent constituer un ferment de discorde. Mais elles peuvent aussi les rapprocher.

Jean-Michel Normand

Carlos Ghosn devra quitter Renault

Une des conditions de l'alliance entre Renault et Nissan (Le Monde daté 28-29 mars) était que Carlos Ghosn, jusqu'ici directeur général adjoint de Renault, soit nommé directeur général de Nissan. Implicitement, cela signifiait que M. Ghosn allait devoir quitter Renault et que Louis Schweitzer perdait son numéro deux.

Ce sera chose faite le 27 juin, lorsque l'assemblée générale de Nissan nommera M. Ghosn à son conseil d'administration. Ce jour-là, celui que l'on présente souvent comme le dauphin de M. Schweitzer quittera paradoxalement Renault, tout comme les trente à quarante cadres qui l'accompagneront au Japon. Louis Schweitzer se donne trois mois pour lui trouver un successeur. Shemaya Lévy assurera l'intérim de M. Ghosn.

Stéphane Lauer

Neuf mois de négociations discrètes, de doutes... et de certitudes

« PACIFIQUE ». C'est sous ce nom de code que le secret du rapprochement entre Renault et Nissan était bien gardé. Discretion méritoire lorsqu'on sait que deux

RÉCIT
« La seule crainte de l'opération était de rééditer un second Volvo »

cents personnes ont travaillé sur le projet (une centaine chez chaque constructeur) pendant près de neuf mois.

Au départ, une conviction, celle de Louis Schweitzer : « L'Asie est un champ possible mais difficile. La crise qui touche la région à la fin de 1997 provoque un changement dans les rapports de forces : autrefois conquérante, l'Asie devient une terre d'investigation pour rechercher un partenaire. »

Au cours d'un premier périple dans la région, le PDG de Renault se rend compte que les capacités de production sont excédentaires, les réseaux de distribution sous-employés. Or, pour Renault, construire une usine de toutes pièces est trop coûteux. Il vaut mieux adopter la « stratégie du coucou », c'est-à-dire profiter des sites existants d'un partenaire pour développer ses propres modèles de voitures.

C'est dans cet état d'esprit que Renault entame ses recherches, d'abord en Corée, sans succès, puis au Japon. Quatre dossiers

sont étudiés. Suzuki et Subaru sont vite écartés. Mitsubishi retient davantage l'intérêt, mais le constructeur japonais discute avec Volvo d'un élargissement de leur partenariat, aujourd'hui limité à l'Europe. C'est alors que Renault commence à s'intéresser à Nissan.

Les premiers contacts remontent à juin 1998. « Dès le départ, nous avons compris que nous tombions bien », raconte Georges Douin, directeur général adjoint, responsable des opérations internationales. Nissan était lui aussi à la recherche d'un partenaire. Les discussions déboutent sur des bases modestes, comme la location d'usines ou la commercialisation de véhicules. Mais le constructeur japonais fait comprendre qu'il est prêt à discuter d'une alliance plus globale. Face à ces bonnes dispositions, M. Schweitzer décide de rencontrer son homologue japonais. La rencontre a lieu le 22 juillet, au siège de Nissan, à Ginza, le quartier d'affaires de Tokyo. Les deux hommes semblent sur la même longueur d'onde et sont résolus à voir ce qui pourrait être fait ensemble.

ÉCHANGES D'INFORMATIONS
La palette est large : vingt-quatre sujets d'études sont répertoriés. Cela va des moteurs aux coopérations géographiques, en passant par le partage de plateformes communes. Chacun y met de la bonne volonté, mais le monde de l'automobile est un milieu où l'on garde jalousement ses secrets de fabrication. Or, pour

établir si cela coûte moins cher de fabriquer une voiture à deux plutôt qu'à un, il faut parler prix et marges bénéficiaires. « Dans les deux tiers des cas, les échanges d'informations se faisaient de façon spontanée, mais parfois il fallait l'intervention de chacune des directions pour que les deux équipes collaborent », explique M. Douin. Vite site d'usines, échange de plans, tout est mis à plat.

Les réunions se succèdent à Paris, Tokyo, Mexico, dans à peu près tous les sites des deux groupes à travers le monde. Chaque mois, un comité se réunit pour faire le point sur l'avancée des travaux. Les complémentarités entre les deux entreprises se précisent peu à peu, la stratégie industrielle devient évidente. Les modalités financières elles, n'interviendront que dans la dernière ligne droite, à partir du mois de décembre.

« On était partis sur une base de 20 %, mais, très vite, on s'est fixé sur une participation autour de 35 % ». Le précédent Ford-Mazda, seul exemple d'une participation financière significative d'un groupe occidental dans une entreprise japonaise, a été étudié à la loupe.

« Cela nous a servi de repère culturel et financier, mais on n'a pas copié le modèle en tant que tel », relativise un proche du dossier. Les comptes de Nissan sont ensuite épluchés. « La vraie question était de savoir si, en soulevant une tapis, on n'allait pas découvrir quelque chose de désagréable », raconte un financier. Mais, à partir de dé-

cembre, Renault n'est plus seul sur les rangs. DaimlerChrysler, qui étudiait les camions de Nissan, se dit maintenant intéressé également par la voiture : Jürgen Schrempp, le PDG de DaimlerChrysler, en meurt d'envie, malgré les réticences de son management. Renault, dont la notoriété est quasiment inexistante en Asie, part avec un handicap sérieux face à Mercedes, synonyme de puissance et de fiabilité et dont la force de frappe financière est sensiblement supérieure. Le contenu des négociations est lui aussi modifié : Nissan demande désormais à Renault de prendre en compte dans son offre sa filiale camions, Nissan Diesel.

LE TEMPS DES CHASSÉS-CROISÉS
Le doute s'installe. Le 1^{er} mars, Louis Schweitzer, qui rend compte de l'avancée des négociations à son conseil d'administration, évoque « à peine une chance sur deux ». Pessimisme excessif ou prouba bas pour s'éviter de fausses joies ? Quelques semaines plus tard, M. Schweitzer lâchera : « La seule crainte de l'opération était de rééditer un second Volvo (allusion à l'échec du rapprochement avec le suédois en février 1994). »

Les semaines suivantes sont difficiles. On assiste à d'extravagants chassés-croisés : les mêmes équipes de Nissan négocient à la fois avec Daimler et avec Renault ! Le 10 mars, alors qu'une réunion entre des représentants des deux constructeurs se déroule à Tokyo, à l'étage au-dessus, Jürgen

Schrempp est reçu par Yoshikazu Hanawa, président de Nissan. Le PDG allemand annonce qu'il rompt ses discussions pour se concentrer sur la fusion avec Chrysler.

A 10 000 kilomètres de là, au Salon de l'auto de Genève, Louis Schweitzer discute en petit comité sur le stand Renault, quand on vient lui apporter une dépêche annonçant la bonne nouvelle. Le président lit le petit bout de papier. « Il est resté très calme. Mais, pour ceux qui le connaissent bien, une expression pouvait se lire sur son visage. On savait qu'un verrou avait sauté », raconte Alain Dubois-Dumée, directeur de la communication de Renault.

Une fois le prétendant encombrant écarté, Renault a tous les atouts en main. Tout va se sceller dans l'après-midi du 13 mars. Pour des raisons de commodité, le rendez-vous est fixé à Roissy, à l'hôtel Sheraton. Une nouvelle fois, des indiscretions ont filtré du Japon. M. Hanawa est attendu par une meute de journalistes à sa descente d'avion. Sur les télévisions japonaises, on donne dans le roman-photos. Sur des images de l'hôtel, les commentateurs dissertent sur les dispositions des deux futurs mariés. A l'intérieur, on met la main aux derniers détails de l'opération. Aux côtés des deux présidents, leurs banquiers – américains – respectifs, Merrill Lynch pour Renault, Salomon Brothers pour Nissan, ainsi que deux des hommes-clés du rapprochement : Georges Douin et Yut-

ka Suzuki. C'est là que Louis Schweitzer remet une offre informelle de prise de participation.

Le 16 mars, le projet est présenté au conseil d'administration de Renault. Le sujet ne figure pas officiellement à l'ordre du jour, dont l'essentiel est constitué par l'approbation des résultats 1998. Mais M. Schweitzer a informé en tête à tête chacun des administrateurs.

« RISQUES ET SACRIFICE »
Le jour du conseil d'administration, Carlos Ghosn, directeur général adjoint de Renault et futur numéro deux de Nissan (lire ci-dessus), explique aux administrateurs la pertinence de l'opération, schémas et transparents à l'appui. « Vous avez bien mesuré les risques que vous prenez et le sacrifice que cela représente pour les gens que vous envoyez là-bas ? », lance un administrateur.

Après trois heures de réunion, le projet est approuvé. Un comité central d'entreprise a lieu dans la foulée. Dans un communiqué, Renault se dit prêt à prendre « 35 % environ » du japonais. Le conseil d'administration de Nissan donne son aval à son tour. Rendez-vous est pris pour le samedi 27 mars, date de la signature finale, à Tokyo. L'opération « Pacifique » prend fin ce jour-là comme elle a commencé : dans la discrétion la plus totale, loin des caméras, les deux présidents signent peu avant son annonce officielle l'accord historique.

Stéphane Lauer

مكتبة من الأصول

LVMH reste candidat au rachat de Gucci

Le groupe italien étudiait jeudi 8 avril les nouvelles propositions de Bernard Arnault

LA GUERRE que se livrent Pinault-Printemps-Redoute (PPR) et LVMH pour la conquête de Gucci se durcit. Le groupe LVMH persiste à vouloir faire l'acquisition du groupe de luxe italien, malgré la présence du groupe de François Pinault, appelé à la rescousse par la direction de Gucci. LVMH a clarifié mercredi 7 avril les conditions de son offre publique d'achat (OPA), qu'il dit « amicale », à Londres. Les délégations étaient menées par Pierre Godé, bras droit de Bernard Arnault, pour LVMH, et Adrian Bellamy pour Gucci, dont il est président du conseil de surveillance.

LVMH a cherché à rassurer les Italiens en présentant son projet industriel: synergies commerciales, indépendance du groupe, maintien du management. Selon un familier du dossier, le prix proposé par action serait de 91 dollars en cas d'annulation de la présence de PPR dans le capital et de 85 dollars dans l'autre cas. Une manière de montrer que l'offre est assez attractive pour que Gucci ne puisse pas refuser de l'étudier. L'action a terminé la séance, mercredi 7 avril, au cours de 78 dollars.

Le problème de LVMH est de faire sauter le verrou que représente PPR dans le capital du groupe italien. Avant de rentrer en négociation, Pierre Godé déclarait: « En l'état actuel des choses, le contrôle de Gucci a été transféré chez PPR. Nous espérons que la situation change pour que le jeu soit plus ouvert. » Lors de cette réunion, LVMH aurait demandé à Gucci de faire des propositions pour que son OPA ne soit pas bloquée par la présence déjà très forte de PPR.

Dans ce but, deux solutions auraient été proposées par LVMH à Gucci: tout d'abord, une augmentation de capital réservée à LVMH pourrait permettre à PPR et à LVMH de revenir à hauteur de 30 % chacun afin de démanteler l'OPA à égalité. Deuxième solution envisagée: une option qui accorderait à LVMH la possibilité d'acquiescer en priorité une partie du capital flottant de l'entreprise (environ 33 %) afin d'atteindre au moins 50,1 %. Ces propositions auraient été accueillies froidement par Gucci. « Les discussions ont été serrées », raconte un des participants. Le conseil de surveillance de Gucci se réunit depuis 8 heures à Londres, jeudi matin. Dans la journée, la réaction de Gucci face aux propositions de LVMH devait être connue.

Laure Belot et Pascal Galinier

Cap Gemini se renforce aux Etats-Unis en achetant Beechwood pour 1,2 milliard de francs

Le groupe français entend développer son nouveau métier de « gestion des clients »

Cap Gemini a annoncé, jeudi 8 avril, l'acquisition de Beechwood pour 200 millions de dollars (1,2 milliard de francs). Cette société est spécialisée dans le conseil et les services informatiques aux opérateurs de télécommunication. Le groupe français se donne ainsi les moyens de

développer outre-Atlantique son nouveau métier de « gestion des clients ». Un relais de croissance après le fameux passage à l'an 2000.

DEPUIS l'augmentation de capital de 3,7 milliards de francs réalisée en mars 1998, Cap Gemini, la première société de services informatiques française, cherchait à faire une acquisition aux Etats-Unis.

C'est désormais chose faite. Jeudi 8 avril, le groupe a annoncé avoir racheté Beechwood pour 200 millions de dollars (1,2 milliard de francs, 185 millions d'euros). Cette société est spécialisée dans le conseil et les services informatiques aux opérateurs de télécommunication, avec une clientèle de grands noms comme AT&T, Bell Atlantic ou GTE. En forte croissance et très rentable (une marge d'exploitation supérieure à 10 %, comparable à celle de Cap Gemini), Beechwood sera intégré dans la division télécommunication de Cap Gemini aux Etats-Unis (130 millions de dollars) et viendra renforcer la présence américaine du groupe français (4 000 employés et 623 millions de dollars de chiffre d'affaires).

DOUBLE INTÉRÊT

L'intérêt de cette acquisition est double, explique Paul Hermelin, membre du directoire de Cap Gemini. « Elle offre à Cap Gemini une expertise dans les logiciels de gestion des réseaux téléphoniques qui pourra être étendue en Europe. En retour, Cap Gemini pourra proposer aux grands clients de Beechwood

son offre de service dans la gestion de clientèle et la facturation. » Une nouvelle activité en très forte croissance, dont les opérateurs de télécommunication sont très friands.

En effet, depuis deux ans, les entreprises semblent redécouvrir une évidence. Leur croissance future repose sur leur capacité à attirer de nouveaux clients et à fidéliser les anciens. « Après une décennie passée à se restructurer ou à fusionner dans le but de réduire au maximum les coûts, les entreprises ont décidé de développer leur chiffre d'affaires en reconquérant des clients », explique Jean-Louis Prévail, analyste du Meta Group, en charge des services informatiques et des réseaux de télécom.

L'enjeu est important: une étude de la *Harvard Business Review* estime que les entreprises perdent naturellement près de 30 % de leurs clients tous les cinq ans. Et le simple fait de réduire le taux de défection permet d'augmenter très sensiblement le bénéfice net dans les années à venir. Par ailleurs, la dépense nécessaire pour recruter un nouveau client est nettement plus importante que celle engagée pour le retenir. Ainsi aux Etats-Unis, le coût de recrutement d'un abonné au téléphone mobile est estimé à 300 dollars (280 euros) alors qu'il suffit de dépenser 100 dollars pour

le fidéliser. De quoi faire réfléchir les directions générales des groupes.

Selon les enquêtes réalisées auprès des clients de Cap Gemini, la grande majorité des projets informatiques futurs donneront la priorité à la gestion du client. Ce nouveau concept, baptisé CRM (*customer relationships management*, gestion de la relation client) est en train de prendre son envol. Il répond aux besoins de connaître le client, de mieux le cibler pour lui offrir une offre adaptée, puis de gérer l'après-vente. Les entreprises de télécommunication, les banques, les compagnies d'assurance et toutes les sociétés de distribution qui gèrent une importante base de clientèle se sont déjà lancées dans l'aventure.

FORT POTENTIEL

Selon le cabinet d'études américain Forrester Research, le marché est évalué à 1,5 milliard de dollars (3 milliards en incluant les conseils et l'intégration) et devrait croître de 50 % à 60 % par an. Selon Denis Collart, responsable mondial de l'activité management client et marché chez PriceWaterhouseCoopers, le marché mondial de CRM devrait, à l'horizon 2002, atteindre 7 milliards de dollars et rattraper pratiquement celui des fameux ERP (*enterprise resource planning*) développés par les éditeurs de logiciels SAP, Oracle,

People Soft ou Baan. Des outils centrés uniquement sur la gestion de la production des entreprises.

Le marché du CRM n'a véritablement décollé qu'avec l'apparition d'outils informatiques capables de gérer la relation très complexe et difficile à standardiser entre l'entreprise et ses clients. Aujourd'hui, trois éditeurs américains de logiciels, Siebel, Vantive et Clarify, proposent des produits permettant aux équipes commerciales, marketing et d'après-vente de partager la même information sur les clients.

Les sociétés de conseils en stratégie et les sociétés de services informatiques (comme Cap Gemini) ont vite compris l'intérêt qu'elles pouvaient tirer de l'émergence de ce nouveau concept. Il leur permettra de trouver un puissant relais de croissance, une fois épuisés les projets informatiques portant sur le passage à l'an 2000 et sur l'intégration des progiciels ERP. Pour sa première année d'activité dans le conseil et l'intégration de projets CRM, PriceWaterhouseCoopers devrait réaliser 500 millions de dollars (3 milliards de francs) de chiffre d'affaires. Et Cap Gemini, qui a signé un accord de partenariat mondial avec Siebel, a vu son activité dans ce nouveau secteur atteindre, en un an, 1 milliard de francs de chiffre d'affaires.

Enguérand Renault

Nouvelle étape pour le Crédit foncier

APRÈS QUATRE ANNÉES D'ERREMENTS, le dossier du Crédit foncier de France (CFF) pourrait enfin trouver une issue. Une nouvelle procédure est en marche. Le ministère de l'économie avait interrompu le 8 septembre 1998 les discussions engagées avec le consortium américain GMAC-Bass, associé aux Caisses d'épargne et au Crédit commercial de France (CCF). Depuis, les choses ont changé: les Caisses d'épargne et leur nouveau président Charles Milhaud s'intéressent fermement au dossier, François Lemaçon a remplacé Jérôme Meysonnier à la tête du Foncier début février, la création d'un marché des obligations foncières a été rendue effective par la loi sur l'épargne et la sécurité financière et Bercy veut nettoyer un peu plus l'établissement pour le rendre encore plus attrayant.

Un conseil d'administration devait se tenir jeudi 8 avril et entériner une recapitalisation d'un peu plus de 1,8 milliard de francs (274 millions de francs), opération qui doit recevoir le feu vert de Bruxelles. Elle sera supportée par la Caisse des dépôts et consignations (CDC), actionnaire à 90,6 % du Foncier. La CDC a toujours refusé de porter la casquette d'actionnaire direct. Il n'empêche. Cette opération sera financée sur ses fonds d'épargne. Il reste néanmoins

plusieurs dossiers à régler. La vente de la filiale de caution du Foncier, Crédit Logement, doit être opérée. Or, il était jusqu'ici prévu que les banques détiennent chacune une participation de 17 %. Les opérations en cours BNP-Paribas-Société générale pourraient changer la donne. Il reste à établir la convention entre l'Etat et l'établissement sur le secteur aidé.

« Après cette première étape, le processus d'adossement sera lancé, avec l'élaboration d'un cahier des charges, qui devrait être bouclé fin avril », explique un proche du dossier. « Des marques d'intérêt d'une dizaine de candidats se sont manifestées pour le nouveau Foncier », poursuit-il. Le Crédit immobilier de France, la Caisse des dépôts du Québec, des banques hypothécaires allemandes ou hollandaises, entre autres, sont intéressées. La vente devrait en principe être finalisée fin juin.

L'intersyndicale a de son côté marqué sa préférence pour l'Eurex, qui serait aussi celle de Bercy. Certains syndicats émettent toutefois des doutes. La CFDT dénonce dans un communiqué du 1^{er} avril « le manque de transparence » des discussions.

P. Sa.

Eurex devance les marchés à terme de Chicago

APRÈS AVOIR RÉUSSI à reprendre au Liffe, son homologue britannique, l'essentiel de l'activité sur son produit phare, le contrat à terme Bund référencé sur les emprunts d'Etat allemand à dix ans, Eurex, le marché à terme électronique germano-helvétique, a aujourd'hui d'autres raisons d'être fier. En mars, il a enregistré pour la première fois de son histoire un volume d'activité de 33,8 millions de contrats échangés, dépassant ainsi son record de septembre 1998 (28,25 millions). Ces résultats lui ont permis de décrocher la première place en termes de volume parmi les marchés mondiaux. La victoire est double pour Eurex: il devance le marché à terme américain CBOT, qui a réalisé en mars un volume de 23,4 millions de contrats et, surtout, qui détenait la première place des marchés mondiaux grâce aux 28,8 millions de contrats échangés en septembre 1997. Le volume en mars du marché à terme français (produits actions et taux confondus) a atteint quant à lui 16,39 millions de contrats.

La BNP répond par sondage à la Société générale et à Paribas

TANDIS QUE DANIEL BOUTON, PDG de la Société générale, et André Lévy-Lang, président du directoire de Paribas, détaillent leur projet de fusion à deux - un projet ouvert à des partenariats européens - dans *Les Echos* et *Le Figaro* du jeudi 8 avril, la BNP continue de défendre son projet à trois avec un sondage, commandé à l'institut BVA et réalisé les 2 et 3 avril auprès de 968 hommes et femmes. Plus de 70 % des personnes interrogées pensent qu'il est utile que les banques françaises se rapprochent. 74 % estiment que les rapprochements bancaires sont une bonne chose pour la France. 28 % seulement que c'est une mauvaise chose pour les clients. 65 % ont entendu parler du projet de la BNP 53 % le perçoivent comme une bonne chose. Les députés, qui ont entendu mardi les présidents des trois banques, ne se sont pas prononcés en faveur de l'un ou l'autre projet. « Je garde mes interrogations sur le coût social » du projet BNP, a toutefois commenté Jean-Louis Bortolo (UDF, Nord).

Usinor ouvre des négociations sur l'emploi

LA DIRECTION d'Usinor a ouvert, mercredi 7 avril, une importante négociation sur l'emploi dont les 35 heures ne sont qu'un élément. En 1990, la direction et quatre syndicats avaient signé un accord innovant intitulé « Cap 2000. Son objectif était - après quinze ans de saignées dans les effectifs - la mise en place d'une nouvelle organisation basée non plus sur une logique de postes mais sur les compétences des ouvriers. Le groupe, qui emploie 40 000 salariés mais a annoncé récemment 3 000 suppressions d'emplois, veut amplifier la démarche.

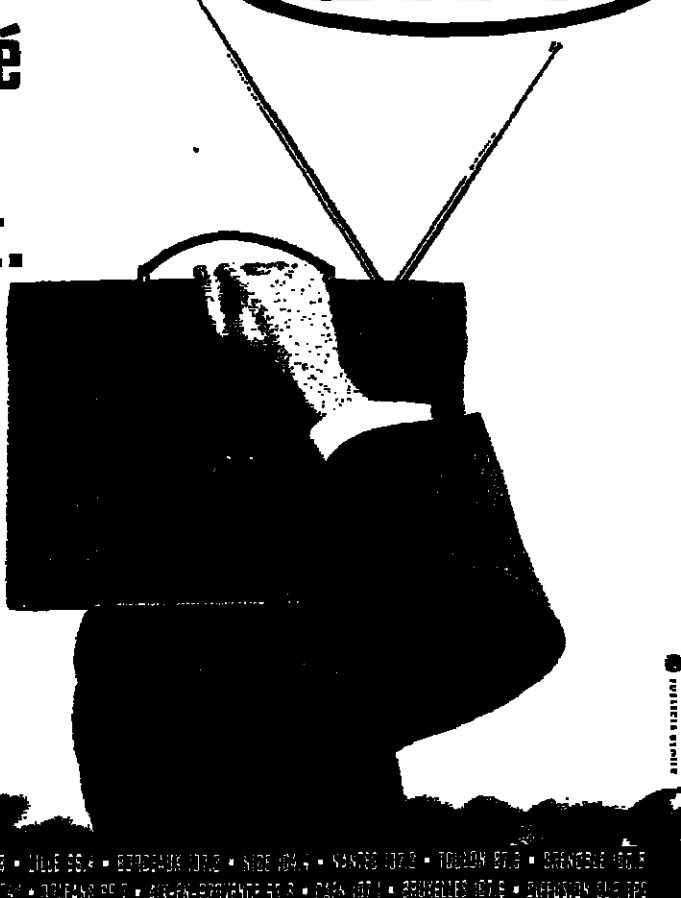
Jean-Claude Georges-François, directeur général adjoint, veut continuer à transformer les organisations en développant le temps partiel, qui concerne déjà 15 % des salariés, un taux rare dans l'industrie. Depuis 1995, les quinquagénaires sont fortement incités à réduire leur temps de travail. Les syndicats craignent que cette incitation se transforme en obligation. M. Georges-François veut privilégier les préretraites progressives. Cinq rencontres sont prévues. Elles porteront sur l'organisation du travail (le 20 avril), le temps de travail (6 mai), les systèmes et les structures de rémunérations que la direction veut harmoniser mais aussi individualiser (le 20 mai). Le 15 juin, la direction devrait remettre un texte aux syndicats et un accord pourrait intervenir le 26 juin.

Les syndicats ont insisté sur le malaise qui règne dans le groupe depuis l'annonce de la vente d'Usinor et des aciéries spéciales, ce qui représente 25 % de l'activité d'Usinor (*Le Monde* du 25 septembre 1998). Tous souhaitent que les 35 heures aient un effet sur l'emploi. Mais la direction fait remarquer qu'entre le temps partiel et les salariés en équipes, 30 % des salariés travaillent déjà moins de 35 heures. De plus, les négociations pourraient être perturbées par la présentation officielle des plans sociaux concernant 3 000 salariés, essentiellement des techniciens, employés et membres de l'encadrement.

Frédéric Lemaître

Toute l'actualité un ton plus haut.

BFM



PARIS 834 • LYON 834 • MARSEILLE 834 • NICE 834 • BORDEAUX 834 • NANTES 834 • TOULON 834 • STRASBOURG 834 • RENNES 834 • NANCY 834 • DIJON 834 • ANGERS 834 • CLERMONT 834 • CAEN 834 • BRUXELLES 834 • LUXEMBOURG 834

هكذا من الأصل

Les agences

Le conflit de

DES PI INCROYABLEMENT SUR VOS A INTERNATIO

• AUCUN ABONNEMENT
• AUCUN PAIEMENT ANTICIPE
• AUCUN FRAIS D'INSTALLATION
• AUCUNE CONSO MINIMUM
COMMENT TELEPHONER NIK One.Tel
01 53 53 75 18

orce aux Etats-Unis
our 1,2 milliard de francs
nouveau metier de « gestion des clients »

services informatiques
communication
pour les entreprises de
la région de la Méditerranée
et de la Provence

la région de la Méditerranée
et de la Provence

la région de la Méditerranée
et de la Provence

la région de la Méditerranée
et de la Provence

la région de la Méditerranée
et de la Provence

la région de la Méditerranée
et de la Provence

la région de la Méditerranée
et de la Provence

la région de la Méditerranée
et de la Provence

la région de la Méditerranée
et de la Provence

la région de la Méditerranée
et de la Provence

la région de la Méditerranée
et de la Provence

la région de la Méditerranée
et de la Provence

la région de la Méditerranée
et de la Provence

la région de la Méditerranée
et de la Provence

COMMUNICATION

Les agences photographiques françaises pourraient changer de mains

La filiale de Bill Gates, Corbis, chercherait à acquérir deux agences de presse photographiques françaises, Gamma et Sygma. De nombreuses discussions sont aussi en cours avec d'autres groupes anglo-saxons, dont Getty et Visual

DEUX SYMBOLES des agences photographiques françaises, Gamma et Sygma, vont-ils être rachetés par Corbis, la société américaine d'images d'illustration et d'actualité, détenue par Bill Gates, le très médiatique fondateur de Microsoft? Un accord similaire a failli être conclu, il y a quelques semaines, entre Sygma et le groupe britannique Getty, un des concurrents de Corbis sur le marché de l'image d'illustration. « Il existe des discussions avec les uns, les autres, comme les sociétés britanniques Getty ou Visual, ou encore le groupe américain Corbis. On nous prête aussi des rumeurs de fusion avec Gamma. Ce sont des conversations, il n'existe à l'heure actuelle aucun projet avancé », tempère Jean-Marc Smadja, PDG de Sygma.

Getty, implanté à Paris par le biais de l'agence Fotogramma-Stone, assure qu'aucune offre formelle n'a été faite en vue du rachat de Gamma ou Sygma. Corbis, dont la direction américaine n'a pas commenté ces rumeurs d'acquisition sur le marché hexagonal, a conclu fin 1997 un partenariat avec l'agence française Sipa pour diffuser son catalogue en France. La

filiale de Bill Gates souhaitait racheter Sipa mais Goksin Sipahoglu, son PDG, a refusé. Le fonds de pension américain Cassandra serait également intéressé par le marché français des agences photographiques.

Des changements capitalistiques semblent inévitables. Pour Jean-Marc Smadja, qui, en

mai 1998, a pris les rênes de Sygma après le départ, dans un climat de fortes tensions, du fondateur de l'agence, Hubert Henrotte, « des rapprochements entre les différentes agences dans le monde ou encore un adossement à des grands groupes deviendront inévitables ». A Gamma, la direction va dans le même sens : « Les discussions avec Sygma en vue d'un rapprochement sont anciennes. Une recapitalisation est également essentielle. Nous intéressons beaucoup de monde. »

Environ 160 agences

Il existe près de cent soixante agences photographiques dans l'Hexagone. Quarante-vingt ont un statut d'agence de presse photographique (elles réalisent plus de 50 % de leur chiffre d'affaires avec la presse) et quatre-vingt sont des « agences photographiques », qui travaillent pour les agences de publicité ou l'édition.

Le chiffre d'affaires global des agences de presse photographiques avoisine 800 millions de francs (122 millions d'euros), dont la moitié est réalisée par Gamma, Sygma et Sipa.

L'AFP, Reuters et AP ont également un service de téléphoto.

IMPORTANTS INVESTISSEMENTS

Les motifs de ces discussions sont d'abord liés aux investissements à opérer. Les sauts technologiques réalisés dans la photographie et notamment le passage au numérique - prise de vue, archivage, transmission d'images - coûtent cher. Sygma a investi en moyenne 3 à 4 millions de francs par an (450 000 à 600 000 euros) depuis cinq ans pour convertir la production photographique au tout-numérique et permettre la consultation, en ligne, de ses 750 000 images disponibles.

Or les agences généralistes que sont Gamma et Sygma, qui ont gagné leur réputation en produisant

des images d'actualité, secteur aujourd'hui beaucoup moins rentable, sont dans une situation financière fragile. D'autant que leurs charges sont lourdes. « Avec le cadre juridique et social qui leur est imposé, les agences photographiques françaises n'arrivent pas à vivre et à se développer pour faire face à la concurrence », résume Daniel Renou, président de la Fédération française des agences de presse (FFAP).

Si la direction de Sygma revendique « un résultat nul » (proche de zéro) pour un chiffre d'affaires de 180 millions de francs (27,44 millions d'euros) en 1997, il est probable que le départ de Hubert Henrotte et de sa femme, Monique Kouznetzoff, qui dirigeait le secteur lucratif de l'image de personnalités - cette dernière a créé une autre agence, H et K - ait affaibli la structure.

Gamma a pour sa part présenté

des exercices déficitaires de 1994 à 1997, mais se refuse à dévoiler sa situation actuelle, tout en ajoutant qu'elle est « en bonne voie de redressement ».

TOURNER LA PAGE

Ces négociations traduisent aussi un bouleversement du marché de la photographie imprimée, qui glisse de la production d'images d'actualité vers la diffusion d'images d'illustration (archives, photos mises en scène avec des mannequins, vues standardisées). C'est la raison pour laquelle nombre de photographes se disent inquiets de l'arrivée potentielle de groupes comme Corbis dont les impératifs financiers divergent des préoccupations d'une agence de presse, persuadés qu'ils ne pourront plus « couvrir » l'actualité comme aujourd'hui.

Enfin, l'entrée de groupes anglo-saxons dans le capital de Gamma et Sygma viendrait tourner la page, déjà écornée, d'une domination française sur le photo-journalisme mondial depuis le début des années 70.

Michel Guerrin et Nicole Vuisser

Corbis, une collection de 25 millions de clichés

Fondée en 1989, Corbis, la banque d'images de Bill Gates, est rapidement devenue l'un des pionniers de la photographie numérique, accessible sur Internet. Scindée en deux divisions, Corbis Images et Corbis Production, le groupe américain, co-dirigé par Steve Davis et Anthony Rojas, regroupe une collection de 25 millions d'images, dont 1,4 million sont commercialisées sur la Toile.

Le fonds recouvre une palette très vaste, depuis la photo historique jusqu'aux portraits de célébrités, l'illustration, le photo-journalisme ou la photographie artistique. Les images proviennent de plus d'un millier de sources différentes : de photographes professionnels, mais aussi de collections de musées, d'institutions culturelles, de collections privées ou publiques. On y trouve ainsi les photographies d'Ansel Adams ou encore les reproductions des œuvres de la National Gallery à Londres, du Musée de Philadelphie ou du Musée de l'Héritage à Saint-Petersbourg. Aux Etats-Unis, Corbis a signé un accord de partenariat de fourniture d'images avec Hachette Filipacchi New Media et le magazine Première (groupe Lagardère).

Le conflit entre les actionnaires de « Midi libre » se poursuit

L'AFFRONTEMENT entre l'actuel PDG de Midi libre, José Frèches, et son prédécesseur, Claude Bujon, débarrasé cet automne, continue à se développer à Montpellier, sur un double plan, juridique et capitalistique. Avec un peu plus de 1 % des actions, José Frèches peut continuer à présider Midi libre. D'une part, le tribunal de commerce de Montpellier a confirmé, mercredi 7 avril, que « l'éviction de l'ancien président du quotidien Midi libre, Claude Bujon, était régulière ».

D'autre part, il a accordé le même jour un délai de trente jours pour permettre à M. Frèches de régulariser sa situation dans le cadre d'une autre affaire. Une actionnaire du journal, Colette Walker, conteste les conditions dans lesquelles M. Frèches a acquis des actions de Pierre Fabre. Ces actions

lui ont permis de devenir administrateur de Gemini, la société de gestion de Midi libre, puis d'en être nommé président lors du conseil d'administration du 24 octobre 1998, au cours duquel Claude Bujon a été destitué.

Dans ces attendus, le tribunal a reconnu que la procédure d'agréement de la cession de ces actions, prévue dans les statuts du journal, n'avait pas été respectée à la lettre. Il admet que M. Frèches ne remplit pas les conditions qui lui permettent d'exercer sa présidence. Mais, considérant que « le prononcé de la nullité des opérations visées risque d'être préjudiciable à la société en la privant brutalement de ses organes de gestion », il sursoit à statuer et donne un délai de trente jours pour régulariser la situation.

Le 23 avril prochain, le conseil d'administration de Gemini, présidé par José Frèches, devrait re-

prendre la procédure d'agréement de la cession des actions de Pierre Fabre de zéro, dans l'attente d'un aval définitif du tribunal. Sauf nouveau rebondissement, puisque Colette Walker a estimé une autre procédure qui devait être examinée, dès jeudi 8 avril, par le même tribunal en référé, et qui demande la mise sous séquestre des actions de M. Frèches et la nomination d'un administrateur provisoire.

UNE OFFRE « IRRÉALISTE »

L'avenir du quotidien devrait se jouer lors de l'assemblée générale des actionnaires, le 26 juin, jour où l'on saura si José Frèches dispose d'une réelle majorité. Et sur ce front s'est ouvert une autre guerre. Marnet Diaz, ancien maire de Millau (qui fut propriétaire de 5 % de Midi libre avant de revendre ses actions à Hachette), et proche de la famille Bujon, a écrit aux actionnaires pour leur proposer de racheter 3 200 francs (487,84 euros) leurs actions de Midi libre.

De son côté, Claude Bujon compte ses appuis et a retrouvé la confiance. Il a adressé un courrier aux actionnaires pour appuyer l'offre de Manuel Diaz et critiquer « le très éphémère conseil d'administration ». « Cette offre, poursuit l'ancien PDG, et l'action que j'ai entreprise conduiront très vite à la nomination par vous-mêmes, lors d'une prochaine assemblée générale des actionnaires, d'un nouveau conseil d'administration qui rassemblera les hommes éminents de l'activité économique régionale, et qui aura les moyens financiers et la volonté de porter l'indépendance de Midi libre. »

José Frèches a aussitôt contre-attaqué en rétorquant qu'une telle offre « incongrue et irréaliste » ne recevrait jamais l'agréement du conseil d'administration. Ces derniers temps, l'ancien président de Midi libre multiplie les apparitions, y compris dans son propre journal, comme pour adresser un signe de stabilité à ses actionnaires. Il évoque sa majorité « entre 60 et 80 % ».

« J'ai fait le tour de tous les actionnaires, explique José Frèches, ils voient bien que le journal sort à l'heure, que son ton a changé. La diffusion et les recettes publicitaires sont en hausse. J'ai le soutien total de Pierre Fabre. Son avocat a plaidé avec le mien. Les trois grands actionnaires, Fabre, Hachette et Havas, me soutiennent. Ce n'est pas l'offensive de M. Diaz qui me fait peur. Je ne vois pas qui aurait intérêt à redonner le pouvoir à la famille Bujon et à prendre le risque d'un nouveau conflit social. »

Jacques Morin (à Montpellier) et Alain Salles

La chaîne américaine CNN consacre la moitié de ses programmes au conflit du Kosovo

DE BAGDAD à Belgrade, la chaîne américaine d'information en continu CNN veut garder une influence prépondérante pour « couvrir » les conflits mondiaux. Son rôle pendant la guerre du Golfe, en 1991, avait propulsé la chaîne de Ted Turner au premier rang de l'information planétaire. Son engagement avait été spectaculaire : trois quarts du temps d'antenne était consacré à l'évolution du conflit. L'événement avait été suivi sur le terrain par cent cinquante journalistes, techniciens et producteurs. Saddam Hussein, qui avait choisi CNN pour exhiber ses otages et s'adresser à toutes les nations occidentales, n'avait autorisé qu'un seul journaliste, Peter Arnett, de CNN, à rester à Bagdad. Pour un investissement de 20 millions de dollars (18,7 millions d'euros), CNN avait vendu ses images dans le monde entier.

L'hégémonie de la chaîne était telle que de nombreuses critiques s'étaient faites jour sur les limites de la couverture médiatique d'un conflit, l'équilibre sur-information/désinformation et la fascination du direct. « Regardez la guerre du Golfe "avec un œil critique", c'était se livrer à une étrange gymnastique. D'un côté, il fallait prendre connaissance du matériel informatif disponible. De l'autre, il fallait exercer sur lui une sorte de vigilance inquiète, une méfiance de principe, un "regard de biais". C'est difficile, c'est même à la limite impossible », résumait Serge Daney dans les Cahiers du cinéma en avril 1991.

Huit ans plus tard, la chaîne américaine entend à nouveau s'imposer comme un média incontournable dans le conflit du Kosovo. Les conditions pour les télévisions sont différentes, même si Slobodan Milosevic, en demandant une expulsion de nombreux jour-

nalistes occidentaux de Belgrade, a lui aussi voulu prendre le contrôle de la diffusion des images. De nombreux reportages sont diffusés depuis tous les pays limitrophes du Kosovo, où se massent les réfugiés, en Albanie, en Macédoine, au Monténégro, etc.

CNN a une nouvelle fois déployé d'importants moyens, en envoyant une équipe de soixante personnes, dont cinq ou six, comme le journaliste Brent Sadler, sont encore à Belgrade. CNN International consacre la moitié du temps d'antenne au conflit du Kosovo. Chaque jour, la chaîne retransmet les points de presse du département américain de la défense et ceux de l'OTAN. Dans la même journée peuvent être diffusés des entretiens avec un ex-conseiller de Milosevic, Mihailo Cernobrnja, la princesse exilée de Yougoslavie, Elizabeth Karnadjordjevic, ou l'ancien président soviétique, Mikhaïl Gorbatchev. CNN a aussi diffusé le 31 mars un entretien avec Arkan, pourtant accusé de crimes de guerre (Le Monde du 7 avril).

La grande nouveauté aujourd'hui devient, pour CNN, l'importance prise par Internet. Le Web est à lui seul un moyen d'information. CNN, qui propose sur Internet un guide très complet sur la situation en Yougoslavie (informations, cartes géographiques, arsenal des forces en présence, forums de discussion, etc.), n'avait pas prévu un tel succès. Lors de la première semaine du conflit, les sites CNN ont été visités, dans le monde, par plus de 154 millions d'internautes. Un record. Rien qu'en Yougoslavie, le trafic a augmenté de près de dix fois, plaçant ce pays comme le sixième utilisateur de cnn.com hors des Etats-Unis.

N. V.

DES PRIX INCROYABLEMENT BAS SUR VOS APPELS INTERNATIONAUX

Avec One.Tel, économisez sur tous vos appels : internationaux, nationaux et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Aucun abonnement, aucune installation, aucune consommation minimum, aucun paiement anticipé. Vous avez juste besoin de composer le 01 53 53 7000* devant le numéro de votre correspondant.

- AUCUN ABONNEMENT
- AUCUN PAIEMENT ANTICIPE
- AUCUN FRAIS D'INSTALLATION
- AUCUNE CONSOM MINIMUM

COMMENT TELEPHONER AVEC ONE.TEL ?

COMPOSEZ LE 01 53 53 7000* CODE PAYS MEMBRE D'APPEL

One.Tel® 100% Télécoms

RENSEIGNEZ-VOUS AU 01 53 53 75 18*

*Cet appel est payé par One.Tel. Les tarifs sont relatifs à la durée de votre appel. Les appels sont payés à l'usage et sont à destination payante.

GROUPE CAMIF

Société Anonyme coopérative à capital et personnel variables
Siège Social : Tréviens de Chauray - 79045 NIORT CEDEX 9

RCS NIORT : B 775 709 363

Les sociétaires de la société GROUPE CAMIF sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, au siège social, le 3 mai 1999 à 15 heures, à l'effet de statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire 1998,
- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1998,
- Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966,
- Approbation des comptes et conventions,
- Quitus aux Administrateurs et aux Commissaires aux Comptes,
- Affectation du résultat,
- Fixation des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration,
- Rotation de la nomination d'un administrateur,
- Questions diverses.

Les sociétaires peuvent assister à l'assemblée, sur simple justification de leur identité, dès lors que leurs titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte au jour de la date de la réunion.

Des procurations sont à la disposition des sociétaires soit à la délégation CAMIF-MAIF, soit au siège social de la coopérative.

Des formulaires de vote par correspondance ont été adressés par courrier individuel à tous les sociétaires, préalablement à la parution des présentes.

Toutefois, en cas de perte de ce document, les sociétaires qui désireraient voter par correspondance pourraient se procurer soit à la délégation CAMIF-MAIF, soit au siège social, le formulaire et ses annexes. La demande se fait par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elle doit parvenir à la société six jours au moins avant la date prévue de l'assemblée. Les votes par correspondance ne seront pris en compte que si les formulaires, dûment remplis, parviennent à la société trois jours au moins avant la réunion de l'assemblée.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

مكتبة من الأصول

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **SEAGRAM** : le groupe canadien a annoncé mercredi 7 avril qu'il allait céder certains actifs de Polygram Film Entertainment (PFE) et sa participation dans Octopus Films - qui a notamment produit *Breaking the waves* - au groupe audiovisuel USA Networks. Les actifs de PFE concernés sont des activités aux États-Unis, PolyGram Video, PFE Canada, Gramercy Pictures et la branche nord-américaine de PolyGram Films.

● **ELF** : les syndicats du groupe pétrolier sont « insatisfaits » des résultats de la rencontre entre les élus régionaux et le président d'Elf, Philippe Jaffré. Ils ont annoncé, mercredi 7 avril, de nouvelles actions contre un plan de suppression de 2 000 emplois, dont un millier dans le Béarn. Une grève à Pau et éventuellement à Lacq est prévue vendredi 16 avril, lors de la tenue à Paris du comité central d'entreprise.

● **AMD** : le fabricant américain de microprocesseurs, numéro deux derrière Intel, a annoncé, mercredi 7 avril, que son chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre serait inférieur aux prévisions, compte tenu de livraisons moins importantes que prévu de ses processeurs AMD-K6-2 et d'une « forte concurrence sur les prix » pour les microprocesseurs de moins de 400 mégahertz.

SERVICES

● **RATP** : la direction de l'entreprise publique vient d'adresser aux syndicats un ultime projet d'accord-cadre sur les 35 heures, qui outre les 500 emplois sur deux ans déjà prévus, chiffre à 350 le nombre d'emplois liés à une offre de transport supplémentaire.

● **IBERIA** : le transporteur aérien espagnol a décidé de déposer une plainte en justice contre la section syndicale des pilotes (SEPLA, majoritaire) afin d'obtenir des dommages et intérêts pour 4 milliards de pesetas (24 millions d'euros) à la suite de la récente grève.

● **AIR AFRIQUE** : le comité des ministres des onze États-membres de la compagnie multinationale devrait nommer un nouveau directeur général vendredi 23 avril. Le problème de la dette et la privatisation de la

compagnie devraient également figurer à l'ordre du jour de cette rencontre.

● **PHILIPPINE AIRLINES** : le groupe japonais de négoce Marubeni Corp., l'un des créanciers de Philippine Airlines (PAL), a approuvé le plan de relance de la compagnie aérienne philippine criblée de dettes. Parmi les conditions, figurent l'injection d'un apport frais de 200 millions de dollars et un soutien gouvernemental destiné à aider la compagnie à rembourser ses dettes.

● **PRESSE** : le *Financial Times* et le *Wall Street Journal* vont s'associer avec le groupe russe Independent Media pour lancer un quotidien économique en russe, ont annoncé mercredi 7 avril les trois partenaires. Ce journal, qui paraîtra à partir d'août, sera édité à Moscou et sa distribution sera initialement concentrée sur la capitale russe et sur Saint-Petersbourg. - (AFR)

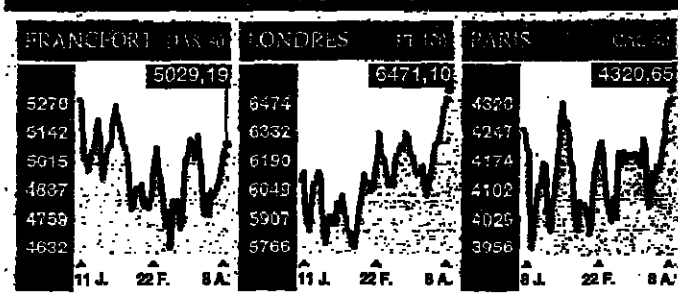
● **AUDIOVISUEL** : le groupe TF1 proposera un programme de rachat d'actions pouvant porter jusqu'à 10 % de son capital, lors de son assemblée générale du 7 mai, a indiqué mercredi 7 avril la Commission des opérations de Bourse. Ce programme vise la remise d'actions aux salariés, la régularisation du cours de Bourse et l'échange de titres en cas d'opérations de croissance externe.

FINANCE

● **CCF** : le banquier belge KBC détient 13,1 % du capital (11,9 % des droits de vote) de la banque, le néerlandais ING 8,9 % (10,4 % de droits de vote). KBC et ING se sont engagés, devant le Comité des établissements de crédit, à ne pas acheter d'autres actions CCF et à ne pas tenter d'en prendre le contrôle, a indiqué la banque à l'occasion de son assemblée générale.

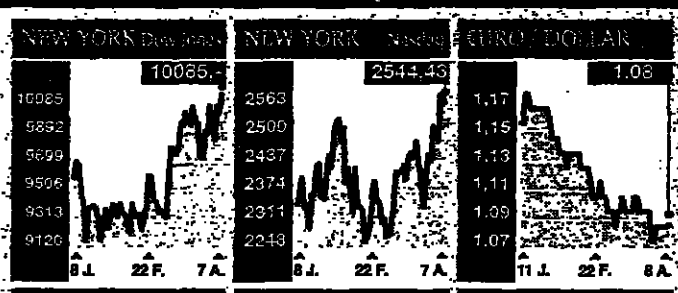
● **BOURSE** : les investisseurs américains et britanniques considéraient il y a six mois les grandes valeurs françaises du CAC 40 comme les plus attractives pour 1999 en Europe, selon une enquête réalisée par le cabinet britannique Dewe Rogerson. La France était talonnée dans cette enquête par la Grande-Bretagne (pour les Américains), par l'Italie et l'Espagne (pour les Britanniques et les Américains).

EUROPE



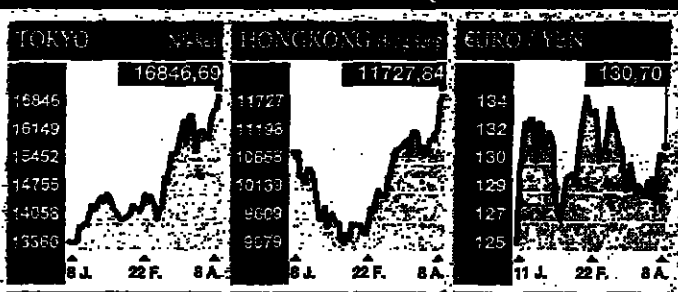
Indice	11 J.	22 F.	8 A.
EURO STOXX 50	4870	4974	5029,19
EURO STOXX 60	4870	4974	5029,19
EURO STOXX 300	4870	4974	5029,19
EURO STOXX 600	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 40	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 100	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 200	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 300	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 400	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 500	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 600	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 700	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 800	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 900	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 1000	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 1100	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 1200	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 1300	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 1400	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 1500	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 1600	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 1700	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 1800	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 1900	4870	4974	5029,19
PARIS CAC 2000	4870	4974	5029,19

AMÉRIQUES



Indice	11 J.	22 F.	7 A.
DOW JONES	9800	9900	10085,1
SP 500	9800	9900	10085,1
NASDAQ	9800	9900	10085,1
NYSE	9800	9900	10085,1
AMEX	9800	9900	10085,1
OTC	9800	9900	10085,1
NYSE ARCA	9800	9900	10085,1
NYSE MKT	9800	9900	10085,1
NYSE NASDAQ	9800	9900	10085,1
NYSE NYSE	9800	9900	10085,1
NYSE NYSE MKT	9800	9900	10085,1
NYSE NYSE NASDAQ	9800	9900	10085,1
NYSE NYSE NYSE	9800	9900	10085,1
NYSE NYSE NYSE MKT	9800	9900	10085,1
NYSE NYSE NYSE NASDAQ	9800	9900	10085,1
NYSE NYSE NYSE NYSE	9800	9900	10085,1
NYSE NYSE NYSE NYSE MKT	9800	9900	10085,1
NYSE NYSE NYSE NYSE NASDAQ	9800	9900	10085,1
NYSE NYSE NYSE NYSE NYSE	9800	9900	10085,1
NYSE NYSE NYSE NYSE NYSE MKT	9800	9900	10085,1
NYSE NYSE NYSE NYSE NYSE NASDAQ	9800	9900	10085,1
NYSE NYSE NYSE NYSE NYSE NYSE	9800	9900	10085,1

ASIE - PACIFIQUE



Indice	11 J.	22 F.	7 A.
NIKKEI 225	11500	11600	11727,84
HONGKONG	11500	11600	11727,84
SINGAPOUR	11500	11600	11727,84
TAIPEI	11500	11600	11727,84
SEOUL	11500	11600	11727,84
OSAKA	11500	11600	11727,84
TOYKO	11500	11600	11727,84
YOKOHAMA	11500	11600	11727,84
DAEWOO	11500	11600	11727,84
POSCO	11500	11600	11727,84
SK	11500	11600	11727,84
HYUNDAI	11500	11600	11727,84
DAEWOO	11500	11600	11727,84
POSCO	11500	11600	11727,84
SK	11500	11600	11727,84
HYUNDAI	11500	11600	11727,84
DAEWOO	11500	11600	11727,84
POSCO	11500	11600	11727,84
SK	11500	11600	11727,84
HYUNDAI	11500	11600	11727,84

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris est repassé dans le rouge, perdant 0,12 %, à 4 312,99 points, jeudi 8 avril en milieu de séance, malgré les espoirs d'une baisse des taux en Europe. Soutenu par les records de Wall Street, le CAC 40 avait terminé la veille sur son plus haut niveau de l'année 1999, à 4 318,04 points.

FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort perdait 0,30 % en milieu de journée jeudi 8 avril, à 5 161,01 points, après avoir ouvert en hausse de 0,49 %. La progression de Wall Street, ajoutée aux anticipations de baisse des taux en Europe, avait mercredi 7 avril permis au DAX de gagner 0,10 %.

LONDRES

MERCREDI 7 AVRIL, l'indice FTSE-100 de la Bourse de Londres a franchi de nouveaux sommets historiques en clôture, pour la deuxième journée consécutive, finissant en hausse de 0,90 %, à 6 473,2 points. Les actions britanniques ont été dopées par la bonne performance des marchés asiatiques et de Wall Street.

TOKYO

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a progressé jeudi 8 avril de 1,8 %, pour finir à 16 846,69 points. Le marché des actions japonaises a atteint son meilleur niveau depuis le 26 mars 1998, date à laquelle il s'était inscrit à 16 800,62 points.

NEW YORK

La Bourse de New York a enregistré une pluie de records mercredi 7 avril. L'indice Dow Jones a atteint un nouveau sommet historique à 10 085,30 points, en hausse de 1,22 % à la clôture, tout comme l'indice Standard and Poor's 500 qui progressait de 0,68 %, à 1 326,89 points. En revanche, l'indice du marché Nasdaq a perdu 0,73 %, à 2 544,37 points. Le marché a été tiré par la progression d'Alcoa, une des valeurs vedettes. Le premier fabricant mondial d'aluminium a enregistré un bénéfice par action meilleur que prévu. La place a également bénéficié du bond de Reylon et de Seagram.

TAUX

Les marchés obligataires européens étaient bien orientés, jeudi 8 avril au début des transactions. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor français émise à dix ans s'inscrivait à 4,03 % tandis que le Bund allemand émis sur la même échéance s'établissait à 3,89 %. Outre-Atlantique, le rendement de l'obligation du Trésor à trente ans avait glissé à 5,509 % contre 5,511 % mardi.

MONNAIE

L'euro perdait du terrain jeudi 8 avril face au dollar, dans les premières transactions, à 1,0793 dollar contre 1,0823 dollar mercredi soir. Face au yen, la devise européenne glissait à 130,38 yens contre 131,31 yens. Le billet vert reculait à 120,66 yens contre 121,33 yens mercredi soir.

ÉCONOMIE

La Banque mondiale pessimiste sur la croissance

L'IMPACT de la crise des pays émergents et de la chute des prix des matières premières s'avère plus profond que prévu sur les pays en développement, qui vont connaître globalement leur taux de croissance le plus bas depuis dix-sept ans, estime la Banque mondiale dans un rapport publié mercredi 7 avril. La croissance mondiale va ralentir en 1999 pour n'atteindre que 1,8 %, après un modeste 1,9 % en 1998. Pays en développement et en transition vont voir leur produit intérieur brut progresser de 1,5 % seulement globalement en 1999 contre 1,9 % en 1998 et 4,8 % l'année d'avant, soit le plus bas taux de croissance depuis 1982. Les pays du G7, surtout grâce aux États-Unis, restent à 1,7 % contre 1,8 % en 1998.

■ **THAÏLANDE** : le pays va recevoir un prêt de 500 millions de dollars (463 millions d'euros) dont 135 millions de dollars (125 millions d'euros) versés par le FMI, dans le cadre du soutien financier international de 17,2 milliards de dollars (15,9 milliards d'euros) débloqué à l'été 1997 lors de la crise asiatique, a indiqué mercredi la FMI. Avec cette nouvelle tranche, la Thaïlande aura reçu depuis août 1997 un total de 13,3 milliards de dollars (12,3 milliards d'euros).

■ **CORÉE DU SUD** : le FMI a approuvé mercredi une tranche de prêt de 245 millions de dollars (227 millions d'euros) dans le cadre d'un programme d'aide totale de 21 milliards de dollars (19,4 milliards d'euros) décidé lors de la crise asiatique. « Il y a des signes bienveillants d'un début de reprise », a déclaré Stanley Fischer, directeur général adjoint du FMI.

■ **CHINE** : le président américain Bill Clinton a vigoureusement plaidé mercredi pour une accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce. « Si la Chine accepte les responsabilités qui viennent avec une accession à l'OMC, cela donnera aux États-Unis une large accès aux marchés chinois tout en accélérant les réformes internes dans ce pays », a déclaré jeudi M. Clinton avant de recevoir à la Maison Blanche le premier ministre chinois, Zhu Rongji.

■ **JAPON** : les prix de gros ont progressé de 0,1 % en mars, par rapport à leur niveau du mois pré-

cédent, ce qui a permis de ramener leur contraction en glissement annuel à 3,4 %, selon la Banque du Japon. Ce redressement des prix de gros s'explique par la hausse du dollar, qui a grimpé à 119,80 yens en moyenne le mois écoulé, contre 116,69 yens en février. Ce facteur a entraîné une hausse de 0,8 % des prix à l'importation.

■ **ROYAUME-UNI** : la production industrielle a augmenté de 0,1 % en février, principalement en raison de la hausse de la production du secteur énergétique selon les chiffres publiés mercredi par l'Office des statistiques nationales. La composante manufacturière a en revanche accusé une baisse de 0,1 % en données corrigées des variations saisonnières, après un bref sursaut le mois précédent. Par rapport à février 1998, la production industrielle est en baisse de 0,1 % et la production manufacturière est en recul de 1,4 %.

■ **LA CONFÉRENCE** des patrons britanniques du secteur des services s'est nettement redressée selon la dernière enquête de l'Association des directeurs d'achat Chartered Institute of Purchasing and Supply, publiée mercredi. L'indice d'activité a atteint son plus haut niveau depuis juin 1998 à 53 points contre 49,5 en février, repassant ainsi la barre des 50 points qui détermine si un secteur est en expansion ou en récession.

■ **SUISSE** : la phase de consolidation de l'industrie va prendre plus de temps que prévu, prévoit la dernière enquête conjoncturelle de l'UBS, publiée mercredi. La croissance devrait s'élever à 0,8 % au premier trimestre 1999 et à 0,7 % au deuxième.

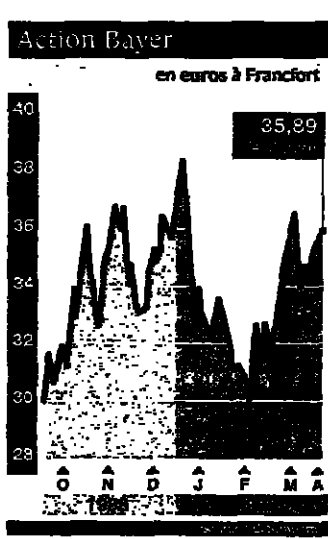
■ **IRLANDE** : le taux de chômage est descendu à 6,7 % de la population active en mars contre 6,8 % en février, selon les chiffres publiés mercredi par l'Office central des statistiques. Le nombre de demandeurs d'emploi a baissé de 6 377 à 201 234. Le taux de chômage était de 8 % en mars 1998.

■ **POLOGNE** : le déficit de la balance des paiements courants a reculé de 46 % en février par rapport à janvier à 460 millions de dollars (426 millions d'euros) contre 855 millions de dollars (792 millions d'euros), a annoncé mercredi la banque centrale de Pologne. Ces résultats font apparaître un redressement des exportations, mais laissent augurer un déficit élevé pour l'ensemble de l'année.

VALEUR DU JOUR

Bayer augmente ses investissements en France

LES RÉSULTATS 1998 du groupe allemand Bayer, premier chimiste et quatorzième laboratoire pharmaceutique mondial, présentés il y a trois semaines, ont été bien accueillis par la Bourse : mercredi 7 avril, le titre a clôturé à 35,89 euros à Francfort. Le même jour, Miguel Sieler, nouveau président de la filiale française, a présenté la stratégie pour l'Hexagone. Bayer France, quatrième filiale du groupe par sa taille, envisage une croissance de 6 % en 1999. Cet objectif, qualifié d'« ambitieux mais pas inaccessible » par M. Sieler, sera atteint principalement grâce à la santé, sous-représentée jusqu'à présent. Cette activité devrait progresser de 10 %, portée par l'intégration des activités de Chiron dans Bayer Diagnostics et par le développement de médicaments comme l'Actonefix (contre la fièvre et les douleurs) et le Stalitor (contre le cholestérol). La firme table aussi sur un décollage du marché français des génériques. Simultanément, les investissements vont augmenter de 25 % pour atteindre 500 millions de francs (76,2 millions d'euros). L'essentiel est consacré à l'augmentation des capacités de production de caoutchouc synthétique sur le site de Port-Jérôme (Seine-Maritime). Avec l'unité de Wanzau, près de Strasbourg (Bas-Rhin), la France assurera le quart de la production mondiale du groupe.



Bayer est préoccupé par la décision prise en février par le ministre de l'Agriculture de retirer provisoirement l'autorisation de mise sur le marché du Gauchio. Cet insecticide, le plus vendu au monde, est mis en cause par les apiculteurs. Après avoir rappelé que la France était le seul pays à avoir décidé une telle mesure, M. Sieler affirme « être déterminé à trouver l'origine du mal : l'eau, l'air, car le Gauchio à lui seul est inoffensif ». Un budget initial de 5 millions de francs a été alloué à cette recherche. L'interdiction, qui porte sur le traitement des tournesols où vont butiner les abeilles, provoquera un manque à gagner de 50 millions de francs, sur un chiffre d'affaires de 300 millions.

Dominique Gallais

50 من الأصول

VALEURS ÉTRANGÈRES

Indice	11 J.	22 F.	7 A.
NIKKEI 225	11500	11600	11727,84
HONGKONG	11500	11600	11727,84
SINGAPOUR	11500	11600	11727,84
TAIPEI	11500	11600	11727,84
SEOUL	11500	11600	11727,84
OSAKA	11500	11600	11727,84
TOYKO	11500	11600	11727,84
YOKOHAMA	11500	11600	11727,84
DAEWOO	11500	11600	11727,84
POSCO	11500	11600	11727,84
SK	11500	11600	11727,84
HYUNDAI	11500	11600	11727,84
DAEWOO	11500	11600	11727,84
POSCO	11500	11600	11727,84
SK	11500	11600	11727,84
HYUNDAI	11500	11600	11727,84
DAEWOO	11500	11600	11727,84
POSCO	11500	11600	11727,84
SK	11500	11600	11727,84
HYUNDAI	11500	11600	11727,84

La Banque mondiale pessimiste sur la croissance

La Banque mondiale a publié mardi 7 avril son rapport annuel sur l'économie mondiale. Le document souligne que la croissance mondiale a ralenti en 1998, mais qu'elle devrait reprendre en 1999. Cependant, la Banque mondiale reste pessimiste sur la croissance à long terme, car elle estime que les pays développés ne parviendront pas à réduire suffisamment les déficits publics et les dépenses militaires. Elle prédit également que les pays émergents continueront de croître rapidement, mais que cette croissance sera freinée par des problèmes de dette et de corruption.

Le rapport de la Banque mondiale pour 1998 met en évidence les défis auxquels sont confrontés les pays développés. Les déficits publics restent élevés, et les dépenses militaires continuent d'augmenter. Cela a entraîné une stagnation de la croissance économique. La Banque mondiale estime que si ces tendances persistent, la croissance mondiale sera faible pendant plusieurs années. Elle recommande aux gouvernements de réduire les dépenses et d'augmenter les investissements dans l'éducation et la recherche et développement.

En ce qui concerne les pays émergents, la Banque mondiale estime qu'ils continueront de croître rapidement, mais que cette croissance sera freinée par des problèmes de dette et de corruption. Elle recommande aux gouvernements de ces pays de mettre en œuvre des réformes structurelles pour améliorer l'efficacité de leur économie et de réduire la dette extérieure.

Le rapport de la Banque mondiale pour 1998 est un appel à l'action pour les gouvernements du monde entier. Il souligne que la coopération internationale est essentielle pour surmonter les défis économiques et sociaux du monde moderne. La Banque mondiale appelle à une action coordonnée pour réduire la pauvreté et promouvoir une croissance durable.

Le rapport de la Banque mondiale pour 1998 est un document important pour les décideurs politiques et les investisseurs. Il fournit une analyse approfondie de l'économie mondiale et des perspectives de croissance. Il est essentiel de lire ce rapport pour comprendre les tendances actuelles et les défis à venir.

Le rapport de la Banque mondiale pour 1998 est un document clé pour l'analyse économique. Il offre une vue d'ensemble de l'économie mondiale et des perspectives de croissance. Il est recommandé de consulter ce rapport régulièrement pour rester à jour sur les dernières tendances économiques.

Le rapport de la Banque mondiale pour 1998 est un document de référence pour les économistes et les analystes financiers. Il fournit des données précieuses sur l'économie mondiale et les perspectives de croissance. Il est important de tenir compte de ces données lors de la prise de décisions économiques.

VALEURS EUROPÉENNES

La plupart des valeurs du secteur bancaire en Europe se sont appréciées, mercredi 7 avril, bénéficiant des anticipations de baisse des taux d'intérêt avant la réunion de jeudi de la Banque centrale européenne. L'action Unicredit Italiano a pris 1,3 %, à 3,54 euros, tandis que le titre Commerzbank a progressé de 2,2 %, à 29,50 euros. L'action Superdiplo a gagné mercredi 2,85 %, à 23,80 euros. Les investisseurs spéculent sur une entrée probable du titre de la chaîne espagnole de supermarchés dans l'IBEX 35. Les autorités de marché se réunissent vendredi pour décider du remplaçant de l'action Ban-

co Central Hispano, qui fusionne avec Banco Santander. Le titre Olivetti a grimpé mercredi de 1,3 %, à 2,9 euros après que les actionnaires du groupe italien de télécommunications eurent donné leur accord à une augmentation de capital destinée à financer son OPA sur Telecom Italia. L'action Deutsche Bank a perdu mercredi 1,3 %, à 48,52 euros. La banque allemande, qui a prévu de réaliser à partir de vendredi une augmentation de capital pour financer l'acquisition de Bankers Trust, va émettre plus de 80 millions d'actions nouvelles. L'opération devrait lui rapporter environ 3 milliards d'euros.

Code	Cours	% Var.
08/04 12h36		
AUTOMOBILE		
AUTOSOL	SE 37,00	+1,87
BASF AG	DE 36,7	-0,57
BVM	DE 82,1	+1,83
CONTINENTAL	DE 29,2	+0,68
DaimlerChrysler	DE 84,2	+0,58
FAT	IT 3,1	-1,27
FIAT	IT 1,8	+0,55
LUCAS VARITY	GB 4,5	+0,22
MICHELIN	FR 4,3	+0,14
PEUGEOT	FR 14,2	-
PIRELLI	IT 2,44	-1,12
RENAULT	FR 29,78	+1,28
VALEO	FR 78,25	-0,72
VOLKSWAGEN	DE 81,4	+0,85
VOLVO	SE 24,97	+0,22
SE	SE 28,48	+0,57
DIESTON AUTO	300,35	+0,38

BANQUES		
ABN AMRO	GB 20,17	+1,12
ALFA CREDIT	IT 21,28	-
ALFA ROMEO	IT 21,28	-
ALFA ROMEO	IT 21,28	-
ALFA ROMEO	IT 21,28	-
ALFA ROMEO	IT 21,28	-
ALFA ROMEO	IT 21,28	-
ALFA ROMEO	IT 21,28	-
ALFA ROMEO	IT 21,28	-
ALFA ROMEO	IT 21,28	-
ALFA ROMEO	IT 21,28	-

TELECOMMUNICATIONS		
BRITISH TELECOM	GB 15,84	-1,55
CAIRTEL	SE 11,00	-0,90
DEUTSCHE TELEKOM	DE 40,00	-0,50
EUROCOM	FR 10,00	-0,50
EUROCOM	FR 10,00	-0,50
EUROCOM	FR 10,00	-0,50
EUROCOM	FR 10,00	-0,50
EUROCOM	FR 10,00	-0,50
EUROCOM	FR 10,00	-0,50
EUROCOM	FR 10,00	-0,50
EUROCOM	FR 10,00	-0,50

CONSTRUCTION		
ACCOR	SE 8,00	+0,20
ACCOR	SE 8,00	+0,20
ACCOR	SE 8,00	+0,20
ACCOR	SE 8,00	+0,20
ACCOR	SE 8,00	+0,20
ACCOR	SE 8,00	+0,20
ACCOR	SE 8,00	+0,20
ACCOR	SE 8,00	+0,20
ACCOR	SE 8,00	+0,20
ACCOR	SE 8,00	+0,20

PRODUITS DE BASE		
ALUMINUM	GB 80,00	-
ALUMINUM	GB 80,00	-
ALUMINUM	GB 80,00	-
ALUMINUM	GB 80,00	-
ALUMINUM	GB 80,00	-
ALUMINUM	GB 80,00	-
ALUMINUM	GB 80,00	-
ALUMINUM	GB 80,00	-
ALUMINUM	GB 80,00	-
ALUMINUM	GB 80,00	-

CHIMIE		
ACIA	SE 11,00	-0,47
ACIA	SE 11,00	-0,47
ACIA	SE 11,00	-0,47
ACIA	SE 11,00	-0,47
ACIA	SE 11,00	-0,47
ACIA	SE 11,00	-0,47
ACIA	SE 11,00	-0,47
ACIA	SE 11,00	-0,47
ACIA	SE 11,00	-0,47
ACIA	SE 11,00	-0,47

CONSUMMATION CYCLOPÉE		
ACCOR	SE 8,00	+0,20
ACCOR	SE 8,00	+0,20
ACCOR	SE 8,00	+0,20
ACCOR	SE 8,00	+0,20
ACCOR	SE 8,00	+0,20
ACCOR	SE 8,00	+0,20
ACCOR	SE 8,00	+0,20
ACCOR	SE 8,00	+0,20
ACCOR	SE 8,00	+0,20
ACCOR	SE 8,00	+0,20

ALIMENTATION ET BOISSON		
ALLIED DOMESTIC	GB 8,00	+0,21
ALLIED DOMESTIC	GB 8,00	+0,21
ALLIED DOMESTIC	GB 8,00	+0,21
ALLIED DOMESTIC	GB 8,00	+0,21
ALLIED DOMESTIC	GB 8,00	+0,21
ALLIED DOMESTIC	GB 8,00	+0,21
ALLIED DOMESTIC	GB 8,00	+0,21
ALLIED DOMESTIC	GB 8,00	+0,21
ALLIED DOMESTIC	GB 8,00	+0,21
ALLIED DOMESTIC	GB 8,00	+0,21

FINANCES ET MARCHÉS



EURO STOXX 50		
EURO STOXX 50	300,00	-
EURO STOXX 50	300,00	-
EURO STOXX 50	300,00	-
EURO STOXX 50	300,00	-
EURO STOXX 50	300,00	-
EURO STOXX 50	300,00	-
EURO STOXX 50	300,00	-
EURO STOXX 50	300,00	-
EURO STOXX 50	300,00	-
EURO STOXX 50	300,00	-

ASSURANCES		
ACF	FR 80,1	-0,90
ALLIANZ	DE 11,5	-1,71
ALLIANZ	DE 11,5	-1,71
ALLIANZ	DE 11,5	-1,71
ALLIANZ	DE 11,5	-1,71
ALLIANZ	DE 11,5	-1,71
ALLIANZ	DE 11,5	-1,71
ALLIANZ	DE 11,5	-1,71
ALLIANZ	DE 11,5	-1,71
ALLIANZ	DE 11,5	-1,71

BIENS D'EQUIPEMENT		
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36

ENERGIE		
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36

TELECOMMUNICATIONS		
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36

CONSTRUCTION		
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36

PRODUITS DE BASE		
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36

CHIMIE		
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36

CONSUMMATION CYCLOPÉE		
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999 / 29



EURO STOXX 50		
EURO STOXX 50	300,00	-
EURO STOXX 50	300,00	-
EURO STOXX 50	300,00	-
EURO STOXX 50	300,00	-
EURO STOXX 50	300,00	-
EURO STOXX 50	300,00	-
EURO STOXX 50	300,00	-
EURO STOXX 50	300,00	-
EURO STOXX 50	300,00	-

ASSURANCES		
ACF	FR 80,1	-0,90
ALLIANZ	DE 11,5	-1,71
ALLIANZ	DE 11,5	-1,71
ALLIANZ	DE 11,5	-1,71
ALLIANZ	DE 11,5	-1,71
ALLIANZ	DE 11,5	-1,71
ALLIANZ	DE 11,5	-1,71
ALLIANZ	DE 11,5	-1,71
ALLIANZ	DE 11,5	-1,71
ALLIANZ	DE 11,5	-1,71

BIENS D'EQUIPEMENT		
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36

ENERGIE		
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36

TELECOMMUNICATIONS		
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36

CONSTRUCTION		
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36

PRODUITS DE BASE		
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36

CHIMIE		
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36

CONSUMMATION CYCLOPÉE		
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36
ABB	SE 12,15	+2,36

EURO NOUVEAU

VALEURS FRANÇAISES

Les actions des distributeurs étaient toujours bien orientées jeudi 8 avril en début de séance. Carrefour s'appréciait de 0,20 % à 716,5 euros, Casino progressait de 1,50 % à 87,8 euros tandis que Promodès gagnait 0,48 % à 619 euros. L'activité des hypermarchés et des supermarchés en France a progressé de respectivement 7 % et 6,9 % en mars par rapport au même mois de 1998.

Cap Gemini affichait un gain de 0,12 % à 157,7 euros jeudi matin. La SSI a annoncé l'acquisition pour 185 millions d'euros de Beechwood, une des principales sociétés américaines des services informatiques aux opérateurs de télécommunications.

Eramet cédait 1,46 % à 33,6 euros jeudi à l'ouverture de la séance. Le groupe métallurgique a annoncé une chute de 28 % de son résultat net par rapport au groupe en 1998, à 43 millions d'euros. Le groupe a indiqué que, compte tenu du très bas prix du nickel au début de 1999 et de la situation relativement déprimée des marchés du manganèse, les résultats pourraient tomber dans le rouge au premier semestre.

L'Oréal bondissait de 2,69 % à 629 euros jeudi matin. Le géant mondial des cosmétiques a réalisé un chiffre d'affaires en hausse de 9,5 % (pro forma) au premier trimestre de son exercice 1999, à 2,6 milliards d'euros (17,1 milliards de francs).

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 8 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 23 avril

France	Précédent	Cours	Var.	Comp.
en euros	en euros	en euros	en %	(t)
B.N.P. (L.P.)	150	150	0,00	148,10
CELESTIS (L.P.)	142,10	142,10	0,00	142,10
RENAULT (L.P.)	404	404	0,00	404,00
SAINT-GOBAIN (L.P.)	180,04	180,04	0,00	180,04
THOMSON S.A.T.P.	180,04	180,04	0,00	180,04
ACCOR	216,80	216,80	0,00	216,80
ALCATEL	110,40	110,40	0,00	110,40
AIR FRANCE (L.P.)	182,20	182,20	0,00	182,20
ALCANTARA	141,10	141,10	0,00	141,10
ALSTOM	110,40	110,40	0,00	110,40
ALTRON TECHNO.	225	225	0,00	225,00
ATOS	120,80	120,80	0,00	120,80
AVIA	120,80	120,80	0,00	120,80
BAU INVESTIS.	127	127	0,00	127,00
BAZAR HOT. WILLE	96,80	96,80	0,00	96,80
BERTRAND PAINE	55,75	55,75	0,00	55,75

NOUVEAU

MARCHÉ

JEUDI 8 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Cours	Var.	Comp.
en euros	en euros	en euros	en %
ADP (L.P.)	21,25	142,90	0,00
AD SOFT	18,15	18,15	0,00
ALPHAMEDIA	28	163,59	0,00
ALPHA M&C	4,80	32,14	0,00
ALTIMA & C.	148	97,82	0,00
APPLIGEN ON	1,20	10,04	0,00
ASTRA	0,80	5,84	0,00
ATN	11,85	74,45	0,00
AVENIR TELCO	92,80	348,30	0,00
BEVERLY	10,00	482,40	0,00
BIDROME	10	124,03	0,00
BVP ET DT	41,80	274,19	0,00
CEGEF	4,01	30,24	0,00
CHEMUNEA	0,95	6,30	0,00
COIL	47	308,30	0,00
CRTO INTERAC	17,80	112,42	0,00
CYBER PRES	42	275,50	0,00
CYRANO	11,40	74,78	0,00
DESK	94,10	198,08	0,00
DESIS	2,75	21,04	0,00
DMS	8,15	53,48	0,00
DURAND ALLIZ	6,47	42,44	0,00
DURAN DUBOIS	82	682,40	0,00
EPFL	91,10	91,10	0,00
ESKER	20,07	138,90	0,00
EUFORS SCI.	46	295,10	0,00
EURO CARCO S	11,45	75,11	0,00
EUROSTAT	42,70	280,09	0,00
FLORIANE MED	10,40	68,22	0,00
FI SYSTEM	28	183,07	0,00
FLORIANE MED	8,50	55,75	0,00
GENEXIS	85	360,78	0,00
GENEXIS	12,40	81,73	0,00
GENEXIS	42,10	282,70	0,00
GROUPE D	19,80	127,81	0,00

SICAV

FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 7 avril

Émetteurs	Valeurs	Var.	Comp.
en euros	en euros	en euros	en %
AGPI	142,10	142,10	0,00
AGPI AMBITION (L.P.)	54,70	162,81	0,00
AGPI ACTIONS (L.P.)	24,35	188,58	0,00
3615 BNP	3615	3615	0,00
ANTIGONE TRÉSOR	1421,05	9328,27	0,00
NATIO COURT TERM	2973,50	14933,13	0,00
NATIO COURT TERM D	6190,00	49010,67	0,00
NATIO EPARGNE	348,00	2283,28	0,00
NATIO EP. CROISSANCE	672,84	4412,23	0,00
NATIO EP. PATRIMOINE	37,38	178,62	0,00
NATIO EPARG. RETRAITE	30,81	202,10	0,00
NATIO EURO VALEURS	1882,70	12153,51	0,00
NATIO EURO OBLIG.	213,94	1402,70	0,00
NATIO EURO OBLIG. D	174,57	1145,10	0,00
NATIO EURO OBLIG. D	194,64	1274,75	0,00
NATIO EURO PERSPECT	942,84	2247,57	0,00
NATIO IMMOBILIER	268,23	1880,78	0,00
NATIO INTER	181,08	1191,81	0,00
NATIO MONÉTAIRE C.	887,38	5588,93	0,00
NATIO MONÉTAIRE D.	708,58	5238,37	0,00
NATIO OBLIG. L.T.	35,44	232,47	0,00
NATIO OBLIG. M.T. D	144,24	348,12	0,00
NATIO OBLIG. M.T. D	157,82	982,79	0,00
NATIO OPPORTUNITÉS	32,80	211,61	0,00
NATIO PLACEMENT C.	1288,04	8254,02	0,00
NATIO PLACEMENT D.	1188,24	7545,72	0,00
NATIO REVENUS	178	1147,37	0,00
NATIO SECURITE	1788,87	11588,05	0,00
NATIO VALEURS	281,87	1848,58	0,00

BANQUE POPULAIRE
ASSET MANAGEMENT

MONEDYN 1487,82 97581,43 07/04

www.cdc-assetmanagement.com

CDC Asset Management

LIVRET B. INV. D. PEA 174,24 1142,94 07/04

NORD SUD DEVELOP. C. 424,15 2782,94 07/04

34,19	42,37	328,47	+ 1,17	45,50	GROUPE PARTOUCHE	84	28,55	429,58	+ 2,34	64,10	S.A.T.A	208	1381,27	- 0,79	199
81	83	544,44	- 0,58	82	GUILBERT	131	132	865,36	+ 0,76	124,30	SKIS ROSSIGNOL	11,38	74,96	- 0,79	11,85
76,50	73	478,95	- 4,57	76,50	GUYENNE GASCONE	405,80	2008,08	- 1,54	360	SOCIETE GENERALE	176,20	1169,60	- 4,25	168,30	
168,40	198	1088,28	- 0,24	168,40	HACHETTE FILIALE	218,70	1438,55	+ 0,15	208	SOCIETE LYONNAISE	124	124,00	+ 0,40	124	
349,10	319,10	2333,30	- 0,16	349,10	HART ADVERTISING	175,50	174,00	- 0,85	167,40	SOLICHO ALLIANCE	148	987,85	+ 2,70	138,70	
240	241,80	1588,78	+ 0,79	213,50	IMETAL	111,70	728,55	+ 1,25	102	SOCEPARC (FIN)	73,40	478,05	- 5,22	24,01	
27	27,08	177,50	+ 0,22	26,85	IMMOBILIAIRES DE FCE	18	18,05	104,03	- 0,31	15,30	SOMMER-ALBERT	24,89	248,88	- 0,28	36,70
5,78	5,78	5,78	- 0,00	5,78	INFORMANCES ENTER	54	54,10	428,47	+ 0,16	58	SOPHIA	65,90	362,58	- 0,84	59,50
281,30	270	1538,12	- 0,81	285	INOCO	21,60	139,00	- 0,97	21	SPIR COMMUNIC	70,45	520,08	+ 0,84	65,75	
157,50	158	1042,07	- 0,95	140	INTERAL	22,10	22,30	144,57	- 0,80	22,05	STRAFOR FOMCO	176	176,00	- 0,56	180,50
43,98	43,98	43,98	- 0,00	43,98	INTERTECHNIQUE	277,20	277,20	1835,37	+ 0,00	280,50	SUEZ LYONN. DES EAUX	176	176,00	- 0,56	180,50
718	718	478,77	+ 0,41	670	ISL	81,55	81,55	388,95	+ 0,00	81,55	SYNTHES	95,10	95,10	- 0,71	95,10
35,50	35,50	574,29	+ 1,21	81,10	ISL LEBRE	87,80	87,80	558,55	+ 0,00	87,80	SYNTHES	23,50	23,50	- 0,38	26,10
53,10	47,80	358,81	+ 3,01	51,50	KLEPISSE	85,90	85,90	570,35	+ 0,00	82,10	THOMSON-CSF	25,50	186,28	- 0,38	26,10
204,80	201	1318,47	- 1,85	179	LABINAL	187,80	187,80	1254,85	+ 1,80	187,10	UNIBAL	114,90	114,90	- 0,38	114,90
85	84	581	- 1,17	82,50	LAPARCE	187,80	187,80	1254,85	+ 1,80	187,10	UNIBAL	114,90	114,90	- 0,38	114,90
145	145	145,00	- 0,00	132	LACROIX	30,30	30,30	198,07	- 1,35	29,50	UNION ASSURFIDEL	110,10	110,10	- 0,91	67,80
6,84	6,84	44,61	- 0,58	6,72	LAFAYE	58,20	58,20	388,88	+ 0,16	58,80	USINOR	12,85	12,85	+ 0,92	10,85
47,80	47,80	215,19	+ 1,15	45	LEBON (CIE)	42,40	42,40	288,04	- 4,52	39,84	VALEO	70,00	70,00	- 2,50	26
49,52	49,52	327,08	+ 0,56	49	LEGRAND	227	227	1942,74	+ 1,11	182,18	VALORUREC	26,83	26,83	+ 0,58	28,20
28,55	28,55	258,78	+ 0,35	28,50	LEGRAND ADP	118	118	754,35	- 0,86	118,50	VA BANQUE	234,00	234,00	- 0,84	13,10
115	115,70	745,82	- 1,13	114	LEGROS INDUST.	39,80	39,80	258,10	- 1	38	VIVENDI	13,01	13,01	+ 1,74	110,30
78	78	811,65	- 0,51	77,80	LEONARD	122	122	880,27	+ 2,83	120,40	WORMS (EX-SOMER)	182,20	182,20	+ 1,25	183,10
43,98	43,98	215,19	+ 1,15	45	LORSA	43,98	43,98	215,19	+ 1,15	45	LYONN. DES EAUX	176	176,00	- 0,56	180,50
74,15	74,15	481,64	+ 1,07	73,50	LYONN. MOET HEN.	227,20	227,20	1486,88	+ 0,26	224					
62	62	583,85	- 0,73	62,70	MARINE WENDEL	161,60	161,60	1092,81	- 0,86	164					
28,55	28,55	158,31	- 0,29	28,50	METALFOP	42,40	42,40	288,04	- 4,52	39,84					
53,10	53,10	358,81	+ 3,01	51,50	METALFOP	42,40	42,40	288,04	- 4,52	39,84					
170	170	1128,25	+ 1,17	165	MONTUPET SA	30,80	30,80	202,08	+ 0,98	33					
2,12	2,12	14,10	+ 1,14	2,14	MOUTILLON	16,32	16,32	99,96	- 1,25	16,30					
278	278	278,00	- 0,00	278	MOUTILLON	16,32	16,32	99,96	- 1,25	16,30					
14,47	14,47	83,47	- 1,52	14,65	NEOPOST	14	14	83,47	- 1,52	14,70					
31,70	31,70	207,34	- 1,52	28,41	NORBERT DENTRES	25,95	25,95	168,57	+ 0,20	26,50					
28,55	28,55	258,78	+ 0,35	28,50	NORD-EST	26,60	26,60	175,52	- 1,24	26,80					
68,00	68,00	389,30	- 0,88	69	NORDON (NY)	73,80	73,80	488,00	- 0,88	74					
67	67	67,00	- 0,00	67	NRI	182,50	182,50	1180,72	- 1,58	184					
250,50	250,50	1511,08	- 2,23	250	OLYMP	100,50	100,50	658,50	- 1,58	100,80					
143,30	143,30	143,30	- 0,00	143,30	OLYMP	100,50	100,50	658,50	- 1,58	100,80					
37,38	37,38	248,26	+ 1,74	38,05	PATHE	231,20	231,20	1328,38	+ 0,77	235					
45,48	45,48	288,33	+ 0,04	41	PECHINEY ACT ORD	133	133	84,21	+ 2,68	130,31					
77,80	77,80	688,84	+ 1,80	67,60	PERNOD-ROCARD	57,20	57,20	47,05	- 0,70	58,00					
10,50	10,50	69,53	+ 0,05	10,50	PEUGEOT	143	143	938,07	+ 0,68	130					
127,20	127,20	839,82	+ 0,82	122	PIRELLA-GOODYEAR	154	154	1018,70	+ 0,84	140					
53,10	53,10	358,81	+ 3,01	51,50	PLASTIC OMNIV	73,80	73,80	488,00	- 0,88	74					
85,90	85,90	570,35	+ 0,00	82,10	PROMODES	618	618	3975,10	- 1,82	621					
67,80	67,80	400,78	- 1,05	66	PUBLICIS	618	618	3975,10	- 1,82	621					

AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999

SCIENCES Les apparences sont trompeuses. L'eau, substance banale s'il en est, présente à tout moment de notre vie quotidienne, stupéfie les scientifiques. ● LES

PHYSICIENS qui étudient ses propriétés vont de surprise en surprise et la considèrent désormais comme l'un des liquides les plus inexplicables, les plus complexes et les

plus bizarres qui soient. ● LES DÉCOUVERTES les plus récentes montrent que tout se passe comme si l'eau adoptait le comportement de deux liquides et de douze

solides différents, en fonction de la température et de la pression auxquelles elle est soumise. ● LES ASTRONOMES ont pu, grâce notamment au satellite européen ISO,

détecter sa présence un peu partout dans l'univers. Mais la Terre est la seule planète du système solaire à disposer d'eau liquide à sa surface.

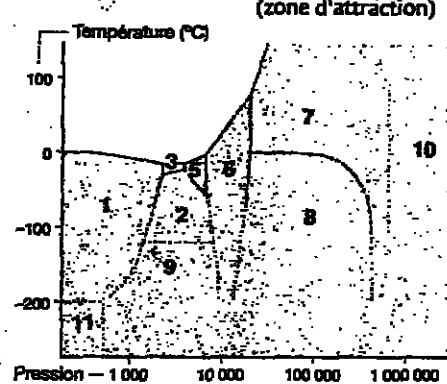
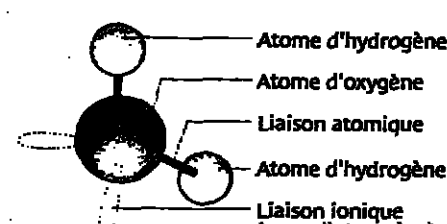
L'apparente banalité de l'eau cache de stupéfiantes propriétés

Les chercheurs qui étudient en détail la molécule d'H₂O vont de surprise en surprise. Selon la température et la pression auxquelles elle est soumise, cette substance familière adopte un comportement déroutant que les physiciens ont les plus grandes difficultés à expliquer

QUELLE CLAPOTE sur la grève, gargarise dans les canalisations ou tombe à verse du ciel, l'eau fait à ce point partie de notre vie que nous n'y prêtons plus attention. On pourrait imaginer que, si la science connaît une substance à fond, c'est bien elle. Pourtant, les derniers travaux de recherche montrent qu'au fur et à mesure qu'on affine l'étude, le mystère s'aggrave. L'eau est aujourd'hui considérée par les scientifiques, avec un sentiment qui confine à la terreur, comme l'un des liquides les plus inexplicables. Certains physiciens estiment, an-

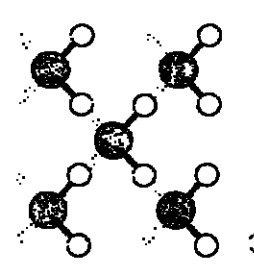
forme en glace. En effet, les cristaux de glace se forment en général sur des grains de poussière qui servent de « semences ». Maintes fois, on a vu des cristaux de glace se former à l'abri de la poussière, elle peut, en principe, être refroidie jusqu'à moins 38 degrés centigrades sans geler. En refroidissant, l'eau devient de plus en plus étrange. Les expériences réalisées par Angell laissent supposer que, si l'on parvenait à la maintenir sous forme liquide à -38°C, elle montrerait toutes sortes de propriétés invraisemblables. Dans cet état, l'eau devien-

► LA MOLECULE D'EAU (H₂O)



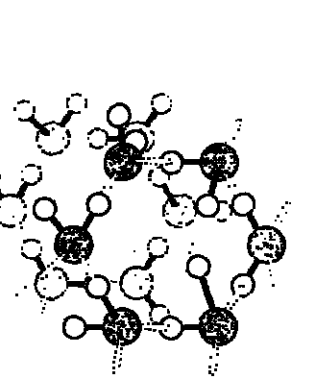
► STRUCTURE DE L'EAU (LIQUIDE)

Les molécules d'eau liquide sont unies entre elles par le biais des atomes d'hydrogène. Ceux-ci subissent l'attraction des molécules adjacentes.



► STRUCTURE DE LA GLACE

Les liaisons hydrogène des molécules d'eau imposent une structure rigide, comportant de grands espaces intermoléculaires, ce qui explique que la glace occupe plus d'espace que l'eau liquide et aussi qu'elle soit moins dense.



► LES DOUZE ETATS DE LA GLACE

Chaque état correspond à des conditions de température/pression bien déterminées. L'état n° 4 n'apparaît pas car il est instable. L'état n° 12, récemment découvert, n'est pas représenté.

proche des uns des autres - et une autre comportant plus d'espace vide - où les liens entre les molécules sont restés intacts, maintenant une certaine distance entre elles. A basse température (au-dessous de 4°C), la forme la moins dense pourrait dominer, tandis qu'à des températures supérieures, la plus dense l'emporterait. Mais l'aptitude des molécules d'eau à s'organiser en des schémas divers et nombreux est surtout évidente dans le gel. La glace appartient à toute une famille de solides dans laquelle les molécules d'eau sont liées selon des ordonnancements qui diffèrent entre eux. Si vous comprimez de la glace normale, elle transforme sa structure. La dernière en date de ces structures - la douzième de la famille - a été découverte en 1998 par des chercheurs de l'Université College de Londres et de l'Université de Karlsruhe en Allemagne. Certaines de ces glaces demeurent solides au-delà de 0°C, à condition d'être maintenues sous pression. L'une d'elles, la glace sept, le reste au-dessus de 100°C, mais il faut la comprimer à l'équivalent d'au moins 22 000 fois la pression atmosphérique !

Kurt Vonnegut, dans son roman *Le Bercail du chat*, évoque une « glace neuve », qui reste gelée à la température d'une journée d'été ensoleillée. Un écart tombé dans la mer entraîne la solidification de tous les océans pour l'éternité. La glace sept ne présente pas ce genre de menace : elle fond dès que la pression se relâche.

Philip Ball

Les océans souterrains d'Europe

La Lune, avec ses six milliards de tonnes de glace réparties sur ses deux pôles, n'est pas le seul satellite riche en eau dans le système solaire. Les astrophysiciens s'intéressent à Europe, une des seize lunes de Jupiter, soupçonnée de posséder un océan d'eau liquide sous une épaisse couche de glace. Sa surface montre une mosaïque de plaques blanches qui semblent flotter, séparées par des fractures. L'océan pourrait être maintenu à l'état liquide grâce à l'énergie déversée par les marées internes que génère la masse de Jupiter lui faisant subir. Estimant que ce monde « marin » est susceptible de réunir les conditions nécessaires à l'apparition de la vie, la NASA envisage d'y envoyer deux sondes d'ici à 2010. La première repèrerait les poches d'eau liquide les plus proches de la surface ; la seconde se poserait sur l'une de ces zones, ferait fondre la banquise sous elle et traiterait l'océan supposé.

aujourd'hui, que les propriétés de l'eau ne se comprennent que si l'on suppose l'existence de deux formes distinctes du liquide. Dans certaines circonstances, indiquent ces spécialistes, l'eau qui sort du robinet peut se séparer, comme une vinaigrette, en deux éléments. Ce point de vue est des plus controversés, mais il montre la difficulté qu'il y a à expliquer la nature étrange de l'humide H₂O. L'idée est née des observations faites dans les années 80 par Austen Angell (aujourd'hui à l'université d'Etat d'Arizona) et son équipe qui ont travaillé sur une eau « sous-refroidie », amenée à une température inférieure à zéro sans qu'elle se trans-

forme en glace. En effet, les cristaux de glace se forment en général sur des grains de poussière qui servent de « semences ». Maintes fois, on a vu des cristaux de glace se former à l'abri de la poussière, elle peut, en principe, être refroidie jusqu'à moins 38 degrés centigrades sans geler. En refroidissant, l'eau devient de plus en plus étrange. Les expériences réalisées par Angell laissent supposer que, si l'on parvenait à la maintenir sous forme liquide à -38°C, elle montrerait toutes sortes de propriétés invraisemblables. Dans cet état, l'eau devien-

drat un dissipateur thermique formidable : il serait impossible d'élever sa température en la chauffant. Elle serait également compressible à l'infini, de sorte que la pression la plus forte la réduirait à rien.

« DEUX EAUX »

En 1994, Eugene Stanley et son équipe de l'université de Boston aux Etats-Unis ont proposé une explication à ces observations troublantes. Ces propriétés insolites pourraient être, selon eux, le reflet d'un comportement plus étrange encore qui se produit lorsque le li-

d'en établir la preuve par le biais d'expériences directes, car l'eau véritable - non soumise par ordinaire - ne peut être refroidie à -78°C sans se transformer en glace. Pour étudier ces deux hypothèses, les physiciens empruntent donc des chemins détournés. Stanley et Osamu Mishima, de l'Institut national de la recherche sur les matériaux non

organiques de Tsukuba au Japon, ont décrit, l'an dernier, des expériences au cours desquelles ils ont comprimé de minuscules gouttelettes de glace et mesuré le changement de température que cela produisait. En « creusant ici et là » dans la glace, à la bonne température et à la bonne pression, ces scientifiques espéraient déceler un signe de cette division supposée.

Les résultats sont apparemment allés dans ce sens, mais pas de façon concluante. L'existence de deux formes d'eau liquide pourrait, pourtant, fournir un indice de la raison pour laquelle l'eau atteint sa densité la plus forte à 4°C et non pas au-dessous de zéro. Il pourrait s'agir d'un vestige de la compétition entre une forme dense de l'eau - dans laquelle les molécules se

Des molécules qui dansent le quadrille

L'EAU semble échapper aux lois qui gouvernent les autres liquides. A l'inverse de ces derniers, elle devient plus mobile quand on la comprime et elle perd de sa densité en gelant. L'une de ses particularités les plus étranges est d'atteindre sa densité maximale à 4°C au-dessus de zéro, alors que les autres substances liquides se densifient au fur et à mesure qu'elles gèlent. Ce phénomène pourrait être lié à la façon dont les molécules d'eau sont assemblées entre elles.

A l'échelle moléculaire, la plupart des liquides présentent l'aspect d'une foule désordonnée. Les molécules s'y bousculent dans une pagaille totale, répondant à une sorte d'attraction mutuelle généralisée. L'eau a un comportement plus digne. Les molécules s'y organisent comme si elles se tenaient par la main. Elles sont, en

l'occurrence, liées par une structure qu'on appelle le lien d'hydrogène. Chaque molécule d'H₂O offre deux de ces liens et peut en accueillir deux autres, se liant ainsi à quatre de ses semblables. L'eau possède ainsi, à l'état liquide, un degré d'organisation peu commun, tenant davantage du quadrille - certes, un peu désordonné - que de la cohue indisciplinée des autres liquides. L'une des conséquences de cette structure est le maintien « à bout de bras » des molécules : trop proches, elles ne pourraient pas établir de liens. Ainsi le liquide laisse-t-il beaucoup d'espace interstitiel. Dans la glace, les liens ordonnés du quadrille sont plus rigides. Les espaces vides sont plus grands encore qu'à l'état de fluide, où certaines molécules se permettent de dériver

l'une vers l'autre. Voilà pourquoi l'eau liquide est plus dense que la glace. Depuis le siècle dernier, les savants débattaient de la meilleure façon de définir la structure remarquable de l'eau. En 1892, déjà, Wilhelm Röntgen - le découvreur des rayons X - suggérait de considérer ce liquide comme un mélange de régions ordonnées semblables à la glace et de régions brouillonnées plus caractéristiques des fluides. Cette définition comme un mélange d'arrangements moléculaires différents a encore ses partisans aujourd'hui. Elle trouve un écho saisissant dans l'hypothèse de l'Américain Austen Angell selon laquelle il existerait deux formes d'eau à l'état liquide.

P. BL

La Terre, une exception dans le système solaire

SI L'UNIVERS ne pesait que 100 kilos, l'hydrogène, combiné d'un proton et d'un électron, occuperait près des trois quarts de cette masse. L'hélium, quasiment le dernier quart et l'oxygène seulement 1 kilo. Les mille grammes restants se répartiraient entre tous les autres éléments présents dans la nature. « Associant deux éléments abondants, l'eau se retrouve assez naturellement dans l'univers, explique Thérèse Encrenaz, directrice du département de recherche spatiale (Despa, CNRS-Observatoire de Paris). Le satellite européen ISO a d'ailleurs montré qu'elle est partout, tant dans notre système solaire qu'ailleurs, notamment dans les nuages de gaz interstellaires. »

Son abondance est cependant toute relative : dans l'hypothèse de notre univers-gigant, H₂O ne pèserait que... 0,1 gramme. Bien que cette molécule simple soit stable, les liens entre ses composants ne peuvent résister à des températures excédant quelques milliers de degrés, pas plus qu'ils ne résistent aux ultra-violettes. Par chance, les grosses bulles de poussières et de gaz dans lesquelles naissent les étoiles - et, accessoirement, les planètes qui les accompagnent parfois - offrent un filtre protecteur permettant la « survie » de la molécule.

Revenons un peu plus de

4,5 milliards d'années en arrière, dans un de ces nuages gigantesques qui se met à tourner, s'écroule en un disque et se concentre pour donner naissance à une étoile, le Soleil. Autour de lui, attirés par cette énorme masse, gaz et poussières s'agglomèrent. Neuf planètes voient le jour. Négligent Pluton la mal connue. Jupiter, Saturne, Uranus et Neptune, les quatre géantes dites gazeuses contiennent beaucoup de glace dans leur noyau et de l'eau - gazeuse et liquide - dans leur atmosphère. En revanche, les quatre planètes les plus proches du Soleil sont, à l'origine, quasiment dépourvues d'eau. Mais cela ne l'empêchera pas d'y faire rapidement son apparition.

Le premier demi-milliard d'années des planètes telluriques (Mercure, Vénus, Terre et Mars) est des plus tumultueuses. « Une intense activité interne a lieu, raconte Thérèse Encrenaz. On pense que le « sol » bouillonne en permanence. » Ces énormes marmottes sphériques, au cœur desquelles se concentrent les éléments les plus lourds comme le fer et le nickel, connaissent un dégazage monstrueux et des réactions chimiques impliquant hydrogène et composés contenant de l'oxygène. Sous forme de vapeur, H₂O apparaît. Par ailleurs, les météorites et autres boules de glace

appelées comètes qui, à l'époque, ne cessent de bombarder les jeunes planètes, approvisionnent ces dernières en eau.

C'est à partir de ce moment que le scénario commun s'arrête et que chaque planète écrit sa propre chronique. Tout d'abord Mercure, la plus proche de notre étoile. Avec une température dépassant les 400°C, la vapeur d'eau monte dans les hautes couches de l'atmosphère où les UV solaires la dissocient en oxygène et en hydrogène. Celui-ci, très léger, s'échappe dans le milieu interplanétaire. Seules quelques glaces nichées dans des cratères non exposés au Soleil, près des pôles, peuvent qu'il y eut, un jour, de l'eau sur la petite planète.

A quelque 108 millions de kilomètres du Soleil - contre 150 millions de kilomètres pour la Terre - évolue Vénus, une planète à peine plus petite que la nôtre. Pourtant, cette sœur quasiment jumelle est un véritable enfer aride. Aujourd'hui, la température y atteint les 460°C alors qu'il y a une époque, elle avoisinait 30°C. Que s'est-il donc passé pour que Vénus et la Terre, deux corps quasiment semblables, évoluent de manière si différente ? Quand notre planète, après sa phase de dégazage, a commencé à se refroidir, la vapeur d'eau contenue dans son atmo-

sphère s'est condensée. Si jamais déluge il y a eu, il date de cette époque. Des trombes d'eau mêlée d'acide sulfurique se sont déversées sur la Terre. Le calcium contenu dans les roches de la croûte primitive s'est dissous dans ce bain acide et a réagi avec le gaz carbonique atmosphérique, piégeant ce dernier sous forme de calcaire qui

Des trombes d'eau mêlée d'acide sulfurique se sont déversées sur la Terre

allait s'accumuler au fond des océans en formation. L'atmosphère a été ainsi purifiée de son CO₂.

En raison de sa plus grande proximité du Soleil, Vénus n'a pas eu cette chance. La température y étant légèrement supérieure à celle de la Terre, la réaction en cascade n'a pu avoir lieu. Au contraire. Le CO₂, a gagné la bataille, créant un puissant effet de serre. La température a commencé à grimper, provoquant le dégazage des substances volatiles contenues dans les roches de surface et, du même coup, augmentant l'opacité de la

planète. En cercle vicieux, l'effet de serre s'est nourri de lui-même et la température n'a cessé de monter. Comme sur Mercure, la photodissociation finit par faire son œuvre et détruisit les molécules d'eau. Ce scénario catastrophe met en lumière la bonne fortune de notre planète, assez proche du Soleil pour disposer d'eau liquide à sa surface mais suffisamment éloignée pour échapper au sort de Vénus.

Mars, en revanche, a bien connu les flots. Comme l'ont montré les sondes Viking dans les années 70 et comme le confirment aujourd'hui les images de Mars Global Surveyor, elle garde à sa surface de nombreuses preuves d'un passé humide : lits de rivière asséchés, méandres, vallées, « lacs » en forme de larme façonnées par l'eau qui, un temps, a coulé sur la planète rouge.

« Il y a 3,8 milliards d'années, Mars était hospitalière et présentait des conditions analogues à celles de la Terre à l'époque », résume François Forget, chargé de recherches au Laboratoire de météorologie dynamique (LMD). Mais, pour une raison que l'on ignore actuellement, la planète rouge a rapidement perdu son atmosphère, s'est refroidie et, avec une pression atmosphérique de 6 millibars, n'a pu garder son eau sous forme

liquide. Certains chercheurs imaginent qu'en raison de sa masse presque dix fois inférieure à celle de la Terre, Mars n'avait pas une gravité suffisante pour retenir sa couverture atmosphérique. D'autres estiment que l'atmosphère a peut-être réagi avec le sol. Résoudre cette énigme sera l'un des enjeux des futures missions martiennes.

En attendant, « un énorme glacier d'eau de la taille de la France occupe le pôle Nord de Mars sur plusieurs kilomètres d'épaisseur, explique François Forget. Le pôle Sud présente une calotte de 300 kilomètres de diamètre recouverte en permanence de glace de CO₂, mais on pense que dessous se trouve de la glace d'eau. » Par ailleurs, les scientifiques supposent qu'une partie de l'eau martienne s'est infiltrée dans le sol où elle est stockée, à faible profondeur, sous forme de glace. Partie le 3 janvier, la sonde américaine Mars Polar Lander va tenter de découvrir ce pergélisol. Réponse à la fin de l'année.

Pierre Barthélémy

* Page réalisée par les rédactions du Monde, d'El País et de la revue scientifique internationale Nature. Traduit de l'anglais par Sylvette Gleiza.

هكذا من الأصل

Le jardin saisi par la mode rétro

Scorsonère, euphorbe, rose trémière, poire cuisse-madame... Les végétaux oubliés ou en voie de disparition connaissent une nouvelle vie. Une façon de lutter contre la standardisation des espèces

LA MODE, pour ces dernières plantations du siècle, est au rétro sophistiqué. Au jardin, on plante de la sauge noire à odeur de cassis, des patissons, du scorsonère (proche du salsifis), ou des espèces à consonance aussi charmante que le jambon de jardinier (dont la racine cuite évoque le goût du lard), la julienne des dames, le pavot bleu de l'Himalaya, la mêche-citronnelle.

Dans les prochaines semaines, cette nouvelle esthétique va voir fleurir bourses d'échange et expositions-ventes où les amateurs éclairés s'en donneront à cœur joie. Ils y dénicheront graines d'euphorbe ou de maïs à grain bleu. Les croqueurs de pommes, les vrais, trouveront de quoi planter sur leur sol un buisson d'Arenberg, un Soldat laboureur ou un Winter banana.



Les pétales qui la font ressembler à un chou ou une pivoine tout en résistant à l'oidium et en conservant un beau feuillage. Mais surtout, il faut qu'elle ait un parfum.

La maison Delbard, fondée en 1935, a pris l'initiative de consulter un « nez » auprès de parfumeries

fascination pour la culture jardinière anglaise. La présence de quelques pépiniéristes britanniques parmi les membres du jury chargé d'attribuer les prix est toujours du meilleur effet.

La soudaine vocation de conservateur qui étreint les collectionneurs de plantes anciennes se veut militante autant qu'esthétique. Planter et diffuser des végétaux oubliés est une façon de reconstituer la palette végétale rétrécie comme peau de chagrin par le développement de l'agriculture productiviste. Cette renaissance est largement redevable au mouvement associatif qui, à l'image de la Confrérie des croqueurs de pommes, a su préserver ce qui pouvait l'être.

Dans *Le Jardin, notre double* (éditions Autrement, mars 1999), Françoise Dubost, directeur de recherche au CNRS, considère que « la sauvegarde des espèces en voie de disparition et des variétés locales, de la poire cuisse-madame ou de la garance voyageuse, est une croisade contre l'érosion génétique ». Un pied de nez « à des dizaines d'années d'une impitoyable sélection imposée par la loi du marché ».

CHARME ET PRATICITÉ

« Cette quête du jardin de grand-mère est aussi et surtout une façon de trouver sa madeline de Proust. Les consommateurs d'âge mûr retrouvent leur enfance, leurs racines », ajoute Muriel de Cures, organisatrice de la Fête des plantes vivaces de Saint-Jean-de-Beauregard (Essonne) qui se tiendra du 9 au 11 avril. « Avec le temps, observe-t-elle, les nouveaux jardiniers des années 90 ont accumulé des savoirs et certains sont devenus des connaisseurs. Autrefois, à Saint-Jean-de-Beauregard, on s'échangeait la valériane, qui pousse sur le bord des routes. Maintenant, on troque des plantes rarissimes, introuvables il y a seulement cinq ans. »

Le rendez-vous des collectionneurs

La Fête des plantes vivaces, grand rendez-vous des collectionneurs de plantes rares, se tiendra du vendredi 9 au dimanche 11 avril au château de Saint-Jean-de-Beauregard (Essonne), près des Ulis, à trente kilomètres au sud de Paris. Cette exposition-vente regroupera cent quarante pépiniéristes français et étrangers, sous l'égide de la Société nationale d'horticulture de France (SNHF), qui proposent plantes vivaces, alpines, bulbeuses, aquatiques, grimpantes ainsi que roses et arbustes.

La manifestation, qui sera suivie du 6 au 8 novembre par la Fête des fruits et légumes, permet aussi de découvrir le magnifique potager du château, d'une superficie de deux hectares, subdivisé en seize carrés, comme au Moyen Âge.

* Fête des plantes vivaces de Saint-Jean-de-Beauregard : du 9 au 11 avril (de 10 heures à 18 heures). Entrée : 55 F (gratuit jusqu'à 10 ans).

Hier encore partagée par les seuls experts en botanique et d'opiniâtres associations de défense du rutabaga et du radis noir, la passion des végétaux anciens s'étend à des rangs entiers de simples jardiniers. Les catalogues spécialisés se multiplient et les grands distributeurs, qui ont eu la bonne idée de conserver à peu près toutes les espèces, s'en sont fait une spécialité.

Chez Delbard et chez Truffaut, les roses anciennes sont sorties de l'oubli et représentent près du tiers des ventes. Sans doute, ce besoin de renouvellement exprimé par les consommateurs qui plébiscitent tout ce qui peut ressembler à un brin de verdure – selon Promojardin, les ventes ont dépassé 31 milliards de francs (4,83 milliards d'euros) en 1997, au rayon jardinage – mais commencent à se lasser des plantes trop courantes. Le mélange des genres, très « tendance » par les temps qui courent (parfumer des fleurs dans le potager est du dernier chic) et l'assouplissement des règles de l'art, contribuent à entretenir la curiosité des amateurs.

La rose idéale n'est plus celle, au garde-à-vous au bout d'une tige raide, que l'on trouve chez le fleuriste. « Les fleurs anciennes ont du succès car les critères d'appréciation ont évolué », note Christian Ledoux, directeur de la vente par correspondance chez Delbard. Elle doit avoir belle allure, avec une multitude de

de Grasse pour cerner les subtiles fragrances de ses roses qui ont aussi été répertoriées. Avis aux amateurs. S'exhalent dorénavant des senteurs de citronnelle, de poire, de cidre, de cannelle ou de fitchi. La sensibilité qui fait le succès des multiples festivals des plantes et autres fêtes des vivaces traduit aussi une

LE JOLI JARDIN en pente situé derrière la maison en pierre que possède Victor Renaud à Presles, dans le Val-d'Oise, est grand, sans plus. Mais entre les premières pousses qui sortent de terre, les plants qui s'éveillent de leur léthargie dans la tiédeur des petites serres ou sous les cloches en verre parsemées à même la terre, l'endroit regroupe quelque quinze cents espèces sur 1 000 mètres carrés.

Victor Renaud, soixante-quatre ans, ancien ouvrier tourneur, est devenu depuis une dizaine d'années l'un des collectionneurs de légumes anciens parmi les plus réputés. Auteur de plusieurs ouvrages, chroniqueur dans la presse spécialisée, cet expert dont l'avis fait autorité ne manque aucune manifestation d'envergure, qu'il s'agisse de célébrer les cucurbitacées ou les plantes condimentaires.

Tous les deux ans en septembre, il ouvre son jardin au public, comme le font les Lords-jardiniers anglais. Sauf que Victor préfère les courges, les tomates et le thym aux roses anciennes et aux camélias. En septembre 1998, deux mille visiteurs ont défilé en quelques heures entre les planches de cerfeuil et de

sauge, jouant des coudes pour découvrir quatre cents espèces de tomates différentes. Celle de La Paz, dont l'arbuste donne des fruits orange, oblongs, ou des espèces vertes, blanches ou bigarrées, « toutes comestibles », précise le maître des lieux. Régulièrement, les classes des écoles primaires viennent s'initier à ces plantes oubliées.

« PATRIMOINE VÉGÉTAL »

Victor Renaud, qui échange des graines avec des correspondants installés aux quatre coins du monde, veille sur une sorte d'Arche de Noé horticoles. Les courges, quoique fort envahissantes, sont présentes en une soixantaine d'espèces et, pour le reste, l'éventail des variétés est encore plus impressionnant. Quelques plants suffisent : fenouil doux ou bronzé, ail rocambole, herbe à bison, macédon (au goût plus fort que le céleri), sauge tricolore, bourrache, moutarde de Chine à fleur de chou, ciboule de Saint-Jacques que les pèlerins vers Compostelle emportaient dans une musette pour éviter le scorbout, et pommes de terre au nom évocateur : saucisse-rouge, bleue-de-la-Manche, négresse.



La Comtesse de Ségur : une rose dont les pétales la font ressembler à une pivoine.

La mode rétro n'empêche pas les pépiniéristes d'innover. Ils poursuivent leurs travaux d'hybridation à partir de souches anciennes afin de lancer sur le marché des produits

diversifiés, remontants (capables de fleurir plusieurs fois dans la saison), réclamant un entretien minimal (certains ne nécessitent même pas d'être taillés) et plus solides face aux maladies que leurs ancêtres. Le charme de l'ancien et la praticité du moderne.

Au-delà de l'attrance pour les végétaux d'autrefois, les vivaces en particulier, se dessine une appétence générale pour tous les végétaux rares, qu'ils soient issus du terroir, exotiques ou, simplement, nouveaux et originaux. Les généticiens, qui l'ont compris, multiplient les espèces disponibles pour élargir le stock disponible et jonglent avec les études de marché.

« Autrefois, la sélection des espèces de fleurs dépendait surtout de critères de productivité mais désormais, les chercheurs font comme dans le prêt-à-porter ; ils s'efforcent de proposer des produits qui permettront de suivre la mode ou de la créer », assure Marc Gueguen, responsable du marketing chez Truffaut. Ainsi, après la vogue du blanc puis des teintes pastel, la tendance côté fleurs de cette fin de siècle est aux couleurs vives, voire criardes.

J.-M. N.

Jean-Michel Normand

Les légumes extraordinaires de Victor Renaud

Acheter c'est bien, planter c'est mieux

QUAND elles repartent de la jardinerie ou d'une fête des plantes, les voitures ressemblent à un dessin de Dubout : des fenêtres ouvertes, du coffre attaché par une ficelle dépassent arbres et arbustes ; les barquettes de vivaces laissent juste assez de place aux enfants pour qu'ils s'entassent sur la banquette arrière rabattue. Les plus grands sont même parfois mis à contribution pour tenir solidement les pots.

Observant la scène, le jardinier émérite est navré mais se marre en douce. Il oublie qu'il a commis la même erreur, il y a quelques années de cela, et qu'il lui arrive encore de ne pas savoir juguler sa boulimie de plantes. Maudit libre-service. Tout le problème vient de là. Comment résister à ces rangées de pots, à ces tablettes recouvertes de plantes multicolores, à ces arbustes au feuillage opulent, à ces raretés exotiques... Autrefois si difficiles à trouver, elles sont aujourd'hui en vente jusque dans les hypermarchés dont les jardinerie ont su copier les techniques de vente et l'agencement des rayonnages : les produits chers au niveau des yeux, les pots de confiture biologique, le pain d'épices

sur le chemin des caisses enregistrees de façon que les enfants affamés – toujours affamés – demandent à leurs parents d'en acheter.

Le jardinier émérite, après avoir bien rigolé, est pris de pitié. Il lui arrive même de s'approcher de clients et de leur souffler à l'oreille un « si j'étais vous, je n'achèterais pas cette barquette de tomates maintenant, il va encore geler », ou un « elles sont belles vos azalées, jolie couleur, et ces rhododendrons, mais vous n'avez pas dit qu'il vous manquait juste quelques mètres cubes de terre de bruyère pour les planter tous ? »

MANQUE D'INFORMATIONS

Généralement soucieux de réussir leurs plantations, les chalandes vous bombardent alors de questions et s'en vont remettre à leur place ce qu'ils venaient juste de poser sur leur grand chariot, non sans avoir pesté contre le manque d'informations portées sur les fiches accompagnant chaque plante. Non sans vous avoir demandé auparavant ce qu'ils pouvaient planter à la place, effrayés à l'idée de devoir planter chaque rhododendron dans un trou de

1 mètre sur 1 mètre et de 60 centimètres de profondeur après en avoir extrait la terre d'origine pour la remplacer par 600 F de terre de bruyère (de 300 F à 400 F de terre par arbuste) et étonnés d'apprendre qu'un rhododendron atteint généralement 2 à 3 mètres de hauteur et autant d'envergure en l'espace de sept à dix ans.

Et l'on ne sait rien de ceux qui repartent avec cinq ou six arbres de plein vent déjà bien formés. On devine quand même qu'ils passeront leur week-end entier à creuser les grands trous nécessaires à leur plantation et qu'ils se coucheront fourbus. Avant de se lancer dans une campagne de plantations, il faut bien réfléchir et bien planifier son travail. Planter un arbre fruitier occupe l'après-midi entière de deux personnes. Planter un massif de vivaces, entre le moment où l'on décide de son emplacement et celui où l'on range ses outils équivalant à trois heures de travail par mètre carré de plantation.

Un jardinier ne peut donc guère planter plus d'un arbre, deux ou trois arbustes et quelques vivaces par week-end.

Alain Lompech

Pour (mieux) connaître
Le Monde et la presse

la mallette pédagogique du Monde

- Une cassette vidéo
- Cinquante fiches pratiques
- Des idées de travail en classe

Passez votre commande (170 FF, port compris) :
Le Monde - La Boutique
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05
Fax : 01-42-17-21-68

Le Monde
À LA TÉLÉVISION
ET À LA RADIO

Le Monde des idées

LCL

Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10

Le dimanche à 12 h 10 et à 14 h 10

Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mardi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mercredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le jeudi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le vendredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le samedi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le dimanche à 9 h 10 et à 14 h 10

Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mardi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mercredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le jeudi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le vendredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le samedi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le dimanche à 9 h 10 et à 14 h 10

Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mardi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mercredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le jeudi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le vendredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le samedi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le dimanche à 9 h 10 et à 14 h 10

Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mardi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mercredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le jeudi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le vendredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le samedi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le dimanche à 9 h 10 et à 14 h 10

Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mardi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mercredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le jeudi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le vendredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le samedi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le dimanche à 9 h 10 et à 14 h 10

Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mardi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mercredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le jeudi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le vendredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le samedi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le dimanche à 9 h 10 et à 14 h 10

Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mardi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mercredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le jeudi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le vendredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le samedi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le dimanche à 9 h 10 et à 14 h 10

Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mardi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mercredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le jeudi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le vendredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le samedi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le dimanche à 9 h 10 et à 14 h 10

Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mardi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mercredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le jeudi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le vendredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le samedi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le dimanche à 9 h 10 et à 14 h 10

Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mardi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mercredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le jeudi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le vendredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le samedi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le dimanche à 9 h 10 et à 14 h 10

Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mardi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mercredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le jeudi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le vendredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le samedi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le dimanche à 9 h 10 et à 14 h 10

Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mardi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mercredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le jeudi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le vendredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le samedi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le dimanche à 9 h 10 et à 14 h 10

Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mardi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mercredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le jeudi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le vendredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le samedi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le dimanche à 9 h 10 et à 14 h 10

Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mardi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mercredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le jeudi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le vendredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le samedi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le dimanche à 9 h 10 et à 14 h 10

Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mardi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mercredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le jeudi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le vendredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le samedi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le dimanche à 9 h 10 et à 14 h 10

Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mardi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mercredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le jeudi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le vendredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le samedi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le dimanche à 9 h 10 et à 14 h 10

Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mardi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mercredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le jeudi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le vendredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le samedi à 9 h 10 et à 14 h 10

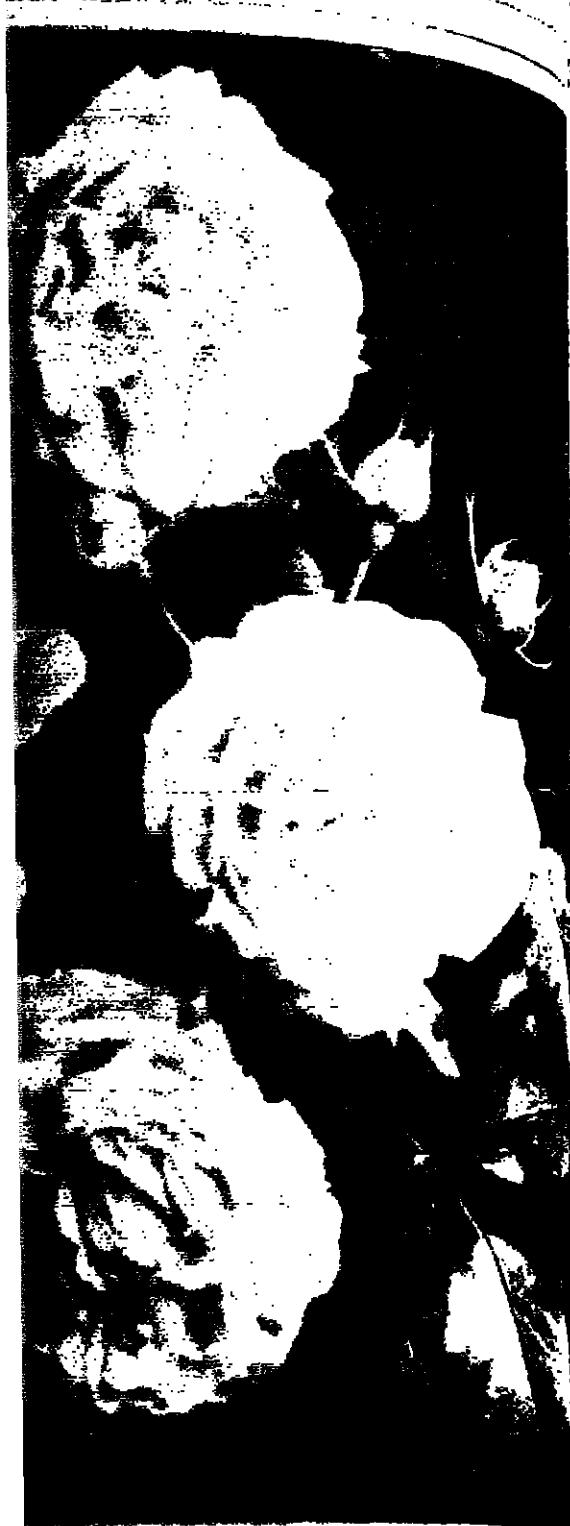
Le dimanche à 9 h 10 et à 14 h 10

Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mardi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le mercredi à 9 h 10 et à 14 h 10

Le jeudi à 9 h 10 et à 14 h 10



La Juventus et Manchester se partagent le score et les amateurs

En imposant sa manière chacun son tour, ces deux géants du football européen ont démontré, lors de leur demi-finale aller de la Ligue des champions, la viabilité de leurs principes tactiques avant de se séparer sur le score de 1-1

Manchester United et la Juventus Turin ont fait match nul (1-1), mercredi 7 avril, lors de leur demi-finale aller de la Ligue des champions, à l'issue d'une rencontre contrastée qui a vu les protagonistes imposer leur style

à tour de rôle. La première mi-temps est revenue aux Italiens qui ont ouvert le score par Antonio Conte (25'). La seconde mi-temps a vu les Anglais malmenés le dispositif tactique transalpin pour revenir à la marque grâce à

Ryan Giggs, auteur d'un but pendant les arriérés de jeu (52'). L'autre demi-finale opposait, en Ukraine, le Dynamo Kiev au Bayern Munich. Si Andreï Chevtchenko, auteur de deux buts, et ses coéquipiers ont nettement

dominé, les Allemands ont attendu les dernières minutes de jeu pour profiter du trop-plein de confiance de leurs adversaires et arracher un étonnant match nul (3-3). Les matches retour se joueront le 21 avril.

MANCHESTER
de notre envoyé spécial
Quatre-vingt-dix minutes de jeu suffisent parfois à comprendre comment un même sport, en l'occurrence le football, peut être si différent, et si beau à la fois, en deux endroits de la planète. Chaque année depuis maintenant trois saisons, Manchester United et la Juventus Turin ont pris l'habitude de confronter leur façon de voir les choses, dans le cadre de la Ligue des champions. Mercredi 7 avril au stade Old Trafford de Manchester, les deux géants ont été fidèles au rendez-vous. Ils ont transformé cette demi-finale aller en cours magistral. Chacun a eu sa

pour l'édition suivante. Pensez-ils à cela, les joueurs de l'entraîneur Carlo Ancelotti, nommé à la place de Marcello Lippi en cours de saison, en pénétrant sur la pelouse du « Theatre of Dreams », surnom donné à Old Trafford ? Si le *catenaccio* (le cadenas) et le *contropiede* (la contre-attaque) sont les deux manières du football italien, la Juventus de Turin est souvent présentée comme le dépositaire officiel de cette manière de fabriquer. Emmenés par un Zinedine Zidane qui disputait son premier match depuis trois semaines en raison d'une blessure au genou droit, les Noirs et Blanc ont « joué une première mi-temps comme il avait été prévu de le

L'Olympiakos (1-1), profite d'une erreur de marquage pour ouvrir le score. Les quatre ou cinq très nettes occasions qui s'en suivront donneront plus tard des regrets. « Un deuxième but aurait fermé le match », commentera Didier Deschamps au sortir de sa 66^e rencontre de Coupe d'Europe, nouveau record français, série en cours. Mais les mi-temps sont faites pour reposer les organismes et mettre les idées au clair. Après les quinze minutes réparatrices, un autre match commence. Pour Manchester United aussi, une victoire en Ligue des champions relève de l'obligation. Jamais l'équipe du Lancashire, qui s'est brillamment sortie d'une poule qualificative ardue avant de battre l'Inter Milan en quart de finale, n'a semblé dans d'aussi bonnes dispositions. Le public l'a compris et lui pardonnerait difficilement un échec, surtout en ces heures de relations douloureuses entre le club et ses supporters.

tion, mercredi, l'international gallois permet à Manchester de conserver un espoir de qualification. Les « Reds » ont réalisé une deuxième mi-temps comme seul le football britannique est capable d'en produire. On croyait pourtant Manchester United totalement immunisé contre cette bonne vieille pratique du « je balance devant, au petit bonheur la chance », plus connue sous l'appellation de *kick and rush* (frapper et se précipiter). L'entraîneur écossais Alex Ferguson professe depuis si longtemps le jeu « continental » et l'art de la passe courte que rien, pensait-on, ne l'en aurait écarté. Eh bien non ! Les longs ballons envoyés par les défenseurs directement à leurs attaquants, mercredi en fin de match, ont fini par avoir raison du dispositif italien. Deux minutes après le but de Ryan Giggs, l'arbitre espagnol, Manuel Diaz Vega, mettait un terme à la partie de football la plus contrastée que l'on ait vue depuis longtemps. En attendant le match retour.

L'incroyable retour du Bayern Munich
Il a failli sombrer, mais s'est maintenu à flot et se présente comme un vainqueur possible : mercredi 7 avril, à Kiev (Ukraine), le Bayern Munich a obtenu face au Dynamo un match nul (3-3) qui, pour être heureux, n'en reste pas moins une performance de choix. D'abord Andreï Chevtchenko et ses coéquipiers ont nettement dominé, menant 3-1 à 12 minutes de la fin de la rencontre grâce au jeune attaquant prodige (16', 42'), du coup meilleur buteur de l'épreuve avec 8 réalisations, et à Vitaly Kossowski (50') qui avait répondu à un coup-franc supersonique de Michael Tarnat (45'). Mais les Allemands ont profité de l'excès de confiance des Ukrainiens qui n'ont pas su fermer le jeu. Un nouveau coup-franc, signé Stefan Effenberg (78'), puis un ultime raid de Carsten Jancker (90') permirent aux hommes d'Ottmar Hitzfeld de signer une étonnante performance.

La proposition de rachat de Manchester United par la chaîne

Les plus riches
D'autres ont rappelé qu'au prix où sont déjà les places il serait temps que « le club le plus riche du monde » - 87,9 millions de livres de budget annuel (853 millions de francs, 130 millions d'euros) - retrouve son lustre. Son unique victoire en Coupe d'Europe des clubs champions remonte à 1968. En 1968, Ryan Giggs, comme la plupart de ses coéquipiers, n'était pas né. En marquant le but de l'égalisa-

tion, mercredi, l'international gallois permet à Manchester de conserver un espoir de qualification. Les « Reds » ont réalisé une deuxième mi-temps comme seul le football britannique est capable d'en produire. On croyait pourtant Manchester United totalement immunisé contre cette bonne vieille pratique du « je balance devant, au petit bonheur la chance », plus connue sous l'appellation de *kick and rush* (frapper et se précipiter). L'entraîneur écossais Alex Ferguson professe depuis si longtemps le jeu « continental » et l'art de la passe courte que rien, pensait-on, ne l'en aurait écarté. Eh bien non ! Les longs ballons envoyés par les défenseurs directement à leurs attaquants, mercredi en fin de match, ont fini par avoir raison du dispositif italien. Deux minutes après le but de Ryan Giggs, l'arbitre espagnol, Manuel Diaz Vega, mettait un terme à la partie de football la plus contrastée que l'on ait vue depuis longtemps. En attendant le match retour.

mi-temps pour démontrer la supériorité de sa manière.
Hors course dans le championnat italien, dont ils occupent actuellement une septième place à non européenne, les joueurs de Juventus ont fait de la Ligue des champions leur objectif principal. Après une finale gagnée (en 1996 contre Ajax Amsterdam) et deux perdues (en 1997 contre le Borussia Dortmund, en 1998 contre le Real Madrid), le club piémontais n'a pas d'autre choix que de gagner la trophée 1999 s'il veut être qualifié

faire », dira simplement l'autre Français de la Juve, Didier Deschamps.
Laisser venir l'adversaire, lui donner l'impression qu'il peut prendre le dessus, bloquer très haut ses deux pourvoyeurs de centres que sont Ryan Giggs et David Beckham, accélérer dans les phases de replacement... De la théorie à la pratique, la faille est trouvée à la 26^e minute du match : le capitaine Antonio Conte, celui-là même qui avait inscrit le but qualificatif en quart de finale contre

microcosme. Rien ne leur échappe des couilles, des us et des coutumes de cette société fondée sur un mythe et une légende, mais aussi sur mensonges et hypocrisie.
Le vendredi 10 juillet 1998, ils sont à Dublin au départ du Tour de France. « Vers 19 heures, la nouvelle de l'arrestation d'un soigneur de l'équipe Festina est enfin tombée », diffusée par l'Agence France-Presse (AFP), racontent-ils. L'affaire commence. L'un des premiers à s'exprimer est le docteur Gérard Porte, médecin chef du Tour. Il a « des mots forts », rappellent les auteurs. « Les Festina ne sont pas pires que les autres du point de vue du dopage. Ils se fournissent comme ils peuvent », déclare à chaud le praticien qui, dès le lendemain, démentira ces propos publiés dans le *Journal du Dimanche*. Le Tour 1998 n'a pas encore donné un coup de pédale qu'il file à l'eau.

Frédéric Potet

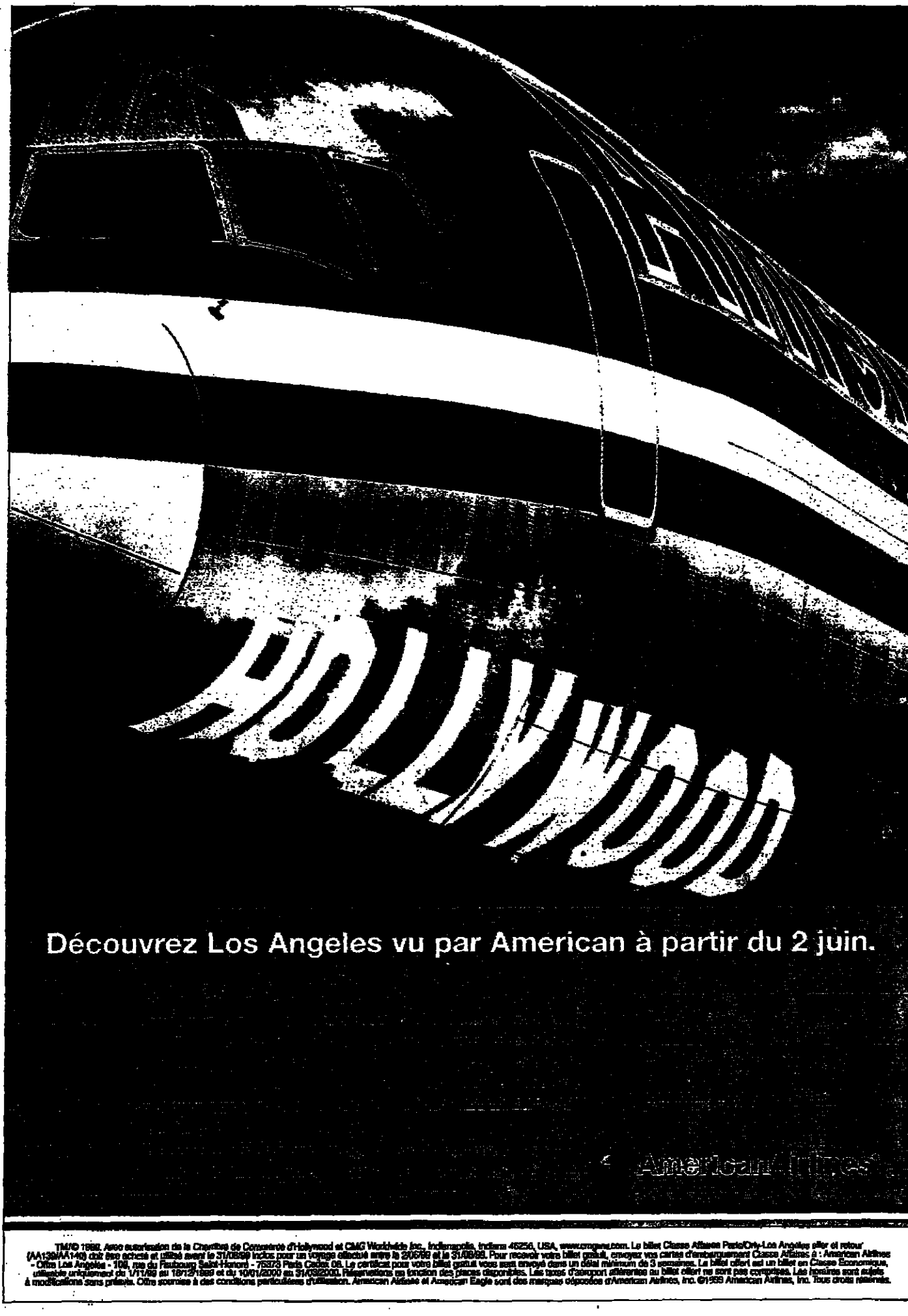
Les dossiers de l'« affaire Festina » ouverts au grand jour

« IL EST POSSIBLE de gagner des courses sans se dopage, je le sais, je l'ai fait. » Gilles Delion, ancien coureur professionnel, vainqueur d'une étape dans le Tour de France 1992 et du Tour de Lombardie 1990, parle en homme d'expérience. Lui n'a pas attendu l'affaire Festina pour faire entendre sa voix. Voilà déjà plusieurs années que ce précurseur occupe la première ligne sur le front de la lutte contre le dopage.
Peut-être est-ce pour lui rendre hommage, ou simplement parce que ses mots sonnent justes, que les auteurs d'*Un cyclone nommé dopage* l'ont choisi pour préfacier leur ouvrage. Nicolas Guillon, journaliste indépendant, collaborateur du *Monde*, et Jean-François Quénet, journaliste à *Ouest-France*, multiplient détails et anecdotes sur l'enquête menée depuis le 8 juillet 1998 par le SRPJ de Lille pour le dossier instruit par le juge Patrick Kell.
Spécialistes de cyclisme, ils ont l'un et l'autre « couvert » de nombreuses épreuves, partageant depuis plusieurs années la vie de ce

microcosme. Rien ne leur échappe des couilles, des us et des coutumes de cette société fondée sur un mythe et une légende, mais aussi sur mensonges et hypocrisie.
Le vendredi 10 juillet 1998, ils sont à Dublin au départ du Tour de France. « Vers 19 heures, la nouvelle de l'arrestation d'un soigneur de l'équipe Festina est enfin tombée », diffusée par l'Agence France-Presse (AFP), racontent-ils. L'affaire commence. L'un des premiers à s'exprimer est le docteur Gérard Porte, médecin chef du Tour. Il a « des mots forts », rappellent les auteurs. « Les Festina ne sont pas pires que les autres du point de vue du dopage. Ils se fournissent comme ils peuvent », déclare à chaud le praticien qui, dès le lendemain, démentira ces propos publiés dans le *Journal du Dimanche*. Le Tour 1998 n'a pas encore donné un coup de pédale qu'il file à l'eau.
Les deux journalistes ne lâchent pas les enquêteurs avant février 1999, date à laquelle ils achèvent leur travail minutieux. Qui révèle quelques instants connus jusque-là des seuls protagonistes : les détails de certaines dépositions ; les longues heures des gardes à vue, notamment celles des coureurs de Festina à Lyon, le 24 juillet ; les confrontations dans le bureau étroit du juge à Lille ; ou encore l'attention particulière, au château de Bity, propriété des Chirac, en Corse, prêté à l'homme d'un soir mouvementé, le directeur du Tour de France, Jean-Marie Leblanc.
Les auteurs sont aussi des passionnés, attachés à sauver « quelques vraies valeurs dans ce cyclisme, sinistré par sa propre faute... ». Et seule la vérité révélée peut entretenir l'espoir d'une renaissance.

LOTO
Résultats des tirages n° 28 effectués mercredi 7 avril. Premier tirage : 5, 11, 22, 34, 41, 49 ; numéro complémentaire : 3.
Pas de gagnant pour 6 numéros.
Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 927 700 F (141 428,85 €)
5 numéros : 5 745 F (975,81 €)
4 numéros et le complémentaire : 246 F (37,50 €)
4 numéros : 123 F (18,75 €)
3 numéros et le complémentaire : 20 F (3,00 €)
3 numéros : 13 F (1,95 €)
Deuxième tirage : 8, 10, 15, 17, 28, 33 ; numéro complémentaire : 41. Pas de gagnant pour 6 numéros.
Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 133 145 F (20 289,25 €)
5 numéros : 5 000 F (750,00 €)
4 numéros et le complémentaire : 259 F (39,35 €)
4 numéros : 123 F (18,75 €)
3 numéros et le complémentaire : 20 F (3,00 €)
3 numéros : 13 F (1,95 €)

Yves Bordenave
* Un cyclone nommé dopage, les secrets du dossier Festina, par Nicolas Guillon et Jean-François Quénet ; éditions Solar ; 208 p.



Découvrez Los Angeles vu par American à partir du 2 juin.

ud
t bien, planter c'est mieux

مكتبة من الأصل

9 AVRIL 1999
Prévisions
vers 12h00

50°

40°

20°

30°

MÉTÉO FRANCE

Ensoleillé
Peu nuageux
Brèves éclaircies
Couvert
Bonne brumelle
Averses
Pluie
Orages
Neige
Vent fort

lever du jour, le ciel sera chargé
avant des éclaircies qui conduiront à
une après-midi ensoleillée. Il fera de
14 à 16 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine,
Midi-Pyrénées.- Sur les Pyrénées,
les nuages seront présents le matin,
belles éclaircies l'après-midi. Sur les
autres régions, brumes et brouillards
laisseront rapidement place à un
beau soleil. Il fera 16 ou 17 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-
Alpes.- Sur le Limousin, les brouil-
lards laisseront place à un franc so-
leil. Sur les autres régions, les nuages
seront très nombreux le matin.
L'après-midi, le soleil s'imposera. Il
fera 14 et 17 degrés.

Languedoc-Roussillon, Pro-
vence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.-
En Corse le temps reste instable avec
averses et orages. Sur les Alpes du
Sud et la Côte d'Azur, le ciel sera
passagèrement nuageux. Sur les
autres régions, le ciel sera bien dégagé.
Mistral et tramontane souffle-
ront jusqu'à 100 km/h le matin,
80 km/h l'après-midi. Il fera 16 à
18 degrés.

température	PAPEETE POINTS-A-PIT. ST-DENIS-RÉ.	25/31 N 22/29 C 23/29 S	KUEV LSSB LONE
	EUROPE AMSTERDAM	6/15 S	LADG
2/15 S	ATHENES	13/20 N	MAGE
6/15 N	BARCELONE	7/17 S	MILA
9/14 N	BELGRADE	1/10 S	MOSK
2/13 S	BERLIN	6/16 S	NAPL
9/17 S	BERNE	3/13 N	OSAK
7/16 N	BRUXELLES	5/16 N	PRAG
4/15 N	BUCAREST	6/22 N	PALE
4/15 S	CUDAPESTE	9/19 S	ROMA
3/16 S	DUBAÏ	9/18 N	SEVIL
capitale	DUBAÏ	9/18 N	ST-PE
23/30 S	FRANCFORT	6/16 C	ST-PE
23/29 P	GENEVE	4/15 S	TENE
24/28 P	HELSINKI	0/11 N	TENE
	ISTANBUL	15/21 S	

P	LE CAIRE	14/24 S	
S	MARRAKECH	16/29 S	
S	NAIROBI	17/23 P	
S	PRETORIA	17/20 S	
S	RABAT	12/18 S	
P	TUNIS	10/13 N	
N	ASSER-SCAR		
N	BANGKOK	24/32 C	
S	BOMBAY	24/31 S	
S	DIJAKARTA	27/30 P	
N	DUBAI	23/29 S	
P	HANOI	21/26 P	
N	HONGKONG	22/25 C	
S	JERUSALEM	13/22 S	
P	NEW DELHI	23/31 S	
P	PEKIN	10/23 S	
P	SEOUL	8/16 C	
S	SINGAPOUR	26/31 P	
S	SYDNEY	15/19 P	
P	TOKYO	8/14 S	

- **AFRIQUE.** A partir du 31 mai, les vols Air Afrique (27 du départ de Paris) sont transférés de l'aéroport Charles-de-Gaulle 1 à l'aéroport Charles-de-Gaulle 2, terminal A.
- **ITALIE.** Le Hilton Rome Airport, directement relié au terminal de Fiumicino, à Rome, devrait ouvrir le 1^{er} novembre. Il comportera 519 chambres disposées sur huit étages au milieu de jardins paysagers et un centre de remise en forme avec piscine intérieure.
- **JORDANIE.** Le groupe hôtelier Accor vient de prendre la gestion de deux de ses propriétés à l'hôtelierie jordanienne de luxe, le Taybet Zaman Village Hotel et Resort, un authentique village bedouin composé exclusivement de maisons traditionnelles, à 12 km de Petra, et le Beit Zaman, village jumeau du précédent, qui ouvrira fin 1999 dans un paysage d'oliviers, à Petra même.

Le vingt-cinquième Salon des antiquaires d'Antibes

Braustein a composé un décor avec des œuvres de Printz ou Lelou à plusieurs centaines de milliers de francs et des pièces anonymes beaucoup moins chères : élégante coiffeuse en laque noire surmontée d'un miroir en tripityque (25 000 francs, 3 817 euros), service quatre pièces en métal argenté à pans coupés (6 000 francs,

peinte XVIII^e (2 500/5 000 francs,
382/456 euros), lampes bouillottes
XIX^e en tôle peinte (4 000 francs,
611 euros).

On peut aussi trouver des
meubles de bonne facture à prix
très raisonnables : commode Louis
XVI en noyer massif (18 500 francs,
2 824 euros), suite de six chaises
Louis-Philippe (7 000 francs, 1 069
euros), bergère de style Louis XV
(4 000 francs, 611 euros).

Catherine Bedek

★ **Antiquités et brocantes d'Artilles**, port Vauban, jusqu'au
mardi 20 avril, de 10 h 30 à 19 h 30,
entrée 40 F, (6,10 euros).

Réunion
des Musées
Nationaux

- 7. Donne son nom à l'appellation. Article retourné. Pièce de charpente. - 8. Aime mettre les points sur les i. - 9. Protège l'Alsace et les Alsaciens. Tout le monde. - 10. Derniers coups d'œil sur les épreuves. - 11. Succès impopulaire. - 12. Bien fatiguées. Préposition.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99083

HORIZONTALEMENT

I. Trois-étoiles. II. Rondebosse. - III. Ab. Ecarteurs. - IV. Quenotte. Rap. - V. Us. Tss. No. Ge. - VI. Ete. Escroc. - VII. Neutre. TNT. - VIII. Ne. Clin. De. - IX. Roi. Chérubin.

graines deviennent médicaments en Afrique. - IX. Neige éternelle. Distribution à table. - X. Temps d'attente.

VERTICALEMENT

1. Regards sur le futur. - 2. Qui pourrait donc ressusciter. - 3. Mettre à plat. Choix difficile. - 4. Glissement du bâtiment. Il y a des machines pour cela. - 5. Peut finir à l'américaine. Vient d'arriver. - 6. Un peu d'égoïsme. Histoire scandinave devenue histoire de famille. Belle chevronnée.

1. Traquenard. - 2. Robuste.
OE. - 3. On. Aunis. - 4. Identité.
- 5. Secouer. CB. - 6. Ebats. Eche.
- 7. Tort. Lei. - 8. Ostensoirs.
- 9. Ise. OC. Nus. - 10. Leur. RT. BA.
- 11. Ragondin. - 12. Suspectant.

Candidat à la succession du général de Gaulle à la présidence de la République en 1969, il prononce, le 28 avril de la même année, une allocution à la Comédie-Française au cours de laquelle il redit cette passion et fait un parallèle entre poésie et action : « Si nous reportons l'écriture, si je veux dire au grec, et que nous nous livrions à une traduction du verbe "faire", nous trouverons deux possibilités : poëin, qui a donné poésis, donc poésie, et prattein, qui a donné praxis, c'est-à-dire action. Autrement dit, poésie et action sont (...) deux formes de l'activité créatrice. »

Paul Eluard, que « âme noble et fière », clôt dans son *Anthologie* je long cortège des poètes.

En 1953, Fernand Léger avait réalisé un poème-objet, « L'iber-



Fernand Léger (1881-1955)
« Liberté » 1953
Dessin : encre noire, gouache,
traits au crayon graphite sur
papier, 33,5 x 16 cm
Collection Centre
Georges-Pompidou, MNAM,
CCI, actuellement
à la Galerie du Jeu de paume
à Paris, pour l'exposition
« Georges Pompidou
et la modernité »,
jusqu'au 18 avril.

**Solution dans *Le Monde*
du 16 avril**

Solution du jeu n° 171
paru dans *Le Monde* du 2 avril
De 1774 à 1796, le garde-
meuble de la Couronne était ex-
posé dans l'actuel ministère de la
marine.

LE MONDE ECONOMIE
avec **Le Monde**
DATÉ MARDI

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La rue
de l'administration,
ISSN 0396-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gursburg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Le Monde
PUBLISSEUR

Président-directeur général : Dominique Aldon
Directeur général : Stéphane Corne
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01.42.17.38.04 - Fax : 01.42.17.38.24

Solution du jeu n° 171
paru dans *Le Monde* du 2 avril
De 1774 à 1796, le garde-
meuble de la Couronne était ex-
posé dans l'actuel ministère de la
marine.

هكذا من الأمل

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999

ART Afin d'« inciter les enfants, les adolescents à la créativité », l'artiste suisse Gottfried Honegger a ouvert au sein du musée d'art contemporain Espace de l'art concret, à

Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes), un atelier qui leur est réservé, l'Espace art-recherche-imagination. Des méthodes pédagogiques particulières ont été inventées. ● LES RE-

LATIONS entre école et musée restent difficiles, mais sont de plus en plus fréquentes. Françoise Buffet, universitaire, a mené une recherche auprès d'enseignants de la

région Rhône-Alpes. ● DEPUIS le protocole d'accord signé en 1983 entre les ministères de l'éducation nationale et de la culture, écoles et musées ont trouvé de nombreuses

façons de travailler ensemble. ● À NANCY, le service éducatif du Musée des beaux-arts propose une gamme élargie d'activités aux élèves et aux enseignants.

Gottfried Honegger apprend à écouter, voir et concevoir les œuvres d'art

Sur la Côte d'Azur, il existe un lieu privilégié où tout a été organisé par cet artiste suisse pour permettre aux enfants de faire un apprentissage décomplexé des arts, entre visite des collections et atelier de peinture, avec des méthodes pédagogiques inédites

MOUANS-SARTOUX (Alpes-Maritimes)

de notre envoyé spécial

Un château de conte de fées, avec trois tours rondes surmontées de petits toits pointus, accueille tous les jours, du matin au soir, des ribambelles d'enfants. Ce bâtiment du XVI^e siècle abrite les 300 mètres carrés de l'Espace de l'art concret, musée fondé sur la collection de Sybil Albers, qui réunit des œuvres d'artistes contemporains, de Joseph Benys à Daniel Buren. Depuis un an, un nouveau bâtiment, discrètement enfoncé dans le jardin du château, est réservé aux enfants. Sur 300 mètres carrés lui aussi, l'Espace art-recherche-imagination est le royaume des expériences enfantines, un grand volume assez nu où on peut peindre, tipoter des outils et des écrans.

L'ambition affichée est himalayenne : « Pour préserver nos libertés, pour assurer notre confort, pour sauver notre culture, pour avancer, il faut des citoyens créatifs. L'Espace art-recherche-imagination a pour mission d'inciter les enfants, les adolescents à la créativité. Il faut apprendre à regarder, à écouter, pour mieux comprendre. » A plus de quatre-vingts ans, l'artiste suisse Gottfried Honegger, à l'origine du lieu, reste un apôtre de l'invention, un utopiste qui veut croire que l'art sert « à changer le monde » (Le Monde du 8 avril 1996). Ni un duc ni une somme de savoirs savants, l'art est au cœur même de l'existence humaine. L'équipe de ce musée atypique a inscrit sur un des murs la protestation d'Henri Michaux : « On ne rêve plus, on nous pense. On ne rêve plus, on nous dirige. On ne rêve plus, on nous rêve. »

Puisque l'art est une expérience essentielle, Gottfried Honegger veut y faire accéder chaque être, dès son plus jeune âge. A voir le bâtiment qu'il a conçu avec l'architecte Marc Barani et les outils pé-

dagogiques qu'il a inventés, à écouter Odile Blec, la conservatrice du musée choisie par lui, un fait est évident : l'artiste prend l'enfance au sérieux, celle des gamins et, pour reprendre l'expression du philosophe Gilles Deleuze, ces « blocs d'enfance » qui peuvent habiter tout un chacun. « Je fais les expositions pour les enfants. Quel que soit leur âge », dit Gottfried Honegger.

« Nous voulons apprendre à apprendre, nous sommes persuadés que regarder est un acte créatif »

Les méthodes de sensibilisation sont issues de l'intuition de l'artiste et des connivences de l'équipe avec l'imaginaire enfantin, puis des apports des chercheurs réunis autour du musée. Mises en pratique dès les débuts des ateliers pédagogiques il y a huit ans, elles ne manquent pas d'être débattues, contestées ou approuvées par les experts. Mais, autant que les méthodes, c'est le climat qui frappe le visiteur : assurément, ici, les petites personnes sont accueillies et respectées, par les grandes.

Chaque jour de l'année, sauf le week-end, l'Espace art-recherche-imagination reçoit des groupes de jeunes. Les classes viennent les lundis, mardis, jeudis et vendredis. L'agenda de ces visites scolaires est complet dès le mois de septembre, et le musée ne peut répondre à toutes les demandes. Le reste du temps est organisé avec les centres de loisirs et les associations qui accueillent les enfants en semaine après 16 h 30, ainsi que le mercredi



L'atelier de peinture de l'Espace art-recherche-imagination : « On ne commente jamais. »

et pendant les vacances scolaires. Le week-end, le musée ne propose pas d'activité spéciale pour les jeunes, mais l'entrée est pour eux gratuite.

A Mouans-Sartoux, commune de 9 000 habitants insérée dans le triangle Cannes-Grasse-Antibes, les trois quarts des classes viennent au musée une à deux fois par trimestre, pour une demi-journée. Cette régularité donne une assise artistique solide aux élèves qui ont effectué toute leur scolarité dans la commune. Quand une classe arrive à l'Espace art-recherche-imagination, elle se divise en deux groupes qui vont pratiquer à tour de rôle les deux principales activités proposées : la visite des collections et l'atelier de peinture.

« Nous voulons apprendre à apprendre, nous sommes persuadés

que regarder est un acte créatif », dit Gottfried Honegger. Cette éducation du regard passe par des séances d'« échauffement » qui

s'appuient sur des outils. L'artiste suisse a inventé le viseur, un jeu de formes et de couleurs, toutes simples, toutes fondamentales.

A lire

● Sur papier. « Les Publics, sensibilisation et formation », Le Bulletin de l'art contemporain, édition de l'Association des directeurs de Centres d'art (11, rue du Docteur-Doland, BP 3077, 69605 Villeurbanne Cedex), n° 3, novembre 1998 : pratiques et points de vue de 25 centres d'art, 19 situés en zone urbaine et 6 en zone rurale. - A l'approche du musée, la médiation culturelle, par Elisabeth Callet, Presses universitaires de Lyon, coll. « Muséologies », - Zones

d'éducation prioritaire-musées, du partenariat à la formation, coordonné par Alain Bourgarel, Centre régional de documentation pédagogique d'Ile-de-France.

● Sur Internet. L'Espace de l'art concret de Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes) communique informations et réflexions sur ses activités et sur son Espace art-recherche-imagination, dédié aux enfants : <http://perso.wanadoo.fr/espaces-art-concret> - Le site du ministère de la culture donne des informations sur les actions d'éducation artistique : <http://www.culture.gouv.fr>

Catherine Bédarida

Les « Petits parcours » des Beaux-Arts de Nancy

Depuis le 1^{er} mars, le service éducatif du Musée des beaux-arts de Nancy propose une gamme élargie d'activités pour les élèves et les enseignants. Profitant de sa rénovation (Le Monde du 5 février), l'établissement organise une trentaine de visites thématiques, pour les écoliers (les fleurs dans la peinture, la représentation de l'enfance, la vie quotidienne autour du bastion fortifié) et pour les collégiens et lycéens (les écrivains et la peinture, les grands courants du XX^e siècle, la fouille archéologique).

Outre le programme académique de stages organisé dans les musées par l'éducation nationale, Nancy offre aux enseignants un « mercredi de la formation » par mois. Autour des livres du musée, ces « Petits parcours », sur le thème de l'enfance ou de la chevanche artistique, comportent d'un côté des jeux et des exercices pour les gamins, et, de l'autre, des informations pour aider les adultes à avoir l'air savant devant la petite classe.

Le difficile partenariat entre école et musée

« LES RELATIONS entre l'école et le musée, même si elles évoluent, restent problématiques », observe Françoise Buffet, maître de conférences et membre de l'équipe du Centre d'études et de recherches sur les expositions et les musées (Ceren) de l'université de Saint-Étienne. Dans son livre *Entre école et musée, le partenariat culturel d'éducation* (à paraître fin avril aux Presses universitaires de Lyon), elle fait état d'une recherche menée auprès d'enseignants de la région Rhône-Alpes.

Une grande majorité d'instituteurs conduisent leurs élèves dans les musées, parfois plusieurs fois par an. Les deux tiers demandent systématiquement un intervenant. Plus de la moitié ne précèdent pas les raisons de cette demande, et les autres la justifient soit par la connaissance que l'animateur culturel a des lieux et des collections, soit parce que « cela favorise une situation d'apprentissage ». Presque la moitié des enseignants interrogés ont un contact préliminaire avec les animateurs culturels, mais une minorité seulement paient de la « construction possible d'un projet ».

LES DOGMES D'UN GRAND MUSÉE PARISIEN

« Ces observations définissent assez bien l'ouverture traditionnelle du système scolaire qui cherche un effet de réel, hors l'école, pour illustrer les savoirs transmis, note Françoise Buffet. Avec d'autres moyens et un autre point de vue, le musée s'inscrit dans un projet éducatif équivalent à celui de l'école : faire connaître en privilégiant l'émotion et le sensuel, favoriser la délectation. »

Dans la pratique, les dogmes du musée et ceux du système scolaire s'affrontent souvent pour créer des situations parfois extrêmes, comme cet échec classique relaté par la chercheuse : « Après avoir travaillé sur un

exemple de patrimoine local, en histoire, on décide de se rendre dans un grand musée parisien afin de voir les quelques pièces en provenance de la région et de comprendre comment un objet, même modeste, est un point d'ancrage pour la construction d'un savoir. A partir de là, le scénario est un résumé des difficultés du partenariat de réalisation entre enseignant et animateur-conférencier du musée. Le formateur responsable s'était déplacé à Paris pour négocier la visite. Dans la cohue des groupes du primaire et des collèges, que l'on fait asseoir par terre afin qu'ils ne gênent pas le passage, le nez au ras des vitrines qui sont à un mètre du sol, on aura droit, en quarante-cinq minutes, à la traversée complète du musée. »

Cependant, bon nombre de musées ont mis en place des formations pour les enseignants, pour présenter les collections, les réserves ou une nouvelle exposition, voire pour les guider à travers d'autres institutions artistiques de la région. Lorsqu'ils disposent d'un personnel plus nombreux et, par exemple, d'enseignants mis à la disposition de leur service éducatif, ils peuvent aussi créer des outils pédagogiques - carnets de visite, maquettes de documents, site Internet à consulter depuis l'école.

Il s'agit même de monter des projets originaux précis, tel un trajet spécifique à travers une collection de peinture, une utilisation singulière du lieu ou une réflexion conjointe sur l'architecture et la sculpture. Pour Françoise Buffet, le partenariat entre école et musée reste « une expérience » qui suppose que les professionnels des deux systèmes « travaillent sur eux-mêmes avant de travailler avec les élèves ».

C. Ba

Mille et une alliances

SUR LES TRACES des pionniers - le CAPC de Bordeaux, le Magasin de Grenoble, l'Atelier des enfants de Beaubourg -, l'action éducative des centres d'art contemporain s'est diversifiée. A Thiers, Le Creux de l'enfer, un centre d'art installé dans une ancienne usine de coutellerie, privilégie les contacts avec les artistes. Par exemple, pendant un an, la plasticienne Lucy Orta a travaillé avec des lycéennes de la section matériaux souples du lycée professionnel Sonia-Delaunay. Elles ont créé « des espaces habitables, personnalisés et sécurisants, et conçu des modules allant vêtements, refuges, architecture, associant couleurs, matières et odeurs », explique la directrice, Laurence Gazeau. Elles ont ensuite emmené leur abri collectif à New York où elles l'ont retransformé avec un groupe d'adolescents.

JUMELAGES Les lycées agricoles et techniques sont souvent plus intéressés par des jumelages avec les centres d'art que les établissements classiques. Une convention fonctionne entre des classes agricoles et l'ensemble Passages, à Troyes. Le Centre d'art contemporain de Vassivière en Limousin propose toute une pano-

plie d'actions ciblées vers les jeunes, allant jusqu'à héberger des classes en séjour artistique pendant une semaine.

Depuis le protocole d'accord signé en 1983 entre les ministères de l'éducation nationale et de la culture, de nombreux contrats de mariage, concubinage et autres unions ont été inventés entre école et musée. Les classes culturelles et les ateliers de pratique artistique font intervenir des artistes dans les classes. Les plans locaux d'éducation artistique (PLEA) mettent en place des jumelages entre établissements culturels et scolaires. Une quinzaine de sites expérimentaux ont été créés en 1994. Un millier d'écoles, expérimentant les nouveaux rythmes scolaires, proposent des ateliers artistiques.

Dans le même temps, les musées ont connu une mutation importante. Entre la fin des années 70 et le milieu des années 90, quelque 300 musées ont été créés ou rénovés en France. A présent, les 33 musées nationaux et les 1 100 établissements classés et contrôlés par le ministère de la culture disposent de 900 services culturels et pédagogiques.

C. Ba

Le Monde
INTERACTIF

<http://www.lemonde.fr>

Le Monde des **Livres** : recherches et commandes parmi 400 000 ouvrages, enrichies par 12 ans de critiques littéraires du Monde.

مكتبة من الأصل

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999 / 37

Bruno Serralongue
à la recherche
de l'art dans l'actualitéLe photographe inaugure un nouvel espace
d'art contemporain à Lausanne

BRUNO SERRALONGUE, Espace lausannois d'art contemporain (ELAC), 19, rue de Genève, 1003, Lausanne. Tél. : 00-41-21-311-22-40. Du mercredi au samedi, de 15 heures à 19 heures ; jeudi, jusqu'à 20 heures. Jusqu'au 1^{er} mai.

LAUSANNE

de notre envoyé spécial

Le photographe Bruno Serralongue est partout. Il figurait dans une exposition de groupe à Lannion, en Bretagne, en février, puis à la Villa Arson à Nice. On peut voir quelques-unes de ses images à la galerie parisienne Jousse-Sequin, dans le cadre de l'exposition Expander. Et voilà qu'il inaugure un nouveau lieu d'art contemporain, à Lausanne, joliment intitulé l'ELAC - en référence au paisible Léman.

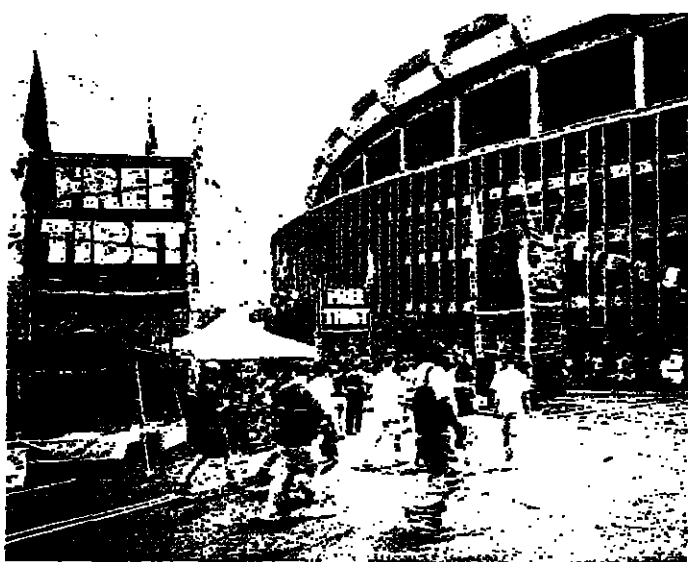
Toutes les séries de ce photographe de trente ans, qui vit à Paris où il est représenté par la galerie Air de Paris, ont pour point commun de « traiter » d'un événement d'actualité. « L'information me permet de faire l'économie de l'imagination. C'est une ressource disponible, inépuisable, qui m'autorise à faire de la photographie en décidant très peu. »

A Lausanne, Bruno Serralongue expose une série ancienne et une nouvelle ; des événements « modestes » et un autre spectaculaire :

des petits formats en couleurs représentant des fêtes traditionnelles des Alpes-Maritimes (course de carrioles, concours de bûcherons) durant l'été 1994, et sept grands formats réalisés à Washington lors d'un concert des Beastie Boys en faveur de l'indépendance du Tibet.

Serralongue s'inscrit dans la stricte description documentaire et peut approcher la démarche du reporter - il a collaboré à *Nice Matin* et *Corse Matin* - mais peut aussi s'en écarter. Il conçoit l'actualité non pas comme un fait spectaculaire, global - autant de standards - mais comme une succession de micro-événements qu'il décompose, qu'ils soient forts ou faibles, et auxquels il accorde la même attention. C'est de cette façon qu'il donne une forme artistique à l'actualité. Il se place au cœur de l'événement et à sa périphérie, dans le spectaculaire et l'anodin, le temps rapide et sa durée. Il fait l'expérience de l'événement comme un simple spectateur et en rapporte des images qui sont le résultat de cette expérience.

« Le fait d'aller à la rencontre d'une information est aussi important que de faire des photos. » Serralongue est un solitaire, discret, transparent, qui aime photographier des événements de façon



Free Tibet (1998), de Bruno Serralongue.

« inadaptée » et se « livrer au hasard ». Pour le concert de Johnny Hallyday à Las Vegas, il a rapporté cinq portraits d'admirateurs, pas une image de plus. Au Chiapas, c'étaient des paysages. Pour le concert de Washington, il est arrivé tard dans une ville qu'il ne connaissait pas, n'avait pas de billet la veille du concert, a décroché le dernier ticket avant fermeture des guichets, n'avait pas de carte de presse, n'avait pas accès à un autre emplacement que celui du public. « Ces événements sont construits pour la presse, pour engendrer des images précises et formatées. »

COMMUNAUTÉS ÉPHÉMÈRES

Pour le concert des Beastie Boys, comme pour tous les « grands événements » qu'il a traités, Bruno Serralongue a utilisé une chambre photographique, ce qui n'est pas spécialement l'outil adéquat : impossible de voler une image, idéal pour vivre à son rythme et obtenir des images très précises de ce qui ne se voit pas.

Le plus surprenant est que Serralongue présente, à chaque fois,

dans leur forme et leurs motifs, des photographies qui empêchent de figer l'artiste dans un style ou une case. Nettes ou floues, pauvres ou riches, spectaculaires ou anodines, froides ou chaleureuses. « Ce qui est étonnant avec moi est qu'on ne sait pas ce que l'on va avoir », dit-il. Il ajoute : « L'information m'évite de m'enfermer dans un motif, un style, un genre. »

Serralongue séduit surtout par sa façon de cerner des « communautés éphémères » réunies artificiellement, pendant deux heures ou trois jours, que ce soit pour une fête des palmiers dans un village ou à Las Vegas. Il n'identifie pas des groupes sociaux ou des personnalités mais des personnes qui méritent attention justement parce qu'elles sont à leur place. C'est cette jeune fille qui, pendant une heure, a agité un drapeau tibétain. Une autre qui joue avec un cerf-volant. Ce n'est pas la banalité, mais des fragments de vie, de lieux, des gens qui sont auréolés de la même notoriété que l'événement proprement dit.

Michel Guerrin

SORTIR

PARIS

Muzsikás, avec Márta Sebestyén. Dans le livret du disque *The Bertók Album*, du groupe Muzsikás (Hannibal Records-Rykko, Harmonia Mundi), on voit le compositeur Béla Bartók, en 1906, assis dans une charrette à roues de bois, avec des paysans hongrois : il débute alors sa collecte d'airs folkloriques. En 1995, les membres de Muzsikás et la chanteuse Márta Sebestyén, dans une charrette à pneus cette fois, renvoient à cette image. Depuis vingt-cinq ans, le groupe fait vivre les traditions musicales magyares dans les villages comme d'ans les salles de concert. Péter Eötvös (violon, guitare, percussion), Dániel Hamar (contrebasse, percussions), László Portelek, Mihály Sipos (violons), Zoltai Farkas (percussions, danse) et Ildiko Toth (danse), seront, avec Márta Sebestyén au Théâtre de la Ville, leur leur fit un triomphe en 1996. Leur musique, qui donne des

envies de danse et de fête joyeuse, traduit des actes quotidiens, en famille, en amitié, la vie au contact de la nature, des amours simples.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^{me} Châtelet. Le 11 avril, à 17 heures. Tél. : 01-42-74-22-77, 95 F.

LES VISIONNAIRES

Le metteur en scène Christian Schiaretti, directeur de la Comédie de Reims, poursuit son travail sur l'alexandrin. Après *La Place royale* et *Polyvalence*, martyr de Cornille, il met en scène *Les Visionnaires*, une comédie de Desmarests de Saint-Sorlin (1613-1676) - intégrant de Richelieu et auteur prolifique, aujourd'hui oublié. L'occasion d'une redécouverte, donc. *La Comédie*, 3, chaussée Bocquaine, 51 Rims, Du 8 au 24 avril, à 20 h 30 ; le jeudi, à 19 h 30. Relâche dimanche et lundi. Tél. : 03-26-18-49-00, De 50 F à 120 F.

LOUE SOIT LE PROGRÈS

LA CABANE

LOCATION 01 44 41 36 36

DU 6 AVRIL AU 8 MAI

REGORY MOTTON

LUKAS HEMLEB

LA CABANE

ODEON THÉÂTRE DE L'EUROPE

GUIDE

REPRISÉS CINÉMA

L'Eureuil rouge de Julio Medem. Espagnol, 1993 (1 h 50).
Vacs
de Julio Medem. Espagnol, 1991 (1 h 36).
Le Quartier Latin, 5^e (01-43-25-84-65).

FESTIVALS CINÉMA

Les Hommes au Forum des images
Des films, des rendez-vous et des débats autour du thème de l'identité masculine au cinéma (les séducteurs, les hommes dans la publicité, les héros, les samouraïs modernes).
Forum des images, 2, Grande Galerie, Nouveau Forum des Halles, porte Saint-Eustache, Paris 1^{er}. Jusqu'au 29 juin. Tél. : 01-44-76-62-00.

Le film noir
Des films de Howard Hawks, Otto Preminger, Raoul Walsh, Robert Aldrich, Nicholas Ray, Robert Montgomery, Jacques Tourneur, Richard Fleischer. Un spécial Fritz Lang est également prévu du 21 au 28 avril.
Action Christine Odeon, 4, rue Christine, Paris 6^e. M^{me} Odeon. Jusqu'au 28 avril. Tél. : 01-43-29-11-30.

Confrontation 35
Festival européen de la critique historique du film, cette 35^e édition présente une cinquantaine de films qui ont marqué le siècle.
Palais des congrès, 66000 Perpignan. Du 9 au 17 avril. Tél. : 04-68-66-30-33 et 04-68-34-09-39.

TROUVER SON FILM
Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (223 Fmin).

VERNISSAGES
Ida Barbarigo, Zoran Music
Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris 1^{er}. M^{me} Tulleries. Tél. : 01-42-96-37-96. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Du 8 avril au 15 juillet. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES
Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Esther, de Racine
Des femmes, élèves comédiennes du Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris, interprètent, selon le vœu de Racine, sa tragédie Esther, écrite en 1689 pour l'institution des demoiselles de Saint-Cyr de M^{me} de Maintenon. Alain Zappfel (direction), Jean-Baptiste Moreau (soli et chœurs).
Conservatoire national d'art dramatique, 2 bis, rue du Conservatoire, Paris 9^e. Les 8, 9, 10, 12 et 13 avril, à 19 h 30. Sur invitation, tél. : 01-53-24-90-16.

Pinchas Zukerman (violin)
Marc Minkus (piano)
Mozart : Grande Sonate op. 19. Takemitsu : From Far Beyond Chrysanthemums and November Fog. Schumann : Sonate pour violon et piano op. 105. Beethoven : Sonate pour violon et piano op. 30 n° 2.
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^{me} Alma-Marceau. Le 8, à 20 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 150 F.

Stéphane Huchard Quintet
Ancien de l'ONU de Laurent Cuny, le batteur vient de rejoindre la compagnie phonographique américaine de jazz Blue Note. Son quintette électrique a du swing à revendre.
Sunset, 50, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^{me} Châtelet. Le 8, à 22 h 30. Tél. : 01-40-26-46-60, 80 F.

Quartier Ocean
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^{me} Châtelet. Le 8, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-68, 80 F.

Improvisation déglouinée par des musiciens estoniens
Instantanés chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil. Le 8, à 20 h 30. Tél. : 01-42-87-25-91.

Mass Hystera
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^{me} Anvers. Le 8, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45.

Tommy Castro
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^{me} Château-d'Eau. Le 8, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Ussan Ozgen et Ozer Ozal
Cordes ottomanes (Turquie). Dans le cadre du Festival de l'Imaginaire. Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6^e. M^{me} Saint-Macide. Le 8, à 20 h 30. Tél. : 01-45-44-72-30, 100 F.

ANNULATIONS
Liane Foly, souffrante, annule le concert supplémentaire qu'elle devait donner le 8 avril à l'Olympia. La représentation est reportée au 15 avril à 20 h 30. Les billets doivent être échangés dans les points de vente pour la séance du 15 avril. Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9^e. Tél. : 01-47-42-25-49.

DERNIERS JOURS
11 avril : La Femme changée en renard de David Garnett, mise en scène de Didier Bezace. Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93 Aubervilliers. Tél. : 01-48-33-93-93. De 50 F à 130 F.

12 avril : Tropiques méris Musée national des Arts et Traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, Paris 19^e. Tél. : 01-44-17-60-00, 25 F.

Une mobilisation en musique autour du soutien aux immigrés

Liberté de circulation, concert au bénéfice du Gisti : 7 avril, Elysée-Montmartre, Paris.

Sur le coup de deux heures du matin, la moitié de la salle avait déjà choisi de ne pas rater le dernier métro. Le salsa-ragga de Sergent Garcia récompensait les persévérants. Les autres avaient tout de même pu assister, mercredi 7 avril, pendant plus de six heures, à une soirée exceptionnelle, baptisée « Liberté de circulation ». Sous l'impulsion du magazine, *Les Inrockuptibles*, une trentaine de noms marquants de la scène musicale française - de Noir Désir à Louise Attaque, de la Fonky Family aux Rita Mitsouko - avaient choisi de se produire bénévolement à l'Elysée-Montmartre au profit du Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés). Sur ce même principe de bénévolat, producteur (Alias), techniciens et responsables de l'Elysée-Montmartre se sont mobilisés. Les 2 500 places de la salle parisienne avaient été écoulées en vingt-quatre heures.

Dans la salle, une quinzaine de cinéastes, équipés de petites caméras numériques, filment les concerts. Parmi eux : Chris Marker, Jacques Audiard, Mathieu Amalric, Catherine Corsini, Jean-Pierre Lormeau... Sensibles aux activités du Gisti, ces cinéastes mettront en commun leur matériel sans qu'on sache encore quelle forme ou quelle diffusion aura le montage de

ces documents. Cette soirée fera d'autre part l'objet d'un album « live » que devrait publier, le 11 mai, le label Naïve. Les bénéfices iront au Gisti.

Au cœur de la mobilisation des artistes : le groupe Noir Désir et le chanteur Rodolphe Burger. Derrière eux, de nombreux artistes ont exprimé leur désir de participer à cette soirée. On est impressionné par l'efficacité des enchaînements, la qualité de la sonorisation. Chansons rock intimistes d'abord : Miossec, Theo Hakola, France Carigny, Yann Tiersen, Dominique A tour à tour en duo avec les Little Rabbits, Silvain Vanot ou François Breut... Pas de place ici pour le racolage. Dominique A hurle d'une grosse voix : « une chanson contre tous les fascistes ! », avant de se reprendre,

provocateur. « C'était pour rire ». Danièle Lochak, présidente du Gisti, résume vingt-cinq ans d'activité associative, condamne la persécution des « sans-papiers » comme le déplacement des Kosovars et les pays qui leur ferment leur porte.

FAITES CIRCULER !

Du rap - Fonky Family, Fabe - et des musiques métisses - l'Orchestre national de Barbès, Femmouzes T, Gnawa Diffusion, Rachid Taha... - donnent ensuite un air de fête à l'acte politique. Concentrant bien des ferveurs, Noir Désir et leurs héritiers, Louise Attaque, fraternisent en compagnie de Miossec (ils ont voté et puis après, de Ferns), Rodolphe Burger et Little Bob (Play With Fire, des Stones). Moment fort, le chœur

Bertrand Cantat, Catherine Ringer, Rodolphe Burger et Gaëtan Roussel (de Louise Attaque) entonnant une version symbolique des *P'tits papiers*, de Gainsbourg.

C'est le moment que choisissent les artistes pour distribuer un manifeste, *Faites circuler !*, qui déclare que « la régularisation des sans-papiers s'impose comme une première urgence ». On lit en bas de page : « Sur le principe des chaînes de l'amitié, faites circuler ce texte en le photocopiant en cinq exemplaires que vous distribuerez à vos amis. Signez le sidième et renvoyez-le par la poste au quotidien national de votre choix. Si jamais vous brisez cette chaîne, de grands malheurs frapperont la République. »

Stéphane Davet

Brigitte Salino

★ Imprécaton 36, de Michel Deutsch. Mise en scène de l'auteur. Avec André Wilms, Judith Henry, Marie Payen, et le groupe Sentimental Bourreau. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11^e. M^{me} Bastille ou Voltaire. Tél. : 01-43-57-42-14. Du mardi au samedi à 21 heures ; dimanche à 17 heures. 80 F et 120 F (12,2 € et 18,3 €). Durée : 1 h 30. Jusqu'au 30 avril.

Les amis de Deutsch sont en l'occurrence le comédien André Wilms - accompagné de Judith Henry et Marie Payen -, le groupe de musique nommé Sentimental Bourreau et une flopée de nains de jardin, qui viennent à la fin envahir le plateau. L'imprécaton 36 se situe dans la droite ligne de la précédente, qui mettait en scène Norman Lear, vieux acteur à la retraite poursuivi par une journaliste sexy. Cette fois, André Wilms devient Richard III-Bad Boy, truand versé dans la poudre blanche et le cynisme post-atomique. Deutsch en quête sur le phénomène, ça cogne dur (surtout sur les amours), maudit sérieusement (la politique et le vieux théâtre), et pêche parfois par raccourcis faciles (Diana et Camilla en « pétasses » élisabéthaines).

L'exercice de l'imprécaton repose sur la rage. Michel Deutsch et ses amis, musiciens compris, n'en manquent pas. André Wilms, Judith Henry et Marie Payen peuvent être dérivants, dans des registres différents : les deux comédiennes parce qu'elles ont le don de rester impossibles même dans les situations les plus improbables, André Wilms parce qu'il semble s'amuser de ce qui le constitue - une absence d'inhibition totalement ré-

CULTURE EN RÉGIONS

INSTITUT D'ART CONTEMPORAIN

Conférence
Leçon d'artiste
GHADA AMER
Jeudi 15 avril à 19h
13, rue Docteur Dulaud - VILLEURBANNE
04 78 03 47 00 - www.art-c.org

THEATRE DE LA VILLE

AUX ABRESSES 13, 14, 16 ET 17 AVRIL 20H30
JEAN-CLAUDE VANNIER
nouveau récital accompagné par Michel Musseau
et un chœur mixte de 11 chanteurs
LOCATION 01 42 74 22 77 • 2 PL. DU CHÂTELET PARIS 4

NOUVEAU théâtre

chez votre marchand de journaux

On ne vous a jamais parlé de théâtre comme cela

هنا من الأصل

EN VUE

■ Le 6 avril, à Leeds en Angleterre, un match de bienvenue entre les habitants et des Albanais du Kosovo réfugiés dans un hôtel de la ville, s'est achevé en bagarre générale sur un cornet contesté.

■ « Allez vous faire... », insultent avec le printemps les parterres de jonquilles fraîchement écloses que douze malfaiteurs, condamnés à des travaux d'intérêt général, avaient artistiquement plantés, l'an dernier, pour égayer les rues de Rotherham dans le Yorkshire.

■ Gerhard Schröder, chancelier d'Allemagne, a renoncé, à cause des opérations de l'OTAN, à fêter son anniversaire en famille à Hanovre, où réside Doris, sa quatrième épouse. Le dimanche de Pâques, Joschka Fischer, ministre des affaires étrangères, avait repoussé son quatrième mariage pour les mêmes raisons.

■ Les chaussettes de Sissi sont mises aux enchères à Vienne, aux côtés d'un portrait de Katharina Schratt, maîtresse de l'empereur, que l'impératrice d'Autriche avait elle-même offert à son mari.

■ Dror Orpaz et Carmit Tzuber ont été transportés à l'hôpital Hlyov de Tel-Aviv, dans un état « d'épuisement général », après s'être appliqué pendant 30 heures et 45 minutes à battre le record du monde du plus long baiser.

■ Les Chypriotes grecs s'insurgent contre les Chypriotes turcs qui ont l'intention d'installer sous leur nez des réfugiés du Kosovo dans la ville fantôme de Varosha, abandonnée en 1974. Washington indigné les Cubains en voulant en héberger des milliers sur sa base de Guantanamo, dans le sud-est de l'île.

■ Le conseil municipal de Faro, au fin fond du Grand Nord canadien, envisage de loger 5 000 Kosovars dans les maisons désertées depuis la fermeture de sa mine de plomb.

■ Un gène de l'algue verte volvoï, qui saute lorsque la plante est soumise au froid, découvert par les professeurs David Kirk et Stephen Miller, de l'université de Washington à Saint Louis (Missouri), portera le nom du basketteur Michael Jordan.

■ A l'initiative de Fatmir Mediu, président du Parti républicain, quatre cent mille Albanais signent une pétition en faveur de la peine de mort.

■ Benjamin Papa, de Gontaud-de-Nogaret, près de Marnand, annonce la naissance dans son poulailler d'un poussin à quatre pattes se déplaçant sur deux pattes, les deux autres, qui pendent dans le vide, lui servant de support pour s'asseoir.

Christian Colombani

Les médias russes discrets sur le drame du Kosovo

Sauf très rares exceptions, la presse de Moscou demeure sourde et aveugle à l'exil des dizaines de milliers de Kosovars chassés de chez eux par les forces serbes ; elle tait l'exode et parle de propagande occidentale

MOSCOU
de notre correspondant
Dans leur très grande majorité, les médias russes demeurent sourds et aveugles au drame des 460 000 réfugiés ayant fui le Kosovo et aux opérations de nettoyage ethnique menées par l'armée serbe. Après deux semaines de conflit, la plupart des journaux continuent à n'y voir qu'un face-à-face entre l'OTAN, confondue avec les Etats-Unis et considérée comme « agresseur », et le régime de Slobodan Milosevic, « président de la Yougoslavie ».

Ainsi, pas un seul journal n'a jusqu'à présent consacré sa « une », ou ne serait-ce qu'un titre, à l'exode des centaines de

milliers d'Albanais chassés du Kosovo. Les bilans communiqués par le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) sont considérés avec circonspection et cités au détour d'articles plus généraux. « Les descriptions horribles des massacres des Albanais du Kosovo faites en Occident sont erronées ou exagérées », notait, le 2 avril, le quotidien *Vremia*.

« Il n'y a aucune preuve », expliquaient le même jour *Les Nouvelles Iztvias*, qui dénonçaient « le mensonge et la propagande occidentale ». « Au moment où le président des Etats-Unis joue au golf, des dizaines de milliers d'innocents fuient l'enfer déclenché par l'aviation de l'OTAN », ajoutait le quotidien. Car



cet exode, quand il est évoqué, est directement attribué aux « bombardements barbares » de l'OTAN, selon la *Nezavissimaja Gazeta*. L'OTAN qui, « sous le fallacieux prétexte d'une catastrophe humanitaire », assure le quotidien gouvernemental *Rossiskaïa gazeta*, dans son édition du 7 avril, multiplie

« les provocations » et « prépare une intervention terrestre ».

Depuis lundi, la presse à gros tirages consacre d'ailleurs moins de place à ce conflit et ignore le Kosovo pour ne parler que des bombardements sur Belgrade et des initiatives diplomatiques de la Russie. « La guerre contre les femmes et les enfants », titre en « une », le 6 avril, le journal *Troud*, au-dessus d'une photo d'avions de l'OTAN. Pour sa part, *Moskovskii Komsomol* consacre, ce même jour, dix lignes seulement à la situation au Kosovo.

Sevodnia préfère parler « du manque d'informations créées par les pays participant au conflit. La propagande et les mythes de l'em-

portent ». S'ils ont parfois un correspondant à Belgrade, aucun de ces journaux n'a envoyé de journaliste aux frontières du Kosovo, là où affluent les réfugiés.

QUELQUES VOIX DISCORDANTES

Quelques voix se distinguent pourtant, dont NTV, chaîne de télévision privée. Dimanche 4 avril, dans son émission phare *Istogul*, a été diffusé un long reportage sur les réfugiés albanais, détaillant les exactions commises par les milices serbes. Son présentateur vedette, Evgeni Kisseliov, a ensuite expliqué comment un autre sujet avait été censuré par Belgrade. Censure qu'avait, quelques jours auparavant, dénoncée un journaliste des *Nouvelles Iztvias*.

La radio d'informations Echos de Moscou a elle aussi consacré plusieurs émissions au traitement de l'information, critiquant le soutien accordé au régime de Milosevic et le silence entretenu sur le Kosovo. Enfin, l'hebdomadaire de presse écrite *Istogul* s'en est vivement pris à « l'explosion d'hystérie » contre l'OTAN. « La xénophobie slave était jusqu'alors le lot de politiciens marginaux, note ce journal. Aujourd'hui leur point de vue dicte la ligne générale de la politique extérieure de la Russie. » « Pour les citoyens russes, ajoute l'hebdomadaire, la crise du Kosovo n'est qu'un prétexte qui permet de manifester leur anti-américanisme, produit d'un sentiment d'humiliation nationale. »

François Bonnet

DANS LA PRESSE

LOS ANGELES TIMES

William Pfaff

■ La seule solution acceptable au problème des réfugiés est de les ramener sous escorte là où ils vivaient (...) et d'assurer la sécurité qui leur permettra de refaire leur vie. Cela veut dire que la seule solution est une victoire de l'OTAN. Si l'OTAN ne l'emporte pas sur la Serbie, il n'y aura plus d'OTAN. Et il n'est pas de victoire militaire envisageable sans une campagne terrestre (...) Le débat sur une intervention au sol n'est plus celui de la fin et des moyens ; c'est un débat sur la question de savoir si l'on abandonne ou non l'OTAN et le leadership américain sur la scène internationale. Si les Etats-Unis

s'opposent à une campagne au sol - qui a le soutien d'une majorité de l'opinion publique en Grande-Bretagne et en France - alors les Etats-Unis peuvent tirer un trait sur l'OTAN.

THE WALL STREET JOURNAL

■ La gauche européenne a pendant des décennies prôné le pacifisme. Cela était en partie dû au fait que le principal adversaire des démocraties occidentales était une superpuissance marxiste. Actuellement, nombre de socialistes, de communistes et de Verts à l'extrême gauche, sans compter les trotskistes et autres groupes marginaux, ont trouvé un nouveau point de ralliement : l'opposition à l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie. Cela ne fait, en pratique,

que compliquer la tâche des dirigeants de leurs propres partis. Cela risque en effet de donner l'impression que ces derniers sont incapables de mener une politique sérieuse. (...) Les gauchistes à travers l'Europe ont cependant un problème. Leur héros cette fois n'est pas un guerillero nimbé de romantisme comme Che Guevara dont la photo ornait jadis les chambres des étudiants de la Sorbonne. (...) Slobodan Milosevic a exactement l'allure du voyou qu'il est. (...) Si les gauchistes européens incorporent Slobodan Milosevic à leur panthéon de héros, ils doivent être encore plus fous que nous ne l'avons jamais imaginé.

THE WASHINGTON POST

■ Quelconque regarde la télévision

ou lit les journaux a au moins un aperçu de la misère qui règne dans les camps boueux des déportés du Kosovo. Mais la misère à l'intérieur du Kosovo lui-même reste essentiellement cachée au reste du monde ; il n'y a pas de journalistes étrangers ni de travailleurs humanitaires, et les Kosovars sont largement isolés. Suffisamment de récits cependant émanent des expulsés de force, et ils sont suffisamment cohérents pour peindre un tableau horrifiant. Il y a des témoignages confirmés de massacres de masse. Les troupes de Slobodan Milosevic fusillent des pères devant leurs familles, poignent des enfants et font brûler vives des familles à l'intérieur de leurs maisons. Ces atrocités ont lieu en ce moment même.

www.ccc.de/camp

Le Chaos Computer Club lance un appel à projets pour son rendez-vous international à Berlin



proche de Berlin. Le CCC fournit les liaisons Internet, les serveurs mobiles, les groupes électrogènes et les kilomètres de câbles. Les participants apporteront leurs ordinateurs, qu'ils installeront où bon leur semble, sous des tentes, dans des camions, ou à même le sol.

Les préinscriptions se font sur le site Web du CCC. Le droit d'entrée est de 77 euros pour les particuliers et de 777 euros pour les institutions. Les activités officielles seront réparties en cinq disciplines : cryptologie, détournement de carte à puce, logiciels libres, musique sur

ordinateur, plus un art apparemment étranger à Internet, mais hautement symbolique pour les hackers : le crochetage de serrures.

Dans chaque catégorie, le CCC a lancé sur le Net un appel à projets. Les plus originaux bénéficieront d'un soutien logistique pour la durée du Camp. Par ailleurs, si l'on se réfère à ce qui s'est passé à Amsterdam en 1997, de nombreux participants seront accaparés par des activités non officielles. On peut s'attendre au lancement d'attaques dévastatrices vers le reste du monde, et surtout à la prolifération de toutes les formes de piratage. Le Camp risque de devenir un champ clos où des guerres sans merci se déclareront entre tribus ou entre guerriers solitaires. Le jeu consiste à se choisir un ennemi et à attaquer ses ordinateurs par surprise, tout en se défendant des agressions venues de toutes parts. Les débutants seront les bienvenus, car les hackers aiment partager leur savoir avec des disciples méritants.

Yves Eudes

SUR LA TOILE

ANGLETERRE

■ Pour compléter le site officiel de la famille royale d'Angleterre, un magazine électronique mensuel, *Royal Insight*, vient d'être lancé. Il sera consacré à la vie quotidienne des membres de la famille royale, et illustré de nombreuses photos. (AP)

VIETNAM

■ La police de Ho Chi Minh-Ville a demandé au gouvernement vietnamien que toutes les activités liées à Internet soient placées sous le contrôle du comité populaire local, composé de policiers et de fonctionnaires des ministères de la culture et des sciences et technologies. Le porte-parole de la police a déclaré que des forces hostiles au Vietnam, basées à l'étranger, avaient profité de l'Internet pour importer des documents de contenu « néfaste et réactionnaire », exporter des secrets d'Etat et diffuser des écrits de dissidents. (AP)

COMMERCE ÉLECTRONIQUE

■ Le prestataire de services en ligne AOL France (filiale de America Online, Vivendi et Canal Plus) a ouvert une « galerie marchande virtuelle », qui héberge déjà 27 boutiques et devrait en compter une cinquantaine à la fin de l'année. (AFP)

D'un Milosevic à l'autre par Alain Rollat

LE CAS MILOSEVIC relève-t-il de la camisole ? L'envoyé spécial de LCI à Moscou, Vincent Hervouet, a carrément demandé à Borislav, qui représente l'ex-Yougoslavie en Russie, si son frère cadet Slobodan n'était pas habitué, à son tour, par les pulsions qui poussèrent naguère au suicide leur père puis leur mère. Borislav, qui a plus d'humour que Slobodan, lui a fait une réponse sensée : « Je ne crois pas qu'il ait l'intention d'être un héros suicidaire, mais, si vous ne me trouvez pas normal, il faut demander aux médecins... » Selon lui, Slobodan est la crème des hommes : « C'est un président qui se bat pour la paix, pour l'intérêt de son peuple et de son Etat. » La crème la plus douce : « Il a été diabolisé parce que l'Occident avait besoin d'un bouc émissaire. » La plus méconnue : « Au Kosovo, il se bat contre les terroristes de l'UCK. C'est légitime. » La plus coura-

geuse : « Il se bat pour protéger notre indépendance. » La plus innocente : « Le nettoyage ethnique, les exactions, les massacres de civils dont vous parlez, ça n'existe pas. Il peut y avoir des provocations, mais les gens s'enfuient du Kosovo à cause des bombardements. Il y a aussi des Serbes parmi les réfugiés... » Borislav aime beaucoup son petit frère Slobodan, qui le lui rend bien.

Les carottes sont-elles cuites ? Milosevic l'aîné le croit : « Nous allons tenir. On va se battre. Nous ne pouvons pas gagner la guerre mais l'OTAN peut la perdre moralement et politiquement. » Vincent Hervouet, au terme de son expertise, le croit aussi : « Borislav est aussi courtois et extraverti que son frère Slobodan est maussade, mais, pour le reste, c'est le même grain, la même rhétorique, la même dialectique, celle du vieux communiste blanchi sous le harnais. Il s'adapte à ce qu'il croit son

bon droit, la souveraineté nationale, et il nie tout ce qui le gêne... » Borislav aime d'autant plus son petit frère qu'il sort du même moule à fabriquer les apparatchiks. Leurs styles sont différents mais ils obéissent aux mêmes mécanismes stalinien.

Le cas Milosevic est-il donc doublement désespéré ? Cela n'est pas certain. Car l'émissaire de LCI a découvert, à Moscou, qu'un Milosevic en cache toujours un autre. Borislav a un fils qui lui sert de chef de cabinet. On ne sait rien de cet adolescent. Sauf que, l'an dernier, il étudiait encore à Paris, au lycée Molière. Or, si l'on en juge par ce qu'en disait, mercredi soir, Vincent Hervouet, cet apprenti diplomate est le seul de la famille à avoir conscience que la fin de toute cette histoire s'annonce « tragique ». Et à le dire, en privé. Ce-lui-là, mon général, il faudrait l'épargner.

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre récépissé d'identité bancaire ou postale à :
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 69646 Chantilly Cedex 3

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 173F (25,37€) par mois par prélèvement automatique.

□ M. □ Mme Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Otre valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : _____

Signature : _____

IMPORTANT : merci de joindre un récépissé d'identité bancaire ou postale, à votre autorisation. Il y en a dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01.42.17.32.90 du 8h30 à 18h du lundi au vendredi.
Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 800 022 021 (0,99€/min)

*Le Monde (ISSN 0000-7256) is published daily for \$ 992 per year "Le Monde" 21, bis rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France. Periodicals postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to BMS of NY, Box 15-18, Champlain, N.Y. 12919-1518.
Pour les abonnements effectués aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3300 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23461-9192 USA - Tél. 800-426-36-09

سكوا من الأصل

RADIO-TELEVISION

JEUDI 8 AVRIL

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999 / 39

GUIDE TELEVISION

DEBATS

21.20 La Conquête spatiale, pour quoi faire ? Forum Planète
21.35 et 23.05 Débat. L'alcool, cette drogue ! Avec Claude Col, Kate Barry, Erich Dederichs, Wolter Kuesten. Arte

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Jacques Dailion, Brigitte Fontaine, Katherine Pancel, John Turturro. Canal +
19.15 Le Rendez-vous. Alain Richard. LCI
20.00 20 h Paris Première. Invité : Gad Elmaleh. Paris Première
20.55 Envoyé spécial. La guerre au Kosovo, les réfugiés. Les fous du village. France 2
22.40 Façonnements. David Hecquy. TSR
22.50 Courts particuliers. Mathieu Amalric. Paris Première
23.05 France Europe Express. Les retraites, un casse-tête européen ? Commission européenne, parlement européen : vers une redistribution des cartes ? Invité : Alain Madelin. France 3
23.50 Le Club. Sidney Lumar. Ciné Classics
0.55 Des racines et des ailes. Histoire : des mots contre l'exclusion. Vaincre l'anorexie. Nouveaux grands-parents. France 3

DOCUMENTAIRES

19.00 Voyages, voyages. La Havane. Arte
19.00 Gouverner, c'est choisir ? Odysée
19.05 Les Armes de la victoire. Planète
19.45 Etat des lieux : le Yémen. Odysée
20.00 Klumper. Muzik
20.15 360°, le reportage GEO. D'après nature. [44]. Arte
20.30 Aller-retour dans l'espace. Forum Planète
20.40 Chroniques couleur du ghetto de Lodz. Canal +
20.40 Thema. L'alcool, cette drogue ! Arte
21.20 La Chine, dragon millénaire. Suivant la mystérieuse. Odysée
21.50 Voyage au pays des dieux. [1/13]. Jérusalem. Odysée
23.40 Des animaux et des hommes. Et si les cochons volaient ? Odysée
0.05 Histoire de l'eau. [1/4]. Une lueur de tous les jours. Odysée

SPORTS EN DIRECT

20.00 Football. Championnat du monde des moins de 20 ans. Honduras - Brésil. Eurosport
18.00 Football. Coupe des coupes (demi-finale aller) : Lokomotiv Moscou - Lazio Rome. AS Sport
1.35 Hockey sur glace NHL. Philadelphie - Pittsburgh. Canal +

MUSIQUE

20.59 Soirée des plus grands noms de la chanson arabe. Muzik
21.35 Nuit italienne. Avec Ben Teller, baryton ; Sergei Larin, ténor ; Angela Gheorghiu, soprano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. Mezzo
23.20 Jazz à Vienne 1998. Histoire antique de Vienne. Muzik
23.40 Mahler, Symphonie n° 8. Par l'Orchestre philharmonique de Londres et les Chœurs du London Symphony et l'Eton Boy's Choir, dir. Klaus Tennstedt. Paris Première

TELEFILMS

20.30 L'Eternel Mari. Denis Granier-Defere. Festival
20.40 Diable de héros. Met Damski. Disney Channel
20.50 Pouvoir absolu. David L. Corley. M 6
22.00 Une femme explosive. Jacques Dery. Festival

SERIES

20.50 Le juge est une femme. Exécute de pouvoir. TF 1
22.35 Profiler. Episode pilote : Visions. L'annonce de feu. O. M 6
0.15 High Incident. Médecin légiste au repos (v.o.). 13ème Rue
1.15 Seinfeld. Pénurie (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

14.30 Napoléon. ■■■■. Abel Gance [1927]. France, 1927. N. v.o., 130 min. O. Histoire
16.10 L.A. Confidential. ■■■■. Curtis Hanson [1997]. USA, 1997. N. v.o., 135 min. O. Cinéaste
18.10 Raffles sur la ville. ■■■■. Pierre Chenal [France, 1937]. N. v.o., 50 min. O. Ciné Classics
19.00 Out of the Fog. ■■■■. Anatole Litvak [Etats-Unis, 1947]. N. v.o., 50 min. O. Ciné Classics
19.30 La Marquise d'O. ■■■■. Eric Rohmer [France - Allemagne, 1976]. 102 min. O. Cinéaste
20.30 Un homme parmi les loups. ■■■■. Carme Ballester [Espagne, 1963]. 105 min. O. Ciné Cinema 1
20.45 Napoléon. ■■■■. Abel Gance [1927]. France, 1927. N. v.o., 130 min. O. Histoire
20.55 Trois femmes. ■■■■. R. Altman [EU, 1977]. 102 min. O. Téva
21.00 Quel des Ordres. ■■■■. R. Altman [EU, 1977]. 102 min. O. Téva
22.15 Interview. ■■■■. Federico Fellini [France - Italie, 1966]. 105 min. O. Ciné Cinema 1
22.20 Niagara. ■■■■. Henry Hathaway [Etats-Unis, 1953]. 90 min. O. RTL 9
22.45 Arthur Rubinstein. L'Amour de la vie. ■■■■. François Reicherbach [France, 1968]. 105 min. O. Mezzo
23.25 Anastasia. ■■■■. A. Litvak [EU, 1956]. 105 min. O. Téva



23.55 La Veuve Joyeuse. ■■■■. Erich von Stroheim. Avec Mae Murray, John Gilbert [Etats-Unis, 1925]. N. v.o., 120 min. O. Ciné Classics
1.25 Los Olvidados. ■■■■. Luis Buñuel [Mexique, 1950]. N. v.o., 80 min. O. Ciné Classics

PROGRAMMES

TELEVISION

TF 1
18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigli. 20.00 Journal, Météo.
20.50 Le juge est une femme. Exécute de pouvoir. O.
22.40 Made in America. L'enfant du mal. Téléfilm. Katz L. Lester. O.
0.20 Les Rendez-vous de l'entreprise. 0.50 TF 1 nuit, météo.

FRANCE 2

18.45 Et un, et deux, et trois.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Qui est qui ?
20.00 et 0.55 Journal, Météo.
20.55 Envoyé spécial. La guerre au Kosovo, les réfugiés. Les fous du village. Expression directe.
23.10 Parole de flic. ■■■■. Film. José Pinheiro. O.
1.15 Le 25e. ■■■■. Film. Henri-Georges Clouzot. O.
0.20 La Maison de tous les cauchemars. O.
1.15 DJ d'une nuit. Alliance Ethnik.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.45 Un livre, un jour.
18.50 L'Euro, mode d'emploi.
18.55 Le 19-20 de l'Info.
20.01 Météo.
20.05 Cosby. O.
20.35 Tout le sport.
20.50 Contes.
20.55 La Zizanie. ■■■■. Film. Claude Zidi. O.
22.35 Météo. Soir 3.
23.05 France Europe Express. Invité : Alain Madelin.
0.25 Espace francophone.
0.55 Des racines et des ailes. Mémoires : des mots contre l'exclusion. Vaincre l'anorexie. Les nouveaux grands-parents.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.40
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.40 Chronique couleur du ghetto de Lodz.
21.28 Les Sales Blagues de l'Echo. O.
21.30 La Belle Vie. ■■■■. Film. David Tuck. O.
23.15 Golf.

ARTE

19.00 Voyages, voyages. La Havane.
19.45 Météo, Arte Info.
20.15 360°, le reportage GEO. D'après nature. [44].
20.40 Thema. L'alcool, cette drogue ! Plus vrai que nature.
20.45 Alcool, réacteur les jeunes tombent.
21.35 et 23.05 Débat.
22.25 Chronique d'une campagne électorale.
23.55 La Veuve Joyeuse. ■■■■. Film muet. Erich von Stroheim. O.
1.55 Autopsie d'un genre. Le film policier français.

M 6

18.25 Lois et Clark. O.
19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.54 Le Six Minutes. Météo.
20.10 Notre belle famille. O.
20.40 Décochage info. Passe simple.
20.50 Pouvoir absolu. ■■■■. Téléfilm. David L. Corley. O.
22.35 Profiler. Série. L'annonce de feu.
0.20 La Maison de tous les cauchemars. O.
1.15 DJ d'une nuit. Alliance Ethnik.

RADIO

FRANCE-CULTURE
20.02 Les Chemins de la musique. [45].
20.30 Agora. Jean Salem pour l'éclaircie. Souvenirs, souvenirs, d'aujourd'hui.
20.55 La Zizanie. ■■■■. Film. Claude Zidi. O.
22.35 Météo. Soir 3.
23.05 France Europe Express. Invité : Alain Madelin.
0.25 Espace francophone.
0.55 Des racines et des ailes. Mémoires : des mots contre l'exclusion. Vaincre l'anorexie. Les nouveaux grands-parents.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Par le Chœur philharmonique de Brno, Peter Fiala, chef de chœur et l'Orchestre symphonique de Brno, dir. Mario Kempe. Sinfonia Raitchour, soprano : œuvres de Mozart, Stravinsky, Janáček.
22.30 Musique pluriel. Présences 99. Par le Nouvel Ensemble moderne.
23.07 Papillons de nuit.
RADIO CLASSIQUE
20.15 Les Soirées. Les Pies de Rome de Respighi, par la Philharmonie.
20.40 Le Quatuor Alan Berg.
22.36 Les Soirées... (suite).

TELEVISION

ARTE

19.00 Voyages, voyages. Octobre dans les Caraïbes, saison des pluies et des cyclones. Cuba attend l'ouragan Mitch. Bernard Mangiante montre une foule « usée par les multiples épreuves de la survie quotidienne », qui rêve d'une vie « normale ». Quarante ans après une révolution qui a beaucoup fait rêver, on est passé de « une fiction enroulée à une réalité en dollars ». Un carnet de route à ne pas manquer.

CANAL +

20.40 Chronique couleur du ghetto de Lodz. La photo d'un petit garçon, dont le regard effrayé traduit toute la tragédie de la Shoah, évoque l'horreur du ghetto de Varsovie. Rares témoignages visuels de ce ghetto où périrent près de 200 000 juifs, ces photos ont été retrouvées après guerre. Elles sont la base de cette Chronique couleur du ghetto de Lodz (FIPA d'or 1998) réalisée par Dariusz Jablonski.

ARTE

23.55 La Veuve Joyeuse. ■■■■. En 1924, Erich von Stroheim adapte le livret de l'opéra de Franz Lehár. Il n'en reste quasiment rien dans ce film, à la fois artistique et commercial. Les audaces visuelles et sexuelles passeront comme lettres à la poubelle grâce à l'histoire d'amour contrariée et à l'interprétation de Mae Murray, étonnante. Arte présente une version restaurée avec nouvel accompagnement musical.

GUIDE TELEVISION

MAGAZINES

14.35 La Cinquième rencontre... Travail, économie. Comment naissent les emplois ? Avec Alain Jecio. La Cinquième
14.55 Ecran savoir multimédia. Multimédia éducatif. RTBF 1
16.10 et 20.10 Le Talk Show. LCI
16.40 La Semaine d'Histoire. Histoire
17.00 Les Lumières du music-hall. Marie-Josée Neuville. Canal +
18.00 Stars en stock. Clark Gable, Elizabeth Taylor. Paris Première
18.30 Nulle part ailleurs. Invité : Brigitte Lahaie, Wayne Kramer, Claude Sifon. Canal +
19.00 Tracks. Tribal : Les chasseurs d'autographes. Dream : Nena. Backstage : Les hits de la publicité. Vibration : Turc et hono, au cinéma et dans la vie. Arte
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. LCI
19.30 Envoyé spécial, les années 90. La voiture de l'an 2000. Camp 2300. Invités : Jean-Louis Loubert, Jean-Louis Margolin. Histoire
20.00 20h Paris Première. Best of. Paris Première
20.05 C'est la vie. Mort subite du nouvellon : pourquoi lui, pourquoi lui ? TSR
20.55 Thalassa. L'Odysée du vaisseau spatial. France 3
22.00 Faut pas rêver. Chine : l'héritage des missionnaires. France : Les clochettes de Leymont. Russie : Paris, Oural. Invité : Thomas Romero. France 3
22.50 Sans aucun doute. Le droit à la différence. TF 1
23.20 Bouillon de culture. Pillages et trafics des œuvres d'art. Invités : Emmanuel de Roux, Roland-Pierre Parinquette, Jean-Paul Barbier, Henri-François de Bréville, Hélène Lehoucq, Jean-Michel Mitrani, Hubert Dier. France 2
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Hitler-Staline, liaisons dangereuses. [2/3] : Face avec le diable. Jean-François Delassus. France 3

DOCUMENTAIRES

17.15 Les Grandes Batailles du passé. Gengis Khan, 1602. Planète
17.50 Actor's Studio. Shirley McLaine. Ciné Cinéma
18.15 Dancing in the Street. [7/10]. Hang on to Yourself. Planète
18.30 Les Chutes Victoria. La Cinquième
19.15 Le Monde du corail. Planète

TELEVISION

ARTE

20.45 L'Envol. Shikha a dix-sept ans. Elle se destine à la médecine, avec la bénédiction de son père. Mais, comme souvent dans les familles immigrées, une divergence générationnelle et culturelle met le feu aux poudres. L'Envol, réalisé par Alex Pillal, sur un scénario de Tanika Gupta, jeune femme d'origine indienne, a été couronné par plusieurs prix (en France, en Grande-Bretagne, en ex-URSS).

FRANCE 3

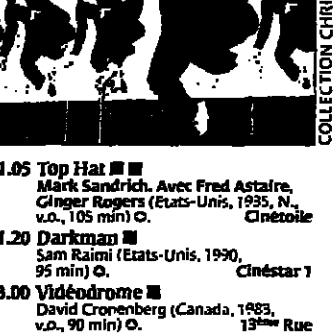
0.50 Donka, radioscopie d'un hôpital africain. Un tableau de la vie quotidienne au centre hospitalier universitaire Donka à Conakry (Guinée). Bâtiments vétustes, sous-équipement criant, formation insuffisante... L'état des lieux établi par le documentaire belge Thierry Michel est saisissant, mais son film rend justice à la lucidité et au courage des médecins qui se battent pour sauver ce qui peut l'être.

FRANCE 2

1.05 Frances Farmer (1914-1970) fut une star dans les années 30, mais sa volonté d'indépendance et ses comportements jugés scandaleux provoquèrent sa chute. Elle sombrera dans l'alcool, la drogue... Ce premier film de Graeme Clifford repose sur un scénario accumulant, jusqu'à l'horreur, les détails les plus dramatiques, afin de réhabiliter l'actrice. Belle performance de Jessica Lange. En v.o.

FILMS

14.20 Assurance sur la mort. ■■■■. Billy Wilder [Etats-Unis, 1943]. N. v.o., 110 min. O. Cinétoile
14.40 Huis clos. ■■■■. Jacques Audiard [France, 1954]. N. v.o., 100 min. O. Festival
14.50 Los Olvidados. ■■■■. Luis Buñuel [Mexique, 1950]. N. v.o., 80 min. O. Ciné Classics
15.25 No Smoking. ■■■■. N. v.o., 110 min. O. Ciné Cinema 1
16.10 Forever and a Day. ■■■■. René Clair, Edmund Goulding, Cedric Belfrage, Frank Lloyd, Victor Saville et Robert Stevenson et Herbert Wilcox [EU, 1943]. N. v.o., 110 min. O. Ciné Classics
19.30 Le Complicité. ■■■■. Sacha Guitry [France, 1947]. N. v.o., 95 min. O. Cinétoile
20.30 Les Femmes s'en balancent. ■■■■. Bernard Borderie [France, 1954]. N. v.o., 110 min. O. Ciné Classics
21.00 Sleepers. ■■■■. Barry Levinson [Etats-Unis, 1978]. 145 min. O. Ciné Cinema 1
21.00 Les Grandes brûlées. ■■■■. Jean Chapot [France, 1973]. 100 min. O. Ciné Cinema 2



21.05 Top Hat. ■■■■. Mark Sandrich. Avec Fred Astaire, Ginger Rogers [Etats-Unis, 1935]. N. v.o., 105 min. O. Cinétoile
21.20 Darkman. ■■■■. Sam Raimi [Etats-Unis, 1990]. 95 min. O. Ciné Cinema 1
23.00 Vidéodrome. ■■■■. David Cronenberg [Canada, 1983]. 90 min. O. 13ème Rue
0.15 Sallow et Lulu. ■■■■. David Lynch [Etats-Unis, 1989]. 120 min. O. Ciné Cinema 2
0.55 Out of the Fog. ■■■■. Center for Contemporary Arts [1941]. N. v.o., 85 min. O. Ciné Classics



1.05 Frances Farmer. ■■■■. Graeme Clifford. Avec Jessica Lange, Sam Shepard [EU, 1982]. N. v.o., 130 min. O. France 2
1.30 Interview. ■■■■. Federico Fellini [France - Italie, 1986]. N. v.o., 105 min. O. Ciné Cinema 3
3.05 Nuit d'été en ville. ■■■■. Michel Deville [France, 1990]. 85 min. O. Ciné Cinema 2

PROGRAMMES

TELEVISION

TF 1
14.45 Arabesque. O.
15.40 Le Rebelle. O.
16.35 Vidéo gag.
16.50 Sunset Beach. O.
17.35 Beverly Hills. O.
18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigli.
20.00 Journal, Météo.
22.50 Sans aucun doute.
22.50 Les Dossiers de l'Histoire. [2/3]. Le droit à la différence.
0.40 TF 1 nuit, Météo.
0.55 Mode in France. [5/8].
1.35 Cité à la dérive. [7/8]. O.

FRANCE 2

15.50 La Chance aux chansons.
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.15 et 23.15 Un livre, des lettres.
17.50 Cup des Pins. O.
17.50 Harley, coeurs à vie. O.
18.45 Et un, et deux, et trois.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 Taratata.
23.20 Questions de culture. Pillages et trafics des œuvres d'art.
0.35 Journal, Météo.
1.00 Ciné-club. Cycle Stars en miroir.
1.05 Frances Farmer. ■■■■. Film. Graeme Clifford (v.o.). O.

FRANCE 3

14.55 Les Bravos. Téléfilm. Tef Post. O.
16.40 Les Minikéums.
17.45 Le Kado.
18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'Info. Météo.
20.05 Cosby. O.
20.35 Tout le sport.
20.55 Thalassa. L'Odysée du vaisseau spatial.
22.00 Faut pas rêver.
23.05 Météo, Soir 3.
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. [2/3]. Le droit à la différence.
0.25 Libre court. Le Café de la plage. Mohamed Ula-Mohand. O.
0.50 La Case de l'Oncle Doc. Donka, radioscopie d'un hôpital africain.
1.50 Nocturnes, Jazz à volonté.

CANAL +

15.15 Magnanims, filic ou voyou. O.
16.00 Don Juan. ■■■■. Film. Jacques Weber. O.
17.35 Evamag. O.
18.00 A la une. O.
► En clair jusqu'à 20.30
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Allons au cinéma ce week-end. Film. Jim Wilson. O.
22.30 Anarconda, le déstadeur. ■■■■. Film. Luis Llosa. O.
0.00 Golf.
1.50 Liane la sauvagienne. Film. Edward von Borsody (v.o.). O.

LA CINQUIEME/ARTE

16.00 Olympia. [1426].
16.30 Le Magazine. Ciné.
17.00 Au nom de la loi. O.
17.30 100 % question.
17.55 Naissance du XX^e siècle. [212].
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Tracks.
19.15 Météo, Arte Info.
20.15 Palettes.
20.45 L'Envol. ■■■■. Téléfilm. Alex Pillal. O.
21.55 Contre l'oubli. Khalide Ichir, Niger.
22.60 Grand format. Made in Germany.
23.30 L'Albatros. ■■■■. Film. Jean-Pierre Mocky. O.
1.00 Le Dessous des cartes. ■■■■. Film. L'histoire de ma famille. Si Lanka : un confinement sans fin.
1.10 L'Honneur de ma famille. ■■■■. Film. Rachid Bouchareb. O.

M 6

16.10 et 1.30 Boulevard des clips.
17.40 Agence Acapulco. O.
18.25 Lois et Clark. O.
19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.54 Le Six Minutes. Météo.
20.05 La Route de votre week-end.
20.10 Notre belle famille. O.
20.40 Politiquement rock.
20.50 La Mémoire du cœur. ■■■■. Téléfilm. Judith Voegele. O.
22.50 X-Files. l'inséparable. ■■■■. Mauvais sang. O. Insomnie. O.
0.35 Le Live du vendredi. Lenny Kravitz.

RADIO

FRANCE-CULTURE
20.02 Les Chemins de la musique. [15].
20.30 Agora. Paul de Sény. (L'Amour des voyageurs).
21.00 Black And Blue. L'Odysée de la Note Bleue.
22.10 Fiction. Le Globe. de Marc Israël-Lepelletier.
23.00 Nuits magnétiques. [5]. 6.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

19.00 Histoires de Lieder.
19.40 Prélude.
20.05 Concert franco-allemand. Par l'Orchestre symphonique de la MDR, dir. Marcello Viotti : Œuvres de Fauré, Ravel, Brahms.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Cougouen.
23.07 Jazz-club.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Symphonie n° 3 D 200, de Schubert, par la Staatskapelle de Dresde, dir. Colin Davis.
20.40 La rencontre de Brahms, Grieg et Tchaïkovski. Œuvres de Tchaïkovski, Brahms, Grieg.
23.00 Silvana. Opéra de Weber par le Chœur de l'Opéra et l'Orchestre philharmonique de Hagen, dir. Gerhard Markson.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
O Tous publics
O Accord parental souhaitable
O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
O Public adulte
O Interdit aux moins de 16 ans
O Interdit aux moins de 18 ans

Les codes des films
■ On peut voir
■ A ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classique
Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

مكتبة من الأصل

La veuve actualité

par Pierre Georges

CE QU'IL Y A de terrible avec la guerre, outre la guerre bien sûr, c'est qu'elle ne nous fiche pas la paix ! Notamment avec l'actualité. L'actualité se vêt de kaki comme la veuve de noir. Elle porte la guerre comme d'autres le deuil. Et l'on a le sentiment, assez fondé, qu'elle impose à tous et à chacun une manière de participation obligatoire, vigilante, compassée, au grand cortège des nouvelles du front. Avec tenue, retenue et mots de circonstances.

Autrement dit, hors la guerre, point d'actualité. La vie continue certes, les activités de tous aussi. Les affaires restent les affaires. Mais tout semble futile, voire indécent, par référence ou comparaison. Et la presse, tout à son effort de guerre, son effort de mots et de faits, contribue à cette manière d'absolue vitrification de l'information. La guerre n'est pas que veuve. Elle est jalouse. Féroce-ment jalouse et point partageuse. Elle culpabilise à fond ceux qui voudraient jouer les « embusqués » de l'actualité.

Prenez un exemple. L'Assemblée nationale a débattu longuement du PACS. C'est normal, elle avait du PACS au menu de la semaine. Et elle a voté, mercredi, le PACS. Par 300 voix pour, 253 contre. Remarque, c'est intéressant aussi le PACS ! La Boutin en pleuve de PACS, ce serait même plutôt drôle ! Et pourtant qui ne voit, qui ne sent, que ce n'est plus tout à fait le moment du PACS, qu'il y a des causes et des fronts moins retentissants que d'autres. Bon, d'accord. Ils ont voté le PACS et ce n'est pas vraiment une tragédie française. Cessez-le feu immédiat !

Et, d'ailleurs, que pensent les Français du PACS ? Même un sondeur, dans la plus extrême dé-

bine, n'oserait pas leur poser actuellement la question. Ou, alors, sous peine de s'entendre immédiatement répliquer : « Ah ! vous faites un joli métier ! Non, mais sans blague, vous croyez que c'est bien le moment de m'interroger sur le PACS ? Comme s'il n'y avait pas des questions plus intelligentes ! Tenez, la guerre ! Notez, je suis pour, moi, monsieur. Contre, moi, madame ! »

Ainsi la guerre étend-elle son tyrannique empire : celui de l'actualité unique, comme monnaie ou pensée. C'est normal, dans l'échelle des gravités et du sérieux. On ne peut pas voir ce que l'on voit là-bas et ne point relativement le reste. Il n'empêche. Balkans le matin, le midi, le soir, Balkans jours et nuits, parfois on voudrait bien s'offrir une permission d'actualité. Au risque d'une indécence.

Parler un peu d'autre chose. Oui, mais de quoi ? Eh bien, par exemple, de cinéma français et d'un fait mineur, mais vaguement intrigant, qui nous a, si l'ose dire, sauté à la figure, ce matin, dans un magnifique travail d'inconscient balkanique. De quoi les cinéastes français ont-ils la manie en ce moment ? Des points ! Trois films, cinq points !

Trois points sur la rivière. Un pont entre deux rives. La fille sur le pont ! Voilà les trois titres des trois films du moment. Ils se sont donné le mot, ou quoi ? Ils ont des frustrations bâtiesseuses ? Le pont est-il le dernier salon où l'on filme ? Tout cela pour dire, et nous y revoliç, qu'on n'aurait probablement pas remarqué cette épidémie passion pour les ouvrages d'art, si l'actualité ne nous jouait, elle, en permanence et en piqué, le pont de la rivière Milosevic.

Sur la base italienne d'Istrana, les Français respectent scrupuleusement le « NATO secret »

Une heure de visite guidée chez les aviateurs, pendant une « fenêtre médiatique »

ISTRANA

de notre époque spécial

La guerre ? Quelle guerre ? La petite ville italienne d'Istrana ne semble pas préoccupée outre mesure par les événements en cours de l'autre côté de la mer Adriatique. Voilà maintenant deux semaines que les avions de combat décollent de l'aéroport voisin, mais cet incessant va-et-vient ne perturbe guère les habitants, si on excepte le vacarme des réacteurs et une brève incursion de militants pacifistes, mercredi 7 avril, en territoire militaire. C'est pourtant d'ici, de cette morne plaine des environs de Trévise, que décollent régulièrement une vingtaine d'appareils français, 8 Jaguar et 12 Mirage 2000, engagés dans les opérations de l'OTAN.

Comme sur les autres sites, les visites de journalistes sont restreintes et poliment surveillées. « Ce n'est pas un spectacle, il faut rester concentré », précise le lieutenant Frédéric Devanlay, chargé d'accueillir la presse. Les « fenêtres médiatiques », comme l'on dit dans le jargon militaire, sont donc limitées à deux par semaine au maximum, sur décision de l'état-major français.

Mercredi, la fenêtre s'est entrouverte. Plusieurs médias, dont *Le Monde*, ont donc pu accéder, pendant un peu plus d'une heure, au spectacle réservé aux jaguars et uniquement à celui-ci. Le long de la piste se bécote une baraque sans façon, le « jaguar bar », où les pilotes aiment à se retrouver. Les journalistes n'ont pas pu les interroger : ils ont juste été filés — souriants — au sortir de leur cockpit. Seul le chef du détachement des jaguars, le lieutenant-colonel Delmas-Charlot, s'est exprimé — abondamment — sur ces deux premières semaines de conflit en prenant soin, toutefois, de se désemparer en anglais (« NATO secret », « secret OTAN ») — mais que les questions fissaient l'indistinction.

Selon cet officier, les patrouilles françaises ont « tenu leur place » et même « surpris » les Américains avec leurs Jaguar de « 25 ans d'âge ». « A chaque fois qu'une mission a été confiée à l'un de nos avions, se réjouit M. Charlot, il l'a menée à bien. » Quant à savoir si la nature de ces missions a évolué en deux semaines, c'est un « NATO secret ». Idem pour les cibles visées, le pourcentage de

réussite, voire le nombre de pilotes français présents à Istrana. Seule précision technique : les Jaguar et le Mirage se sont contentés de vols en haute altitude. Cette stratégie leur a permis d'éviter en partie la riposte serbe mais elle les a soumis, plus que de coutume, aux caprices de la météo (« les rayons laser ne passent pas les nuages »). Tout en reconnaissant que certains vols de « mise en jambes », menés conjointement avec des appareils alliés, ont souffert de « problèmes linguistiques », le lieutenant-colonel Charlot indique que désormais « tout baigne dans l'huile ».

Environ 300 militaires français sont en fait affectés sur cette base italienne. Une « zone française » a été créée au sein de l'aéroport. A regroupé aussi bien le poste de commandement que les salles de repos. Les pilotes ne sont pas logés sur place. Ils ont établi leurs quartiers de printemps dans des hôtels de Trévise et ne rejoignent l'aéroport que quatre à cinq heures avant le début de leur mission. « *Ensuite*, explique le lieutenant-colonel Charlot, le ballet se met en place. Il nous faut une heure et demie pour arriver sur zone depuis

étrana. Chacun doit faire attention à n'arriver ni en avance ni en retard sur l'objectif. A chaque fois, cela se joue à la minute près, il faut que ce soit pile poil. » Le reste est affaire d'électronique, d'images, de cache-cache avec les radars adverses ; bref, de « guerre moderne » contre des « objectifs choisis ».

« Une fois sur place, poussa l'Officier, nous avons juste le temps de reconnaître l'objectif sur notre écran, de le désigner et de le traiter avec une précision métrique. » Ce « traitement », autrement dit le bombardement de la cible, est filiné par une caméra installée sous le ventre de certains appareils. Les casseroles ainsi obtenues font l'objet d'un « debriefing » entre les pilotes avant d'être transmises aux autorités compétentes. Ce sont certaines de ces images que les télespectateurs peuvent voir ensuite sur leurs écrans. Les pilotes, eux, ne sont pas des télespectateurs acharnés. « Au-delà d'une fois par jour, estime le lieutenant-colonel, ce n'est pas bon pour le moral. »

Philippe Broussard

Le Syndicat du Livre-CGT poursuit son action

LE SYNDICAT du Livre-CGT poursuit son mouvement contre la cession par le groupe Hersant de *France-Sol* à Georges Ghosn. Le quotidien hippique *Paris-Turf* n'a pas paru, jeudi 8 avril, à Paris. D'autres grèves pourraient affecter les titres de la Sopresse en province dans les prochains jours. Le Syndicat du Livre demande « l'implication du groupe Hersant dans la nouvelle structure » de France-Sol et « la transparence du tour de table financier du repreneur ». Pour le syndicat, cette cession « s'inscrit dans la restructuration de la Sopresse », qui affecte notamment Nord-Eclair et trois journaux de l'Ouest : Presse-Océan, Le Maine Libre, Le Courrier de l'Ouest.

Dans la nuit de mardi à mercredi, un arrêt prévu au *Figaro*, afin de faire pression sur le groupe Hersant, a entraîné une réaction des rotativistes qui ont bloqué l'impression d'une bonne partie de la presse parisienne. Le *Figaro* et *France-Soir* n'ont pas paru, tandis que *Libération*, *Les Echos*, *La Tribune* et *L'Humanité* ne sortaient qu'en province. Seuls les journaux du groupe Amaury (*Le Parisien*, *L'Equipe*) - où la CGT n'est pas en situation de monopole - ont paru.

Le conflit sur *France-Soir* est une nouvelle étape de la guerre que mènent les rotativistes et les correcteurs d'une part, les autres catégo-

ries et la Fédération du Livre (Filpac) d'autre part. Les premiers ont ainsi signé des accords avec Georges Ghosn et Yves de Chaisemartin, PDG de la Socpresse. Le comité intersyndical du Livre parisien a dénoncé l'embrassement du conflit par les rotativistes : « Cette décision irresponsable constitue un appui complice à M. de Chaisemartin et vise à placer les éditeurs en position d'otages. »

Le Syndicat de la presse parisienne (SPP) a constaté, mercredi soir, que « cette non-parution trouve son origine dans un affrontement interne du Syndicat du Livre parisien, avivé à l'occasion du projet de cession du capital de l'entreprise éditrice de France-Solr ». « Les éditeurs, poursuit-il, se sont communiqué, considérant qu'il est de leur responsabilité de chef d'entreprise de gérer, de développer, voire, le cas échéant, de céder leurs entreprises, dans le respect du droit du travail et des règles sociales conventionnelles ».

Un conseil d'administration, plusieurs fois repoussé, devrait entériner la cession de *France-Soir* à M. Ghosn, lundi 12 avril. Devant les représentants syndicaux, M. de Chaisemartin avait réitéré, mardi 6 avril, sa menace d'un dépôt de bilan du journal si la cession était bloquée.

Alain Salles

A NOS LECTEURS : la parution du *Monde* daté jeudi 8 avril a été fortement perturbée à la suite de l'arrêt de travail des rotatifs de la presse parisienne (lire ci-dessus). C'est avec plus de deux heures de retard que *Le Monde* a été imprimé, et la distribution du quotidien à Paris, en banlieue et dans les grandes villes de province, ainsi que le traitement des abonnés n'ont pu être assurés normalement.

■ **JUSTICE** : la cour d'appel de Versailles devait se prononcer, jeudi 8 avril, sur la remise en liberté du commandant Bernard Hervé, incarcéré depuis le 25 mars après avoir été condamné à quatre ans de prison ferme par le tribunal correctionnel de Versailles pour « violences » et « agressions sexuelles » sur deux trafiquants de drogue pendant une garde à vue. Lors de l'audience, mercredi 7 avril, le parquet général ne s'est pas opposé à la remise en liberté du policier.

■ **AUDIOVISUEL** : plus de 50 % des journalistes d'Euronews sont en grève depuis mercredi 7 avril pour protester contre le gel des salaires et le départ, sans indemnités, des journalistes permanents et pigistes affectés au service arabe de la chaîne d'information multilingue installée à Lyon. L'opérateur d'Euronews, le britannique ITN, a décidé de suspendre la diffusion de son service en langue arabe.

Tirage du Monde daté jeudi 8 avril 1999 : 517 502 exemplaires.1 - 3

intel
inside
pentium® II

هكذا من الأصل

d'Istrana, les Français
ment le « NATO secret »
sans cependant une fièvre médiatique.

Le Monde DES LIVRES

LITTÉRATURE

ESSAIS

VENDREDI 9 AVRIL 1999



LE « SIRINELLI-COUTY »
Le Feuilleton
de Pierre Lepape
page II



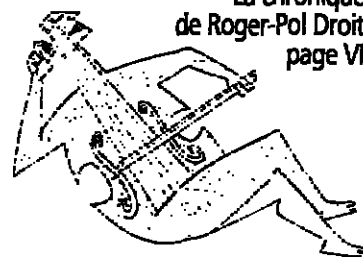
ÉRIC CHEVILLARD
page III



EMMANUEL ADELY
page IV



RODNEY HALL
page V



WITTGENSTEIN
La chronique
de Roger-Pol Droit
page VI

QUESTIONS GAY
De Proust à Foucault,
Didier Eribon fait
le point sur l'homosexualité,
en conjuguant les méthodes
de Sartre et de Bourdieu
page VI

Gustaw Herling au-dessous du volcan

C'est à l'écart
de lui-même que
l'écrivain s'est placé
pour rédiger
le deuxième volume
de son « journal écrit
la nuit ».
Là où il scrute
ses tremblements
intérieurs. L'écart,
c'est aussi celui
de la fiction,
de ses nouvelles,
ses « variations sur
les ténèbres »,
le Mal, l'inhumanité

Le premier volume de son *Journal écrit la nuit* (1), il avait décidé de l'ouvrir sur la destruction de la famille du philosophe italien Benedetto Croce, lors d'un tremblement de terre. « C'était pour signifier au lecteur que la ville que j'ai choisie pour vivre, c'est Naples. Naples et ses tremblements. Et pour lui dire que si mon journal, je l'avoue, n'est pas toujours écrit la nuit, il l'est en tout cas "au-dessous du volcan" ». Ainsi parle Gustaw Herling sur les hauteurs de la ville où il s'est exilé depuis 1955, dans le « palazzo » qu'occupait jadis le père de sa femme - Benedetto Croce. Justement. Et sur ce, il est rare que l'écrivain polonais ne prenne pas le soin d'illustrer dans un même élan son pays natal et l'atmosphère envrée du roman de Malcolm Lowry (*Au-dessous du volcan*) par un verre de vodka avalée cul sec. Sa silhouette colossale, dans ces moments-là, s'anime d'un rire énorme.

Depuis la parution en 1951 de son récit essentiel et splendide, *Un monde à part* (2), premier témoignage jamais publié sur l'univers concentrationnaire soviétique, on dirait que ce rescapé du Goulag (qui avait participé en 1944, dans l'armée

polonaise du général Anders, à la bataille de Monte-Cassino) n'a cessé de se mettre, d'une autre façon, « à part ». Non pas en se retirant du monde, car son retour des camps et son enracinement italien n'ont rien changé de son exceptionnelle attention au réel comme à la littérature qui sait l'intercepter. Régulièrement, d'ailleurs, il signe dans des revues ou des journaux sur l'art, la philosophie ou la politique, a consacré un essai (non traduit) à Simone Weil et a longtemps contribué à *Kultura*, la revue de la dissidence polonaise en exil. Mais dans les quatre autres livres qu'il a publiés depuis *Un monde à part*, parmi lesquels trois recueils de nouvelles, Herling, aujourd'hui âgé de quatre-vingts ans, semble se placer légèrement à l'écart de lui-même, dans une sorte d'« espace du dedans » d'où il pourrait mieux observer la vérité des choses.

L'écart, ou le « dedans », c'est ce dont témoigne le deuxième volume du *Journal écrit la nuit* qui vient de paraître en français. De 1986 à 1992, les années défilent en tête de chapitre mais à l'intérieur, Herling résiste au temps qui passe. On trouvera rarement une allusion directe, au cours du *Journal*, à l'actualité immédiate. Les phénomènes fugitifs ne font figure d'événement que par leur capacité à durer dans ses propres réflexions. Ce qui intéresse Herling dans son *Journal écrit la nuit*,

c'est moins le jour que les pensées qui le scrutent et le prolongent, la nuit. Ce sont, là encore, les « tremblements » intérieurs. Ce sont, ces dernières années, « les pertes de Vermeer », comme l'indique le titre de ce deuxième volume.

Dans plusieurs passages admirables, Herling revient en vrac, entre mille choses, sur Tchekhov et « son œuvre faite de rien », sur Pirandello et sa « nostalgie profondément enfouie des choses perdues à jamais ».

Marion Van Renterghem

évoque Dostoïevski, Heidegger ou Vermeer - dont il vante dans la *Vue de Delft*, contre Proust et son pan de mur jaune, « le miracle d'un tour » -, fustige le film *Shoah* de Claude Lanzmann (pour sa manière « esthétique » de réduire à l'antisémitisme polonais « l'indifférence du monde »), réclame encore aux effets du communisme, à la « banalité du mal » selon Hannah Arendt.

De la question du « Mal » et de l'inhumanité, Gustaw Herling a désormais fait le centre de ses réflexions. Venu tardivement à la fiction, via les nouvelles, celle-ci lui permet d'éclairer moins immédiatement, avec le même recul que celui de la nuit, ce dont il a fait lui-même l'expérience radicale dans les camps soviétiques. C'est à ce titre qu'il avait reçu chez lui, à Naples, l'écrivain américain Russell Banks, dont les romans mettent en scène, aux États-Unis, une expérience contemporaine de la déshumanisation (« Le Monde des livres » du 23 janvier 1998). Et ce sont les représentations du mal que Gustaw Herling explore à nouveau dans ses nouvelles, trois *Variations sur les ténèbres*.

Par un retournement paradoxal, c'est par la fiction plus que dans son *Journal* que l'écrivain peut retrouver une implication spontanée dans l'actualité. Dans la dernière des trois nouvelles du recueil, « Beata, Santa », le narrateur est un écrivain de l'Est européen à qui la rédaction d'un journal italien confie la mission de rencontrer une jeune Polonaise, Marianna K. Celle-ci, invitée à Gorazde chez sa sœur mariée à un médecin bosniaque, s'était trouvée avec elle embarquée par les soldats serbes. Emprisonnée, violée. Quand d'autres femmes avortent ou se suicident, Marianna, par une sorte de pitié qui échappe au narrateur, décide de mettre au monde l'enfant du viol. Contre son gré, on l'appelle « la Beata, la Santa ».

Parce qu'« il existe une limite infranchissable à ce qu'on a le droit de dire aux hommes sur l'homme », le narrateur renonce vite à sa mission initiale auprès du journal pour simplement accompagner la jeune femme dans la langue natale qu'elle n'entendait plus, vivre avec elle quelques souvenirs de Pologne. S'interrogeant sur « le Mal en soi », le narrateur - et, derrière lui, l'écrivain - cherchent leur appui de tous côtés, chez Simone Weil, Hannah Arendt ou Joseph Conrad. « Le plus souvent, en littérature, tout se passe comme si une ligne de démarcation distincte séparait la vie de la mort, le Bien du Mal. Alors que pour moi l'im-

portant - si difficile à pénétrer -, c'est, et ça a toujours été, la zone limite, la "ligne d'ombre" de Conrad, la survie immobile au milieu d'éléments aux aguets. »

Les deux premières nouvelles évoquent, cette fois sur un mode ésotérique et fantastico-gothique - la faculté du « mauvais œil », l'exorcisme, le pouvoir illimité des rêves -, cette même interrogation sur le Mal. Mais c'est dans « Beata, Santa » que l'écrivain est, pour ainsi dire, « au complet ». A l'origine du récit, il y a l'indignation face à

l'appel de Jean Paul II aux femmes bosniaques violées de porter à terme les enfants conçus. Mais l'écrivain, embarqué par son personnage, a fait d'une protestation militante, presque devenue lieu commun, une fiction captivante. C'est la première fois que Gustaw Herling entremêle, avec cette ampleur élégante qui caractérise ses écrits, la littérature et un sujet journalistique qui lui semblait à lui-même, comme il dit, « dépourvu de noblesse ».

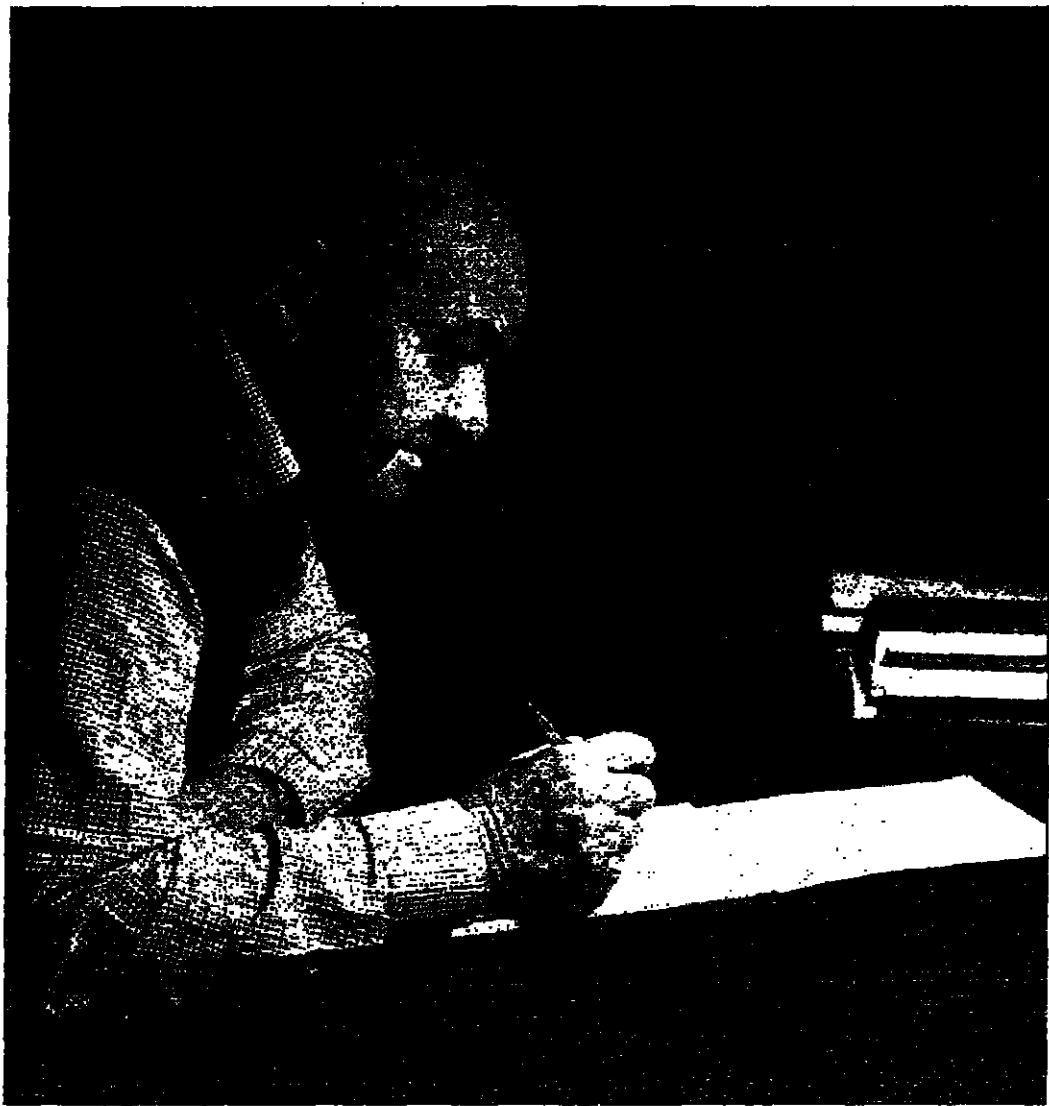
A la fin de l'entretien avec son amie, l'écrivain Edith de la Héronnière, publié en guise de postface aux *Variations sur les ténèbres*, Gustaw Herling évoque Primo Levi, à qui il a souvent été comparé, et Chalamov, qui passa vingt ans dans l'enfer de la Kolyma. Chalamov, écrit Herling (en précisant modestement qu'il

n'en eut, lui, « que » pour deux ans), avait compris que le seul moyen de s'en sortir, « au cœur de ce Mal terrible », c'était la solitude. « Moi, j'ai fait de même, note Herling. J'ai recherché la solitude chaque fois que j'ai pu. (...) Par exemple, lorsque tous allaient dormir, je ne m'endormais pas. Je restais seul et éveillé. J'ai intitulé un chapitre d'*Un monde à part* "La tombée de la nuit". Les prisonniers, en dormant, étaient tous très agiles par leurs rêves. Je les écoutais et ne pouvais m'endormir. J'étais alors heureux d'être seul durant quelques heures. » Déjà, Gustaw Herling se mettait à l'écart, sous le volcan, à l'écoute de ses tremblements. Déjà, comme dans le *Journal* qu'il allait entamer, il attendait la nuit.

(1) Gallimard, « L'Arpenteur », 1989
(2) Denoël, 1985

LES PERLES DE VERMEER
(Journal écrit la nuit 1986-1992)
de Gustaw Herling.
Traduit du polonais
par Thérèse Douchy,
Seuil « Solo », 240 p.,
120 F (18,29 €).

VARIATIONS
SUR LES TÉNÉBRES
de Gustaw Herling.
Traduit par Thérèse Douchy,
Seuil « Solo », 174 p.,
98 F (14,94 €).



PIOTR KORTY

FRANÇOIS
BOTT
LES ÉTÉS
DE LA VIE
CINQUANTE-SIX ESQUISSES
POUR LE ROMAN D'UNE SAISON



L'ARPENTEUR

GALLIMARD

هكذا من الأصل

HISTOIRE, LA FRANCE ET LES FRANÇAIS
sous la direction de Jean-François Sirinelli
et de Daniel Couty.
Encyclopédies Bordas. Société générale
d'édition et de diffusion,
4 volumes, 2 300 p., 3 150 F (480,21 €),
tarifs spéciaux pour les établissements scolaires,
bibliothèques et collectivités (1).

Il y a toujours de la folie dans la conception d'un dictionnaire ou d'une encyclopédie. A commencer par la folie du Tout. Tous les riots d'une langue, tout l'art moderne, tout sur la France et les Français depuis que la France existe (mais depuis quand la France existe-t-elle ?). Il faut un singulier optimisme pour oser relever un tel défi. D'autant plus que la partie est perdue d'avance et que tout le monde le sait. Le Tout n'est pas comme un sommet que les alpinistes du savoir, à condition d'être compétents, entraînés, courageux et bien encordés les uns aux autres, peuvent espérer atteindre. L'encyclopédiste est par définition un pèlerin de l'achèvement. Lorsqu'il a fini son travail, il lui reste à le recommencer. A modifier, à ajouter, à retrancher, à corriger. Tout bouge sans cesse, les choses, les savoirs, et les mots pour les dire.

L'autre folie est celle du désordre – ou plus exactement de cette étrange forme de désordre qu'est l'ordre alphabétique, cette manière de ranger ensemble des mots qui n'ont aucun rapport entre eux sinon qu'ils riment par leur première lettre. Les dictionnaires sont tellement entrés dans notre outillage culturel que nous ne parvenons même plus à nous étonner de voir se suivre sur une liste mobilière, Moch (Jules), moissonneuse-batteuse, Molay (Jacques de), Mollin (Nicolas-François), monarchisme, Monaco, monarchie absolue, Monde (le). Les surréalistes pourtant n'ont pas fait mieux. Mais on sait aussi le profit polémique que certains peuvent tirer de cette embrouille organisée. C'est de cette manière que l'Encyclopédie de Diderot et de d'Alembert a réussi à distiller les lumineux poisons de la philosophie au nez et à la barbe des censeurs de Louis XV et de la Sorbonne. L'ordre alphabétique masque l'ordre du discours, il l'éparpille, il le dissémine comme du chiendent, tout en paraissant le détruire.

Il y a toujours du discours dans les dictionnaires et dans les encyclopédies. On pourrait même poser comme règle que les meilleurs d'entre eux, les plus riches, les plus productifs en connaissance et en réflexion, sont ceux où le discours, implicite et explicite, l'emporte sur la simple information. Ce sont des œuvres et pas seulement des produits de compilation. La France et les Français est une œuvre. Si l'on ne savait pas qu'un ouvrage d'une telle ampleur doit rencontrer les lois qui gouvernent le marché du savoir, on dirait que Sirinelli et Couty l'ont pensé, écrit et fait écrire au seul gré de leur curiosité polymorphe et tentaculaire. Curiosité de comprendre, bien au-delà de l'avaricieuse curiosité de savoir.

Comprendre ce qu'est la France, voilà le programme. De A comme abandon d'enfant à Z comme

De l'infini dans le dictionnaire

Comprendre ce qu'est la France,
à travers les mots, discours, discussions
qui courent depuis le fond de notre
histoire, voici le programme, ou plutôt
la promenade érudite, que proposent
Jean-François Sirinelli et Daniel Couty

zouaves. Il y a, courant d'un bout à l'autre du livre, une interrogation sur l'identité, assez proche dans l'esprit de celle qui animait Fernand Braudel. La différence est dans la démarche, c'est-à-dire dans la façon de marcher. Braudel est un routier, le nez au vent, l'œil géographique, sensible aux courbes du paysage, aux mouvements de la mer et aux gestes des hommes. Sirinelli et Couty sont des promeneurs : ce qu'ils voient leur importe moins que ce qu'ils entendent, cette grande rumeur des mots qui court depuis le fond de notre histoire, discours, discussions, polémiques, encouragements, huées, proclamations, chuchotements – repris, transportés, transformés, métamorphosés par les livres et par les images. Leur France se révèle dans une bataille de mots. D'où, certainement, leur goût pour la forme du dictionnaire.

Jean-François Sirinelli est historien, spécialiste d'histoire politique, essentiellement contemporaine. Daniel Couty est professeur de littérature, coauteur d'impressionnants dictionnaires des œuvres et des auteurs français. Deux manières bien différentes d'interroger les textes d'hier et d'aujourd'hui et d'en tirer le portrait de la France. Leur encyclopédie tire tout le bénéfice possible de cet écart, et d'abord le bénéfice du doute. Les dictionnaires sont souvent arrogants ; ils prétendent énoncer la vérité et la norme. Qu'ils annoncent ou non la couleur, ils développent une idéologie de la science encore toute guidée de positivisme.

L'article de dictionnaire fait loi, il est l'expression de l'objectivité et de la neutralité scientifiques considérées comme les servantes irréprochables de la vérité. On sait ce qu'il en est, en réalité.

Rien de tel dans le Sirinelli-Couty. Certes, le ton des articles – époque oblige – adopte plus volontiers la douce musique du consensus que les sons de trompe de la polémique. Certes encore, certaines absences ressemblent à des prudences, comme celles, entre autres, de la radicalité (Paris), de race et de racisme, sans lesquelles le portrait de la France demeure inachevé. D'autant que manque également l'entrée *xénophobie*. Ce n'était pourtant pas la matière qui manquait. En revanche, la France et les Français frappe par sa farouche volonté de ne pas ériger ses propositions en dogmes. Dans les trois mille deux cents articles qui composent les volumes et qui vont d'une soixantaine de lignes à quatre ou cinq grandes pages pour les plus volumineux dossiers, aucun qui prétende à l'immuable autorité. On a fait son travail, savamment, honnêtement, en respectant avec scrupule les règles de son métier. On a écrit avec la plus grande clarté possible, dans une langue aisée et accessible. On a lu sur la question évoquée les ouvrages les plus récents, la pointe de la recherche. L'article présente l'état de la question, sans jamais la confondre avec la forme de la réponse.

Le Sirinelli-Couty est une œuvre ouverte. Trop ouverte parfois, le lecteur s'y promène comme dans un moulin. C'est à lui d'organiser son itinéraire, les auteurs ayant omis, volontairement peut-être, de placer ces flèches et ces panneaux qui orientent la visite. Pas de renvoi d'un article à l'autre, aucune indication lorsqu'on lit l'article *Quatre CV* qu'un autre article est consacré à *Renault*, un à *nationalisation*, un troisième à *congrès payés* tandis qu'un grand dossier est ouvert à l'entrée *automobile*. Cette absence de rails a pour effet d'abolir les certitudes supposées de la logique et du continu pour imposer une poétique de la dispersion.

Pour un peu, on recommanderait de lire le dictionnaire comme un roman, de la première à la dernière ligne. Ou à la manière d'un étranger qui découvre la France, avec la diversité de ses sens, au hasard des rencontres, dans la perpétuelle remise en cause de ses interprétations. Chaque article est comme une rue évocant une époque, un caractère, une fonction, et débouchant sur une autre d'une couleur et d'une odeur différentes : la rue Delors (Jacques), moderne, européenne et chrétienne sent la France affable et têtue, les destins atypiques, l'imagination dans la règle. Elle croise la rue de la démarcation (ligne de), la France coupée en deux, les nouvelles qui s'échangent malgré l'occupant et les cartes interzones préimprimées. Puis la rue Dénia (Charles), l'enseignement charitable dans les villes sous l'Ancien Régime, l'emprise de la morale ecclésiastique sur l'école et sur la lecture. Puis la rue des demi-soldes, aux nostalgies moins pittoresques que ne le montre Balzac. Puis encore, la rue de la démocratie chrétienne au chemin politique plutôt tordu, de l'éclat de Lamenais à François Bayrou. Sans doute faut-il arpenter un à un, rues, avenues, boulevards et places pour commencer à imaginer un plan de la France. Comme tous les dictionnaires importants, le Sirinelli-Couty est une machine à rêver.

Pour que le lecteur rêve – ce qui est une bien agréable manière de savoir, et plutôt efficace –, il faut qu'il ne se sente pas écrasé par les textes ni cerné de toute part par les références. Il lui faut aussi des images. Celles de la France et les Français ne se contentent pas d'accompagner le texte ni de l'illustrer. Rien à voir avec les sinistres vignettes muettes des dictionnaires ordinaires ni avec les débauches iconographiques de certaines encyclopédies dont on peut soupçonner qu'elles encouragent à l'abandon de la lecture. Ici, le document image développe son propre discours et dialogue avec le texte, l'éclaire, le nuance, le complète, lui apporte une subtile contradiction. Même les portraits qui accompagnent certaines biographies savent sortir du cadre pour jouer de l'écart : caricatures, dessins de presse ou d'album, visions d'artistes, postures et environnements significatifs.

Le langage n'est pas fait que de mots, mais de ce qui est entre les mots et qui les relie, comme le montre la littérature. Les mots ne donnent que le sens, jamais la signification. Sirinelli et Couty ont traité la France et les Français comme une langue. Ils en ont fourni les mots, en abondance, proposant un lexique à la fois vaste et précis ; des définitions solides, des exemples tirés des meilleurs auteurs. Mais il ne s'en sont pas tenus là, au vocabulaire. Ils ont permis que chaque lecteur puisse passer des mots à la phrase, qu'il invente sa prosodie, son rythme, sa rhétorique, qu'il découvre ses valeurs. Bref, ils ont introduit un peu d'infini dans le fini, toujours inachevé, du dictionnaire.

(1) Vendu par courtoisie, l'ouvrage est diffusé par la SGED, 30, rue Camborne, 75377 Paris Cedex 15. Tél : 01-44-38-54-59. Télécopie : 01-44-38-54-59.

La femme aux illusions perdues

« De la vitalité de l'école historique française »

Jean-François Sirinelli et Daniel Couty, codirecteurs de « La France et les Français »,
expliquent l'origine et la réalisation de leur entreprise

Avant d'être une « femme de trente ans », « la » femme de trente ans, Julie d'Aiglemont fut une jeune fille. Une jeune fille qui croyait à l'amour, dans une société où l'amour, du moins tel que les jeunes filles le rêvent, n'a pas de place.

Son destin se scella un jour d'avril 1813, lors de la dernière grande revue de Napoléon aux Tuileries. La belle Julie n'a d'yeux ni pour l'empereur ni pour le déploiement de ses armées, mais pour son cousin Victor, fringant officier d'ordonnance de Napoléon, monté sur un cheval noir. Elle répoussa, contre l'avis de son père, pour qui le colonel d'Aiglemont est « un de ces hommes que le ciel a créés pour prendre et digérer quatre repas par jour, dormir, aimer la première venue et se battre ».

Démontre alors l'implacable mécanique mise en place par Balzac : le parcours plein de péripéties et parfois fort peu réaliste de Julie, « femme d'esprit et de sentiment » mariée à un nul, lui sert de machine de guerre. Car Julie n'est pas vraiment un personnage, au sens romanesque et psychologique du terme : « ce n'est pas une figure ; c'est une pensée », dira Balzac lui-même. L'incarnation des idées de l'auteur des *Mémoires de deux jeunes mariées* sur la condition féminine et sur ce que cette condition révèle de la société bourgeoise du XIX^e siècle.

« Veuve », comme la plupart des femmes de son temps, « à des malheurs domestiques qui, pour être obscurs, n'en sont pas moins terribles », la marquise d'Aiglemont jettera cette diatribe dans un moment de révolte et de désespoir : « Nous sommes, nous

femmes, plus maltraitées par la civilisation que nous ne le serions par la nature. (...) Le mariage, institution sur laquelle s'appuie aujourd'hui la société, nous en fait sentir à nous seules tout le poids : pour l'homme la liberté, pour la femme des devoirs. Nous nous devons toute notre vie, nous ne nous devons de la vôtre que de rares instants. (...) Eh bien, le mariage, tel qu'il se pratique aujourd'hui, me semble être une prostitution légale. »

L'analyse sera reprise par Marx en 1848, quasiment mot pour mot, dans le *Manifeste du parti communiste*.

Arrive alors le coup de théâtre, le coup de génie de Balzac : « à trente ans », Julie aimera, et sera aimée, par le jeune Charles de Vandenesse. Amours coupables, mais heureuses. Si l'on a dit que Balzac avait « inventé » la femme de trente ans, c'est qu'il a, le premier, dans un univers où celle-ci n'était plus qu'épouse et mère, et où elle n'existait pas comme héroïne littéraire, démontré qu'elle pouvait encore avoir des désirs, des amours, et que la maternité n'était pas son unique accomplissement.

Avec Julie d'Aiglemont, c'est une révolution littéraire, sociale et politique qui s'accomplit. Ce que dit Balzac, c'est ceci : « Vous avez fait la révolution, mais vos femmes sont esclaves » (Pierre Barbès, dans son excellente préface en édition « Folio »). Non seulement la société libérale de la Restauration, dans laquelle l'argent devient la valeur dominante, n'a pas libéré les femmes, mais sa puissance et sa stabilité reposent justement sur leur aliénation.

Fabienne Dargé

« Avant d'aborder le fond de l'ouvrage, un mot sur la genèse du projet. »

Daniel Couty : A l'origine, il y a le succès rencontré par les deux *Dictionnaires des littératures de langue française* (1984) et des *œuvres littéraires* (1994), que Jean-Pierre de Beaumarchais et moi avions dirigés pour Bordas. Ces livres portaient d'un constat : le manque d'ouvrages de référence en la matière. L'entreprise présente sur l'Histoire de France veut combler une même carence. Dès l'automne 1994, j'ai travaillé avec Hélène Pouyrou et Maria Maria, les deux éditrices « internes », à l'élaboration d'un projet susceptible de rassembler et synthétiser les acquis des disciplines historiques des dernières décennies. Les lignes éditoriales définies et le budget établi (plus de dix millions de francs), nous devions choisir un conseiller historique. Le nom de Jean-François Sirinelli s'est alors imposé, puisque, outre le plaisir de la lecture, son ouvrage *Généralisation intellectuelle : khéneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres* (Payot, 1988) affirmait les ambitions et les ouvertures que nous nous fisions pour notre propre dictionnaire.

Jean-François Sirinelli : L'idée d'une telle entreprise m'a immédiatement séduit. Je suis persuadé que la formule du dictionnaire, loin d'être une sorte de mausolée pour savoir embourbé, constitue dans le domaine des sciences humaines et sociales l'équivalent des laboratoires de sciences exactes, avec la constitution d'équipes pour une recherche appliquée. Et les moyens mis en œuvre ici, qui permirent de réunir près de deux cents auteurs, comme la totale liberté intellectuelle que nous étions allés chercher, étaient pleinement convainquants.

J'ajouterais qu'il y avait là un défi à relever au moment où certains observateurs réageaient des bulletins de santé très alarmistes de la discipline. La somme de talents réunis, ainsi que leur diversité, attestent à l'inverse la vitalité de l'école historique française aujourd'hui.

– Comment l'équipe a-t-elle été constituée ?

D. C. : D'un commun accord entre nous, au cours de réunions bihebdomadaires tenues d'avril à décembre 1995, nous avons décidé d'ouvrir l'équipe à quelques figures tutélaires, aux maîtres confirmés, et aux jeunes chercheurs dont nous faisons le pari qu'ils seraient les futurs grands de demain. Il est agréable de noter que nombre d'entre eux, contactés dès l'origine du projet, sont devenus des noms déjà reconnus dans leur champ de recherche.

J.-F. S. : Bien sûr le principe de spécialité a prévalu, mais en veillant constamment à faire aussi de cet ouvrage un lieu de capitulation entre plusieurs générations d'historiens. Nous avons aussi eu le souci que chaque auteur soit parfaitement maître de son discours, tout en respectant les impératifs communs de forme – la lisibilité sans laquelle il n'y a pas de véritable transmission – et de fond. Pour ce qui concerne celui-ci, il fallait être attentif à l'équité dans la présentation des angles de vue : nous avons veillé à ne pas faire œuvre militante. L'historien n'est que l'artisan de la mémoire savante d'un groupe humain donné, qui est en droit d'attendre un contenu rigoureux, et non un propos d'humour ou une posture de prosélyte.

– Il est rare de voir un littéraire et un historien parallèlement aux commandes ; cela a-t-il posé problème ?

D. C. Cette expérience a pour moi été l'occasion de m'immerger dans un univers que je ne connaissais que de réputation ou de fréquentation livresque. Et j'ai découvert un rapport à la publication que je qualifierai de « productif », comparé à celui de ma propre dis-

cipline. Respect des délais, rapidité de réaction et de rédaction – sans, naturellement, que ceci se fasse au détriment du sérieux de la contribution. Cela, évidemment, sans me faire porter un regard « angélique » sur nos collègues historiens, me conduit à espérer que nous, littéraires, nous ouvrirons davantage au monde en ne considérant pas que notre savoir n'a de sens qu'in-ter nos, replié dans de frileux colloques ou des revues de « spécialistes ».

J.-F. S. : La mise en œuvre dans ce type d'ouvrage d'un versant d'histoire culturelle très important a été complexe tant cette discipline est épistémologiquement mal stabilisée. Travailler sur ce champ avec un collègue venu d'un autre horizon a été, de ce fait, pour moi un enrichissement, qui, j'espère, aura d'autres prolongements.

– Le propos semble étroitement franco-français (on ne relève que deux contributions d'historiens étrangers, tous deux Israéliens). Pourquoi ce choix ?

J.-F. S. : C'est une façon d'assumer les effets de mémoire, qui sont parmi les perspectives historiographiques actuelles les plus fécondes, et de mesurer les leçons du miroir : comment les historiens travaillent sur la communauté nationale à laquelle ils appartiennent. D'autant que l'inconvenient scientifique encouru était limité, les auteurs choisis maîtrisant parfaitement l'apport des écoles étrangères sur le champ de spécialité. Ajoutons que, par-delà les détournements idéologiques dont elle peut être victime, l'Histoire reste bien, au bout du compte, partie intégrante du regard d'une communauté sur elle-même. Elle en constitue l'un des ciments. C'était déjà le sens des grandes entreprises éditoriales de la fin du XIX^e siècle, et nous ne nous sentions pas insultés si l'on comparait l'esprit de notre somme à celui qui les anima – je pense, pour un autre public, au *Petit Larousse*.

– Reste le choix (provocant ?) du support papier à l'heure du CD-ROM.

D. C. : Certains éditeurs se sont précipités dans le multimédia. La page qui bouge et fait « coin-coin » a sans doute de quoi séduire... mais c'est en général au détriment du contenu. Et les seuls vrais CD-ROM qui ne déçoivent pas sont ceux – je pense au *Grand Robert* – qui, transposant le contenu du livre sur un support numérisé, ont permis un enrichissement par l'hyperactualité.

Dans l'absolu, je serais ravi que notre ouvrage existât en version CD-ROM de manière à permettre, outre la commodité et le confort de la consultation, une démultiplication des potentialités de recherche. Mais il est évident que le CD-ROM, au-delà de l'effet de mode-gadget, est déjà mort. Il faut songer dès à présent à la complémentarité livre/on line, la faculté d'actualisation continue changeant réellement le recours à l'ouvrage de référence.

J.-F. S. : Je pense que nous vivons probablement, comme les érudits de la Renaissance, une période de mutation ; et le choix de Gutenberg, dont ils inauguraient le cycle, n'est pas pour nous un combat d'arrière-garde. En tant qu'universitaires chargés de la transmission d'un savoir, nous sommes encore dans le cycle de l'imprimé, et la formation culturelle, de nos étudiants comme de nos concitoyens, se fait encore par le canal du livre et de l'écriture. L'enjeu civique que constitue aussi cet ouvrage, et qui est naturellement le nôtre, est bien de contribuer, en bonne logique républicaine, à réduire plutôt qu'à creuser le fossé socioculturel qui est réapparu dans la France fin de siècle. Et de tisser du lien social.

D. C. : ce qui renvoie bien à l'étymologie de *texte*, qui est trame et tissage.

Propos recueillis par Philippe-Jean Catlinchi



Figures de la Comédie

D'AIGLEMONT JULIE

Née aux alentours de 1796-1797, morte en 1844.

« Femme de trente ans » issue de textes disparates dont la publication s'est étalée sur plusieurs années, elle n'est évoquée que dans un autre roman de Balzac, *Le lys dans la vallée* : Mme de Mortsauf, son héroïne, est en quelque sorte le pendant « soumis » et romantique de Julie d'Aiglemont.

Incarnation des idées de l'auteur des *Mémoires de deux jeunes mariées* sur la condition féminine et sur ce que cette condition révèle de la société bourgeoise du XIX^e siècle.

« Veuve », comme la plupart des femmes de son temps, « à des malheurs domestiques qui, pour être obscurs, n'en sont pas moins terribles », la marquise d'Aiglemont jettera cette diatribe dans un moment de révolte et de désespoir : « Nous sommes, nous

Chevillard et ses doubles

A travers Thomas Pilaster et son exégète, le romancier propose d'observer les « mécanismes à l'œuvre » dans son écriture. Rencontre

L'ŒUVRE POSTHUME DE THOMAS PILASTER
d'Eric Chevillard.
Minuit, 190 p., 78 F (11,89 €).

Thomas Pilaster, vous vous souvenez ? Quel trajet, de *Mots confits* mots contus à son dernier roman, *La Pointe des corbeaux* ! D'autres titres, *Fabrique d'extraits* élaborés dans la vapeur et dans le vide, ou *Étude de bouche pour la mort de Sardana-pale*, rappellent le moraliste et le critique d'art... Thomas Pilaster n'existe pas plus que son sosie teigneux, Marc-Antoine Marson, commentateur de son œuvre posthume – même si, dans ce double exercice d'autodérision, au brio étourdissant et à l'humour ravageur, Chevillard glisse quelques traits personnels, par « goût du jeu, de l'énigme ».

Écrivain discret, Eric Chevillard pense sans doute, comme Pilaster, qu'un romancier n'est pas plus intéressant hors de ses livres « qu'un confiseur hors de sa confiserie ». Seul repère biographique : il est né en 1964 à La Roche-sur-Yon, dans l'hôpital où, la même année, devait mourir le peintre Gaston Chassaig, cité en exergue de *Préhistoire*. « On s'est croisés, dit-il, ça m'a touché comme une coïncidence. Chassaig était un épistolier incroyable. Il chroniquait son village, avec le plus grand sérieux, pour Paulhan, Queneau, Dubuffet. C'est hilarant et très naturel, comme sa peinture, avec un peu de rouerie qui le rend très attachant et lui permet d'échapper à la condescendance de ses protecteurs. La seule chose qui l'apparente à l'art brut, c'est la pauvreté de ses moyens, et son insouciance absolue des canons de l'académisme ».

Cette insouciance-là, Chevillard la retrouve, grâce à une sorte de folie inventive et douce qui parcourt ses livres. « J'essaye de pou-

ser à l'excès, jusqu'à l'absurde, toutes les logiques en œuvre dans cette culture qui nous a formés presque malgré nous. On peut retrouver une forme de naïveté, de fraîcheur en exacerbant tout cela. » Ainsi des romans jubilatoires nous entraînent à la suite de héros qui veulent renverser l'ordre des choses, comme Crab, qui, dans *Un fantôme*, « songe à des réformes radicales ». Furne, qui, dans *Le Caoutchouc décidément*, est « hostile au principe des giboulées de mars », ou comme le narrateur qui finit par entraîner un groupe d'amis *Au plafond*, dans un continent vierge et sans limites. « L'humour est une des formes de la poésie, et produit les mêmes effets : déréaliser, et désarmer le lecteur, qui est corps et âme dans sa lecture. Les grands écrivains – Sterne, Swift – sont aussi des humoristes. »

« J'ai trouvé ma manière très brusquement, se souvient-il, c'est bizarre, lorsque j'ai commencé à écrire la nuit. J'étais étudiant à Nantes. Je me suis rendu compte que ce temps suspendu était le moment idéal pour moi. Est-ce lié à cette expérience ou à une certaine maturité ? J'ai écrit alors un texte, très imparfait mais original, que j'ai envoyé aux Éditions de Minuit : on m'a, chaleureusement, conseillé de le remanier. C'était un texte presque illisible, d'une densité oppressante, qui abondait en aphorismes. J'ai eu l'idée de cet agoni-sant de Mourir m'enrhumé. C'est comme cela que j'ai commencé à écrire des romans. »

« Auparavant, j'écrivais des poèmes, des proses poétiques. Je me souviens avoir écrit des textes qui me paraissaient ressembler fort au Corneille à des de Max Jacob. Ensuite j'ai lu Beckett et Michaux et, tout en percevant la distance qui me séparait d'eux, j'ai senti comme un appel d'air : c'était par là qu'il fallait aller. » Depuis, Chevillard continue d'écrire la nuit. « J'ai alors le

sentiment d'être à l'abri. L'angoisse, comme je suis en train d'écrire, je la mets au travail au lieu de la subir. » Parce que son premier livre, publié à la fin de ses études de lettres, lui a donné une modeste « autonomie financière ». Chevillard a choisi de se consacrer à l'écriture. « J'aurais pu, envisager-t-il, être journaliste ou professeur. Mais je redoutais, dans ces métiers trop proches, la recherche d'efficacité immédiate. Je me suis protégé, en croyant être en possession d'un instrument de musique très fragile. »

SOUS LE SIGNE DE BORGES...

Dans la journée, Chevillard garde sur lui un carnet qu'il sort « plus discrètement que Pilaster. J'aime beaucoup les écrivains qui notent : Perros, Scutenaire. Je ne tiens pas de journal à proprement parler. La note prise dans la journée se retrouve le soir dans le livre que je suis en train d'écrire. La plupart des écrivains préfèrent raboter les digressions, moi je prends le risque de détourner l'attention. C'est vrai qu'il est plus facile de sortir de son propos que d'y revenir : on peut le quitter dans une sorte d'emballage, on n'y revient jamais que de façon très consciente, très maîtrisée. »

A l'inverse de Pilaster, Chevillard ne garde dans ses tiroirs d'écrivain ni archives, ni brouillons, ni « scories », ni « rebuts ». « Sur le plan pratique, j'écris extrêmement lentement : trois ou quatre phrases par nuit. A l'intérieur d'une phrase, il peut y avoir des accélérations délinquantes : je me mets moi-même en danger, comme si je sabotais ma phrase et que j'essayais ensuite de désamorcer tout ce qui la menace. Je ne la lâche que lorsque j'en suis satisfait : je ne ratine pas, j'efface. Le manuscrit final du livre est le livre : tous les états antérieurs ont été supprimés. » L'Œuvre posthume de Thomas Pilaster est une construction délicate de textes



Plutôt qu'un « comment j'ai écrit certains de mes livres », Eric Chevillard suggère un « comment j'aimerais que soient lus mes livres »

en miroirs, sous le signe de Borges et de Nabokov, nés en 1899. « Nabokov : voilà, dit-il, un romancier extrêmement puissant qui a la subtilité et la délicatesse des poètes. C'est un des écrivains qui me confirment que l'émotion est aussi un fruit de l'intelligence. » Comme *Feu pâle*, Pilaster met en relation l'appareil critique et des textes appartenant aux genres les plus divers : journal, roman policier, monologue théâtral apocalyptique, tercets – même si Chevillard préfère la poésie « hors du poème, rendue à la phrase ».

A travers ses doubles improbables, l'écrivain et son exégète,

Chevillard propose d'observer les « mécanismes à l'œuvre » dans son écriture : pour lui, comme pour Ramón Gómez de la Serna ou Malcolm de Chazal, « l'important, c'est l'analogie ». Elle est au cœur de son travail. Mais plutôt qu'un « comment j'ai écrit certains de mes livres », à la manière de Rous-sel – voire de Ponge –, il suggère un « comment j'aimerais que soient lus mes livres. Il faudrait toujours cette tension d'esprit dont parle Lautréamont au début des *Chants de Maldoror*. » Qu'opposer au réel, sinon une série infinie de questions ? Autant d'hippocampes ! « J'ai toujours été interlo-

qué par l'hippocampe, c'est comme si sa forme même, celle d'un grand point d'interrogation, incarnait ma stupéfaction. » C'est cette incertitude que se renvoient Pilaster et Marson, deux noms pour dramatiser « un combat intérieur », implicite dans les autres livres. « Quand j'écris, je m'expose à mon insatisfaction chronique. Cette voix perdue et sarcastique qui s'élève tout de suite pour se moquer, c'est un peu le corbeau d'Edgar Poe qu'on a tous sur l'épaule et qui dit : "A quoi bon, à quoi bon ?" Il faut lui tordre le cou, à ce corbeau, si on veut écrire. »

Monique Petitlon

Condamnés à l'errance

Un très beau récit autobiographique où Adélaïde Blasquez relate la tragédie des « personnes déplacées »

LE BEL EXIL
d'Adélaïde Blasquez.
Grasset, 340 p., 125 F (19,05 €).

Trois générations. Au centre, la narratrice prise entre le passé – sa mère – et l'avenir – sa fille. Exils et séparations. Les malheurs répétés, les espoirs toujours reportés. L'importance de la mémoire pour la compréhension des vies exposées aux aléas de l'histoire. Avec le récit des déplacements d'une famille, une fresque du siècle qui s'achève. Avènement du communisme, guerre d'Espagne, montée puis triomphe du nazisme, l'Europe sous le joug, le retour à la liberté assez relative quand il s'agit d'obtenir une carte de séjour.

La mère de la narratrice, Emma Fischer, est née en 1908 d'une mère allemande qui lui a donné son nom et d'un père juif hongrois. Il mourra en lui montrant deux photos, Hitler et le Christ : « Celui-ci et ses pareils vaincront celui-là. » D'Emma, sa fille dira un jour qu'« elle a traversé quatre guerres, souffert nombre d'amants, possédé quelques maris et vécu plusieurs morts ». Emma, venue à Oviedo comme préceptrice des enfants d'un diplomate espagnol, fait la connaissance d'un lieutenant lors de ses sorties dans cette ville de garnison. Enceinte, elle est rejetée par la famille du lieutenant. A l'exception de la mère – « Aujourd'hui le mal est fait. Il faut le réparer. »

Et Emma Fischer épouse Pepe Martín Blazquez. Il obtient un poste au Maroc auprès de Francisco Franco, un général « rongé par l'ennui » qu'il retrouve plus tard, quand, s'étant rangé « dans la maigre troupe de ceux qui pensent mal », il rejoint les combattants républicains et que son « leitmotiv entre 1934 et 1936 devient : "Il ne faut pas qu'ils nous

attrapent vivants ». Aura-t-il des remords « d'avoir abandonné Madrid en flammes » ? A l'heure où il s'agit de fuir les franquistes, Pepe ne pense qu'à « une Autre Femme ». Non pas une personne de chair et de sang. Pour « cet espagnol arrivé à l'âge des bilans », cette « autre femme », c'est la France, laquelle, « terre d'asile mais non d'excès, s'empresse de moucher de la belle façon ce vaincu sans importance collective ». Ce n'est pas la seule des errances d'Emma, de Pepe, de leur fils Alejo, de leur fille qui en fait le récit – et n'est pas sans parenté avec la romancière, elle aussi née d'une mère bavaroise et d'un père castillan.

Elle aussi fera partie de ceux qu'« on appelle pudiquement les "personnes déplacées" », les victimes des couacs de l'histoire, ceux qui se retrouveront à Paris « dans une maison occupée en majorité par des émigrants en état de choc, accourus des divers foyers d'apocalypse de l'Europe ».

PÉRIPE DU MALHEUR

Venue avec ses enfants à Munich au chevet de son père mourant, Emma comprend vite que, à demi-juive, « elle s'est jetée dans la gueule du loup ». L'idée lui vient de l'écrire à Hitler lui-même. Un texte magnifique. Par ce biais romanesque, Adélaïde Blasquez, de façon simple, brève et dense, dit, plus qu'avec de longs commentaires, les déchirements de chaque individu qui ne pouvait « échapper de la pureté de ses ascendances germaniques », les angoisses d'une mère « ballottée comme un fétu de paille par les soubresauts de l'Histoire » et qui n'a d'autre but que de sauver ses enfants... Et ce sera une étape en Belgique.

Au long de ce périple du malheur, l'exil n'est pas seulement celui des corps, mais aussi celui des esprits. Pour tenter de conjurer

les conséquences terribles de ces bouleversements, la narratrice n'a que l'écriture, laquelle ne va pas sans douleur. Les réminiscences ravivent des sensations qu'elle ne peut – ne veut – oublier, des situations qui s'enchaînaient inexorablement, condamnaient à l'impuissance. Des personnages naissent de ces souvenirs, autant de portraits, de caractères qu'Adélaïde Blasquez décrit en donnant le meilleur de son talent, non pour faire des scènes mais, en fixant divers moments du siècle, pour nous sensibiliser à son propos, sans insistance ni emphase.

Ainsi du vieux Fritz : il reçut la Légion étrangère en 1938, et sa famille disparut à Auschwitz. Ainsi de René Lestorade : elle ne veut pas être la « collabo » de cette fin de siècle – « le vomis l'ordre marchand » – et, au « compact disk et autres machines intelligentes », elle préfère son vieux pick-up du temps des surprises-parties de l'après-guerre « dont elle s'était trouvée exclue par force ». Elle finit par se suicider sur le grésille du *Stabat Mater* de Pergolèse...

En donnant sa part à un humour discret, toujours caustique, en alternant les accents acerbes et les délicatesses de la tendresse, le récit de ces multiples biographies – à partir de l'autobiographie de la narratrice qui se cherche et cherche à comprendre – use tout d'un lyrisme passionné et du ton de la confiance. Et ce, avec un constant souci du mot juste.

De ce roman, inquiétant d'avoir des résonances qui ne font pas surgir que le passé, dire que c'est un grand livre, c'est encore peu dire. Ce « bel » et tragique exil à plusieurs itinéraires est, par sa construction, par son style, l'une de ces œuvres qui marquent une époque et qui lui serait dommage de méconnaître.

Pierre-Robert Leclercq

En hommage à Truffaut

LE PETIT VOISIN
de Jérôme Tonnerre.
Calmann-Lévy, 222 p., 98 F (14,94 €).

Il avait le « visage triste de la Buster Keaton », dit Jean-Denis Bredin en prononçant l'éloge funèbre d'un confère, mort brutalement en 1966 d'une crise cardiaque dans son cabinet d'avocat. Trente-trois ans plus tard, le fils orphelin de cet homme austère raconte comment il s'est trouvé un autre père, en la personne de François Truffaut. Il « habite mon enfance », avoue-t-il, entre la reconnaissance, l'émotion et la nostalgie. Une enfance sage, gâchée par un pensionnat digne des *Disparus de Saint-Agil*, mais illuminée par la passion du cinéma. Touché par la grâce cinématographique, l'adolescent alla sonner à la porte des Films du Carrosse, dont l'adresse était près de chez lui. Une correspondance s'ensuivit, des conseils et des encouragements. « L'idolâtrie naît d'une détresse », dit aujourd'hui le « petit voisin », qui est devenu scénariste. Cet hommage qu'il rend à celui qui l'aide à se forger une identité, lettre d'amour au cinéma et au cinéaste du « tout est affectif », cet autobiographique roman de formation, est tissé d'une toile de coïncidences. Dont celle-ci : Truffaut est mort au même âge que le père de notre narrateur, et chercha lui aussi toute sa vie un géniteur dérobé. Il était autre, juif, et ne s'appelait pas Truffaut. D'ascendance arménienne, celui qui dit s'appeler Jérôme Tonnerre s'offre ici un livret de famille stimulant, et affirme être né en 1974, le jour où il alla sonner chez l'auteur de *La Chambre verte*. Reflet d'un culte cédipien, ce livre d'or arbore aussi le classicisme bienveillant d'un Jean Renoir : il confesse l'art de choisir le bon masque en connaissant la règle du jeu.

Jean-Luc Doulin

Nathalie Sarraute
Lecture

à voix haute

Une collection d'œuvres orales inédites

déjà parus :

Nathalie Sarraute
Lecture

Jean Bottéro
Lorsque les dieux faisaient l'homme

René Depestre
Encore une mer à traverser

Jean-François Deniau
Démocratie

Jacques le Goff
Saint François d'Assise

Philippe Sollers
La Parole de Rimbaud

Jean Bernard
De la médecine

Jean-Marie Drot
Des îles comme des hommes

GALLIENARD

هكذا من الأصل

De l'Un aux autres

Comment être un individu au Maroc ?
Fouad Laroui y répond avec truculence et ironie

MÉFIEZ-VOUS DES PARACHUTISTES
de Fouad Laroui.
Julliard, 196 p., 109 F (16,61 €).

Quarante-quatre ans après l'indépendance du Maroc, la littérature d'expression française, dont certains prévoyaient la fin imminente, se maintient et se porte plutôt bien. On se souvient du remarquable *Les Dents du tapage* paru en 1996. Un roman truculent sur le Maroc des années 70, un livre écrit dans une langue inventive pétrée de culture occidentale bien assimilée, avec laquelle l'auteur jongle comme un conteur sur une place publique.

On retrouve ces qualités dans ce roman au titre un peu rebutant mais qui donne son sens à l'histoire, car il s'agit bien d'un parachutiste qui lui tombe sur la tête en plein centre-ville, ce qui va entraîner un certain nombre de péripéties rocambolesques, toutes prêtes à dire le Maroc d'aujourd'hui, ce Maroc qui bouge mais traîne derrière lui tellement de vieilles pierres pleines de mauvaises habitudes, de tics sociaux empêchant la société d'avancer et surtout de se libérer d'un certain fatalisme qui intègre tout naturellement la corruption, le népotisme et le laisser-aller généralisé. Laroui est un excellent observateur. Il connaît bien son pays même et peut-être parce qu'il vit à l'étranger. Le fait qu'il utilise l'humour et l'ironie donne une certaine légèreté au sujet bien grave qu'il traite. Mine de rien, l'écrivain dit beaucoup de choses sur le pays. Les personnages arrivent dans le récit comme un hasard, un accident. Ils passent et repassent. Certains s'installent, s'incrustent et prennent tout l'espace, tout l'oxygène. C'est le cas de Bouazza, le moustachu à la Staline qui est tombé du ciel sur la tête de Machin, le narrateur, le pauvre ingénieur qui croit à l'individu et qui rentre travailler au pays.

Tout le roman tourne autour d'une

obsession : être un individu, aujourd'hui, au Maroc, contre vents et marées, ne pas en démordre. Il se trouve que l'ingénieur Machin a fait ses études en Europe. Il est cultivé, parle en citant Nabokov, Flaubert et Yourcenar mais ne rencontre pas d'échos ni la moindre complicité psychologique ou intellectuelle avec son entourage, des gens qui sont là, comme une fatalité, immuables. Ils aiment les attroupements, les bousculades, les émeutes. Bouazza occupe le terrain, c'est-à-dire l'appartement de Machin. Il fait la cuisine, fait tout pour l'empêcher d'avoir une vie privée. Il est tétu. Rien ne le gêne. Il ne connaît même pas le mot « individu ». « *Le mot noble et altier* », Bouazza est une brute parce qu'il est trop et ne s'en rend pas compte. Machin préfère son ordinateur à l'humanité, le silence à la réplique, la colère rentrée à la violence des conflits. C'est un intellectuel avec des illusions, avec un amour du pays qui le fait supporter tout le reste. Il se marie avec Nour. Il précise : « *Et avec sa mère. Venue pour la cérémonie, elle ne ressortit plus de chez moi.* » Désespéré, il pense au suicide, mais se souvient de la sœur, 6, versée 162 du Coran, où il est rappelé que « *la vie et la mort n'appartiennent qu'à Dieu* ». Alors, il se réfugie dans le sommeil, dans le rêve et apprend qu'il n'a qu'une solution : aimer les autres, à commencer par Bouazza, l'homme qui est à lui seul une occupation militaire, psychique et sociale.

La lutte pour la reconnaissance de l'individu est difficile. Machin n'a que l'imagination pour la mener. Quant aux autres, ils n'éprouvent pas le besoin de se poser ce genre de question. Ils vivent à la marocaine, c'est-à-dire les uns sur les autres, ils sont de bonne humeur, s'aiment et se moquent de l'inquiétude qui pointe dans l'esprit d'un ingénieur qui voudrait être un individu, un être libre.

Le regard que pose Fouad Laroui sur le Maroc est juste, plein de sévérité et d'amour.

Tahar Ben Jelloun

AGAR-AGAR
d'Emmanuel Adely.
Stock, 170 p., 85 F (12,95 €).

Les *Cintres*, le premier roman d'Emmanuel Adely, avait suscité de nombreux éloges. Agar-agar confirme le talent de ce jeune écrivain qui a choisi de raconter une histoire banale. Un couple ne parvient pas à se « décoller », d'où ce mot étrange (d'origine... malaise) : l'agar-agar est une glu produite par certaines algues au contact de l'eau. Ce premier niveau de lecture est insuffisant. Le récit d'Emmanuel Adely est loin du règlement de comptes conjugal et son personnage masculin côtoie trop d'abîmes pour ne pas être uniquement suspecté de misogynie. Le titre suggérerait plutôt l'alchimie qui se trame au fond des mens et dont le secret est éludé des milliers d'années plus tard comme le temps finit par neutraliser les douleurs de notre histoire individuelle.

Un couple jeune et leur enfant, exilés dans une ville étrangère, vivent reclus dans un appartement où le réfrigérateur occupe la première place. Le mari travaille, la femme ressassé les clichés du désamour : les mirages s'éteignent et apparaît le vide quotidien. La seule personne à qui elle pourrait se confier est celui-là même qui - croit-elle - est responsable de l'échec. Elle l'accuse donc pour ne pas accuser la vie.

Lui, elle et l'enfant n'ont pas de nom. La ville chauffée à blanc et insalubre où ils sont obligés de vivre n'est pas située sur la carte. Nous ignorons les circonstances véritables qui les ont conduits dans cet ailleurs ingrat où s'étiolent leur amour. Et peut-on parler d'amour à propos du jeune père si tendre, indifférent au corps de sa très belle épouse ? Leur passé n'est pas vraiment évoqué. Seule certitude : la ville subit de fréquents séismes. Le roman se



concentre sur le huis-clos obsessionnel où se consomment les phrases cruelles de l'abandon. Tragédie classique, réduite à l'épure d'un dialogue truqué par les clameurs sourdes de l'incommunicabilité. Emmanuel Adely n'a cure des garde-fous et de la poudre aux yeux des intrigues alléchantes. Qu'importe pour lui la trivialité squelettique du sujet et la périlleuse convention de personnages privés d'identité précise mais violemment présents dans notre imaginaire. Il sait (comme Christine Angot) que la fiction répète ses leitmotivs mais qu'à chaque fois elle fait surgir les monstres personnels qui se terrent au fond de chaque enfance. On écoute les premières lignes de *Agar-agar*. On est happé par les courants intimes où se déclinent à l'infini les affres du « je t'aime encore, tu ne m'aimes plus » avant d'accepter le redoutable : « C'est encore vivre que te haïr. »

Dans le cas très précis d'Emmanuel Adely, l'alternative entre ro-

man classique ou modernité efficace ne se pose plus. Le romancier succombe à une nécessité obsédante. Il dépasse les genres et, soucieux de parvenir à l'écriture authentique, il décrit comme unique - autobiographique ? - une expérience qui se dilate, se diffuse et puise sa vérité dans la légende des amours mortes.

Nous lisons un monologue mais nous captions simultanément les trois voix d'un huis-clos que les événements extérieurs atteignent comme balles perdues. La radio, les journaux signalent le monde extérieur mais les remous planétaires leur (nous) parviennent irréels, incongrus, si superficiels malgré leur gravité, alors qu'un désastre privé envahit la totalité du réel.

Seul l'homme parle mais, paradoxalement, il devient le porte-parole de la femme qui le poursuit de sa vindicte. Cet homme doux, maternel, absorbe la désespérance de la femme. Il ne réplique pas car il n'a rien à répondre. Ce qu'elle exige

de la vie, ce qu'elle croit du bonheur, sa jalousie, ses menaces, il pourrait les faire siennes - a-t-il crié les mêmes reproches à quelqu'un, jadis aimé, un homme peut-être ? Il répercute le flot discontinu des cris de sa compagne comme il enregistre les questions de leur fils. Cet homme averti, depuis longtemps blessé, et cette femme qu'il n'aime plus ou qu'il n'a jamais aimée sont unis par un lien plus fort que la compassion. Ils traversent le même désert et les souvenirs qui les séparent sont abandonnés sur le sable comme les cadavres de bêtes épuisées. Elle souffre de la même solitude. Elle croit qu'il peut la sauver. Lui sait déjà que l'issue est inévitable. Ils sont tous les deux la proie « d'une immense main qui jouerait aux hommes minuscules sans qu'on s'y attende, et tirerait d'un coup sec, très rapide, l'écorce de la terre... » Mais, d'une rupture - comme d'un tremblement de terre - on peut mourir.

Hugo Marsan

Etrange sabbat

Elie Wiesel propose une allégorie
sur la métamorphose du mal absolu

LES JUGES
d'Elie Wiesel.
Seuil, 200 p., 120 F (18,29 €).

Une tempête de neige, un long-courrier obligé d'atterrir sur une piste de fortune, des passagers hagards, un procès qui fait écho à celui de Monsieur K. Si c'était un film, il rappellerait *Une Nuit, un traître*. Une pièce de théâtre ? *Huis clos*, évidemment. Dans le dernier roman d'Elie Wiesel, le train de Delvaux deviendra le vol New York-Tel-Aviv. Les trois personnages de Sartre seront sept comme les péchés capitaux, comme les jours de la semaine dont le dernier est consacré au repos. Sans en mentionner le nom, l'auteur du *Mandant de Jérusalem* nous convie à un bien étrange sabbat.

L'avion partit de l'aéroport Kennedy se pose aussitôt près d'un village coupé du monde, dans le Connecticut. Accueillis par ses habitants, les voyageurs doivent donc attendre la fin de l'intermède. Cinq parmi eux se retrouvent chez un inquiet personnage secondé par son adjoint, le Bossu. Le premier se proclame juge, le second son esclave. L'un soumet ses « invités » à un interrogatoire serré, l'autre tente de les rassurer avant que le juge n'envisage la sentence : l'un des cinq, jugé à son tour par ses compagnons (au nom de quelle loi aberrante ?), paiera de sa vie la culpabilité présumée du groupe tout entier. Le fantastique, scandale qui bouscule la réalité, rapprocherait ici le roman des fictions de Borges, de Kafka.

Mais Wiesel n'a pas résisté à l'appel de cette réalité et aux enseignements des sages d'autrefois si présents dans son œuvre. Chaque accusé se trouve détenteur d'une vérité douloureuse, de l'espoir têtue le rattachant à la vie, aussi. En présence du Bossu, l'énigmatique serviteur, chacun est piégé par le juge, avatar du mal absolu défiant la justice au nom d'une loi qui dépasse l'entende-

ment de ses prisonniers : George l'archiviste allemand découvre le passé nazi d'un homme politique important, Claudia l'attachée de presse volage et Bruce le play-boy américain rachetés par l'amour, Yoav l'officier israélien contraint de tuer et qui menace une tumeur incurable, enfin Razziel, le juif rescapé d'une geôle roumaine parti à la recherche de sa mémoire confisquée, détournée, tous en route vers Jérusalem où leurs destins devraient s'accomplir.

Le diable existe-t-il, Wiesel l'a-t-il rencontré ? Ce diable serait-il, sous la diversité de ses masques, éternel comme le mal ? Au-delà des murs de ce huis-clos ahurissant, antichambre d'une mort annoncée (cette mort d'autrui à laquelle « *seuls les fanatiques en religion et en politique trouvent un sens* », selon l'un des personnages), ce sera au tour du juge de comparaître. La mort viendra quand même sanctionner le verdict. La quête des commencements, de l'innocence et de la culpabilité que Wiesel ne cesse d'interroger, tout en restant attentif aux remous de l'actualité, lui aura inspiré ce roman étonnant qui célèbre le triomphe de la vie.

Edgar Reichmann

★ Signaux, également d'Elie Wiesel, la sortie du *Golem*, conte illustré par Marc Podwal (Le Rocher-Bibliothèque).

JACQUES-MARIE SANCY
La terre est en danger
l'humanité se trouve menacée.
Des solutions existent, dont parle ce livre
stupéfiant peut-être
aujourd'hui, mais
indispensable demain.

Avant-propos de Michel Charasse.
Édition : Sery/Steln. Bruxelles.
DISTRIBUTION : - France : FNAC
- Suisse : Librairie Payot
- Belgique : Européenne, Tropicana.

Livraisons

● **GABRIEL**, de Valérie Tong Cuong
Cadre supérieur proche de la retraite, brave époux et père honorable, Gabriel part en promenade et ne rentre pas. Fugue fort musicale puisqu'il gagnera sa vie en chantant l'*Ave Maria* de Schubert, travesti en opulente cantatrice équivoque dans une boîte non moins équivoque. Rattrapé par la famille et la normalité, il est enfermé dans un asile, fou amoureux de Mad, une tendre personne. La rupture, ce désir qui nous hante de lâcher les amarrés, de se créer une deuxième vie qui annule la première, mort au passé, né au présent, est au cœur de ce rêve d'évasion. Le roman lui-même est une belle évasion, invraisemblable mais captivante (éd. Nil, 180 p., 110 F (16,76 €)).
H. Ma.

HARRY MULISCH

LA DÉCOUVERTE DU CIEL

roman
traduit du néerlandais par Isabelle Rosselin
avec la participation de Philippe Noble

DI MUIDLSTEN
GALLIMARD

● **IMMORALITÉS**, suivi de **DICTIONNAIRE DE L'AMOUR**, de Dominique Noguez

Les vrais moralistes ont des allures de bourreaux ; leurs sentences sont des exécutions. Dominique Noguez appartient à cette étrange confrérie qui fait profession de haïr le genre humain, confrérie où l'on croise d'aimables humoristes comme Clorin ou d'impitoyables procureurs comme Caraco. Ils ont tous fréquenté la même école, celle du renoncement, la seule, selon Noguez, à donner un peu de bien-être spirituel, et ils puisent leur sagesse outrée chez La Rochefoucauld, Chamfort ou Schopenhauer. Il n'est pas de meilleure cible pour un moraliste que l'amour, cette idéologie sans intérêt qui berne les individus pour mieux servir l'espèce. Le dictionnaire que lui consacre Dominique Noguez réjouira tous les « monstres », c'est-à-dire tous ceux qui se sont fixés pour règle absolue de ne se laisser abuser par rien, sinon peut-être par leur volonté de démythification. « *L'innocence de l'amour ayant fini par s'imposer même aux plus naïfs, on montrera bientôt les derniers amoureux dans des cirques, ou bien on les enfermera dans des réserves avec les ustensiles nécessaires à leur marotte : romans, stylographe, rame de papier - et beaucoup d'espace pour se fuir* », écrit Dominique Noguez dans cet indispensable propédeutique au métier de vivre (Gallimard, « L'Infini », 148 p., 80 F (12,19 €)).
R. J.

● **MISE À NU**, de Martine Roffinella
Il y a une dizaine d'années, Martine Roffinella écrivait un premier roman surprenant sur le thème de la lycéenne amoureuse de sa prof. En y revenant, la romancière risquait la redite d'elle-même. Passion, jalousie, abandon... thèmes connus. Elle les amplifie en posant la question des leures que peuvent être la séduction, l'absolu qui n'est que possessivité, la difficulté, dans une aventure amoureuse, non à tenter de dévoiler son âme à l'autre mais, plus périlleux, à soi-même. Pour Mie, qui a vécu sept ans avec la narratrice, la passion ne saurait suffire à la plénitude de sa vie. Elle trouve avec une autre la possibilité de l'atteindre, et l'abandonnée s'avoue « *jalousie, insupportable, démente, je vivrai chaque instant comme ma mort. Ou comme ma jouissance* ». La souffrance ne lui est-elle qu'un prétexte pour donner un sens à sa vie ? Elle aussi a eu son être étouffé par cet amour. Mourir ou revivre. Dilemme. Dans les deux cas, se sauver par le truchement de l'écriture (éd. Phébus, 140 p., 85 F (12,95 €)).
R.-R. L.

● **O. D. C.**, de Clélie Aster
Voici un roman branché qui se donne le luxe des clin d'œil. Relisons donc le titre : *O. D. C.* = *Odyssée*. Pâmons-nous sur la précocité d'une romancière de vingt-cinq ans. Lisons néanmoins le premier roman de Clélie Aster, qui utilise avec une ténacité épuisante tout ce que le langage « jeune » est censé apporter à notre langue. C'est donc une histoire de notre temps avec des personnages de notre temps : dragage, baise, sida, fringues, etc. On voudrait se moquer mais on est retenu par ce quelque chose qui nous embroche et ne nous lâche plus. L'aisance du style, sous la mortification d'un registre lexical terroriste ? Un vrai talent derrière la complaisance ? Peut-être la parodie clandestine d'auteurs qui, eux, se prennent au sérieux ? Clélie (référence à *Clélie, histoire romaine*, de Madeleine de Scudéry) Aster (étoile ou astéroïde d'une nouvelle littérature) peut réserver des surprises. Et pourquoi pas, très simplement, un deuxième roman dégagé des effets de mode (La Table ronde, 328 p., 110 F (16,76 €)).
H. Ma.

هكذا من الأمل

secrets. Avec une grande maîtrise, Emmanuel... se définit dans la légende des amours mon...



L'ÉPOUSE
(The Grisly Wife)
de Rodney Hall.
Traduit de l'anglais (Australie)
par François Cartano,
Rivages, 236 p., 129 F (19,67 €).

Comme un océan déchiré par la tempête, celle-là même qui ouvre le livre, *L'Épouse* est un texte plein de fureur et de contradictions. Étrange et pulsant ouvrage que ce roman dont le lecteur émerge à la fois perplexe et admiratif. Car ce long monologue à la construction si particulière est une plongée dans les ténèbres de l'esprit humain. Né en Angleterre de parents australiens qui retourneront s'installer dans le Queensland, Rodney Hall est romancier et poète, auteur de plusieurs essais ainsi que d'une anthologie de la poésie australienne. Le Miles Franklin Award, reconnu comme la distinction littéraire la plus prestigieuse de son pays, a récompensé le travail de cet écrivain de soixante-quatre ans qui vit en Nouvelle-Galles du Sud et s'intéresse à l'exploration des recoins les plus obscurs de l'âme.

Déjà, dans ses précédents romans traduits en français, Rodney Hall s'était attaché à décrire les passions divergentes qui peuvent surgir au sein de communautés réduites. Une microscopique bourgade peuplée de vieillards dans *In Memoriam* (Presses de la Renaissance, 1984) et une petite communauté traversée par le meurtre dans *Secrets barbares* (Presses de la Renaissance, 1990, et 10/18, 1994). Mystère des calendriers éditoriaux, *L'Épouse* est le premier volet d'une trilogie dont *Secrets barbares* constitue la deuxième partie. Le romancier y fait parler Catherine Byrne, une Anglaise émigrée en Nouvelle-Galles du Sud dans les pas de son mari « prophète ».



Cette femme, l'épouse, s'adresse à un interlocuteur dont on n'entend pas la voix, mais dont on devine la présence. Catherine Byrne propose du thé à l'homme qui lui fait face, lui demande de changer de place et n'hésite pas à lui envoyer en passant quelques gracieusetés, de la manière la plus naturelle du monde. « Et ce n'est pas à vous que je dois expliquer comment deux années dans un minuscule village marin de Nouvelle-Galles du Sud suffisent largement à embrumer le cerveau et à annihiler jusqu'à la dernière goutte toute la gaieté de notre fougue animale – vous y avez passé une vie entière

après tout. » L'identité de cet interlocuteur ne sera dévoilée que par bribes. Il s'agit du sergent Arrell, un colon des environs, venu enquêter sur des meurtres commis dans une ferme située à proximité. Mais ce n'est pas de ces assassins – qui sont ceux de *Secrets barbares* – dont va parler Catherine Byrne. Toute à sa vie de recluse, elle va dévoiler les souvenirs liés à l'étrange communauté formée par son mari, embarqué de Bristol vers Melbourne en compagnie d'une dizaine de femmes dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. « La Maison des Étoiles cachées », puisque tel est le

nom de cette étrange société, doit attendre la seconde venue du Messie en vivant dans l'ombre et la pureté. Martyrisées par leur « prophète », minées par la tuberculose, agitées par la frustration et la jalousie, ces femmes vont assister au déclin de leur rêve en même temps qu'à celui de leur bourreau. Cette histoire vient par segments accumulés, laissant dans son sillage des zones d'ombre et des obscurités qui agacent parfois, mais aussi de véritables énigmes. Rodney Hall a conduit au rythme saccadé de la respiration de Catherine Byrne qui souffre des séquelles d'une tuberculose mal guérie.

Peinant à retrouver son souffle, la narratrice parle sans autre ponctuation que quelques points ou points d'interrogation et une succession de tirets qui lui permettent d'écrire sa pensée vers le point qu'elle ambitionne. « Il faut simplement que je raconte ce dont je me souviens comme je m'en souviens – tout a de l'importance. » Beaucoup plus que des incises ou des ramifications, les tirets forment des paliers, signalent des embranchements qui ne seront pas empruntés, manifestent – lorsqu'ils interviennent en fin de ligne – que certaines choses ne peuvent être dites.

Il y a là une esthétique du fragment qui renvoie à tout autonome. Au fil de cette narration menée dans une langue admirable, les femmes sont progressivement évoquées comme des « morceaux » d'une totalité qui exclut le monde alentour. Mortes ou vivantes, elles finissent par évanescer le « prophète », l'hypothétique Messie engendré par Catherine Byrne et, finalement, le sexe masculin en général. Balancé entre un passé introuvable et un avenir peu probable, le récit suggère que là où Dieu s'absente, les femmes restent.

Raphaëlle Rérolle

ROMANS POLICIERS

• par Michel Abescat

Haute tension

VILLE NOIRE, VILLE BLANCHE
(Freedomland)
de Richard Price.
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Jacques Martinache.
Presses de la Cité, 622 p., 135 F (20,58 €).

Il y a quelque chose d'animal dans le dernier livre de Richard Price, *Ville noire, ville blanche*. Une énergie toujours en éveil. Quelque chose de physique dans cette façon de s'attaquer au réel, de prendre à bras-le-corps la matière romanesque, de la pétrir, de la sculpter. Quelque chose de brutal dans cette manière d'immerger, d'un coup, le lecteur dans l'épaisseur compacte de cette monumentale histoire. L'argument renvoie à une actualité récente, en particulier à l'affaire Susan Smith, cette femme de Caroline du Sud qui, en 1994, accusa un Noir de l'enlèvement de ses deux fils et qui fut, par la suite, reconnue coupable de les avoir assassinés. Richard Price reprend le décor de *Clockers*, son précédent et célèbre roman : le ghetto noir de Dempsey, ville imaginaire du New Jersey, dans la grande banlieue de New York. Brenda Martin y travaille mais habite la ville toute proche de Gannon, à dominante blanche. L'histoire commence sur l'image de cette jeune femme hagarde, les mains ensanglantées, titubant, sous le regard de deux jeunes dealers blacks aussi dégingnés que leur cité, jusqu'aux urgences du centre médical. Effondrée, confuse, elle prétend avoir été agressée par un Noir qui s'est enfui avec sa voiture et son fils de quatre ans endormi sur la banquette arrière.

Ville noire, ville blanche décrit avec une force singulière la montée des tensions. Le bouclage de la cité noire par des policiers blancs venus de la ville voisine. L'embrasement de la révolte dans le ghetto, attisée par le déchaînement médiatique dont ses habitants font brusquement l'objet. Les manœuvres intéressées des militants associatifs et des politiques. Et, bien entendu, la recherche de la vérité. Celle des faits, au risque de l'explosion généralisée. Et celle d'une femme, complexe et ambiguë. Price rend formidablement présents ses décors et ses innombrables personnages. Remarquablement vivants les problèmes qu'il soulève, les contradictions mortelles d'une Amérique urbaine déliquescence. Remarquablement efficace aussi la mécanique du récit dont l'auteur de *Clockers* et scénariste de *La Couleur de l'argent* ou de *Mérodie pour un meurtre* est un redoutable expert. C'est habilement façonné, minutieusement monté, impeccablement vissé. De la belle ouvrage.

● **L'ÉCHELLE DE MONSIEUR DESCARTES**, de Frédéric Serron et Hedio Saboga

Tout Descartes qu'on soit, il peut arriver que les passions vous submergent. Car, enfin, comment ne pas s'emporter quand votre nom se trouve associé à une affaire d'« assassinement » ? Après avoir toute sa vie « essayé les accusations de libéralisme, de scepticisme, d'athéisme, de linguistique comme de jésuitisme », se voir, pour finir, traiter de « criminel » ! Ainsi commence cette savoureuse aventure où l'on voit le prince des philosophes, chantre de la raison, se colletter avec un singulier problème : la mort d'un homme, le visage fracassé par une force apparemment surhumaine. Une force, aussi mystérieuse soit-elle, qui ne résistera évidemment pas à sa fameuse Méthode... Plongé dans le Paris troublé de la Fronde, convoqué à ses débats politiques aussi bien que philosophiques ou scientifiques, poussé dans l'infini du Père Merseme, un des animateurs de la vie savante du moment, ou du duc de Beaufort, un des chefs de la Fronde, c'est tout l'esprit de l'époque que le lecteur respire à travers ce livre joyeusement érudit. Jusque dans son écriture, réjouissant pastiche de la langue du XVII^e siècle. Tout le talent des auteurs est là. On lit leur roman d'une traite. Et on se plonge avec gourmandise dans les textes choisis de Descartes figurant en annexe (éd. Le Pommier, « Roman & plus », 322 p., 99 F [15,09 €]).

● **L'HOMME À L'ENVERS**, de Fred Vargas

Fred Vargas est comme son héros, le commissaire Adamsberg. Elle aime bien les « histoires intangibles ». Celles qui s'échappent. Décollent. Bague-naudent. S'éloignent du sens commun pour n'en faire qu'à leur tête. Nobélité qu'à leur propre logique. A l'instar de cette folle équipée. Un vieux berger, un adolescent passionné de dictionnaires et une jeune femme musicienne et plombier, embarqués dans une bétailière hors d'âge à la poursuite d'une légende. Une légende millénaire que quelques brebis égarées dans le Mercantour vont brusquement révéler. Celle d'une bête pas comme les autres. Un « homme à l'envers ». Un loup-garou. Un de ceux qu'on ouvrait jadis « depuis la gorge jusqu'aux couilles pour voir si les poils étaient dedans ». Conte fantastique, fable, roman policier, road story ? On ne sait pas. On s'en fiche. Incapable qu'on est de sortir du livre une fois poussée la porte du premier chapitre. On s'amuse comme à la pêche au trésor. Ces trouvailles. Ces mots. Ces métaphores. Ce parti pris de l'humour sur la bêtise. De la fantaisie sur le désespoir. On éclate de rire. On est ému, aussi. Par cette façon de vous montrer la beauté de la vie malgré la noirceur du monde. Par ces moments de pure poésie que l'auteur tire, par exemple et contre toute attente, d'un Catalogue de l'outilage professionnel. Comment dire ? *L'Homme à l'envers* est un bonheur de lecture. Tout simplement (éd. Viviane Hamy, « Chemins nocturnes », 302 p., 89 F [13,57 €]).

● **ILS Y PASSERONT TOUS**, de Lawrence Block

L'intrigue policière, cette fois encore, n'est pas le ressort essentiel de ce beau roman de Lawrence Block. Il fut un temps où toute l'intrigue reposait sur le problème de son héros, parfaitement tendue sur cette désespérante question : Matt Scudder retombera-t-il dans l'alcool ? Aujourd'hui, les choses ont changé. Le héros s'est quelque peu apaisé. Mais l'essentiel demeure. L'humanité des personnages, leurs rêves, leurs fantasmes. Leurs efforts pour survivre dans un monde de violence et de folie. Et le talent de Lawrence Block pour rendre cette atmosphère de ténèbres grandissantes. Le temps qui file et la mort qui pèse. Impressionnant (traduit de l'anglais – États-Unis – par Robert Pépin, Seuil, « Policiers », 338 p., 120 F [18,29 €]).

Etrange sabbat

Fabuleux Urzidil

Le « grand troubadour » de la Prague magique nous emmène à la recherche d'un trésor caché dans les montagnes du Pays basque

L'OR DE CARAMABLU
(Das Gold von Caramablu)
de Johannes Urzidil.
Traduit de l'allemand
par Isabelle Ruiz.
Ed. Horay, 110 p., 85 F (12,95 €).

Né en 1896, Johannes Urzidil fait partie de ces écrivains pragoïses de langue allemande qui ont longtemps été relégués dans l'ombre de Kafka. Peut-être est-ce dû, dans son cas, au fait qu'il a d'abord œuvré comme journaliste, militant avec ardeur contre les nationalismes de tous bords, autant tchèque qu'allemand. En 1939, il prend, avec bien d'autres, le chemin de l'exil. C'est aux États-Unis, où il se fixe à partir de 1941 après un bref séjour en Angleterre, qu'il commence véritablement sa carrière d'écrivain : le propagandiste de la démocratie se transforme en fabuliste. Comme le dit la traductrice dans sa préface : Urzidil n'est pas un conteur exilé, mais un conteur produit par l'exil. La plupart de ses récits reconstituent la Prague de sa jeunesse.

En ce sens, *L'Or de Caramablu*, extrait du recueil intitulé *La Dernière Tombolo* et paru à Zurich en 1971, un an après sa mort, constitue une exception, puisque l'action ne se passe pas en Bohême,

mais au Pays basque. N'y a-t-il pas pourtant convergence de destins entre ces deux petits États fiers de leur indépendance mais enclavés entre de grandes nations se livrant une guerre sans pitié ? Le brio avec lequel l'écrivain nous plonge dans ce monde menacé par les grandes tourmentes de la modernité le laisserait supposer : disons-le tout de suite. *L'Or de Caramablu* est un petit joyau qui, à lui seul, mériterait que le nom d'Urzidil soit enfin cité à côté des plus grands. En à peine plus de cent pages, l'auteur nous conte une histoire qui mêle au suspense d'une intrigue familiale les fils de la mythologie et de l'actualité la plus brûlante.

Guyopgaray est le maître du village imaginaire de Caramablu. Imaginaire mais pas irréaliste. Ce notable, qui a su constamment se faire réélire au fil des années, s'est enrichi grâce à une florissante entreprise de transport routier doublée d'une non moins lucrative organisation de la contrebande. Si, par besoin de respectabilité, il a soin de bien séparer ses deux activités, il les pratique avec la même évidence et le même succès. Bref, Guyopgaray utilise avec un art consommé de la politique la présence des frontières qui, à ses dires, ont été créées pour être mises à profit, voire transgressées. La morale est sauve, les intérêts

ont été épargnés et tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes si un mystère ne venait soudain troubler sa quiétude : sa fille Andre disparaît de temps en temps, sans que personne ne sache où elle va, pas plus le curé que les vieilles tantes qui sont en charge de son éducation. Il y a donc une personne à Caramablu dont il ne peut régenter les allées et venues – et cela au sein même de sa famille ! Guyopgaray en perd le sommeil, d'autant plus que, entre deux fugues, la belle Andre, qui n'a pas sa langue dans sa poche, nie avec aplomb toute escapade, poussant même l'impertinence jusqu'à mettre à nu l'hypocrisie du système dont profite son père et à en dénoncer les maigrités.

HUMOUR CINGLANT

Ces algarades offrent des dialogues savoureux sans éclaircir pour autant le mystère de ses disparitions, et les commérages vont bon train : le spectre des sorcières hante à nouveau les vallées et les soupçons montent jusqu'aux faibles arides où séjourne l'ermite Ibarro, prétendu gardien d'un or que tout le monde convoite. C'est là que le génie d'Urzidil trouve sa pleine expression, articulant les pulsions humaines sur les pratiques magiques et les mythes fondateurs brassés par des forces ténébreuses.

En plein déchaînement de violence, Urzidil sait pourtant toujours manier l'humour, quand il s'agit par exemple de répondre à la question de savoir ce qui fait la différence entre les sexes ; il devient cinglant quand il s'agit de tracer la ligne de démarcation entre archaïsme et tradition imbécile, comme dans sa charge contre la tautologie. Dans sa dénonciation de la violence, qu'elle soit folklorique ou économique, machiste ou fasciste, Urzidil ne peut que s'en prendre aussi aux démocra-

ties qui assistent lâchement à la guerre d'Espagne et laissent les dictatures écraser les peuples.

Caramablu est heureusement épargné par le désastre et l'amour finira par vaincre, mais il devra partir vers de nouveaux rivages : Andre quitte Caramablu avec Pierre, fils naturel de la belle Urbe dont tous les habitants de la ville ont un jour convoité les charmes. Guyopgaray reste seul, hébété d'avoir compris trop tard que tout être humain doit changer, que ce soit pour s'épanouir ou pour ne pas étouffer dans les frontières de sa propre bêtise : « Le moment arrive où ça ne sert plus à rien d'être un salaud, parce que rien de tout ce qu'un salaud saurait faire ne compte plus. »

Pierre Deshusses



Antonio Muñoz Molina

UNE ARDEUR GUERRIÈRE

La puissance d'évocation d'Antonio Muñoz Molina a transformé ce réquisitoire contre l'armée en une œuvre littéraire majeure.

Editions du Seuil

ÉTUDES

Homosexualités masculines
Xavier THÉVENOT
Mallarmé, l'absence du poète
André DAVID

ÉTUDES 14, rue d'Assas, 75006 PARIS. Tél. 01 44 39 48 48

مكتبة من الأصول

CARNETS DE CAMBRIDGE ET DE SKJOLDEN
de Ludwig Wittgenstein.
Traduits de l'allemand
et présentés
par Jean-Pierre Cometti.
PUF, « Perspectives critiques »,
208 p., 170 F (25,92 €).

SUPÉRIORITÉ DE L'ÉTHIQUE
De Schopenhauer
à Wittgenstein
de Paul Audi.
PUF, « Perspectives critiques »,
248 p., 149 F (22,71 €).

Wittgenstein a beaucoup changé. Au cours de ses trajectoires, il a modifié ses pensées. Et les parcours de cet homme solitaire furent pour le moins insolites. D'une guerre mondiale à l'autre, il fut tour à tour ou simultanément ingénieur, soldat, logicien, jardinier, batelier, instituteur, architecte, professeur, ermite, espion peut-être. Ce philosophe a aussi changé dans nos représentations. Il y a trente ans, en France, on le découvrait à peine. Jacques Bouveresse consacrait de forts volumes à son style d'interrogation, encore fort déroutant. Presque aucun texte n'était traduit. Peu de détails étaient connus de son existence, de ses multiples insidies. Aujourd'hui, une bonne bibliothèque est nécessaire pour contenir les cahiers, notes de cours et carnets de Wittgenstein. Sans compter les commentaires, les biographies, les travaux de recherche ou de vulgarisation. Au fil des ans, un changement qualitatif s'est également produit. À côté du logicien systématique de la première période, celle du *Tractatus logico-philosophicus*, publié en 1921, on a de mieux en mieux découvert le « second Wittgenstein », celui des jeux de langage et des univers fictifs. Après un temps de silence, il a en effet accompli, dans les années 30, à Cambridge, un travail d'assouplissement des « crampes mentales », de dissolution des questions illusives. « Ce que nous faisons », dit-il en entamant son premier cours, « consiste à nettoyer nos notions, à clarifier ce qui peut être dit du monde. »

A Cambridge, puis dans une cabane de Norvège, Wittgenstein décrit au jour le jour, pendant les années 30, ses combats spirituels. Un livre de Paul Audi en tire magnifiquement la leçon. Pour en finir avec la morale ? L'éthique !

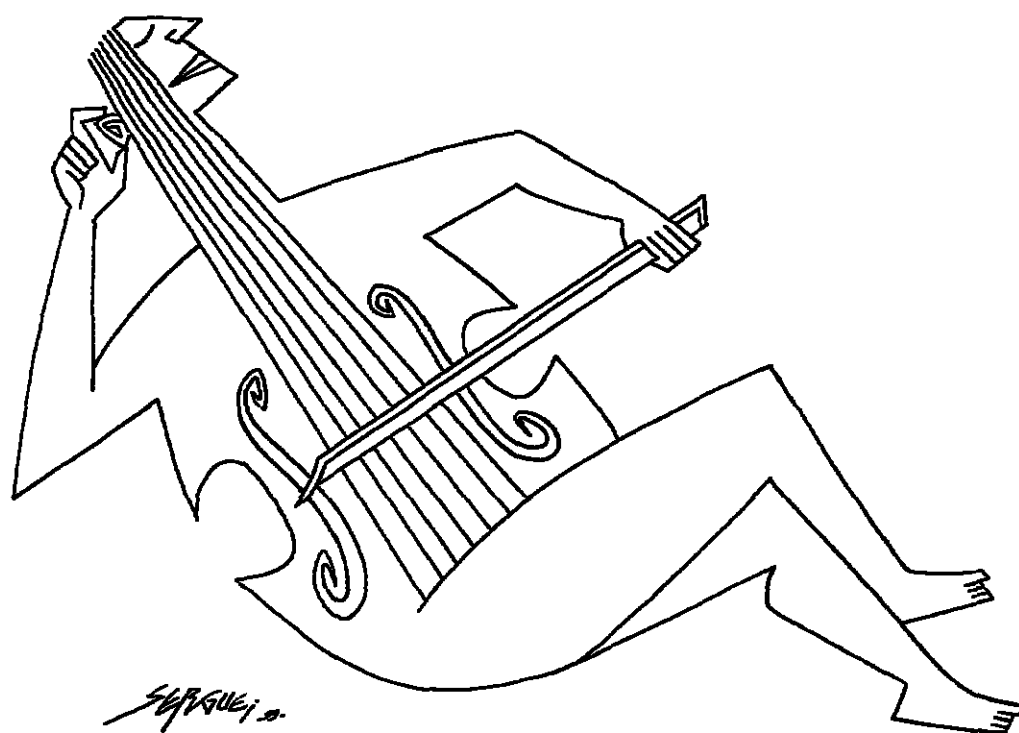
Sans doute est-ce un troisième visage que l'on commence à voir de près. Derrière l'épure mathématique et les argumentations contraignantes des premières années, après la grande lessive des outils conceptuels de la deuxième période, s'éclaire aujourd'hui nettement un Wittgenstein « mystique » – silencieux, fugace, engagé dans une quête spirituelle continue dont seules des bribes, par instants, nous parviennent. Le texte des *Carnets* que Wittgenstein tint à Cambridge, en 1930-1932, puis à Skjolden, en Norvège, dans une hutte où il passa seul l'hiver 1936-1937, constitue un élément important de cette découverte. Ces pages étaient tenues pour perdues. Elles furent retrouvées en 1993 et publiées peu après. Les lire est une expérience rare. Elles donnent le sentiment de se trouver d'emblée, comme par surprise ou par effraction, en présence de ce que la vieille langue appelait une âme. « Une âme qui, plus nue qu'une autre, va du néant à l'enfer en traversant le monde, fait une plus grande impression sur le monde que les âmes bourgeoises habillées », note Wittgenstein en une sorte d'autoportrait implicite.

Il faut suivre la trace, quand on y parvient, cet esprit qui se dit d'emblée « très souvent ou presque toujours empli d'angoisse », qui rêve de parvenir à composer une mélodie, aime au cinéma les comédies américaines comme un

enfant les contes de fées, s'inquiète du travail insouvenable de son cerveau, n'exclut pas d'être happé par la folie, cherche Dieu, ne trouve personne, s'en réjouit, attend que le soleil passe enfin au-dessus de la montagne, se trouve lâche, se passionne pour la philosophie et son pouvoir d'apaiser l'esprit sur les questions insignifiantes », s'en dégoûte dès qu'il y a plus important à vivre (« comme si j'allais au cinéma, au lieu de soigner une maladie ») et note : « La connaissance de soi est quelque chose de terrible, car on y connaît également l'exigence de la vie. »

Le beau livre de Paul Audi pourrait être comme une explication jubilante de cette dernière phrase. Mais il va bien au-delà. Paul Audi s'inspire, certes, de

Rien d'extérieur à la vie



Wittgenstein. Il s'appuie sur ses carnets, s'attache au travail sur lui-même accompli par le penseur écrivant en 1931 : « *Le travail en philosophie* (...) est avant tout un travail sur soi-même. » Toutefois, Paul Audi ne se contente pas d'offrir un essai de lecture – brillant, original – sur l'un des esprits les plus dérangeants du siècle. Ce qu'il propose est autrement radical et autrement important : une mise au net de la nature de l'éthique. Rien de moins. L'analyse élaborée par ce philosophe atypique – qui signe ici son sixième ouvrage, et son premier grand texte – est forte et audacieuse. Sans doute pourra-t-on en discuter tel précepte ou telle conséquence, en contester éventuellement telle formulation. Mais on ne pourra désormais ignorer ce plaidoyer

pour la « supériorité de l'éthique ». Ce titre demande explication, car il est ici paradoxal. L'idée d'une supériorité de l'éthique évoque en effet, banalement, l'image d'un monde de règles et de normes morales qui se trouverait « au-dessus » du monde vivant et permettrait de le juger du dehors, d'approuver ou de condamner telle ou telle action comme morale ou immorale, conforme ou non au bien. Paul Audi s'oppose à chacun de ces termes, s'emploie à en montrer l'ineptie. À ses yeux, en effet, l'éthique n'est pas la morale. Elle n'est pas « au-dessus » ni « au-dessous » du corps vivant. Sa supériorité n'est pas un surplomb, ni même le résultat d'une existence séparée. Quoi qu'en disent nos préjugés, et

nombre de nos penseurs, l'éthique n'est pas liée à l'univers du jugement, aux procédures de la rationalité, au sens des valeurs, au respect des règles.

Qu'est-elle donc ? Rien d'extérieur à la vie, selon Paul Audi. Quelque chose sans phrase, sans raison, sans idée, lié à ce sentiment par lequel celui qui vit s'éprouve lui-même et reçoit le monde. Autre chose pourtant que l'instinct, la brutalité, la pulsion sans frein. Un art de l'usage de soi en vie, une tournure à donner à l'existence pour qu'elle soit « juste » – comme on le dit d'une voix, d'un instrument de musique, d'un geste. Cette justesse diffère évidemment de toute mise en conformité avec l'idée de justice. Elle se confond avec un « devenir soi-même » qui dissipe les désaccords et finalement les « questions morales » et leurs dilemmes. « La solution du problème que tu vois dans la vie, c'est une manière de vivre qui fasse disparaître le problème », écrit Wittgenstein dans les *Remarques* mêlées. L'éthique suppose une conversion, mais qui dispose à devenir plus et mieux ce qu'on est. C'est un « ressuscité », mais destiné à retrouver une forme de vie plus intense. Aucun de ces termes ne doit fournir l'occasion d'introduire un écart, un arrière-monde, un espace de jugement. « Bien faire » ne signifie pas avoir discerné le Bien et le prendre pour but de ses actes : « Le bien n'est pas hors de l'agir éthique », souligne Paul Audi.

Dans le sillage de Schopenhauer, de Nietzsche, de Michel Henry et aussi de Deleuze, ce livre dessine en quelque sorte une éthique négative, comme on parle de théologie négative. L'éthique est du côté de ce qui ne peut se dire, et doit se montrer. Voilà pourquoi, chez Wittgenstein, tout s'organise autour de « pour » et « par » l'éthique, tandis que rien ou presque ne se dirait « sur » l'éthique. Lui-même l'a souligné : « Si je ne pouvais expliquer à autrui l'essence de ce qui est éthique que par le biais d'une théorie, ce qui est éthique n'aurait pas de valeur du tout. »

Jean-Yves Haberer solde les comptes du Lyonnais

Dans un livre-plaidoyer, le président du Crédit lyonnais de 1988 à 1993 explique les causes du naufrage financier de la banque publique et tente, sans convaincre tout à fait, de se dédouaner

CINQ ANS DE CRÉDIT LYONNAIS
de Jean-Yves Haberer.
Ed. Ramsay, 416 p., 139 F (21,2 €).

Admiré puis haï, considéré tour à tour comme un stratège hors pair ou un dangereux mégalomane, Jean-Yves Haberer reste, à soixante-six ans, une énigme et une personnalité sans équivalent dans le monde étroitement imbriqué, en France, de la haute administration et des affaires. Président du Crédit lyonnais de 1988 à 1993, il est devenu, malgré lui, le personnage central du naufrage de la banque publique. Considéré comme le responsable principal d'un désastre de plus de 100 milliards de francs, Jean-Yves Haberer, resté longtemps silencieux, se défend bec et ongles dans un livre plaidoyer, *Cinq ans de Crédit lyonnais*.

« Plutôt que de gémir de la cruauté aveugle dont on a fait preuve, d'évoquer l'affliction de mes amis, le souci de ma famille, le traumatisme de mes enfants, ou de supputer les chances de mon endurance face au risque psychosomatique, je préfère illustrer ce qu'on m'a fait par une contribution réfléchie tenant d'analyser le mécanisme collectif et aveugle qui s'est acharné sur moi. » Cette phrase d'un des derniers chapitres, « Une diabolisation du bouc émissaire », illustre la volonté de l'auteur de faire un retour méthodique sur cinq années traumatisantes et de dominer les événements, froidement.

Jean-Yves Haberer a toujours cultivé le désir de grands desseins. S'il a emprunté avec un succès jamais démenti, jusqu'en 1993, les chemins obligés de la noblesse d'Etat, il n'est pas l'archétype du haut fonctionnaire. Si l'exercice et le jeu du pouvoir ont été les grandes affaires de sa vie, il a toujours été cette pointe d'anticor-

isme et de morgue qui lui vaut de nombreuses inimitiés. Selon la légende complaisamment répandue par l'intéressé, la belle mécanique intellectuelle du jeune inspecteur des finances qu'il était aurait séduit de Gaulle au début des années 60. Mais la droite ne lui pardonnera jamais d'avoir assumé sans états d'âme, voire avec une certaine allégresse, la continuité à la tête du Trésor après mai 1968.

S'il avait réussi dans la fonction publique, il échouera en tant que banquier, un métier qu'il découvrit sur le tard. La gauche, qui l'avait récompensé une première fois, en 1982, Paribas traumatisé par sa nationalisation, lui donne en septembre 1988 – pour réparer le préjudice subi lors de son limogeage de 1986 – la présidence du Crédit lyonnais, qu'il quittera en novembre 1993 dans une atmosphère de scandale.

VICTIME IMPUISANTE

Désigné depuis la vindicte, car « cela n'offense aucun parti politique, aucun courant idéologique, aucune affinité philosophique et religieuse, aucun clan », il cherche, au long de son récit, à démontrer, dans un souci presque thérapeutique, qu'il est lui aussi une victime – de la faiblesse de ses collaborateurs et des employés du Lyonnais, de l'archaïsme de la banque, de la servilité dont il est entouré, d'une crise économique et immobilière imprévisible et, plus encore, de la férocité et de l'irresponsabilité de la presse, de ses concurrents, de son successeur Jean Peyrelevade et des ministres de l'économie qui auront géré souvent de façon calamiteuse ce dossier brûlant.

Quitte à réécrire un peu l'histoire, Jean-Yves Haberer se montre plutôt convaincant dans la description de son impuissance : le Crédit lyonnais, « un grand corps trop mou », semble figé dans sa

splendeur passée de première banque du monde au début du siècle, engoncé dans des règles administratives incroyablement complexes et immuables et insensible à l'évolution du monde extérieur. Le président tout-puissant qu'il est se trouve isolé, à la merci de ce qu'on veut bien laisser filtrer jusqu'à lui : « Les bonnes nouvelles gorgent vers moi par plusieurs canaux simultanément. Les mauvaises nouvelles n'arrivent pas, ou arrivent tardivement, et souvent par un canal autre que le responsable du secteur. (...) La culture du Crédit lyonnais est de s'autosatisfaire sans jamais admirer les autres. »

Jean-Yves Haberer se reconnaît tout de même une erreur : « Faute d'être secondé et de n'avoir pu trouver comment l'être, je n'ai pu faire évoluer le poids excessif des services centraux. » Enfin, il découvre sur le tard « les mauvaises mœurs verbales du milieu socio-professionnel financier et bancaire. C'est le royaume des ragots, insinuations, calomnies... », et s'en prend tout particulièrement au déchaînement médiatique : « Tous nos patients efforts d'explication (...) échouent, parce qu'il nous est arrivé le plus grand malheur qui puisse arriver à une entreprise. Le Crédit lyonnais ne relève plus de l'information mais du spectacle. »

Ce plaidoyer, s'il sonne parfois juste, laisse un sentiment de malaise. Bien sûr, il est commode de faire du président de la banque le seul responsable du désastre. Cela exonère bien d'autres. Mais Jean-Yves Haberer, homme de pouvoir, brillant directeur du Trésor, président de Paribas, a-t-il été cinq années durant une potiche à la tête du Lyonnais, sans prise sur la réalité ? Son ambition qui n'était pas mince, son souci de la grandeur de la banque, ont amplifié les travers d'un établissement incapable de mesurer les risques pris. La rencontre de deux désirs de revanche – le sien et celui du personnel du

Crédit lyonnais nostalgique de la grandeur passée – a été détonante. L'ancien directeur du Trésor a été pris de vertige, mais aucun garde-fou, ni à l'intérieur ni à l'extérieur, ne lui a été opposé. Il a bénéficié de l'appui inconditionnel d'un pouvoir dont il était l'interlocuteur idéal – il suffit de lire l'hommage particulièrement appuyé à Pierre Bérégovoy. Jean-Yves Haberer revient ainsi sur ces épisodes incroyables où le ministre demande aux présidents des banques concurrentes de faire cesser leurs critiques contre le président du Lyonnais.

Dans cette « affaire », les malversations occupent, c'est tout naturel, le devant de la scène. Mais si elles sont nombreuses, elles expliquent une part finalement faible des pertes colossales. L'incompétence et la légèreté des dirigeants du Lyonnais, y compris de Jean-Yves Haberer, le refus d'assumer les responsabilités, les tentatives pour gagner du temps et dissimuler l'ampleur des pertes, la complicité et la passivité de l'administration, des autorités de tutelle et des gouvernements auront finalement joué un rôle bien plus important dans l'ampleur de la facture. Jean-Yves Haberer a été, qu'il le veuille ou non, un rouage essentiel de la faillite de ce système.

Eric Lecer

Titanic bancaire

Retour sur la plus grande faillite de l'histoire française : celle de la banque Pallas Stern

UNE FAILLITE SI CONVENABLE
Histoire de la banque Pallas Stern
d'Irène Inchauspé.
Calmann-Lévy, 202 p.,
110 F (16,8 €).

La banque française ne sera plus ce qu'elle a pu être dans les années 80 et 90. Il faut l'espérer pour les épargnants et les actionnaires. Telle est la conclusion du livre d'Irène Inchauspé, *Une faillite si convenable*, qui retrace la faillite de la banque Pallas Stern, le désastre de ses 1500 clients et l'impuissance des milliers d'épargnants qui, conseillés par les plus grandes banques, ont investi dans les obligations Pallas Stern. L'histoire est consternante. La journaliste démontre avec limpidité que l'effondrement de la banque – son dépôt de bilan date de l'été 1995 – était inscrit dans ses comptes dès 1991.

Ses dirigeants, grassement rémunérés, ont joué de leur passé et de leur réputation pour maintenir l'illusion du sérieux. Le premier d'entre eux, Gérard Eskenazi, ancien patron de Paribas, est présenté comme le financier le plus doué de sa génération. Se succéderont dans les fonctions dirigeantes Jacques-Henri David, aujourd'hui PDG de la

Banque de développement des PME, Laurent Pèpère, qui a depuis rejoint Canal Plus et pris la tête du club de foot Paris-Saint-Germain, ou encore Patrice Vial, qui dirige désormais la banque américaine Morgan Stanley. Leur portrait est cruel, les montrant aveugles, dépourvus de curiosité, plus intéressés par les mondanités et le golf que par l'avenir de la banque. Le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, n'est pas épargné. Toutefois, c'est moins la manière de les dépeindre qui les accable que la démonstration de leur absence d'esprit de décision face à la situation dramatique de la banque. Viennent ensuite les actionnaires et les administrateurs de la banque – qui comptait à son tour de table la Société de banque suisse, Elf, le groupe Schneider, Pinault-Printemps-Redoute, les AGF, le GAN, le Crédit lyonnais.

L'affaire s'est jouée en trois temps. Dans le premier (1991), les actionnaires de la Banque Pallas prennent conscience que ce petit établissement créé par Pierre Moussa – un autre ancien de Paribas, sans doute le plus fautif dans cette triste histoire – est au bord de la faillite à cause de ses engagements dans l'immobilier. Ils cherchent une solution, avec la Banque de France, qui passe par une fusion à trois, avec la banque Stern et Comipar, la holding de Gérard Eskenazi. La crise de l'immobilier s'aggrave et la banque s'effondre. Ses actionnaires traînent les pieds pour la renflouer, et cherchent à refaire le coup de l'adossement. Mais cette fois personne ne se laisse piéger. Seule la pression de la justice amènera, au troisième acte, les actionnaires à contribuer à l'indemnisation des créanciers.

La plus grosse faillite bancaire de l'histoire française – qui coûtera plus de 5 milliards de francs – n'aura en définitive qu'une vertu : amener le gouvernement à concocter un projet de loi pour renforcer la sécurité de l'épargne financière.

Sophie Fay

Sur le thème « Le délire d'interprétation »
la librairie
Compagnie
vous invite à participer au débat avec
PIERRE BAYARD, Qui a tué Roger Ackroyd ?
et **TANGUY VIEL, Cinéma**
le mercredi 14 avril à 18h
58, rue des Écoles, Paris 5^e Tél. : 01 43 26 45 36

هكذا من الأعمال

Le silence et la clameur

Dans un essai percutant, Didier Eribon fait le point sur l'homosexualité, de Proust à Michel Foucault, en conjuguant les méthodes de Sartre et de Bourdieu

RÉFLEXIONS SUR LA QUESTION GAY de Didier Eribon. Fayard, « Histoire de la pensée », 530 p., 145 F (22,10 €).

Entre une belle citation de Toni Morrison qui ouvre le livre et un chapitre dédié sur Hannah Arendt qui le conclut, Didier Eribon développe une longue et riche réflexion sur la discrimination des gays, en la plaçant d'emblée dans la lignée des grands essais sur le racisme. Publiant maintenant un tel ouvrage, cela impliquait non seulement de réexaminer les nombreuses tentatives théoriques qui se sont succédées à un rythme soutenu depuis plus d'un siècle, mais aussi de prendre en compte une réalité politique et sociale où se mêlent de façon souvent confuse la tolérance libérale, les attaques frontales et les ambiguïtés plus retorses. Nous nous trouvons, en France et aux États-Unis (auxquels l'auteur, inévitablement, ne cesse de se référer) dans une sorte de modernité où, manifestement, tout n'est pas résolu de la question du choix ou de l'identité sexuelle.

Peut-on et doit-on prendre, dans le domaine de la sexualité, le modèle des arguments suscités par la question noire et par la question juive ? Il est évident que le travail des militants noirs aux États-Unis a été essentiel pour la prise de conscience de la minorité homosexuelle américaine, à partir du moment où, du moins, les gays se sont pensés eux-mêmes comme minorité et ont constaté l'oppression dont ils étaient l'objet, dans leur vie publique et privée. Mais il n'est pas dit qu'il faille penser que des choix sexuels privés suffisent à définir un groupe dont les droits doivent être revendiqués collectivement. Cela n'est pas écarté non plus : car c'est en s'apercevant que l'on est dépourvu de certains droits, que l'on découvre, précisément, son appartenance à un groupe dont, jusque-là, on pouvait ne soupçonner ni l'existence ni la nécessité. C'est souvent l'insulte, c'est-à-dire le regard et le jugement d'autrui sur soi, qui révèle une identité sociale à laquelle on ne pensait pas adhérer. On apprend alors son exclusion.

Didier Eribon commence donc son essai précisément par ce phénomène social de l'insulte sexuelle, qui agit comme un révélateur. Cette désignation qui met toute la personnalité de l'individu dans le faisceau sexuel, a-t-elle la même fonction que l'injure raciste contre les Noirs ou contre les Juifs ? En calquant le titre d'un célèbre essai de Sartre, abondamment cité, Eribon le suit jusqu'à un certain point. De même qu'il rejoint Hannah Arendt, appliquant ses conclusions théoriques et pratiques sur l'antisémitisme à la discrimination anti-homosexuelle. Il lui donne même raison sur la nécessité de « l'existence de groupes affirmant leurs différences » comme « garant du pluralisme culturel et donc de la vie même de la société ».

RÉFÉRENCES

Proust, Sartre, Bourdieu et Foucault sont donc les références essentielles de cet essai qui consacre, par ailleurs, de nombreuses pages à Gide, Wilde, John Addington Symonds et Walter Pater. Théoricien équivoque de l'homosexualité masculine et féminine, l'auteur de la Recherche, en créant le personnage du baron de Charlus, mais en travestissant sa propre sexualité, est passé de la thèse, courante à son époque, d'un « troisième sexe », hermaphrodite visible des seuls initiés (dans *Sodom et Gomorrah*), à celle d'une homosexualité généralisée, mais secrète (dans *Le Temps retrouvé*), miroir universel du mensonge social. Il considéra tout à tour le désir d'un homme pour un homme comme l'indice d'une féminité psychique (pathologique) et comme la forme la plus répandue de la sexualité masculine. C'est ce qui

rend sa lecture complexe, peut-être plus que ne le suggère Eribon. Sartre puis Pierre Bourdieu fournissent, eux, des instruments conceptuels pour penser la domination sexuelle dans le filtre social. Et tout ce qui concerne l'injure sexuelle constitue probablement la meilleure partie de l'essai de Didier Eribon. Il analyse fort bien comment des individus, dont la conscience est, pour reprendre la formule de Sartre, « investie par autrui » sont amenés à adopter des comportements de fuite ou au contraire de revendication et à construire un mode de vie, fait de reconnaissance ou de clandestinité. « La participation à une même sexualité stigmatisée ainsi que la marginalisation et l'exclusion qu'elle implique sont au fondement de la constitution d'un monde spécifique, inscrit autant dans la topographie des villes que dans la personnalité des individus qui viennent s'y agréger en

le faisant exister et en le perpétuant au fil des générations. » C'est ce qui, comme le souligne Eribon, permet de convertir une « haine de soi » à laquelle pousse l'homophobie intérieure, à l'« acceptation de soi » que favorise la constitution d'une communauté, même si, peut-on ajouter, cette communauté incite à des amalgames et à des solidarités assez illusoires. Mais on ne peut que donner raison à l'essayiste quand il écrit : « La visibilité gay, aujourd'hui, ne signifie donc pas qu'un certain nombre de personnes auraient décidé au cours des dernières années de se définir par leur sexualité, mais qu'un nombre de plus en plus important d'individus gays ont cessé de dissimuler la partie « nocturne » de leur vie. » Ou encore, plus loin : « L'autonomie individuelle, la liberté individuelle se construisent et se conquièrent par des batailles qui ne peuvent être que collectives et toujours à recommencer. »

On le suivra moins dans son survol psychologique de la personnalité du gay, quand bien même certains témoignages oraux et écrits paraissent converger vers une typologie du malaise, de la dissimulation, de la libération ou de la revendication. L'extrême difficulté que chacun éprouve à exprimer, par des moyens journalistiques, psychiatriques ou littéraires, l'histoire de ses désirs et de ses rencontres, de ses pulsions et de ses frustrations, bref de son intimité, exige la plus grande prudence dans l'interprétation des aveux qui en sont faits.

Que de mensonges contiennent les réponses aux questionnaires des enquêtes et quelle naïveté que de croire pouvoir en tirer des statistiques ! Ces statistiques concernent la visibilité publique du sexe et non sa réalité privée. Statistiques du discours et non des gestes et encore moins des identités.

Opposé à Foucault, au « premier » Foucault du moins, si l'on accepte le résumé qu'il donne de ses mutations théoriques, Eribon est convaincu qu'existe bel et bien une identité sexuelle, une personne homosexuelle. Que cette identité et cette personne soient le résultat d'un choix, d'une construction ou d'une nature, il n'est pas dans son intention d'en débattre. Foucault, lui, a souvent répété que l'homosexuel était une invention juridico-psychiatrique de la fin du XIX^e siècle, mais Eribon, s'appuyant sur certains entretiens et (ce qui est méthodologiquement contestable) sur la vie personnelle du philosophe, relève des contradictions qui laissent entrevoir un autre type d'approche.

QUELQUES LACUNES

L'ouvrage aurait, sans doute, gagné en rigueur avec une recension plus systématique de la littérature gay. Trop d'absents parmi les romanciers français et américains : en premier lieu, Baldwin. De même, le cinéma, excellent « thermomètre » des tabous, est ignoré. Il aurait enfin été bon de rappeler, avec quelques détails, la mutation idéologique qu'a entraînée la pandémie du sida. Ces lacunes culturelles gênent : les artistes, les écrivains participent aussi à l'histoire des mentalités. L'absence d'analyses sur la législation des actes sexuels en France et aux États-Unis rend parfois vagues certains passages et, par contraste, arbitraires, malgré leur subtilité et leur évident intérêt, les longues digressions sur des références éloignées, trop connues (le procès de Wilde et le *Coydoy* de Gide) ou au contraire trop pointues (Pater et Symonds). Ces réserves étant émises, cet essai fera probablement date.

René de Ceccatty
* Signalons également le numéro spécial « Le Troisième Sexe » de la revue *La Maturité* (12, boulevard Peretie, 75017 Paris, mars, 100 F [15,24 €]).



J. A. ARABIAN

La drague reine

Dix ans après sa mort, sont publiées les nouvelles de Guy Hocquenghem : des textes dérangeants

OISEAU DE LA NUIT de Guy Hocquenghem. Albin Michel, 232 p., 98 F (14,94 €).

Un écrivain unique est mort du sida à quarante et un ans. Il avait fait ses preuves. Philosophe, journaliste, romancier, il avait tous les talents et notamment celui, très rare, d'être fidèle à lui-même et de ne jamais figer sa réflexion. Les nouvelles rassemblées sous le titre de la plus longue - *Oiseau de la nuit* - sont un miroir « divergent » de notre temps. Leur lecture est passionnante et instructive, utile et revigorante.

Hocquenghem raconte les gays, les exclus, les marginaux du sexe, les paumés, les individus hybrides, tous ceux, dangereux, qui n'aiment que les lieux équivoques. Il traque leur solitude mais, fasciné, il détecte leur liberté, cette liberté toute-puissante que les nécessités du désir obligent à inventer. Il décrit les réseaux qui permettent de le satisfaire. Le thème dominant de l'écrivain est donc très loin de toute consécration. Comme Genet, Copi et quelques peu nombreux récalcitrants du consensus, Hocquenghem souligne la noire splendeur de l'homosexualité, sa force créative, son rôle subversif qui aide aux progrès d'une société hétérosexuelle qui, faut-il le souligner après l'énorme et misérable « Monicagate », s'enliserait dans les pièges destructeurs d'une sexualité fade et codifiée.

En dix nouvelles mélancoliques, féroces mais subtiles, Hocquenghem élabore sa conception du désir amoureux, dévoile les remous secrets des êtres. Il est le témoin chaleureux du dragueur, audacieux mais apeuré, qui appartient « à la vieille école lubrique », hostile à la « nouvelle règle du jeu ». Il est à l'intérieur du chaos psychologique de « l'assassin de vieilles » qui a défrayé la chronique il y a une douzaine d'années. Il donne la

parole à tous les personnages nocturnes et ténébreux qui transforment en paillettes d'or une réalité de compromission, de clandestinité et de brutale concession.

Mais les nouvelles de Hocquenghem ne seraient que regard mélancolique sur les années défunt si le romancier ne se trouvait en écho avec notre époque. Hocquenghem raconte fort bien mais sans juger, il provoque aussi notre remise en question. Serait-il le seul à avoir ainsi assumé sa propre loi du plaisir en observant attentivement le milieu gay, en maintenant son rôle de militant sur l'arête vive de la lucidité ? A des années-lumière des jeunes auteurs d'aujourd'hui qui refusent d'être « différents » ou qui, agressivement (mais c'est la même chose), veulent imposer comme modèle leur ostentatoire façon de jouer, Hocquenghem n'a jamais voulu prêter le plaisir comme possession. Il dévotait ce que cela créait de retournement et de conformisme. Il préférait dire le dédale de la difficile mais orgueilleuse course au fantasme qui éclaire la position titubante de l'être humain entre désir et mort, société et individualisme.

Oiseau de la nuit est au cœur de la fiction et de sa plénitude, mais les « histoires » racontées affrontent les eaux profondes des faits divers (le mot drague est utilisé pour la quête sensuelle des corps comme pour la recherche des noyés) et par là même révèlent nos angoisses. Aujourd'hui où les homosexuels demandent à la loi de les rendre égaux aux hétérosexuels, profitant de la compassion provoquée par les ravages du sida, lire l'auteur prémoniteur d'Eve est une excellente thérapeutique pour prendre la mesure du cadeau piégé qui, banalisant l'homosexualité, calme en premier une hétérosexualité masculine, inquiète de mal cerner un tenace et nostalgique désir de fusion virile.

H. Ma.

Ghetto ou visibilité ?

Entre le désir de répondre à une demande bien réelle et celui de ne pas enfermer la littérature homosexuelle dans un genre à part entière, éditeurs, auteurs et libraires cherchent à se situer

une forme de visibilité. Et « le cul », c'est quasiment la seule façon d'être gay pour une partie de la population et la collection de *Dustan*, c'est pour ces gens-là, la première occasion de se plonger dans un livre... Par effet de mode, on lit aussi *Dustan* chez les Versaillaises. C'est une expression qui fascine les gens. Cela remonte à Cosmo et à Mireille Dumas. »

UNE DEMANDE

Emmanuel Ménard, a toujours refusé d'être catalogué comme « écrivain gay » : « Je suis gay et je suis un auteur (2). C'est quoi la littérature gay ? Une ambiance gay ? Un personnage gay ? Cela revient à un problème d'auteurs, de ton et de thématique. En outre, à part les Chroniques de San Francisco d'Armistead Maupin qui font vivre son éditeur, le passage du marais, c'est commercialement très risqué d'avoir une maison d'édition spécialisée, mais une collection, pourquoi pas ? Même si c'est une collection repoussive comme celle de *Dustan*. Toutefois, si un public jeune ne trouve que « Le Rayon Gay », il va avoir une curieuse idée de la culture gay ! Ce qu'il faut voir, c'est qu'il y a dans la communauté homosexuelle toutes sortes de gens qui ont un fond culturel commun. Si je vais voir Priscilla, folle du désert avec mes parents, moi je vais exploser de rire et eux diront que « oui, c'est amusant », parce que certaines références leur auront échappé. Et si je vais voir La Vérité si je mens avec des amis juifs, je vais en voir à un

moment six morts de rire, sans comprendre pourquoi... »

Pour Isabelle Le Coz, qui a lancé sa maison d'édition, KTM, uniquement consacrée à la littérature lesbienne (3), « il ne faut pas penser ghetto : il y a une demande mais il n'y a rien. L'offre

est uniquement américaine, et ce n'est pas notre expérience. Nous ne publions donc que des Françaises, car ce que cherchent les lectrices, au-delà de l'histoire, c'est un quotidien, un vécu, des réflexions où se retrouver ».

Martine Silber

Une visiteuse de prison qui rencontre l'amour !

ALPHONSE BOUDARD

Chère Visiteuse roman

EDITIONS DU ROCHER

- (1) In l'Officiel de la couture et de la mode, avril 1999.
- (2) *Cannibales* (Zulma), *La Dernière victime* (Librairie des Champs-Élysées), *La Jambe cassée* (DLM).
- (3) 20, rue Saint-Nicolas, 75012 Paris. Deux titres publiés : *Once Upon a Poulette*, de Cy Young, et *Malice*, de Cécile Dailly. Le deuxième roman de Cy Young est prévu pour la mi-mai.

هكذا من الأصل

L'ÉDITION FRANÇAISE

● L'Olivier s'attaque au Pommier. Les éditions de L'Olivier - département du Seuil depuis 1996 - ont assigné, le 22 mars, devant le tribunal de grande instance de Paris, la librairie Arthème Fayard qui abrite Le Pommier. L'arbre stylisé sur la couverture, l'homophonie constituée par la syllabe finale «...ier» seraient une imitation frauduleuse des marques «éditions de L'Olivier».

De plus, la collection «Romans & plus» aux éditions du Pommier est considérée comme un démarquage manifeste de «Fiction & Cie», collection lancée par Le Seuil en 1974. Les éditions du Pommier, créant une «volonté de confusion et de parasitisme» («actes révélateurs de concurrence déloyale») profiteraient ainsi de la notoriété des éditions de L'Olivier. Outre l'interdiction de l'utilisation des termes «Romans & plus», M. Dominique de la Roche, pour Le Seuil, réclame la condamnation des éditions Fayard à verser 300 000 F (45 734 €) à titre de dommages-intérêts ainsi que la publication du jugement à intervenir dans cinq journaux ou revues au choix de la demanderesse, sans que le coût soit inférieur à 25 000 F (3 811 €).

● Extrapolé négocie pour racheter Le Furet du Nord. Extrapolé, un réseau de cinq librairies racheté en 1998 par Hachette Distribution Service, a indiqué, le mardi 6 avril, qu'il devrait finaliser prochainement la prise de contrôle des douze librairies Le Furet du Nord (actuellement entre les mains de son président Christian Le Blanc et de Christian Toulouse). La société anonyme lilloise, qui emploie 340 personnes, réalise un chiffre d'affaires de 340 millions de francs (51,8 millions d'euros).

Selon Extrapolé, la Fnac, le groupe Bertelsmann et le savoir et l'allemand Bertelsmann étaient sur les rangs pour reprendre les librairies nordistes. Extrapolé, qui prévoit avant la fin de l'année l'ouverture de quatre nouvelles librairies dont deux en Pologne, a réalisé un chiffre d'affaires de 300 millions de francs (45,7 millions d'euros) en 1998. Ce rachat devrait lui permettre de doubler sa taille et d'avoir une plus forte puissance d'achat.

● Le groupe Mango s'élargit. Dirigé par Hugues de Saint-Vincent, le groupe Mango - spécialisé jusqu'alors dans les secteurs jeunesse, sport et pratique - poursuit sa stratégie de développement dans la branche littéraire. Après l'acquisition, en 1997, des éditions Blanche (spécialisées dans l'érotisme), dirigées par Franck Spengler, et celui des éditions Joëlle Losfeld, c'est au tour de Jean-Loup Chiffet de lancer sa maison d'édition. Nouveau département de Mango Littérature, Mots et Cie publiera sept titres en 1999 consacrés à l'humour.

La mémoire sulfureuse de Lao She

Ferveur et tabou entourent la célébration en Chine du centenaire du grand maître de la littérature populaire

PEKIN
de notre correspondant
Une tasse de thé, des lunettes cerclées et un buvard. Des clichés, des rayons de livres et des caricatures antijaponaises de la guerre. Et cette phrase, surtout cette phrase, agrandie, rivée au mur : «Je verse mon sang chaud sur le papier». On visite le musée de Lao She comme un lieu sacré. Les œuvres du maître s'alignent derrière des vitres astiquées - manuscrits, traductions -, reliques d'un imaginaire romanesque où le culte de la décision nourrit la peinture d'une Chine démise.

Le public vient flâner dans cette maison traditionnelle à la cour piquée de kakis secs et à la charpente badigeonnée d'un rouge vermillon, sise dans une hutong (rue) non loin d'un hideux centre commercial de la rue Wangfujing. «Il ne reconnaît pas son Pékin», murmure un visiteur à la retraite, nostalgique de l'univers de Lao She, celui du petit peuple gaulleur des hutongs que menacent les pelleteuses des promoteurs de Hongkong alliés aux bureaucrates de Pékin. Une date s'étale sur l'agenda conservé de l'écrivain : 24 août 1966. Lao She avait quitté son domicile, ce matin-là, pour «se promener». Il ne reviendra pas chez lui. On l'a retrouvé noyé, la tête immergée dans le lac de la Paix.

Trente-trois ans plus tard, la Chine célèbre le souvenir du martyr. A l'occasion du centenaire de sa naissance, un colloque a réuni, en février, à Pékin, deux cents spécialistes venus du monde entier. On a longuement disserté sur l'humour ou sur l'identité mandchoue de l'auteur. Signe des temps, les échanges ont eu lieu dans une ambiance plus décontractée que lors d'un précédent colloque, en 1992, raté en raison de l'absence des experts chinois. L'exégèse se défile. Pour autant, on ne peut pas encore tout dire sur Lao She. Les circonstances de sa mort restent un sujet éminemment épineux, sinon tabou.

LOUD SILENCE

La thèse officielle est qu'il s'est suicidé en se jetant dans le lac de la Paix. Il ne souffrait plus, dit-on, les brimades des gardes rouges qui lui imposaient des séances d'auto-critique à répétition. Au temple de Confucius, les nerfs l'avaient chagriné de sabres de bois d'opéra de Pékin pour lui faire avouer ses prétendus «crimes contre-révolutionnaires». Aujourd'hui, la préposée municipale du musée de Lao She n'épargne aucun détail de ces exactions. Elle a potassé son mémo des bords de dévotion de la révolution, ont acculé l'écrivain au suicide. Point final. Mais qui ose constater en Chine cette version érigée en vérité de granit ?

Qui s'aventure à suggérer, à l'instar du spécialiste français Paul Bady, que Lao She pourrait avoir été purement et simplement assassiné ? Car si le désespéré avait plongé dans le lac, pourquoi ses vêtements sont-ils restés secs ? La question est d'importance. Elle touche aux limites de la Chine s'autorisant dès que l'on touche à la mémoire de la révolution culturelle. Pour avoir exigé en 1986 que l'on fasse toute la lumière sur la mort de l'écrivain, un ancien dirigeant de l'Association des études sur Lao She s'est vu retirer sa carte du Parti.

D'autres intellectuels interrogent aujourd'hui la vérité officielle mais de manière plus oblique. Sans aller jusqu'à mettre en cause la théorie du suicide, ils avancent une interprétation hétérodoxe des motivations de l'écrivain. Lao She victime d'une poignée d'excités ? Le sens de son acte ne va-t-il pas au-delà ? N'est-il pas plus radical ? «Il s'est suicidé car il avait perdu toute confiance dans le Parti communiste et en Mao Zedong», assure un ancien animateur de l'Association des études sur Lao She qui préfère garder l'anonymat - précaution qui en dit long sur les inhibitions qui continuent d'entourer cette question en Chine. Cette thèse de la foi broyée sent le soufre. Elle est à l'opposé de la vulgate qui conti-

nue de présenter Lao She comme une personnalité officielle, acquise au socialisme et au Parti, au point d'avoir dénoncé - ce qui est tristement vrai - d'autres écrivains lors de la campagne de l'après-Cent Fleurs (1957) contre les «droitiers». Ce Lao She-là avait en fait cessé de créer. Pour avoir mis sa plume au service de «campagnes», il s'était condamné à la stérilité. Son œuvre, la vraie, celle dédiée à la truculence des petites gens assommées par la fatalité, remontait à l'élan pré-1949 - à l'exception notable de la *Maison de thé*, écrite durant la brève détente des Cent Fleurs. Singulière pour l'époque, la pièce marquait en fait le surgissement d'une inspiration que le lamento idéologique avait déjà anéantie. En marge du centenaire officiel, c'est bien cette veine-là de l'héritage de Lao She, satirique et insolent, qui est aujourd'hui fêlée par le public.

Pour s'en convaincre, il suffit de se rendre au Théâtre des Ouvriers, bâtisse de béton sans âme située au cœur du quartier populaire Hu Fang Qiao, à deux pas de la rue des antiquaires Liu Lichang. La représentation de la *Maison de thé* débute en fin d'après-midi, à l'heure où les écoliers, le cou ceint d'un foulard rouge, se ruent sur les gâteaux à la crème des pâtisseries. Le metteur en scène Gu Wei, un fidèle de l'œuvre de Lao She, a orchestré le récit selon l'art du qu-

ju, le théâtre populaire chanté propre à la tradition pékinoise. La pièce narre les tribulations de la Chine sur un demi-siècle (1898-1949) à travers le microcosme fébrile d'une maison de thé. Comment mieux saisir l'actualité de Lao She ? Les scènes sont riches de résonances contemporaines qui ravissent le public. Quand un personnage (Chang le quatrième) s'exclame : «Où j'ai mon pays, mais de qui suis-je aimé ?», la salle applaudit à tout rompre. Chacun se reconnaît, encore aujourd'hui, dans cette complainte du patriote floué, du sacrifice mal récompensé, de l'infortune inégalement répartie. Lors de la commémoration au Palais du peuple, un officiel ne s'était aventuré à broder sur le sujet. C'est bien un double Lao She dont la Chine célèbre le centenaire.

Frédéric Bobin

* Titres disponibles en France : *La Maison de thé* (Ed. en langues étrangères, 1980), *Le Bateau magique* (Ed. en langues étrangères, 1982), *Gens de Pékin* (Gallimard, 1982), *La Cage aux merveilleux* (Gallimard, 1986), *L'Enfant du Nouvel An* (Gallimard, 1986), *Le Tisserand de paille* (Ed. en langues étrangères, 1989), *Un fils tombé du ciel* (Ed. Arléa, 1989), *Le Pousse-Pousse* (Ed. Philippe Piquet, 1990), *Quatre générations sous un même toit* (Mercure de France, tome I : 1996, tome II : 1998).

Passage en revues

«Lignes»

Francis Marmande, Mathieu Bénézet, Jean-Paul Curnier, Christophe Bident, Daniel Dobbels, Laurence Louppe, Emmanuel Saulnier et Michel Surya sont les maîtres d'œuvre d'un dossier intitulé *Résistance de l'art, des arts résistants*. Francis Marmande y retrace une histoire des écritures de la transgression, et s'insurge contre l'idée que cette notion puisse paraître dépassée en un temps où Salman Rushdie et Taslima Nasreen ont été poursuivis à mort pour fait d'écrivain, où des ouvrages, en France, sont condamnés avant d'être écrits, où s'installe «partout un climat de néo-puritanisme aigu, la surveillance généralisée, le despotisme de l'opinion publique, le contrôle total, la précaution utile, dictée par l'économie, des éditeurs, le tout communication, le règne absolu du faux et la maladie de la transparence». Michel Surya, lui, accuse : ce ne sont pas les médias qui ont domestiqué la pensée, mais les intellectuels, devenus «domestiqués», ou «hétéronomes», intellectuels de pouvoir «comme il y eut, avant eux, des intellectuels de parti» (n° 36, mars 1999, Hazan, 180 p., 100 F [15,24 €]).

«Terrain»

Le dernier numéro de la revue d'ethnologie du ministère de la culture est consacré au «Beau». On y trouve des textes sur l'art des masques en Papouasie-Nouvelle-Guinée et la pratique du «dédouement» du désir, le langage de la beauté chez les Inuits du Canada, la faculté en milieu ouvrier de fabriquer des

œuvres d'art avec ferrailles et objets de brocantes, le rituel faussement futile qu'est l'élection d'une Miss Monde en Inde, la transformation des corps dans les sociétés indiennes de la Côte nord-ouest (Canada), et la révolutionnaire théorie de l'art proposée par l'anthropologue anglais Alfred Gell. Dans le même numéro, un article sur le football dans la culture populaire à Votrud, un petit village situé entre Laval et Le Mans (n° 32, mars, Éditions du patrimoine, 65, rue de Richelieu, 75002 Paris, tél. : 01-40-15-85-271, 66 p., 90 F [13,72 €]).

«Vertigo»

La revue d'esthétique et histoire du cinéma dirigée par Christian-Marc Bosseno consacre un numéro au «Loin». Études sur la contagion du plan moyen, l'horizon du récit, le devoir du cinéaste de faire entrer, tel Eisenstein, «la réalité dans la sphère d'action de la fiction». Pour appréhender le lointain comme invention formelle, regarder à la jumelle, tel James Stewart dans *Fenêtre sur cour*, les vies qui défilent de tout le voisinage. Zapper sur l'écran noir des nuits blanches de nos maîtres-voyeurs. Voir Satyajit Ray, Rivette, Angelopoulos, Mizoguchi, Kiarostami, Pollet, Keaton, Antonioni, Oliveira, Tati, Godard, Wenders... Ou, comme l'explique François Prodomides, John Cassavetes, qui possédait l'art, via ses gros plans, de jeter à ses personnages et à ses spectateurs «un espace à la gaulle» (n° 18, éd. Jean-Michel Place, 160 p., 140 F [21,34 €]).

J.-L. D.

A L'ÉTRANGER

Festival de poésie à Manhattan

Du 9 au 11 avril, le People's Poetry Gathering se tiendra dans les cafés, les parcs et les auditoriums de Manhattan. Le festival célébrera toutes les formes de poésie du sonnet au hip-hop, des vers du poète écossais du XVIII^e siècle Robert Burns aux textes publiés sur Internet. On lira *Le Corbeau* d'Edgar Allan Poe dans un cimetière ; il y aura une joute entre rappers dont le vainqueur sera déclaré aux applaudissements ; des poètes country chanteront. Des amateurs tenteront de se faire connaître, des poètes reconnus seront également présents, comme le gagnant du prix Pulitzer Gail Kimmel, qui fera une lecture de Federico García Lorca et participera à un stage avec un poète brésilien, qui accroche ses textes sur des cordes à linge pour qu'ils soient lus par les passants. Robert Bly lira l'*Ode à mes chaussures* de Pablo Neruda, assurera un atelier sur «mythologie et poésie», et discutera des traditions orales avec Kewilay Kamara, un poète de Sierra Leone qui descend d'historiens de tradition orale. Son œuvre est entrecoupée de musique et d'improvisation. Il y aura également des compositions de haïkus japonais et un concours de *decima* portoricaine : il s'agit de trer une phrase d'un chapeau, destinée à clore un poème de dix lignes. Sherman Alexie, l'auteur du scénario de *Phoenix Arizona* de Chris Eyre (sortie le 21 avril) tiré du recueil de nouvelles éponyme (Albin Michel), participera à un concours de poésie. Ces festivités sont organisées par City Lore, une association qui organise des lectures et dispose d'une bibliothèque entièrement consacrée à la poésie et à la culture populaire.

● COLOMBIE : XII^e Foire du livre

Plus de 400 exposants venus de neuf pays participent à la XII^e Foire internationale du livre de Bogota avec la Grande-Bretagne comme invité d'honneur. Le thème cette année tourne autour des «relations entre les villes et la littérature». 250 écrivains y sont attendus. Des expositions, des présentations de films, des spectacles de théâtre et de musique accompagneront ces treize journées.

● VENEZUELA : le XI^e prix Rómulo-Gallegos

L'une des récompenses les plus prestigieuses de littérature latino-américaine, le prix Rómulo-Gallegos, créé en 1964, sera attribué le 2 juillet. 219 romans d'auteurs de 19 pays ont été sélectionnés. Parmi les premiers auteurs récompensés, on relève les noms du Péruvien Mario Vargas Llosa, du Colombien Gabriel García Márquez et du Mexicain Carlos Fuentes. La Mexicaine Angeles Mastretta, qui a obtenu ce prix en 1997, présidera le jury cette année.

magazine littéraire

N° 375 - Avril 1999

DOSSIER
GOETHE

LES LIVRES DU MOIS

Michel Tournier, Patrick Modiano
Anthony Burgess, Jacques-Pierre Amette, Racine

SUPPLÉMENT

Les écrivains du Maroc

Chez votre marchand de journaux : 32 F

Le Magazine littéraire sur Internet : www.magazine-litteraire.com

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 132 F

Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- | | | |
|---|---|--|
| <input type="checkbox"/> William Faulkner | <input type="checkbox"/> Tolstov | <input type="checkbox"/> Rabalais |
| <input type="checkbox"/> Italo Calvino | <input type="checkbox"/> Michel Leiris | <input type="checkbox"/> L'existentialisme |
| <input type="checkbox"/> Virginia Woolf | <input type="checkbox"/> Althusser | <input type="checkbox"/> Paul Verhaere |
| <input type="checkbox"/> Albert Camus | <input type="checkbox"/> André Gide | <input type="checkbox"/> Aragon |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Duras | <input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke | <input type="checkbox"/> La Plaine |
| <input type="checkbox"/> Jean Starobinski | <input type="checkbox"/> Kant | <input type="checkbox"/> Marx |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar | <input type="checkbox"/> Guy de Maupassant | <input type="checkbox"/> Michel Foucault |
| <input type="checkbox"/> Sade | <input type="checkbox"/> Lévi-Strauss | <input type="checkbox"/> Elmer |
| <input type="checkbox"/> Retour aux Latins | <input type="checkbox"/> Jean Genet | <input type="checkbox"/> Schopenhauer |
| <input type="checkbox"/> Jacques Derrida | <input type="checkbox"/> Roland Barthes | <input type="checkbox"/> Jean Giono |
| <input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz | <input type="checkbox"/> Jacques Lucan | <input type="checkbox"/> Vladimir Jankélévitch |
| <input type="checkbox"/> Fernando Pessoa | <input type="checkbox"/> Georges Perec | <input type="checkbox"/> Les Exclues |
| <input type="checkbox"/> George Sand | <input type="checkbox"/> Céline, le Voyage | <input type="checkbox"/> Ionesco |
| <input type="checkbox"/> Joseph Conrad | <input type="checkbox"/> Hermann Hesse | |

Nom : _____

Adresse : _____

Réglement joint par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 01-45-44-14-51 - Fax : 01-45-48-38-36

AGENDA

- LE 11 AVRIL. VIRGILE. A Paris, une lecture de *L'Énéide*, de Virgile, est proposée dans une mise en scène de Brigitte Jaques (de 10 heures à minuit, 36, quai du Louvre, 75001 Paris ; tél. : 01-40-20-84-00).
- LE 11 AVRIL. KENZABURO OÉ. A Paris, la Bibliothèque publique d'information organise une conférence de René de Ceccatty autour de l'œuvre de Kenzaburo Oé (à 17 heures, place Igor-Stravinsky, 75004 Paris ; tél. : 01-44-78-12-33).
- LE 12 AVRIL. POÉSIE. A Paris, la BNF propose une conférence d'Yves Bonnefoy suivie d'une lecture des poèmes de Christian Dotremont par Lambert Wilson (à 18 h 30, Bibliothèque de l'Arse, 1, rue de Solly, 75004 Paris ; réservation : 01-53-79-49-49).
- LE 12 AVRIL. ÉDITION. A Paris, la Bibliothèque publique d'information organisera un débat, animé

par Florence Noiville, autour du thème : «Promotion et publicité du livre» (à 19 h 30 au Tipl, piazza Centre Georges-Pompidou, 46, rue Quincampoix, 75004 Paris ; tél. : 01-44-78-46-41).

● LE 14 AVRIL. DIEU. A Paris, la Bibliothèque nationale de France organise, sur le thème «Quelques effets de Dieu», une conférence de Florence Delay intitulée «L'athéisme spirituel» suivie d'une table ronde avec Frédéric Boyer, Sylvie Germain et Patrick Kéchichian (à 18 h 30, BNF, quai François-Mauriac, 75013 Paris ; tél. : 01-53-79-59-59).

● DU 14 AU 17 AVRIL. FOUCAULT. A Caen et à Paris, à l'occasion du dépôt des archives Foucault à l'Institut mémoires de l'édition contemporaine, le Centre Michel-Foucault et l'IMEC organisent colloque, expositions et projection (rens. : 02-31-29-37-37 ou 01-53-34-23-23).

PHILIPPE CAUBÈRE

rencontre aux

CAHIERS DE COLETTE

le samedi 10 avril à partir de 18h.

à l'occasion de la parution

de son roman

Les carnets

d'un jeune homme

(Denoël)

23-25, rue Rambuteau, Paris 4^e

Tél. 01 42 72 95 06

JOHN IRVING

à l'occasion de la parution

de son roman

Une veuve de papier

(Le Seuil)

sera à la librairie

LE DIVAN

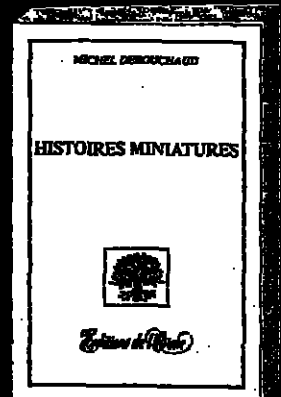
le mercredi 14 avril

à partir de 18h.

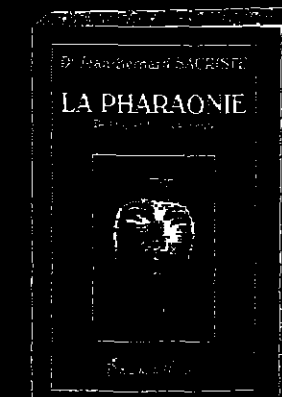
203, rue de la Convention, Paris 15^e

Tél. 01 93 68 90 68

Vient de paraître



Instantanés de vie, d'enfance ou de jeunesse suivis de trois contes. Une lecture intemporelle. Nevoite, fraîcheur d'âme et nostalgiques.



Le lent affrètement d'un Empire tri-millénaire, par perte de son identité culturelle, politique, nationale, jusqu'à celle de son écriture et de sa langue.

Éditions de l'Orme

Distribution Ste Née Distique 28600 Lusignan - Fax : 02 97 30 07 42

سكزا من الأمل